
J O U R N A U X

DE

L'ASSEMBLEE LÉGISLATIVE.

VOL. XIV.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC,

DEPUIS LE 28 MAI JUSQU'AU 24 JUILLET 1880,

LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT,

DANS LES QUARANTE-TROISIÈME ET QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉES DU RÉGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA,

ÉTANT LA TROISIÈME SESSION DU QUATRIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1880.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC :
IMPRIMERIE DE LÉGER BROUSSEAU.

1880.

VOL. XIV.



PROCLAMATIONS.

CANADA, }
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le dixième jour du mois de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-neuf et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec se trouve convoquée pour le dixième jour du mois de DÉCEMBRE, mil huit cent soixante et dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de Québec ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver, avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-neuf et de Notre Règne la quarante-troisième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la Foi, etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le VINGT HUITIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre vingt et de Notre Règne la quarante-troisième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA, }
Province de *Québec*. }
[L. S.] THÉODORE ROBITAILLE.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec* et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le VINGT HUITIÈME jour du mois de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT HUITIÈME jour du mois de FÉVRIER, mil huit cent quatre-vingt, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le TRENTIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce DIX-HUITIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre vingt, et de Notre Règne la quarante-troisième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA.
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en notre Cité de Québec, le TRENTIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec se trouve convoquée pour le trentième jour du mois de MARS, mil huit cent quatre vingt, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de Québec ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver, avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite province, en Notre Cité de Québec, JEUDI le VINGT NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, et y agir comme de droit. Ce A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT SEPTIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre vingt, et de Notre Règne la quarante-troisième,

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA, }
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le VINGT NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre vingt et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL, mil huit cent quatre vingt, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec : SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, VENDREDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt, et de Notre Règne la quarante-troisième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA, }
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le VINGT HUITIÈME jour du mois de MAI courant—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au VINGT HUITIÈME jour du mois de MAI courant, mais non pour la dépêche des affaires, et que, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la convoquer pour le même jour pour la dépêche des affaires, Nous VOULONS EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, VENDREDI, le VINGT HUITIÈME jour du mois de MAI prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce HUITIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre vingt, et de Notre Règne la quarante-troisième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUEBEC.
—
SESSION 1880.

Vendredi, 28 Mai 1880.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hall*,
écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire :

MONSIEUR L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de
cette Honorable Chambre, à la salle des séances du Conseil Législatif :

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances
du Conseil :

Et étant de retour,

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les avis
ci après des vacances suivantes, et qu'en conséquence, il a adressé ses mandats au
Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux
brefs pour l'élection de députés, à l'effet de représenter la division électorale de
Rimouski, la division électorale de *Chicoutimi* et *Saguenay* et la division électorale
de *l'Assomption*.

AIKEN—CAROLINE DU SUD,

13 Février 1880.

A l'Honorable
Orateur de l'Assemblée Législative,
de la province de *Québec*.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne, par les présentes, mon siège dans l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, comme membre pour la division électorale de *Saguenay et Chicoutimi*.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

WM. EVAN PRICE.

Signé en présence de *John C. McLaren*,
Montréal, Canada,

D. P. Farvelly,
Belleville, Ont.

Québec, 13 mai 1880.

A l'Honorable *Arthur Turcotte*,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

MONSIEUR,

Nous, soussignés, de la Province de *Québec*, vous informons qu'une vacance est survenue dans la dite Assemblée Législative, par la mort de *Onulphe Peltier*, écuyer, membre pour la division électorale de l'*Assomption*, et en conséquence, nous vous requérons par les présentes d'adresser sans délai votre mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie pour l'émission d'un bref pour l'élection d'un membre pour remplir la dite vacance.

TÉMOINS, nos seings et sceaux, à *Québec*, ce treizième jour de mai, mil huit cent quatre vingt.

W. W. LYNCH,
M. P. P.

E. J. FLYNN,
M. P. P.

M. l'Orateur informe alors la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA, }
Province de Québec. }

Je certifie que des brefs d'élection en date à Québec, du trentième jour d'octobre mil huit cent soixante et dix neuf ont été émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur et qu'ils ont été respectivement adressés aux registrateurs, officiers-rapporteurs *ex-officio* pour les districts électoraux suivants :

A L. G. Lachaine, écuier, pour Terrebonne, à A. E. Léonard, écuier, pour Laval, à Thomas Brassard, écuier, pour Brome, à F. X. Lavoie, écuier, pour Gaspé, à L. N. Carrier, écuier, pour Lévis, et au shérif du district judiciaire de St. François, G. F. Bowen, écuier, officier rapporteur *ex-officio* pour Sherbrooke.

Ces brefs ordonnaient de nouvelles élections de députés à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour remplacer l'Honorable J. A. Chapleau, membre pour Terrebonne, l'Honorable L. O. Loranger, membre pour Laval, l'Honorable W. W. Lynch, membre pour Brome, l'Honorable E. J. Flynn, membre pour Gaspé, l'Honorable E. T. Pâquet, membre pour Lévis, l'Honorable J. G. Robertson, membre pour Sherbrooke, lesquels, depuis leurs élections, ont accepté une charge à la nomination de la Couronne, savoir : l'Honorable J. A. Chapleau, la charge de Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics ; l'Honorable L. O. Loranger, la charge de Procureur Général ; l'Honorable W. W. Lynch, la charge de Solliciteur Général ; l'Honorable E. J. Flynn, la charge de Commissaire des terres de la Couronne ; l'Honorable E. T. Pâquet, la charge de Secrétaire Provincial et de Régistrateur ; et l'Honorable J. G. Robertson, la charge de Trésorier de la province de Québec.

Par les rapports faits des dits brefs d'élection maintenant déposés dans les archives de mon bureau, il appert que l'Honorable J. A. Chapleau, a été élu pour Terrebonne ; l'Honorable L. O. Loranger, pour Laval ; l'Honorable W. W. Lynch, pour Brome ; l'Honorable E. J. Flynn, pour Gaspé ; l'Honorable E. T. Pâquet, pour Lévis ; et l'Honorable J. G. Robertson, pour Sherbrooke.

Fait à Québec, en mon bureau, ce vingt septième jour de février, mil huit cent quatre vingt.

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L. DELORME, écr.,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA, }
Province de Québec. }

Je certifie, par le présent, qu'en vertu d'un bref d'élection émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, le cinq de février dernier, pour l'élection d'un membre pour représenter le district électoral de Rimouski, dans l'Assemblée Législative de la province en remplacement de

l'Honorable *Alexandre Chauveau*, qui a résigné son siège pour accepter une charge à la nomination de la Couronne, savoir : la charge de juge des Sessions de la Paix, *Joseph Parent*, écuyer, a été élu pour le remplacer comme membre du dit district électoral de *Rimouski*, ainsi qu'il appert par le rapport fait sur le dit bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, ce vingt sixième jour d'avril mil huit cent quatre vingt.

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L. DELORME, écr.,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

Je certifie, par les présentes, qu'en vertu d'un bref d'élection émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la province de *Québec*, le premier mars dernier, pour l'élection d'un membre pour représenter le district électoral de *Chicoutimi* et *Saguenay*, dans la dite Assemblée Législative de la dite province, en remplacement de *W. E. Price*, écuyer, qui a résigné son siège, *Joseph-Elisée Beaudet*, écuyer, a été élu pour le remplacer comme membre pour le dit district électoral de *Chicoutimi* et *Saguenay*, ainsi qu'il appert par le rapport fait sur le dit bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau

Fait à *Québec*, ce vingt sixième jour d'avril mil huit cent quatre vingt.

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L. DELORME, écr.,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

M. l'Orateur met devant la Chambre, copies de jugements et de documents ayant rapport aux élections contestées pour les divisions suivantes, savoir : *Beauce, Chambly, Portneuf, St. Hyacinthe* et *Charlevoix*, lesquels sont lus. (Appendice No. 1).

Aussi, un avis de l'un des juges de la Cour Supérieure, informant la Chambre que *Achille Larose*, écuyer, n'a pas l'intention de s'opposer, ni de continuer à s'opposer à la pétition d'élection dans la cause du district électoral de *Verchères*, lequel est lu. (Appendice No. 1).

Aussi, état des affaires de la Providence St. Joseph, *Lanoraie*, pour l'année 1879. (Documents de la session No. 6).

Joseph Elisée Beaudet, écuyer, membre pour le district électoral de *Chicoutimi* et *Saguenoy*, et *Joseph Parent*, écuyer, membre pour le district électoral de *Rimouski*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prennent leur siège en Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale et que pour prévenir les erreurs, il en a obtenu une copie, dont il fait la lecture comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous souhaite, avec plaisir, la bienvenue au siège du Gouvernement, où je vous vois réunis pour vous occuper des affaires de la Province.

J'ai confiance que la représentation parlementaire vient commencer ses travaux législatifs, avec l'esprit d'entente et d'harmonie, nécessaire au bon fonctionnement de nos institutions politiques et au progrès de notre pays.

Je suis heureux de me joindre à vous pour témoigner à Notre Gracieuse Souveraine, de nos sentiments de reconnaissance et de loyauté à l'occasion de la visite de Son Altesse Royale, le prince *Léopold*. Son Altesse est le cinquième membre de la famille royale, qui ait honoré notre pays de sa présence, et nous aimons à trouver dans sa visite une nouvelle preuve de l'affection que nous porte Notre Auguste Souveraine.

Nous devons tous nous réjouir à la pensée que le malaise général qui se fait sentir depuis quelques années dans toutes les branches de l'industrie, commence à disparaître. L'exploitation de nos forêts et le développement de nos ressources minières avaient été paralysés par cette crise ; mais vous serez heureux d'apprendre qu'il y a tout lieu d'espérer que l'impulsion nouvelle donnée à ces industries, apportera un large contingent à la richesse nationale, en même temps qu'elle augmentera d'une manière sensible, les revenus de la province.

Deux entreprises que la législature et les gouvernements précédents avaient spécialement entourées de leur protection, l'exploitation des phosphates et la fabrication du sucre de betterave, ont reçu l'attention toute particulière du gouvernement, et sont en voie de réaliser les espérances des amis de l'agriculture et de l'industrie dans cette province.

Une exposition générale de la puissance sera tenue dans la province de *Québec*, durant le cours de cette année. Mon gouvernement a cru devoir encourager particulièrement ce grand concours agricole et industriel, et j'ai confiance que vous approuverez ce qui a été fait dans cette direction.

Depuis la prorogation des chambres, le 31 octobre dernier, le gouvernement a pris possession de la Section-Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et a réuni, sous une seule direction, les deux sections de ce chemin. Les états qui vous seront soumis à ce sujet, vous démontreront que les revenus de cette entreprise ont augmenté dans des proportions encourageantes pour l'avenir ; ce qui, joint aux avantages multiples que la province devra retirer de ce chemin, sera une compensation pour les sacrifices qu'elle s'est généreusement imposés pour mener cette œuvre à bonne fin.

Les frais encourus pour la construction de ce chemin de fer Provincial, ayant épuisé le fonds consolidé des chemins de fer, et absorbé les subsides réservés aux compagnies privés, et ayant, en outre, nécessité des emprunts temporaires sur le crédit de la province, il est devenu nécessaire de pourvoir au remboursement de ces sommes. Dans cette vue, mon gouvernement a cru devoir négocier les préliminaires d'un emprunt suffisant pour faire face aux besoins actuels, sans, toutefois, outrepasser les limites des ressources de la province. Vous apprendrez avec satisfaction que cet emprunt doit se faire dans des conditions très-avantageuses, et vous serez appelés à lui donner votre approbation.

La province a contracté des obligations considérables, pour compléter les grandes améliorations qu'elle a cru devoir entreprendre pour s'assurer, dans la Confédération, une position en rapport avec son importance politique. C'est un devoir national pour tout bon citoyen de travailler d'un commun accord, pour faire face à ces obligations et conserver intact le crédit de la province. J'ai le ferme espoir que vous donnerez à mon gouvernement une assistance loyale pour accomplir cette tâche.

La constitution ayant restreint dans des limites assez étroites nos sources de revenus, il nous importe de veiller, avec le plus grand soin, à l'économie dans les dépenses publiques et à la perception active de ce qui revient au Trésor, si l'on veut arriver à équilibrer le budget des recettes et des dépenses.

La dette au fonds d'emprunt municipal s'est accrue, depuis plusieurs années, dans de grandes proportions. Une mesure vous sera soumise pour régler cette dette de manière à faire bénéficier le Trésor, tout en ayant égard aux exigences de la position des diverses municipalités intéressées.

Vous aurez à vous occuper des réformes à faire à l'acte des licences et d'un projet de loi, ayant pour objet de faire contribuer les bureaux publics au revenu de la province.

L'acte concernant les asiles d'aliénés, en rapport avec les dépenses qu'il autorise, requiert des amendements et vous aurez à vous occuper de cette question.

Des modifications sont requises dans la législation qui régit nos mines, tant au point de vue du revenu public, que des facilités à donner au développement de cette importante industrie.

La refonte de l'acte des chemins de fer de la Province, dans un but d'assimilation avec l'acte des chemins de fer de la puissance, est d'une haute importance, et une loi vous sera soumise à cet effet.

La consolidation des lois qui concernent l'éducation et l'agriculture, sont des sujets sur lesquels vous serez consultés dans le cours de cette session.

Vous serez appelés à considérer des projets de loi, concernant la refonte des statuts de la province, les modifications à faire à la constitution de la Cour Supérieure et de la Cour du Banc de la Reine, et pour l'emploi des prisonniers détenus dans les prisons communes des différents districts de la province.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics de la dernière année fiscale, ainsi qu'un état complet des recettes et des dépenses pour l'année courante, vous seront soumis.

Les estimés pour l'exercice fiscale de l'année prochaine, seront également déposés devant la Chambre pour votre approbation. Ces estimés ont été préparés avec toute l'économie que peut permettre l'efficacité du service public.

Les subsides nécessaires au service du gouvernement de Sa Majesté vous seront demandés.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Il ne me reste plus qu'à vous prier de mettre, dans l'accomplissement des devoirs importants qui vous incombent, le zèle, la sagesse et le patriotisme que le pays doit attendre de vous; et je supplie Dieu de guider vos conseils et d'accorder ses meilleures faveurs à notre peuple.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson* :
Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération, lundi prochain.

Ordonné, Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur et que M. l'Orateur nommera la personne qui devra les imprimer, et que nulle autre personne que celle qu'il aura nommée ne pourra les imprimer.

Résolu, Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier doit se retirer pendant les débats qui s'en suivent; et si deux députés sont élus pour le même collège, ils doivent s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, Que s'il appert qu'une personne a été élue député de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues, ou de menées, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toute personne qui a pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Résolu, Que l'offre d'argent ou de tout autre avantage à un membre de l'Assemblée Législative, dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque qui dépend du parlement de la province de Québec, est un grand crime et un délit.

Résolu, Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :—1. Privilèges et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer, canaux, télégraphes, mines et corporations manufacturières. 4. Bills privés. 5. Lois expirantes. 6. Impressions. 7. Comptes publics. 8. Agriculture, immigration et colonisation. 9. Différentes branches d'industrie en cette province; lesquels dits comités, seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée Législative sur l'état de la bibliothèque du parlement, lequel est lu comme suit :

A l'Honorable Assemblée Législative de la Province de Québec,

Le conservateur de la bibliothèque de la législature de la province de Québec expose humblement :

Qu'il a mis tout le soin et tout le discernement dont il était capable, dans l'emploi des deniers qui lui ont été confiés pour l'achat des livres.

Comme la somme de \$3,000 accordée annuellement à la bibliothèque, depuis un temps assez long, ne saurait suffire à l'achat des nouveaux ouvrages de science, d'histoire ou de littérature; et, comme avant tout, votre bibliothèque doit être riche en documents parlementaires, en histoire, en journaux politiques et en droit, je me suis efforcé de trouver et d'acquérir tout ce qui, dans ces branches diverses, et dans les circonstances actuelles, pouvait être acquis. Mais en même temps, j'ai dû négliger presque complètement la partie littéraire.

Suivant les conseils de l'un des Honorables membres du Conseil Législatif, j'ai souscrit aux livres bleus anglais, et ces importants documents coûtent environ \$350 par année.

Je continue avec un avantage considérable pour votre bibliothèque, les échanges des documents de la législature et de quelques uns de nos livres nouveaux contre les publications officielles de la France, de la plupart des Etats de l'Union Américaine et des colonies anglaises.

Le nombre des ouvrages ajoutés à votre bibliothèque, depuis un an, est de 1500, dont 638 brochures de toutes espèces. Ce qui porte le nombre total des volumes à 25,653. De ces 1500 ouvrages, 897 ont été reçus en échanges ou en dons.

L'Honorable Premier a eu l'obligeance de faire faire, à ma demande, des meubles garnis de rayons qui remplacent maintenant les tables de la bibliothèque, et permettent de placer convenablement un grand nombre de volumes, et surtout les grands journaux.

Il reste une centaine de dollars au crédit de la bibliothèque. Cette somme sera suffisante, je l'espère, pour couvrir les dépenses qui devront être faites d'ici à la fin de l'année fiscale.

Je joins au présent rapport une liste des livres qui n'ont pas été rendus, aussi une liste des dons qui ont été faits à votre bibliothèque et des ouvrages qui lui ont été donnés en échange.

Le tout respectueusement soumis.

L. PAMPHILE LEMAY,

(Pour la liste des livres et des dons mentionnés dans le rapport, voir Documents au Bureau des archives.)

Aussi, la lettre suivante de l'Honorable Secrétaire de "*The Royal Colonial Institute*."

ROYAL COLONIAL INSTITUTE.

Strand, W. C., 15 mars 1880.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur, d'après le désir du conseil de "*The Royal Colonial Institute*," de vous exprimer ses remerciements pour vos documents (mentionnés à la marge) et de vous dire qu'ils ont été déposés dans la bibliothèque de l'institut.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre très humble et très obéissant serviteur,
RODERICK YOUNG,
Secrétaire Honoraire.

Au Greffier de la Chambre,
Québec.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 31 mai 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Church,—la pétition de *Lock W. Winchester* et autres, de la cité de *New-York*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de *St. François du Lac*, comté d'*Yamaska*, et la pétition de *John Samuel Knox*, de *Rozel, St. John's Park, Ryde, Isle de Wight, Angleterre*.

Par M. le Secrétaire Provincial *Piquet*,—la pétition de *F. Michaud* et autres, de la ville de *Lévis*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de *Pierre Rêmi Chevallier*, de la ville de *Sorel*, notaire.

Par M. *Lavallée*,—la pétition de l'hospice de la paroisse de *Ste. Elizabeth*, comté de *Joliette*.

Par M. *Racicot*,—la pétition des Commissaires de la Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Portland* et *Boston*; et la pétition des Sœurs Grises de l'Hospice de *Ste. Elizabeth*, de *Farnham*.

Par M. *Houde*,—la pétition du Révérend *H. E. Julien* et autres, de la paroisse de *Ste. Marie de Blandford*, comté de *Nicolet*.

Par M. *Poirier*,—la pétition du Révérend *B. Bernier* et autres, de la paroisse de *St. Georges* et des cantons de *Jersey, Linière* et *Shenley*, comté de *Beauce*.

Par M. le Trésorier *Robertson*,—la pétition du Lt. Colonel *Charles King* et autres, de *Sherbrooke*.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Gagnon.—Est-ce l'intention du gouvernement de s'entendre avec le gouvernement fédéral, pour que l'envoi des statuts de la Puissance et de la *Gazette du Canada* soit fait, aux membres de cette Chambre et aux Conseillers Législatifs, en échange des statuts de la province et de la *Gazette Officielle de Québec*, aux Honorables Sénateurs et aux membres de la Chambre des Communes représentant la province de *Québec* ?

Réponse de M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*.—Le gouvernement croit que cet échange est une chose qui regarde l'administration intérieure de la Chambre et qui devrait être prise en considération par M. l'Orateur et les membres de la commission pour la régie intérieure de la Chambre.

Sur motion de M. *Lafontaine* (Napierville), secondé par M. *Dupuis*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant toutes les nominations et destitutions, le nombre d'employés nommés depuis le premier de janvier dernier à aucune charge sur le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*; indiquant séparément, la date de la nomination ou destitution de chacun d'eux, leur charge respective ainsi que leur salaire et leurs noms.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant le nombre de *passes* ou billets distribués à diverses personnes, leur permettant de voyager gratuitement sur le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, et ce, depuis le premier janvier dernier à cette date. Indiquant aussi le nom de la personne à qui ces billets ont été accordés, pour quel trajet et quelle cause, ce qu'ils auraient rapporté et combien de passages gratuits sans billets.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un rapport constatant la date, le nombre, les causes et le coût des enquêtes faites par les coroners, durant les six mois qui ont précédé et durant les six mois qui ont suivi le 1er novembre dernier, avec copies des pièces justificatives au sujet de telles enquêtes, les noms des coroners qui les ont faites, la date du rapport fait au gouvernement, l'âge et le sexe de la personne décédée, le nom du médecin, la nature et le coût des services par lui rendus, copies de l'ordre requérant ses services et généralement toutes autres informations au sujet de telles enquêtes, telles que données dans les rapports faits par les coroners.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Loranger*, M. le Solliciteur-Général *Lynch*, l'Honorable M. *Church*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Irvine*, M. *Mathieu*, M. *Champagne*, M. *Gauthier*, M. *Shehyn* et M. *Molleur* composent le dit comité.

M. l'Orateur met devant la Chambre, Rapports municipaux de la province de Québec, pour l'année 1879. (Documents de la session No. 7.)

M. le Secrétaire-Provincial *Pâquet* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,—

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec soumet à l'Assemblée Législative : copies de tous ordres en conseil, datés respectivement du trente et un octobre et du dix neuf décembre, mil huit cent soixante-dix-neuf, nommant les commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, conformément aux dispositions de l'acte 39 *Victoria*, chapitre 12.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 31 mai 1880.

Copie du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 31 octobre, 1879, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 31 octobre, 1879.

No. 440.

Sur la nomination de commissaires pour
l'économie intérieure de l'Assemblée Législative.

L'Honorable Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, dans un mémoire en date du trente et un octobre courant, (1879), recommande que l'Honorable *Louis Onézime Loranger*, Procureur-Général, l'Honorable *William Warren Lynch*, Solliciteur-Général, et l'Honorable *Edmond James Flynn*, Commissaire des Terres de la Couronne soient nommés commissaires aux fins de mettre à exécution l'acte 39 *Victoria*, chap. 12, concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative et pour d'autres fins.

Le comité concourt dans cette recommandation et la soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur

(Certifié),

FÉLIX FORTIER,
Greffier Conseil Exécutif.

A l'Honorable Secrétaire de la province,
Etc., etc., etc.

Copie du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 19 décembre, 1879, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 19 décembre 1879.

No. 486.

Relativement à l'ordre en conseil,
No. 440, du 31 octobre 1879.

L'Honorable Commissaire de l'Agriculture et des travaux publics, dans un mémoire, en date du dix neuf courant, (1879) recommande que l'ordre en conseil

No. 440, passé le 31 octobre dernier, (1879), nommant des commissaires aux fins de mettre à exécution l'acte de la 39^{ème} *Victoria*, ch. 12 concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative, et pour autres fins, soit modifié par la substitution du nom de l'Honorable *Joseph Gibb Robertson*, trésorier de la province, à celui de l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Lynch*.

Le comité concourt dans la recommandation de l'Honorable commissaire de l'Agriculture et des travaux publics, et la soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

(Certifié,)

FÉLIX FORTIER,
Greffier Conseil Exécutif.

A l'Honorable Secrétaire de la province,
Etc., etc., etc.

M. le Secrétaire-Provincial *Pâquet* présente, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, rapport du Surintendant de l'Instruction Publique pour l'année 1878-79. (Documents de la session, No. 5.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale.

M. *Champagne*, secondé par M. *Wurtele*, propose, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours, à l'ouverture de la troisième session du quatrième parlement de la province de *Québec* et du souhait de bienvenue qu'il nous fait en nous voyant réunis au siège du gouvernement pour nous occuper des affaires de la province.

1. Que nous avons confiance, avec Son Honneur, que la représentation parlementaire vient commencer ses travaux législatifs avec l'esprit d'entente et d'harmonie nécessaire au bon fonctionnement de nos institutions politiques et au progrès de notre pays.

2. Que nous sommes heureux de nous joindre à Son Honneur, pour témoigner à Notre Gracieuse Souveraine de nos sentiments de reconnaissance et de loyauté à l'occasion de la visite de Son Altesse Royale, le Prince *Léopold*, le cinquième membre de la famille royale qui ait honoré notre pays de sa présence; et, comme Son Honneur, nous aimons à trouver dans la visite de Son Altesse, une nouvelle preuve de l'affection que nous porte Notre Auguste Souveraine.

3. Que nous devons tous nous réjouir, avec Son Honneur, à la pensée que le malaise général qui se fait sentir depuis quelques années dans toutes les branches de l'industrie, commence à disparaître. Que nous reconnaissons avec Son Honneur, que l'exploitation de nos forêts et le développement de nos ressources minières avaient été paralysés par cette crise; mais que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'il y a tout lieu d'espérer que l'impulsion nouvelle donnée à ces industries, apportera un large contingent à la richesse nationale, en même temps qu'elle augmentera d'une manière sensible les revenus de la province.

4. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que deux entreprises que la Législature et les gouvernements précédents avaient spécialement entourées de leur protection, l'exploitation des phosphates et la fabrication du sucre de betterave, ont reçu l'attention toute particulière du gouvernement, et sont en voie de réaliser les espérances des amis de l'agriculture et de l'industrie dans cette province.

5. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, qu'une exposition générale de la Puissance sera tenue dans la province de *Québec*, durant le cours de cette année; que le gouvernement a cru devoir encourager particulièrement ce grand concours agricole et industriel, et que nous tenons à justifier la confiance que Son Honneur entretient, de nous voir approuver ce qui a été fait dans cette direction.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que depuis la prorogation des Chambres, le 31 octobre dernier, le gouvernement a pris possession de la section-est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et a réuni, sous une seule direction, les deux sections de ce chemin; que nous avons le ferme espoir, avec Son Honneur, que les états qui nous seront soumis à ce sujet, nous démontreront que les revenus de cette entreprise ont augmenté dans des proportions encourageantes pour l'avenir; ce qui, joint aux avantages multiples que la province devra retirer de ce chemin, sera une compensation pour les sacrifices qu'elle s'est généreusement imposés pour mener cette œuvre à bonne fin.

7. Que nous reconnaissons, avec Son Honneur, que les frais encourus pour la construction de ce chemin de fer provincial, ayant épuisé le fonds consolidé des chemins de fer, et absorbé les subsides réservés aux compagnies privées, et ayant, en outre, nécessité des emprunts temporaires sur le crédit de la province, il est devenu nécessaire de pourvoir au remboursement de ces sommes; et que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que le gouvernement, qui a cru devoir négocier les préliminaires d'un emprunt suffisant pour faire face aux besoins actuels, sans, toutefois, outrepasser les limites des ressources de la province, doit faire cet emprunt dans des conditions très avantageuses, et que nous espérons pouvoir lui donner notre approbation.

8. Que nous admettons, avec Son Honneur, que la province ayant contracté des obligations considérables, pour compléter les grandes améliorations qu'elle a cru devoir entreprendre pour s'assurer, dans la Confédération, une position en rapport avec son importance politique, c'est un devoir national pour tout bon citoyen de travailler d'un commun accord pour faire face à ces obligations, et conserver intact le crédit de la province, et que, avec Son Honneur, nous espérons sincèrement que nous pourrons donner au gouvernement une assistance loyale pour accomplir cette tâche.

9. Que nous reconnaissons, avec Son Honneur, que la constitution ayant restreint dans des limites assez étroites nos sources de revenus, il nous importe de veiller, avec le plus grand soin, à l'économie dans les dépenses publiques et à la perception active de ce qui revient au Trésor si l'on veut arriver à équilibrer le budget des recettes et des dépenses.

10. Que nous reconnaissons encore, avec Son Honneur, que la dette au fonds d'emprunt municipal s'est accrue, depuis plusieurs années, dans de grandes proportions; et que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur qu'une mesure nous sera soumise pour régler cette dette de manière à faire bénéficier le Trésor, tout en ayant égard aux exigences de la position des diverses municipalités intéressées.

11. Que nous prendrons en sérieuse considération les réformes à faire à l'acte des licences, et le projet de loi ayant pour objet de faire contribuer les bureaux publics au revenu de la province.

12. Que nous admettons, avec Son Honneur, que l'acte concernant les asiles d'aliénés, en rapport avec les dépenses qu'il autorise, requiert des amendements, et que nous nous ferons un devoir de nous occuper attentivement de cette question.

13. Que les modifications requises dans la législation qui régit nos mines, tant au point de vue du revenu public que des facilités à donner au développement de cette importante industrie, recevront toute notre considération.

14. Que nous sommes d'opinion, avec Son Honneur, que la refonte de l'acte des chemins de fer de la province, dans un but d'assimilation avec l'acte des

chemins de fer de la Puissance, est d'une haute importance, et que nous donnerons toute notre attention à la loi qui nous sera soumise à cet effet.

15. Que nous sommes satisfaits d'apprendre de Son Honneur, que la refonte des lois qui concernent l'éducation et l'agriculture, sont des sujets sur lesquels nous serons consultés dans le cours de cette session.

16. Que les projets de loi concernant la refonte des Statuts de la province, les modifications à faire à la constitution de la Cour Supérieure et la Cour du Banc de la Reine, et pour l'emploi des prisonniers détenus dans les prisons communes des différents districts de la province, que nous serons appelés à considérer, recevront toute notre considération.

17. Que nous examinerons avec soin, les comptes publics de la dernière année fiscale, ainsi que l'état complet des recettes et des dépenses pour l'année fiscale courante, qui nous seront soumis.

18. Que nous voyons avec plaisir que les estimés pour l'année fiscale prochaine, qui seront déposés devant la Chambre pour notre approbation, ont été préparés avec toute l'économie que peut permettre l'efficacité du service public.

19. Que nous voterons avec plaisir les subsides nécessaires au service du gouvernement de Sa Majesté qui nous seront demandés.

20. Que nous mettrons, à la sollicitation de Son Honneur, dans l'accomplissement des devoirs importants qui nous incombent, le zèle, la sagesse et le patriotisme que le pays doit attendre de nous; et que, avec Son Honneur, nous supplions Dieu de guider nos conseils et d'accorder ses meilleures faveurs à notre peuple.

Ordonné, Que la question soit posée sur chaque paragraphe de la dite motion.

Et le premier et les suivants, jusqu'au cinquième inclusivement, étant de nouveau lus, sont adoptés.

Le sixième et les suivants, jusqu'au onzième inclusivement, étant de nouveau lus, et la question étant posée séparément sur chacun d'eux, la Chambre se divise, et il sont adoptés.

Le douzième et les suivants, jusqu'au quinzième inclusivement, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Le seizième étant de nouveau lu, et mis aux voix, la Chambre se divise et il est adopté.

Le dix septième et le dix huitième, étant de nouveau lus, sont adoptés.

Le dix neuvième étant de nouveau lu et mis aux voix, la Chambre se divise, et il est adopté.

Le vingtième et dernier paragraphe étant de nouveau lu, est adopté.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la législature de la province de Québec.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'Honorable M. *Chapleau*, M. le Trésorier *Robertson*, M. le Procureur Général *Loranger*, M. le Secrétaire Provincial *Piquet*, l'Honorable M. *Church*, M. *Champagne*, M. *Würtele*, M. *Mathieu* et M. *Beaudet*, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur adressé aux deux Chambres de la législature, conformément à la dite résolution.

L'Honorable M. *Chapleau*, du comité nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur *Théodore Robitaille*, Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* :

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

Nous, les fidèles et loyaux sujets de l'Assemblée Législative de *Québec*, réunis en parlement, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours, à l'ouverture du 4ème parlement de la province de *Québec*, et du souhait de bienvenue que vous nous faites en nous voyant réunis au siège du gouvernement pour nous occuper des affaires de la province.

Nous avons confiance avec Votre Honneur, que la représentation parlementaire vient commencer ses travaux législatifs avec l'esprit d'entente et d'harmonie nécessaire au bon fonctionnement de nos institutions politiques et au progrès de notre pays.

Nous sommes heureux de nous joindre à Votre Honneur, pour témoigner à Notre Gracieuse Souveraine de nos sentiments de reconnaissance et de loyauté à l'occasion de la visite de Son Altesse Royale, le prince *Leopold*, le cinquième membre de la famille royale qui ait honoré notre pays de sa présence; et, avec Votre Honneur, nous aimons à trouver dans la visite de Son Altesse, une nouvelle preuve de l'affection que nous porte Notre Auguste Souveraine.

Nous devons tous nous réjouir, avec Votre Honneur, à la pensée que le malaise général qui se fait sentir depuis quelques années dans toutes les branches de l'industrie, commence à disparaître. Que nous reconnaissons avec Votre Honneur, que l'exploitation de nos forêts et le développement de nos ressources minières avaient été paralysés par cette crise; mais que nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, qu'il y a tout lieu d'espérer que l'impulsion nouvelle donnée à ces industries, apportera un large contingent à la richesse nationale, en même temps qu'elle augmentera d'une manière sensible les revenus de la province.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que deux entreprises que la législature et les gouvernements précédents avaient spécialement entourées de leur protection, l'exploitation des phosphates et la fabrication du sucre de betterave, ont reçu l'attention toute particulière du gouvernement, et sont en voie de réaliser les espérances des amis de l'agriculture et de l'industrie dans cette province.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, qu'une exposition générale de la Puissance sera tenue dans la province de *Québec*, durant le cours de cette année; que le gouvernement a cru devoir encourager particulièrement ce grand concours agricole et industriel, et que nous tenons à justifier la confiance que Votre Honneur entretient, de nous voir approuver ce qui a été fait dans cette direction.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que depuis la prorogation des Chambres, le 31 octobre dernier, le gouvernement a pris possession de la section-est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et a réuni, sous une seule direction, les deux sections de ce chemin; que nous avons le ferme espoir, avec Votre Honneur, que les états qui nous seront soumis à ce sujet, nous démontreront que les revenus de cette entreprise ont augmenté dans des proportions encourageantes pour l'avenir; ce qui, joint aux avantages multiples que la province devra retirer de ce chemin, sera une compensation pour les sacrifices qu'elle s'est généreusement imposés pour mener cette œuvre à bonne fin.

Nous reconnaissons, avec Votre Honneur, que les frais encourus pour la construction de ce chemin de fer provincial, ayant épuisé le fonds consolidé des chemins de fer, et absorbé les subsides réservés aux compagnies privées, et ayant, en outre, nécessité des emprunts temporaires sur le crédit de la Province, il est devenu nécessaire de pourvoir au remboursement de ces sommes ; et que nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que le gouvernement, qui a cru devoir négocier les préliminaires d'un emprunt suffisant pour faire face aux besoins actuels, sans, toutefois, outrepasser les limites des ressources de la province, doit faire cet emprunt dans des conditions très avantageuses, et que nous espérons pouvoir lui donner notre approbation.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que la province ayant contracté des obligations considérables, pour compléter les grandes améliorations qu'elle a cru devoir entreprendre pour s'assurer, dans la confédération, une position en rapport avec son importance politique, c'est un devoir national pour tout bon citoyen de travailler d'un commun accord pour faire face à ces obligations, et conserver intact le crédit de la province, et que, avec Votre Honneur, nous espérons sincèrement que nous pourrons donner au gouvernement une assistance loyale pour accomplir cette tâche.

Nous reconnaissons, avec Votre Honneur, que la constitution ayant restreint dans des limites assez étroites nos sources de revenus, il nous importe de veiller, avec le plus grand soin, à l'économie dans les dépenses publiques et à la perception active de ce qui revient au Trésor si l'on veut arriver à équilibrer le budget des recettes et des dépenses.

Nous reconnaissons encore, avec Votre Honneur, que la dette au fonds d'emprunt municipal s'est accrue, depuis plusieurs années, dans de grandes proportions ; et nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur qu'une mesure nous sera soumise pour régler cette dette de manière à faire bénéficier le Trésor, tout en ayant égard aux exigences de la position des diverses municipalités intéressées.

Nous prendrons en sérieuse considération les réformes à faire à l'acte des licences, et le projet de loi ayant pour objet de faire contribuer les bureaux publics au revenu de la province.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que l'acte concernant les asiles d'aliénés, en rapport avec les dépenses qu'il autorise, requiert des amendements, et nous nous ferons un devoir de nous occuper attentivement de cette question.

Les modifications requises dans la législation qui régit nos mines, tant au point de vue du revenu public que des facilités à donner au développement de cette importante industrie, recevront toute notre considération.

Nous sommes d'opinion, avec Votre Honneur, que la refonte de l'acte des chemins de fer de la Puissance, est d'une haute importance, et nous donnerons toute notre attention à la loi qui nous sera soumise à cet effet.

Nous sommes satisfaits d'apprendre de Votre Honneur, que la refonte des lois qui concernent l'éducation et l'agriculture, sont des sujets sur lesquels nous serons consultés dans le cours de cette session.

Les projets de loi concernant la refonte des statuts de la province, les modifications à faire à la constitution de la Cour Supérieure et la Cour du Banc de la Reine, et pour l'emploi des prisonniers détenus dans les prisons communes des différents districts de la province, que nous serons appelés à considérer, recevront toute notre considération.

Nous examinerons avec soin, les comptes publics de la dernière année fiscale, ainsi que l'état complet des recettes et des dépenses pour l'année fiscale courante, qui nous seront soumis.

Nous voyons avec plaisir que les estimés pour l'année fiscale prochaine, qui seront déposés devant la Chambre pour notre approbation, ont été préparés avec toute l'économie que peut permettre l'efficacité du service public.

Nous voterons avec plaisir les subsides nécessaires au service du gouvernement de Sa Majesté qui nous seront demandés.

Nous mettrons, à la sollicitation de Votre Honneur, dans l'accomplissement des devoirs importants qui nous incombent, le zèle, la sagesse et le patriotisme que le pays doit attendre de nous ; et, avec Votre Honneur, nous supplions Dieu de guider nos conseils et d'accorder ses meilleures faveurs à notre peuple.

La dite adresse, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 1er Juin, 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital de *St. François du Lac*, et de l'Asile des orphelins catholiques romains de *Montréal*, tous deux pour l'année 1879. (Documents de la session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table.

Par M. le Trésorier *Robertson*,—la pétition de *Thomas S. Morey* et autres, de *Sherbrooke*.

Par M. *Duckett*,—la pétition de l'Asile de *St. Ignace du Côteau du Lac*, comté de *Soulanges*.

Par M. *Beaudet*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St. Jean*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer du *Sud-Est*.

Par M. *Désaulniers*,—la pétition des Sœurs de la *Providence* de *Ste. Anne d'Yamachiche*, comté de *St. Maurice*.

Par M. *Audet*,—la pétition du Révérend *L. A. Bourret* et autres, de la paroisse de *St. Isidore*, comté de *Dorchester*.

Par M. *Nelson*,—la pétition de *Robert Cassels* et autres ; la pétition de la corporation de la cité de *Montréal* ; la pétition de "*The Church Home*," *Montréal* ; la pétition de la Faculté de médecine de l'Université de *Bishop's College* ; et la pétition de "*The Women's Hospital*," *Montréal*.

M. le Trésorier *Robertson* met devant la Chambre, rapport de la commission concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative, lequel est lu. (Appendice No. 2.)

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, état des rapports 9, section 47, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, lequel est lu

SERVICE.	DÉTAILS.
Pont sur la rivière Ottawa à Hull, en rapport avec le chemin de fer, Q. M. O. et O.	Pour payer H. J. Beemer, pour travaux et matériaux
Immigration et Repatriement.....	Pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation
Assemblée Législative.....	do do do
Timbres-Licences.....	do do do pour racheter les timbres d'assurance.....
Institutions de charité.....	Pour suppléer à l'insuffisance d'appropriation aux asiles d'aliénés
Dépenses contingentes des départements publics.....	Pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation
Conseil Législatif.....	do do do
Service d'enregistrement.....	do do do
Arpentages.....	do do do
Dépenses contingentes du Bureau du Greffier en loi.....	do do do
Dépenses d'élection.....	do do do
Assurance des palais de Justice et des prisons.....	do do do

Département du Trésor,
Québec, 31 mai 1880.

de conseils et mandats spéciaux, en vertu de l'autorité de la 31e Victoria, chapitre comme suit :

RAPPORTS DE CONSEIL.					Montant des mandats spéciaux.		Montant dépensé au 31 mai.		Balance non dépensée.	
Nos.	Date.		Montant.							
	1879		\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
481	Décembre	15	20,417	32	20,417	32	20,417	32		
43	1880 Février.....	6	7,000	00	7,000	00	4,476	62	2,523	38
100	"	28	24,800	63	24,800	63	15,500	00	9,300	63
101	"	28	10,000	00	10,000	00	10,000	00		
152	Avril.....	15	30,000	00	30,000	00	29,452	38	547	62
165	"	21	11,000	00	11,000	00	10,425	65	574	35
176	Mai.....	3	8,000	00	8,000	00	8,000	00		
15	"	5	20,618	66	20,618	66	20,618	66		
15	"	5	9,100	00	9,100	00	9,100	00		
179	"	3	400	00	400	00	400	00		
180	"	3	1,300	00	1,300	00	1,026	72	273	28
218	"	25	4,852	14	4,852	14	4,852	14		
.....	.....	.....	147,488	75	147,488	75	134,269	49	13,219	26

GASPARD DROLET,
Auditeur de la Province.

M. le Procureur-Général *Loranger*, nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé des listes de membres en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. PRIVILÈGES ET ELECTIONS.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Chapleau*, *Church*, *Flynn*, *Irvine*, *Joly*, *Langelier*, *Loranger*, *Mercier* et *Ross*, et MM. *Boutillier*, *Racicot*, *Tarte*, *Watts* et *Wurtele*.

2. ORDRES PERMANENTS.—L'Honorable M. *Lynch*, et MM. *Champagne*, *Charlebois*, *Duckett*, *Fortin*, *Gauthier*, *Houde*, *Laberge*, *Lafontaine* (*Napierville*), *LeCavalier*, *Lovell*, *Meikle*, *Nelson*, *Parent*, *Préfontaine* et *Robillard*.

3. CHEMINS DE FER, CANAUX, LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES, COMPAGNIES MINIÈRES ET MANUFACTURIÈRES.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Chapleau*, *Irvine*, *Joly*, *Lynch*, *Mercier*, *Pâquet* et *Robertson*, et MM. *Beaudet*, *Boutillier*, *Cameron*, *Champagne*, *Désaulniers*, *Gauthier*, *Lafontaine* (*Shefford*), *Langelier* (*Montmorency*), *Lalonde*, *Mathieu*, *Molleur*, *Murphy*, *McShane*, *Nelson*, *Sawyer*, *Shehyn*, *St. Cyr* et *Taillon*.

4. BILLS PRIVÉS.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Church*, *Flynn*, *Joly*, *Loranger*, *Marchand*, *Mercier* et *Robertson*, et MM. *Cameron*, *Champagne*, *Deschênes*, *Duhamel*, *Fortin*, *Gagnon*, *Langelier* (*Montmorency*), *LeCavalier*, *Magnan*, *Mathieu*, *Meikle*, *McShane*, *Nelson*, *Préfontaine*, *Racicot*, *Rinfret*, *Shehyn*, *Taillon*, *Tarte*, *Watts* et *Wurtele*.

5. LOIS EXPIRANTES.—Les Honorables MM. *Irvine*, *Pâquet* et *Ross*, et MM. *Audet*, *Caron*, *Dupuis*, *Houde*, *Laberge*, *Lalonde*, *Meikle* et *Wurtele*.

6. IMPRESSIONS.—Les Honorables MM. *Chapleau*, *Flynn*, *Joly*, *Langelier* et *Marchand*, et MM. *Boutillier*, *Désaulniers*, *Mathieu* et *Tarte*.

7. COMPTES PUBLICS.—Les Honorables MM. *Church*, *Flynn*, *Joly*, *Langelier*, *Loranger*, *Mercier*, *Robertson*, et MM. *Audet*, *Beaudet*, *Caron*, *Champagne*, *Duckett*, *Fortin*, *Gagnon*, *Lafontaine* (*Napierville*), *Langelier* (*Montmorency*), *LeCavalier*, *Mathieu*, *Molleur*, *Nelson*, *Picard*, *Préfontaine*, *Shehyn*, *Watts* et *Wurtele*.

8. AGRICULTURE, COLONISATION ET IMMIGRATION.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Joly*, *Pâquet* et *Robertson*, et MM. *Beaudet*, *Bergevin*, *Blais*, *Boutin*, *Cameron*, *Caron*, *Deschênes*, *Duhamel*, *Dupuis*, *Fortin*, *Gagnon*, *Gauthier*, *Houde*, *Magnan*, *Meikle*, *Laberge*, *Lafontaine* (*Shefford*), *Lafontaine* (*Napierville*), *Lalonde*, *Lavallée*, *Lovell*, *Parent*, *Picard*, *Poirier*, *Racicot*, *Sawyer*, *St.-Cyr* et *Watts*.

9. INDUSTRIES.—L'Honorable M. *Robertson*, et MM. *Audet*, *Beaudet*, *Bergevin*, *Blais*, *Boutin*, *Caron*, *Champagne*, *Charlebois*, *Désaulniers*, *Dupuis*, *Gagnon*, *Gauthier*, *Houde*, *Lafontaine* (*Shefford*), *Lavallée*, *Lovell*, *Magnan*, *Meikle*, *Molleur*, *Murphy*, *McShane*, *Poirier*, *Racicot* et *Sawyer*.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. le Commissaire *Flynn* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur : Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la province de Québec, pour les douze mois finissant le 30 juin 1879. (Documents de la session, No. 4.)

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif, priant leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature et informant leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir : l'Honorable M. *Chapleau*, M. le Commissaire *Flynn*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Langelier*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *Boutillier*, M. *Désaulniers*, M. *Mathieu* et M. *Tarte* agiront comme membres du dit comité conjoint des impressions.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'Honorable M. Chapleau, M. le Commissaire Flynn, l'Honorable M. Irvine, l'Honorable M. Joly, l'Honorable M. Langelier, M. le Solliciteur-Général Lynch, l'Honorable M. Marchand, l'Honorable M. Ross, M. Désaulniers, M. Mathieu, M. Taillon et M. Tarte pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre et pour agir comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif communiquant à leurs Honneurs les résolutions précédentes.

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau porte le dit message au Conseil Législatif.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte électoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon, ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau le code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un bill pour corriger une erreur cléricale dans l'acte de cette Province, 42-43 Vict., chap. 35, concernant le Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et la Chambre alors s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 2 juin 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Ross,—la pétition de Dame Marie-Anne-Claire Symes, marquise de Bassano, épouse de N. H. C. M. G. Maret, marquis de Bassano.

Par M. Warteke,—la pétition de la Compagnie graphique,—la pétition du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du St. Laurent ; la pétition de Dame Marie-Henriette Coursol, épouse de Robert Kane, et séparée de lui quant aux biens, et de Charles Joseph Quesnel Coursol, de la cité de Montréal ; et la pétition du comte Raphaël Maximilien Cahen d'Anvers, et autres.

Par M. Dupuis,—la pétition du Révérend Ad. Blanchet et autres, de la route Elgin, comté de l'Islet.

Par M. Caron,—la pétition des Révérendes Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de St. Paulin, comté de Maskinongé.

Par M. Robillard,—la pétition des Révérendes Sœurs de Charité de St. Joseph, de Lanoraie, comté de Berthier.

Par M. Audet,—la pétition d'Olivier Loubier et autres, de la paroisse de St. François, comté de Beauce ; et la pétition du Révérend B. Bernier, et autres, de la paroisse de St. Georges, comté de Beauce.

Par l'Honorable M. Irvine,—la pétition de Compagnie du gaz de Québec.

Par M. LeCavalier,—la pétition de Henry Hogan et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes, sont lues :

De Charles King et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de : "*The International Mining Company.*"

De Locke W. Winchester et autres, de la cité de New-York ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de : "*Rustigouche Salmon Club.*"

Des Commissaires de la Compagnie du chemin de fer Montréal, Portland et Boston ; demandant que le subside de \$4,000 par mille, en conformité de la 40e Victoria, chap. 3, section 31, et du rapport de M. Chandler, ingénieur, leur soit accordé.

De Pierre Rémi Chevalier, notaire, de la ville de Sorel, demandant la passation d'un bill pour ratifier et valider un acte de vente.

De John Samuel Knox, de Rozel, St. John's Park, Ryde, Isle de Wight, Angleterre ; demandant la passation d'un acte pour définir ses pouvoirs comme exécuteur testamentaire de feu Robert Knox.

De F. Michaud et autres, de Lévis ; demandant des octrois de terre et des secours en argent pour faire les travaux de défrichement.

Des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général, de St. François du Lac, comté d'Yamaska,—de l'Hospice de la paroisse de Ste. Elizabeth, comté de Joliette,—et des Sœurs Grises de l'Hospice Ste. Elizabeth de Farnham ; demandant respectivement de l'aide.

Du Révérend H. E. Julien et autres, de la paroisse de Ste. Marie de Blandford, comté de Nicolet,—et du Révérend B. Bernier et autres, de la paroisse de St. Georges, des cantons de Jersey, Linière et Shenley, comté de Beauce ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Ordonné, Que M. Mathieu, ait la permission d'introduire un bill pour abroger les statuts de la province de Québec, 33 Victoria, chapitre 16, intitulé : "Acte pour faciliter la reprise des terres abandonnées, en certains cas," et 34 Victoria, chapitre 7, intitulé : "Acte concernant la reprise de certaines terres abandonnées dans les seigneuries."

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. Church.—Si c'est l'intention du gouvernement de souscrire pour des copies du code de procédure civile, tel qu'il a été publié avec un digesté classifié des décisions rendues dans nos cours de justice, etc., etc., par Thomas K. Foran, écuyer, M. A. B. C. L., etc., etc., afin d'en fournir des copies aux départements publics, et aux bureaux publics des différents districts judiciaires et aussi de les distribuer à d'autres personnes selon que les officiers en loi de la Couronne le jugeront à propos, dans l'intérêt du service public ?

Réponse de M. le Procureur Général Loranger.—Les bureaux publics des districts judiciaires ont été munis d'une copie officielle du code de procédure civile, et le gouvernement ne croit pas qu'il soit opportun dans le moment d'encourir aucune dépense additionnelle qui ne soit d'une nécessité absolue.

Par l'Honorable M. *Langelier*.—Si c'est l'intention du gouvernement d'introduire une mesure pour légaliser la construction du pont de *Hull* et de l'embranchement de *St. Martin*, et aussi, s'il a fait ou convenu des arrangements avec la corporation de *Montréal* pour mettre le terminus du chemin de fer *Q. M. O.* et *O.* aux casernes de *Québec*, et qu'elle est la nature de ces arrangements.

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement se fera autoriser par la Chambre pour les dépenses nécessaires à la construction et le parachèvement du pont de *Hull*, et pour légaliser l'embranchement de *St. Martin*.

Le gouvernement n'a pas fait d'arrangement avec la corporation de *Montréal* pour mettre le terminus du chemin de fer aux Casernes de la porte *Québec* à *Montréal*; mais il demandera à la Chambre l'autorisation de faire les meilleurs arrangements possibles pour assurer à la province le bénéfice de la balance de la souscription de *Montréal*, et à la cité de *Montréal* l'accomplissement des promesses antérieures faites par le gouvernement.

Par M. *Gagnon*.—Quand les documents des sessions de 1878 et de 1879, et les journaux de la session de 1879, seront-ils publiés et distribués?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Les documents des sessions de 1878 et 1879 achèvent d'être imprimés, et pourront être distribués dans une dizaine de jours. Le retard apporté à l'impression de ces documents est dû en grande partie au fait que plusieurs états avaient été soumis en blanc à la Chambre.

Les journaux de la session 1879 seront distribués dans une dizaine de jours. Le journal anglais est prêt, sauf l'index, et le journal français est en grande partie imprimé.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement a-t-il payé à *Duncan MacDonald* ou à quelqu'un pour lui, toute ou partie de la somme de \$150,925 accordée par *Walter Shanly*, ingénieur civil, en règlement de toutes les réclamations du dit *Duncan MacDonald*, comme entrepreneur de la section ouest du chemin de fer *Q. M. O.* et *O.*, ou se propose-t-il de faire ce paiement?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement a décidé de payer aux sous-entrepreneurs et autres personnes ayant des réclamations contre l'entrepreneur M. *Duncan MacDonald*, les sommes mentionnées dans le rapport de Monsieur *Walter Shanly*.

Ces réclamations étaient faites en vertu de l'acte 40 *Victoria*, chap. 3. s. 10, un ordre en conseil, à l'effet de faire régler ces réclamations a été passé le 21 septembre 1878, le ci-devant commissaire des Travaux Publics avait, dans sa réponse en date du 30 juillet 1879, déclaré devant la Chambre, que les réclamations mentionnées dans le rapport de M. *Shanly* devraient être payées. La Chambre ne paraît pas avoir contredit cette déclaration, ni s'y être opposée, et le gouvernement a décidé de payer ces réclamations.

Par M. *Gagnon*.—Quel est, aujourd'hui 31 mai 1880, l'estimé officiel des sommes requises pour compléter et terminer les nouvelles bâtisses des départements à *Québec*?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—D'après l'estimé officiel, la somme requise pour compléter et terminer l'édifice des départements publics est de \$88,985.00.

Par M. *Langelier* (*Montmorency*).—1o. A quelle date, d'après le contrat, les nouveaux édifices parlementaires devaient-ils être finis, et livrés au gouvernement? 2o. Ces édifices sont-ils terminés et livrés au gouvernement, et sinon, pourquoi, et quand le seront-ils?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—L'édifice des départements publics devait être terminé d'après le contrat, le 1er mai 1880.

Il n'est pas encore terminé, parceque le contrat pour les appareils calorifères a été donné trop tard, et que ces appareils n'ont pu opérer à temps, l'hiver dernier, pour permettre de faire la plâtrerie et autres ouvrages de l'intérieur.

L'édifice pourra être occupé par les travaux publics en septembre prochain.

Les soumissions pour les appareils calorifères ont été reçues le 1er mai 1879 et le contrat n'a été donné que le 2 août suivant.

L'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Langelier, propose qu'il soit présenté une humble adresse à Sa Majesté lui exposant respectueusement :

Que par le statut impérial intitulé : "Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," passé dans la trentième année du règne de Sa Majesté, un Conseil Législatif, composé de vingt-quatre membres nommés par le Lieutenant-Gouverneur, a été accordé à la province de Québec.

Que le même acte décrète, que la Législature d'Ontario ne se composera que du Lieutenant-Gouverneur et de l'Assemblée Législative, et que, par la section 92 du dit acte, il est déclaré que, dans chaque province, la législature pourra amender, de temps à autre, la constitution locale.

Que de vastes entreprises publiques, dans cette province, ont nécessité la création d'une dette d'au-delà de douze millions de piastres et que les revenus ne sont plus en rapport avec les dépenses ; des déficits se découvrant chaque année dans l'exercice financier.

Que l'existence du Conseil Législatif nécessite des dépenses considérables, et que son abolition permettrait de compléter le système d'économies que l'état de nos finances rend nécessaire et au moyen duquel la province peut espérer d'éviter la taxe directe.

Que pour remplir ces vues, cette Chambre a, dans sa séance du 17 juillet 1878, passé une mesure pour l'abolition du dit Conseil, laquelle mesure fut refusée par ce dernier.

Que le discours du trône prononcé le 19 juin dernier annonçait l'introduction d'une nouvelle mesure ayant en vue le même objet et que le Conseil Législatif a répondu à cette partie du discours du trône dans les termes suivants :

"Nous désirons attirer l'attention de Votre Honneur, sur le danger pour l'expédition des affaires, qui pourrait résulter d'un conflit entre les deux Chambres de la Législature, si une nouvelle tentative était faite d'abolir le Conseil Législatif."

Que le 27 août dernier, le bill des subsides pour l'année financière fluissant le 30 juin 1880 fut lu, pour la troisième fois et passé par cette Chambre.

Que le 28 août dernier le Conseil Législatif ainsi qu'il appert par les Votes et Délibérations du dit Conseil, dont le rapport est imprimé et publié sous son autorité, a voté une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans laquelle le Conseil déclare, qu'il croit de son devoir de retarder l'adoption du bill des subsides, jusqu'à ce qu'il ait plu à Son Honneur de choisir de nouveaux aviseurs constitutionnels, dont la conduite puisse justifier le Conseil de leur confier l'administration des deniers publics.

Que le 30 août dernier, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur envoya le message suivant au Conseil :

"Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec a l'honneur d'accuser réception de l'adresse qui lui a été votée par le Conseil Législatif le 28 courant et qui lui a été remise par l'Honorable Président du Conseil.

Le Lieutenant-Gouverneur regrette qu'une divergence d'opinion se soit élevée entre le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative et il espère que ses aviseurs constitutionnels trouveront le moyen de rétablir l'harmonie entre ces deux branches de la Législature."

Que le premier septembre dernier, l'Honorable M. *Starnes*, Orateur du dit Conseil et un des aviseurs du Lieutenant-Gouverneur, proposa la motion suivante :

"Qu'un message soit envoyé à l'Assemblée Législative pour lui faire connaître l'adresse adoptée le vingt-huit août dernier, lorsque la seconde lecture du bill des subsides a été proposée, ainsi que la réponse de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à la dite adresse, et pour l'informer que ce Conseil est prêt à accepter une conférence, au sujet du conflit qui existe entre cette Chambre et l'Assemblée Législative."

Que l'Honorable M. *Ross*, proposa en amendement :

"Que tout en ne voulant pas se prononcer sur l'opportunité d'une conférence entre les deux Chambres, cet Honorable Conseil est d'opinion qu'il n'a pas d'initiative à prendre en cette matière, et que les coutumes parlementaires laissent à l'Assemblée Législative l'obligation et les moyens de la demander, si elle la croit nécessaire."

Que l'Honorable M. *Archambeault* proposa le sous amendement suivant :
"Que tous les mots du dit amendement soient effacés et remplacés par les suivants :

"Qu'un message soit envoyé à l'Assemblée Législative, pour lui faire connaître l'adresse adoptée le vingt huit août dernier, lorsque la lecture du bill des subsides a été proposée, ainsi que la réponse de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à la dite adresse; et pour l'informer que ce Conseil demande une conférence au sujet du conflit qui existe entre cette Chambre et l'Assemblée Législative."

Que la motion de l'Honorable M. *Ross*, fut adoptée par une majorité de douze sur dix-huit conseillers présents :

Que le 2 septembre dernier, cette Chambre adopta les résolutions suivantes :

Que la constitution qui nous a été donnée en 1867, par l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, repose sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni.

"Que, dans la dite constitution, le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative de cette province sont respectueusement destinés à jouer, dans les limites de leurs attributions, le rôle de la Chambre des Lords et de la Chambre des Communes d'*Angleterre*."

Que, depuis un temps immémorial, la Chambre des Lords en *Angleterre* a respecté la volonté de la branche populaire du parlement en ce qui regarde les subsides.

"Que jamais la Chambre des Lords n'a refusé les subsides à Sa Majesté, on n'a suspendu l'adoption du bill des subsides, dans le but d'exercer une pression sur le Chef de l'Exécutif, et de l'influencer dans le choix de ses aviseurs ;

"Que d'après les principes de la constitution britannique, tels que compris et pratiqués depuis longtemps, le sort d'une administration dépend, non de la Chambre Haute, mais de la branche élective du parlement ;

"Que cette Chambre a, pendant la présente session, fréquemment donné des marques non équivoques de sa confiance dans les aviseurs de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et notamment en votant les subsides demandés par eux ;

"Que ces subsides n'ont été votés à Sa Majesté, qu'à cause de la confiance de cette Chambre dans les dits aviseurs, et que cette Chambre ne les aurait pas votés si son Honneur avait eu des aviseurs, ne possédant pas la confiance de cette Assemblée Législative ;

"Que cette Chambre verrait avec regret l'emploi de ces subsides confié à des aviseurs en lesquels cette Chambre n'aurait pas exprimé sa confiance."

Qu'aussitôt après l'adoption de ces résolutions, cette Chambre ayant terminé les travaux d'une session déjà très longue crut devoir s'ajourner au 28 octobre

courant ; que le 3 septembre dernier le Conseil Législatif vota une nouvelle adresse au Lieutenant-Gouverneur basée sur la résolution suivante :

“ Que cette Chambre apprend avec regret, par la déclaration de l'Honorable Président de ce Conseil que le gouvernement a déterminé l'Assemblée Législative à s'ajourner pour une période prolongée sans s'être procuré les ressources nécessaires à l'administration légale et constitutionnelle des affaires publiques, sans avoir adopté des mesures pour compléter les travaux législatifs considérables dans lesquels les deux branches de la législature avaient concouru, et sans avoir donné effet au désir exprimé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, que le gouvernement prenne les moyens de rétablir l'harmonie entre les deux branches de la législature.”

Que le 30 septembre dernier le dit Conseil reçut le message suivant :

“ Le Lieutenant-Gouverneur déplore sincèrement la situation critique où se trouve placée la province de *Québec*, par suite du conflit qui s'est élevé entre les deux branches de la législature, et il souhaite ardemment que l'harmonie puisse se rétablir, afin que la couronne obtienne du parlement les subsides qui sont indispensables pour la bonne administration des affaires publiques.

Qu'après la lecture du dit message l'Honorable M. *Starnes* proposa :

“ Que la réponse de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à l'adresse votée par cette Chambre, le 11 courant, soit prise en considération, et que, dans le but de rencontrer le désir exprimé par Son Honneur, “ que la couronne obtienne les subsides qui sont indispensables pour la bonne administration des affaires publiques,” il soit résolu :

“ Que le bill des subsides voté par l'Assemblée Législative durant cette session soit lu pour une seconde fois maintenant.”

Que le Conseil s'ajourna alors au 27 octobre dernier, sans voter le dit bill des subsides ;

“ Que le 31 octobre dernier de nouveaux aviseurs constitutionnels ayant été choisis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, après la défaite du ministère *Joly*, le Conseil Législatif passa le dit bill des subsides.

“ Que le Conseil Législatif en retardant l'adoption du bill des subsides, comme il l'a fait, jusqu'à ce qu'il ait plu à Son Honneur de choisir de nouveaux aviseurs constitutionnels, a empiété sur les droits et les prérogatives de la branche élective de la législature et a usurpé une autorité qui ne lui appartient pas.”

Que sous ces circonstances, l'existence du Conseil Législatif de la province de *Québec* est devenu un danger menaçant pour le gouvernement responsable et les institutions constitutionnelles, que les sujets de Sa Majesté, dans cette colonie, ont appris à respecter et à chérir.

Que l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, devrait être amendé, de manière à abolir ce conseil, pour mieux nous assurer l'existence du gouvernement responsable et nous permettre de réaliser le système d'économie que l'état des finances impose d'une façon si impérieuse à notre province.

Que pour toutes ces raisons, il soit présenté une humble adresse à Sa Majesté, priant Sa Majesté qu'il lui plaise gracieusement de soumettre au parlement impérial une mesure à l'effet d'amender le susdit “ Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867 ” dans le sens de l'abolition du dit Conseil Législatif.

M. *Mathieu*, secondé par M. *Sawyer*, propose en amendement que tous les mots après “ que ” dans le premier paragraphe de la proposition soient retranchés, et que les mots. “ Dans l'opinion de cette Chambre toute législation par le Parlement du Royaume-Uni, modifiant ou tendant à modifier la constitution de cette province serait un empiétement sur les pouvoirs, qui sont réservés à cette

province par l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, et une infraction à ses droits et qui serait dangereuse pour l'autonomie provinciale et inexpédient pour cette Chambre de demander une telle législation.

Que cette Chambre est d'opinion que l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, contient toute disposition requise pour l'amendement de la constitution de cette province.

Que tel amendement ne peut-être fait que par l'action conjointe des deux branches de la Législature.

Que cette Chambre désire cependant exprimer l'espoir que les dépenses de cette Chambre et celles de l'autre branche de la législature, seront réduites autant que possible, sans préjudicier à l'exercice des devoirs importants qui lui sont dévolus et cette Chambre voit avec plaisir l'initiative déjà prise dans cette direction par le Conseil Législatif," soient mis à la place.

L'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Ross, propose sous forme d'amendement au dit amendement, que tous les mots. "Dans l'opinion de cette Chambre toute législation par le Parlement du Royaume-Uni, modifiant ou tendant à modifier la constitution de cette province, serait un empiétement sur les pouvoirs qui sont réservés à cette province par l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, et une infraction à ses droits et qu'il serait dangereux pour l'autonomie provinciale et inexpédient pour cette Chambre de demander une telle législation.

Que cette Chambre est d'opinion que l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, contient toute disposition requise pour l'amendement de la constitution de cette province.

Que tel amendement ne peut-être fait que par l'action conjointe des deux branches de la législature.

Que cette Chambre désire cependant exprimer l'espoir que les dépenses de cette Chambre et celle de l'autre branche de la législature, seront réduites autant que possible, sans préjudicier à l'exercice des devoirs importants qui lui sont dévolus et cette Chambre voit avec plaisir l'initiative déjà prise dans cette direction par le Conseil Législatif," soient retranchés, et que les mots: "pour effectuer les économies essentielles à la prospérité de cette province et l'exempter de l'imposition de taxes nouvelles, il est nécessaire de supprimer toutes les dépenses publiques qui ne sont pas indispensables.

Qu'en vertu de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, la législature de cette province, a le pouvoir d'amender de temps à autre la constitution de cette province.

Que l'expérience a établi que les affaires publiques d'une province dans cette confédération pouvaient être conduites au moyen d'une législature composée du Lieutenant-Gouverneur et d'une seule Chambre appelée l'Assemblée Législative.

Qu'en conséquence, cette Chambre est d'opinion qu'il est désirable que la composition de la législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil Législatif," soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la province de *Québec*, appelle *Michel Mathieu*, écuyer, membre pour le district électoral de *Richelieu*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Mathieu prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Cameron,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency),
Lovell,

Marchand,
McShane,
Meikle,
Mercier,
Molleur,
Nelson,
Parent,

Poirier,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Ross,
Shehyn et
Watts.—27.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Church,

Désaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,
Picard,

Racicot,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte et
Würtele.—35.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Church,

Désaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,
Picard,

Racicot,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte et
Würtele.—35.

CONTRE :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Cameron,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency),
Lovell,

Marchand,
McShane,
Meikle,
Mercier,
Molleur,
Nelson,
Parent,

Poirier,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Ross,
Shehyn et
Watts.—27.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, telle qu'amendée, étant de nouveau proposée.

L'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, propose que la question principale soit de nouveau amendée, en y ajoutant les mots suivants : " Cette Chambre est aussi d'opinion que l'indemnité des Conseillers Législatifs et le salaire de l'Orateur du Conseil Législatif devraient être immédiatement abolis pour effectuer une des économies que l'état de nos finances rend absolument nécessaires ", la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Cameron,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency)
Lovell,

Marchand,
McShane,
Meikle,
Mercier,
Molleur,
Nelson,
Parent,

Poirier,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Ross,
Shehyn et
Watts.—27.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Church,

Disaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,
Picard,

Racicot,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte et
Würtele.—35.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale, telle qu'amendée, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative sur la division précédente prise inversement.

L'Honorable M. *Chapleau* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de votre adresse en réponse au discours d'ouverture de la session. Votre dévouement aux intérêts de cette province m'est un gage que vos efforts pour les promouvoir par une législation sage et éclairée seront incessants.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 2 juin 1880.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 3 juin 1880.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Trésorier *Robertson*, M. le Commissaire *Flynn*, l'Honorable M. *Langelier*, l'Honorable M. *Ross*, l'Honorable M. *Irvine*, M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, M. *Mathieu*, M. *Champagne*, M. *Wurtele* et M. *Dupuis*, pour aider M. l'Orateur à réviser les règlements et ordres permanents pour la régie de cette Chambre, et faire rapport de temps à autre avec pouvoir d'envoyer quérir, personnes, papiers et records.

Et la Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 3 juin 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice St. Charles ou école de réforme, *Québec*, et de l'asile du Bon Pasteur, *Québec*, tous deux pour l'année 1879. (Documents de la session No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*,—la pétition de l'Union St. Joseph de *St. Joseph de Lévis*.

Par M. *Nelson*,—la pétition de la corporation de la cité de *Montréal*; et la pétition de la Société d'Histoire Naturelle de *Montréal*.

Par M. *Houde*,—la pétition de *Gaméliste Bergeron* et autres, de la paroisse de *St. Samuel*, comté de *Nicolet*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition de *Louis H. Pignolet*; la pétition de *Louis Adélard Sénécal* et autres; et la pétition du Révérend *James Henry Dixon* et *Dame Frances Jane Connolly*, de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De *Thos. S. Morey* et autres, de la cité de *Sherbrooke*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Sherbrooke Gas & Water Company*."

De *Robert Cassels* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Compagnie du Tunnel du Fleuve St. Laurent*."

De la compagnie du chemin à lisses de *Québec* et du *Lac St. Jean*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la compagnie du chemin de fer du *Sud-Est*; demandant la passation d'un acte pour la consolidation de sa dette.

De la corporation de la cité de *Montréal*; demandant des amendements à la Sect. 20 du chap. 16 de la 32e *Victoria* (province de *Québec*), concernant l'éducation en cette province.

De *The Church Home*,—de la Faculté médicale de l'Université de *Bishop's College*, tous de *Montréal*,—et de l'asile de *St. Ignace* du *Coteau du Lac*, comté de *Soulanges*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De *The Women's Hospital, Montréal*—et des Sœurs de la *Providence de Ste. Anne d'Yamachiche*, comté de *St. Maurice*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend *L. A. Bourret* et autres, de la paroisse de *St. Isidore*, comté de *Dorchester*; demandant de l'aide pour un chemin dans le Canton de *Metgermette-Nord*.

L'Honorable M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Beaubien* pour son président et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

L'Honorable M. *Chapleau*, du comité permanent des privilèges et élections présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Chapleau* pour son président.

Ordonné, Que M. *Molleur* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour établir des compagnies d'assurance mutuelle, 42 et 43 *Victoria*, chap. 39.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* (*Napierville*) ait la permission d'introduire un bill pour corriger une erreur cléricale dans l'acte de cette province 42 et 43 *Victoria*, chap. 52, concernant la compagnie du chemin à macadamiser de *Laprairie*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province 42 et 43 *Victoria* ; chap. 15, intitulé : Acte pour amender l'acte électoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un bill pour l'emploi en dehors des murs des prisons communes des prisonniers qui y sont incarcérés.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Procureur Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la refonte des statuts généraux de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Procureur Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Procureur Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un bill concernant les termes de la Cour de Session générale de la paix, dans les districts de *Québec* et *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le rapport de la commission concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch*, ait la permission d'introduire un bill concernant les Compagnies incorporées en vertu des statuts impériaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch*, ait la permission d'introduire un bill pour amender les articles 617 et 1215 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et Compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que M. *Racicot*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 27 et 28 *Victoria*, chap. 41, concernant les jurés et jurys.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Gagnon*.—De quelle manière le Département de l'Instruction Publique a-t-il réglé les difficultés survenues au sujet de l'Ecole Modèle de garçons de la paroisse de *St. Denis*, comté de *Kamouraska*, entre les commissaires d'école et certains contribuables de la dite paroisse ?

Réponse de M. le Secrétaire-Provincial *Pâquet*.—La maison de feu M. *Quertier* a été vendue, et l'école modèle continue à se tenir dans la même maison que ci-devant.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire ouvrir dans la paroisse de *Ste. Hélène*, comté de *Kamouraska*, la route demandée par les habitants de cette paroisse et de *St. André*, par leur requête transmise à l'Honorable Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics le 4 juillet 1879 ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Non.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement se propose-t-il de faire continuer cette année, la route de colonisation commencée depuis plusieurs années dans la paroisse de *St. Onézime d'Ixworth*, comté de *Kamouraska*, tel que demandée par les habitants de cette paroisse, par leur requête présentée à cette Chambre le 11 juillet 1879 ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Non.

Par M. Gagnon.—Le gouvernement se propose-t-il de continuer cette année la route de *St. Alexandre*, comté de *Kamouraska*, de manière à relier le plus tôt possible, la paroisse *St. Eleuthère* [canton de *Pohenegamook*] avec les établissements sur la rivière *Madawaska*?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le gouvernement a l'intention de continuer cette année les travaux de ce chemin.

Par M. Gagnon.—Pourquoi le volume des Statuts de cette province, 42 et 43 *Victoria*, ne contient-il pas les documents qui doivent y être insérés en vertu de la section 1 du chap. 7, de la 41 et 42 *Victoria*?

Réponse de M. le Procureur-Général Loranger.—La première section du chapitre VII de l'acte 41 et 42 *Victoria*, déclare que les ordres en conseil, proclamations et règlements des départements que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, de temps en temps, considérer comme étant d'une nature ou d'un intérêt public général et dont il pourra ordonner la publication avec les statuts de la province, seront imprimés et insérés dans le volume des actes de la législature passés dans la session durant laquelle cet acte a été passé, ou dans toute autre session.

Le gouvernement actuel, pas plus que le gouvernement précédent, n'a trouvé l'occasion de mettre cet acte à effet.

Par M. Shehyn.—Est-ce l'intention du gouvernement de garder à *Québec* les usines, ateliers et bureaux nécessaires pour l'administration de la partie Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, conformément à l'acte qui pourvoit à la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, passé en l'année 1875, qui a assumé toutes les conditions et engagements des premières compagnies?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le gouvernement peut assurer cette Chambre qu'il a l'intention de garder à *Québec* les usines, ateliers et bureaux nécessaires pour l'administration de la partie Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. Les bâtisses destinées à cette usage n'ont pu être complétées avant l'hiver dernier. Avant d'y installer permanemment les ateliers nécessaires, des travaux importants devront être faits. Ces travaux qui n'ont pu commencer avant aujourd'hui, vont être poussés avec activité et sans délai.

Sur motion de M. Picard, secondé par M. Gauthier.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Un état de tous les employés à quelque charge que ce soit, sur le chemin de fer du Nord, à l'époque où le gouvernement en a pris la possession, indiquant leurs noms, leur origine et leurs salaires respectifs ;

2. Un autre état séparé, de toutes les personnes nommées à quelque place que ce soit, sur le même chemin, depuis la dite date de prise de possession, par le gouvernement, à finir au 28 mai 1880, indiquant aussi, dans ce dernier état, le nom et l'origine de chaque employé, le montant de son salaire, la date de sa nomination et le lieu de sa résidence au moment où il a été nommé.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Langelier, Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre : Copies de tous rapports, ordres en conseil, proclamations et autres documents, concernant l'abolition de la Cour de Circuit dans le comté d'*Ottawa*, siégeant à *Buckingham*, et de la cour de magistrat de district dans le même comté, siégeant à *Hull* et de l'établissement de la Cour de Circuit dans et pour le même comté à *Hull*, de la nomination de *F. A. Beaudry*, écuyer, avocat, et de *Charles Leduc*, écuyer, comme greffiers de la dite Cour de Circuit, à *Hull*, ainsi que copies de toute correspondance et de tous rapports faits sur ces divers sujets avec les dates respectives de la sanction des dits ordres en conseil et de la publication des dites proclamations.

Sur motion de l'Honorable *M. Langelier*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous ordres en conseil, rapport, correspondance et documents relatifs à la destitution de *Ernest Pacaud* et *L. D. Pâquin*, écrs., comme protonotaires de la Cour Supérieure, greffiers de la Cour de Circuit et greffiers de la Couronne pour le district des *Trois-Rivières*, ainsi qu'à leur remplacement par *P. E. Panneton*, écr.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état de toutes les nominations et destitutions d'officiers ou employés publics, permanents ou temporaires (ailleurs que sur le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*) depuis le 1er novembre dernier au 31 mai dernier, le dit état indiquant le nom, l'emploi et le salaire de chaque employé nommé ou révoqué, la date de sa nomination ou révocation, et les raisons pour lesquelles l'une ou l'autre a été faite.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état du nombre des trains spéciaux ou des chars spéciaux, non accessibles au public en général, qui ont voyagé sur le chemin de fer *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, depuis le premier janvier dernier au 31 mai dernier, le dit état indiquant l'objet pour lequel chaque train ou char a circulé, le nombre de milles qu'il a parcourus, son point de départ et d'arrivée, ce qu'il a coûté, ce qu'il a rapporté, les noms des personnes qui y ont voyagé et ce qui a été payé au gouvernement pour tels trains ou chars.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état constatant ce qui a été dépensé sur le pont de *Hull* et sur l'embranchement de *St. Martin*, du 1er novembre dernier au 31 mai dernier, ce qui a été payé à compte des dites dépenses, à qui chaque somme a été payée, à même quels fonds, et en vertu de quelle autorisation législative.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état des recettes et des dépenses de la province du 1er juillet dernier, au 31 mai dernier inclusivement, le dit état distinguant les recettes et les dépenses se rapportant au fonds consolidé des chemins de fer de celles se rapportant au fonds consolidé du revenu de la province, distinguant aussi celles faites avant le 1er novembre dernier de celles faites depuis.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état des recettes et des dépenses du chemin de fer de *Québec*,

Montréal, Ottawa et Occidental depuis le 1er janvier dernier au 31 mai dernier, le dit état indiquant séparément les recettes des passagers, du fret et des malles pour chaque mois et les dépenses pour salaires, pour réparations de matériel, pour travaux de construction ou d'équipement.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous ordres en conseil, correspondances, et documents relatifs à des emprunts temporaires ou permanents, effectués ou projetés depuis le 1er novembre dernier au 4 juin courant.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous ordres en conseil, rapport, correspondance et documents relatifs à l'expropriation d'un nommé *Dagenais de St. Martin*, pour le passage du chemin de fer *Q. M. O.* et *O.* ainsi qu'un état indiquant le coût de la dite expropriation et des travaux faits pour changer la ligne du chemin de fer, le fonds à même lequel ces dépenses ont été payées et l'autorité législative en vertu de laquelle elles l'ont été.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Langelier (Montmorency)*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état indiquant le montant dépensé dans chaque comté de la province, depuis le commencement de la présente année fiscale, pour chemins de colonisation de première classe et pour ceux de seconde classe.

Sur motion de l'Honorable *M. Marchand*, secondé par l'Honorable *M. Ross*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : une liste du personnel de chaque département de l'administration publique, indiquant en regard chaque nom, le montant du salaire ou des émoluments payés depuis le 30 juin dernier.

Sur motion de *M. Parent*, secondé par *M. Dupuis*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toute correspondance et de toutes requêtes, oppositions et documents quelconques, en la possession du gouvernement et des commissaires nommés pour les fins du chapitre 18 des Statuts Refondus du Bas-Canada, dans et pour le diocèse catholique romain de *St-Germain de Rimouski*, se rapportant à l'érection civile de la paroisse de *Notre-Dame du Sacré-Cœur*, dans le susdit diocèse de *Rimouski*.

Sur motion de *M. Nelson*, secondé par *M. Shehyn*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, le rapport complet de l'emprunt français, savoir :

Le taux de l'intérêt ;

Les termes de l'emprunt ;

Le fonds d'amortissement et comment s'en fera le placement ;

Comment les produits de l'emprunt seront payables, et où ils sont placés ;

Quand l'intérêt commence à courir ;

Quelle sécurité, s'il y en a, plus que le crédit ordinaire de la province ;

La commission et autres dépenses en rapport avec la négociation de l'emprunt, le paiement de l'intérêt, etc.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Langelier (*Montmorency*).

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie des ordres en conseil passés depuis le 1er septembre 1879 et des ordonnances du Commissaire des Terres de la Couronne, depuis la même date, en vertu de l'ordre en conseil des 21 et 23 septembre 1878, accordant la remise des intérêts et des rentes dues par aucuns colons, les noms des colons à qui cette remise a été faite et celui du township où ils résident, les noms des personnes à qui ces ordres en conseil et ordonnances ont été adressés, avec copie de toute correspondance échangée à ce sujet.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et la Chambre alors s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 4 juin 1880.

M. l'Orateur, du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à préparer les règlements et ordres permanents pour la régie de cette Chambre présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que l'avis de sept jours francs, requis en vertu de la règle soixante, des règles et règlements de cette Chambre, pour la prise en considération des bills privés par un comité, et qui doit être affiché dans le couloir, soit réduit à trois jours.

Votre comité recommande de plus, que la règle quarante-neuf, concernant les délais pour la réception des pétitions pour les bills privés, et aussi pour la présentation des dits bills privés, soit strictement mise en force.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice *Stc. Anne Yamachiche*, pour l'année 1879. (Documents de la session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Houde,—la pétition du Révérend E. Beliveau et autres, de la paroisse de *St. Léonard*, comté de *Nicolet*.

Par l'Honorable M. Irvine,—la pétition de *Charlotte Smith*, de la cité de *Montréal*, et autres héritiers de feu *Charles Smith*, senior.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du comte *Raphaël Maximilien Cahen d'Anvers*, et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Le Crédit Foncier Franco-Canadien."

De *Henry Hogan* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie du chemin de fer l'Union Jacques-Carther."

De la compagnie du gaz de la cité de *Québec* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *The Graphic Company* ; demandant la passation d'un acte pour réduire son stock capital, capitaliser les intérêts sur le stock préférentiel et pour d'autres fins.

De la compagnie du chemin de fer de jonction du *Lac Champlain* et du *St. Laurent*; demandant à être autorisée à émettre de nouvelles débetures.

De Dame *Marie Anne Claire Symes*, marquise de *Bassano*, épouse de *N. H. C. M. G. Maret*, marquis de *Bassano*; demandant l'autorisation de vendre certains immeubles substitués.

De Dame *Marie Henriette Coursol*, épouse séparée quant aux biens de *Robert Kane*, et de *Charles Joseph Quesnel Coursol*, de la cité de *Montréal*; demandant la passation d'un acte les autorisant à disposer des biens de la succession de feu l'Honorable *Frédéric Auguste Quesnel*.

Du Révérend *Ad. Blanchet* et autres, de la route *Elgin*, comté de l'*Islet*; demandant des amendements à la loi réglant la coupe des bois.

Du Révérend *B. Bernier* et autres, de la paroisse de *St. Georges*,—et de *Olivier Loubier* et autres, de la paroisse de *St. François*, tous du comté de *Beauce*; demandant respectivement que le gouvernement prenne le chemin à lisses de *Lévis* et *Kennébec*, et pour d'autres fins.

Des Révérendes Sœurs de l'*Assomption de la Vierge*, de *St. Paulin*, comté de *Maskinongé*; demandant de l'aide.

Des Révérendes Sœurs de Charité de *St. Joseph de Lanoraie*, comté de *Berthier*; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

M. LeCavalier, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité après avoir élu *N. M. LeCavalier*, écuyer, pour son président est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

M. le Secrétaire Provincial Pâquet, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport des inspecteurs de prisons, asiles etc., pour les années 1878 et 1879. (Documents de la session, No. 8.)

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé.

M. Wurtelle, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité après avoir choisi *J. S. C. Wurtelle*, écuyer, comme son président, a convenu de recommander à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que *M. Gagnon*, ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte électoral de *Québec*, 38 *Victoria*, chap. 7.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement de proposer, pendant la présente session, le rappel de l'acte de cette province 42 et 43 *Victoria*, chap. 12, intitulé : "Acte concernant les enquêtes faites par les coroners?"

Réponse de *M. le Solliciteur-Général Lynch*.—C'est l'intention du gouvernement d'introduire, pendant la présente session, un projet de loi, dont avis a déjà été donné, ayant pour effet de modifier l'acte de cette province, 42 et 43 *Victoria*, chap. 12, intitulé : "Acte concernant les enquêtes faites par les coroners."

Par l'honorable M. *Langelier*.—S'il a été payé quelque chose à compte du subside dû au chemin de fer *Montréal, Portland et Boston*, combien, à quelle date et à qui ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Il a été payé au "*Montréal, Portland et Boston*" ci-devant "*Montréal, Chambly et Sorel*" à compte du subside accordé à cette compagnie les sommes suivantes :

1875 Mars 2.—A. T. <i>Drummond</i>	\$ 10,000 00
" Nov. 9.— <i>Merchants Bank</i>	3,300 00
1876 Déc 15.—P. B. <i>Benoit</i>	13,550 84
1877 Jan. 31.—P. B. <i>Benoit</i>	1,861 62
" Déc. 15.— <i>Montreal Bank</i>	43,398 03
" " 6.— <i>Merchants Bank</i>	14,700 00
1878 Sept. 2.— <i>Montreal Bank</i>	20,419 38
1879 Juin. 2.—La Compagnie.....	1,900 00
" Déc. 12.— <i>Isidore Hurteau</i>	20,714 74
	<hr/>
	\$129,844 61

Par M. *Laberge*.—Si le gouvernement a été informé ou s'il a reçu la résignation du Coroner du district de *Beauharnois*, et si oui, est-ce l'intention du gouvernement de remplir cette situation importante sous le plus court délai possible.

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le gouvernement a reçu de M. *Fergusson* une lettre datée le 31 mai dernier, offrant sa démission comme coroner du district de *Beauharnois*.

Le gouvernement a sous considération l'opportunité de remplacer ce Monsieur.

Par M. *Gagnon*.—Dans la répartition du montant à être voté pour les chemins de colonisation pour l'année 1880-81, le gouvernement se propose-t-il d'accorder au comté de *Kamouraska*, un montant, sinon plus élevé, au moins égal à celui que lui avait accordé, sur le subside de 1879-80, par son ordonnance, en date du 1^{er} octobre 1879, l'Honorable H. G. *Joly*, alors Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, savoir : \$1,500.

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—C'est l'intention du gouvernement d'accorder au comté de *Kamouraska*, à même le subside qui sera voté pour les travaux de colonisation de l'année 1880-1881, les octrois qui paraîtront justes et raisonnables, lors de la répartition générale de ce subside.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement a-t-il payé ou se propose-t-il de payer aux inspecteurs d'école tout ou partie de la somme de \$10,000 qui leur a été retranchée par le gouvernement *Joly*, pour l'année fiscale courante ?

Réponse de M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*.—Le budget et l'exposé financier de l'Honorable Trésorier de cette province feront connaître la politique du gouvernement à ce sujet.

Par M. *Cameron*.—A qui le gouvernement a-t-il donné ou se propose-t-il de donner le contrat pour l'approvisionnement du charbon pour le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et pour quel prix ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement a acheté de la maison "*Belloni et Cie.*", propriétaire des mines de charbon "*International and Block House*", du cap *Breton*, quinze mille tonnes de charbon (*steam coal*) pour le prix de \$2.90 la tonne de 2,240 livres, et ce, par contrat en date du 7 avril 1880.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Langeher (Montmorency),

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Copie de toute correspondance échangée, depuis la dernière session entre le gouvernement ou l'un de ses membres et toute personne, au sujet de la réorganisation de la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de la *Rivière Ouelle*, comté de *Kamouraska*, avec copie des plaintes portées, si aucunes l'ont été, contre les ex-commissaires, ou des raisons données pour obtenir leur destitution.

2. Copie de la première commission émanée depuis la dernière session pour la dite cour, et copie de l'avis officiel publié dans la "*Gazette Officielle*."

3. Copie de toute correspondance échangée comme susdit, au sujet des erreurs contenues dans la dite commission, avec copie de la deuxième commission et du second avis dans la "*Gazette Officielle*."

Sur motion de M. Langelier (Montmorency), secondé par M. Gagnon,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état indiquant toutes les sommes payées depuis le premier novembre dernier, comme extras, à MM. *Cimon* et *Piton*, écuyers, entrepreneurs, à raison de la construction des édifices publics, sur quels rapports et en vertu de quelle autorité ces sommes ont été payées.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Un état montrant le prix du contrat avec S. X. *Cimon*, écuyer, pour la construction de nouveaux édifices publics devant servir pour les départements.

2. Un état indiquant toutes les sommes payées jusqu'au 1er juin courant au dit S. X. *Cimon*, à raison de la construction de ces édifices.

3. Un état montrant la valeur des matériaux employés et des travaux faits par le dit *Cimon* jusqu'à la même date.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous actes ou documents concernant le transfert de la section-Est du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* au gouvernement par l'entrepreneur, l'Hon. *Thos. McGreevy*.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Et la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 7 juin 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires du dispensaire pour les maladies des yeux ; de l'asile St. Joseph du Bon Pasteur, rue *Fullum* ; de l'asile de la Providence ; de l'asile de St. Vincent de Paul ; de l'école de médecine et de chirurgie et de l'asile St. Brigitte, tous de *Montréal*, et pour l'année 1879 ; de l'hospice Ste. Croix, de *Ste. Marie de Monnoir* ; et de l'hôpital St. Joseph, *Chambly*, tous deux pour l'année 1879. (Documents de la session No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Church*,—la pétition de *James Court*, de la cité de *Montréal*.

Par M. le Solliciteur Général *Lynch*,—la pétition de *R. W. Heneker*, et autres.

Par M. *Parent*,—la pétition de Dame *Elizabeth Turgeon*, dite *Marie Elizabeth*, Supérieure de la Congrégation des Sœurs des petites écoles de *Rimouski*.

Par M. le Procureur Général *Loranger*,—la pétition des Sœurs de la Providence de la paroisse de *St. Vincent de Paul*, comté de *Laval* ; la pétition des Dames directrices de l'asile des Orphelins Catholiques Romains de la cité de *Montréal* ; et la pétition de la congrégation du Très-Saint Rédempteur, établie à *Ste. Anne de Beaupré*.

Par l'Honorable M. *Ross*,—la pétition de *H. Stanley Smith* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Taillon*,—la pétition de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du feu du comté de *Joliette* ; la pétition de *O. A. Barrett* et autres, de la cité de *Montréal* ; la pétition de l'école de médecine et de chirurgie, de *Montréal* ; la pétition du dispensaire ophthalmique ; la pétition des Dames Religieuses de l'asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue *Fullum* ; la pétition du Révérend *R. Rousseau*, directeur de l'hospice St. Charles ; et la pétition du Très Révérend Evêque Catholique Romain, toutes de la cité de *Montréal* ; et la pétition de *Théodore Davis Whitche*r, du canton de *Stanstead*.

Par M. *Gauthier*,—la pétition de *Joseph Eloi de Gagné*, de la paroisse des *Eboulements*, comté de *Charlevoix*.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—la pétition de l'asile des Orphelins Protestants de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Louis Adélard Sénécal* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "Compagnie du Tunnel et du chemin de fer de la Rive Sud."

De la corporation de la cité de *Montréal*,—et de l'Union St. Joseph de *St. Joseph de Lévis* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De *Louis H. Pignolet* ; demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à l'admettre, après examen, à pratiquer comme procureur et avocat.

Du Révérend *James Henry Dixon* et Dame *Frances Jane Connolly*, de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre certains biens substitués.

De *Charlotte Smith*, de la cité de *Montréal* et autres, héritiers de feu *Charles Smith, Sr.*, demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre certains immeubles substitués par le testament de feu *Charles Smith, Sr.*

De la société d'histoire naturelle de la cité de *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *E. Béliveau* et autres, de la paroisse de *St. Léonard*, comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Nicolet*.

De *Gaméliste Bergeron* et autres, de la paroisse de *St. Samuel*, comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour un chemin de colonisation dans le canton d'*Aston*, communiquant avec le canton de *Horton*.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, 39 *Victoria*, chapitre 33, concernant le notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Solliciteur Général Lynch* ait la permission d'introduire un bill concernant les officiers publics de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Procureur Général Loranger* ait la permission d'introduire un bill concernant le barreau de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Langelier (Montmorency)* ait la permission d'introduire un bill concernant l'établissement des Terres de la Couronne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Procureur Général Loranger* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant l'économie interne de la Chambre.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 79 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant la Cour de Circuit.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Solliciteur Général Lynch* ait la permission d'introduire un bill concernant les enquêtes de coroners.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Commissaire Flynn* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 77, des statuts refondus du *Canada*, concernant les arpenteurs et arpentages.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Commissaire Flynn* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, 42 et 43 *Victoria*, chap. 46, intitulé : Acte pour rectifier les lignes de division et assurer les titres dans certains rangs du canton de *Grenville*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* ait la permission d'introduire un bill concernant l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Joseph Marion, écuyer, ayant présenté l'indenture de son élection pour le district électoral de *L'Assomption*, et ayant préalablement prêté serment, suivant la loi, et souscrit devant les Commissaires, le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Résolu, Qu'en admettant *Joseph Marion*, écr., élu pour représenter le district électoral de *L'Assomption*, à prendre son siège, en produisant seulement en double son indenture, sans le retour de l'indenture du Greffier de la Couronne en Chancellerie, et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique, d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Ordonné, Que le nom de *Joseph Marion*, écuyer, soit ajouté à la liste des membres des comités suivants ; le comité permanent des bills privés, le comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation et le comité permanent des différentes industries de cette province.

Ordonné, Que le nom de M. *Lafontaine (Shefford)* soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills privés ; celui de M. *Bouillier*, à celle des membres du comité permanent des différentes industries de cette province et celui de l'Honorable M. *Marchand* à celle des membres du comité de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Picard*.—Est-ce l'intention du gouvernement de compléter le *loop-line* de *Trois-Rivières* ? Si non, comment le gouvernement se propose-t-il d'utiliser les parties déjà faites ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Cette question est actuellement sous la considération du gouvernement.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender, pendant la présente session, l'acte concernant le Département du Trésor, 31^{ème} *Victoria*, chap. 9, de manière à obliger l'Honorable Trésorier de la province de publier dans la "*Gazette Officielle de Québec*," un état des recettes et des dépenses de la province, et un résumé de ces recettes et dépenses, depuis le commencement de chaque année fiscale, comme cela se fait dans la "*Gazette Officielle du Canada*" par le département des finances de la Puissance ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Ce n'est pas l'intention du gouvernement d'introduire une telle mesure.

Par M. *Lafontaine (Shefford)*.—Si le gouvernement a trouvé moyen de régler ou de faire régler les réclamations des employés des sous-entrepreneurs sur la

ligne du chemin de fer du Sud-Est, lesquelles réclamations ont été déposées entre les mains de M. S. Lesage, député, ministre des travaux publics, à la demande de l'Honorable Commissaire des travaux publics en 1879 ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Le gouvernement s'est adressé à la compagnie du chemin de fer du Sud-Est et aux entrepreneurs en chef des travaux de la dite Cie, Messrs *McFarlane* et *MacRae*, pour faire régler les réclamations des employés, des sous-entrepreneurs de travaux sur ce chemin de fer ; et le président de la compagnie, M. *Bradley Barlow*, a répondu que la compagnie ne pouvait admettre aucune des réclamations maintenant produites ; que la Cie ne reconnaissait pas au gouvernement le droit de payer les dites réclamations, tant qu'elles n'auraient pas été établies devant les tribunaux réguliers, et qu'au reste la compagnie était disposée à payer toute réclamation légitime qui pourrait être faite contre elle, et qu'elle avait amplement les moyens de faire face à toutes ses obligations, Messrs *McFarlane* et *MacRae* ayant pris vis-à-vis du gouvernement la même position que la Cie ; le gouvernement a cru devoir cesser son intervention dans cette affaire.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement de ne pas tenir compte à l'avenir de la réduction de \$10,000 faite par le gouvernement *Joly* au traitement des inspecteurs d'écoles pour 1879-80, c'est-à-dire, est-ce l'intention du gouvernement de porter le traitement des inspecteurs d'école à l'avenir au montant, ou à peu près, fixé avant l'avènement du gouvernement *Joly* ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—L'intention du gouvernement, sera connue quand les estimés seront soumis à la Chambre.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement a-t-il payé ou se propose-t-il de payer aux inspecteurs d'écoles, tout ou partie de la somme de \$10,000 qui leur a été retranchée par le gouvernement *Joly*, pour l'année fiscale courante, 1879-80 ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Le gouvernement n'a rien payé de ce qui a été retenu sur le traitement des inspecteurs d'écoles dans les estimés de l'année dernière, et l'intention entretenue par le gouvernement à ce sujet sera connue quand les estimés seront présentés.

Sur motion de M. *Langelier* (*Montmorency*), secondé par M. *Gagnon*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Tous les papiers et documents relatifs à la location ou achat de la propriété connue sous le nom de "propriété *Trudel*," située aux coins des rues de la *Couronne* et du *Prince Edouard*, en la cité de *Québec*, et appartenant au crédit foncier du *Bas-Canada*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : la liste des villes et municipalités qui ont souscrit pour la construction d'aucun des chemins de fer formant maintenant partie du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* ; la dite liste donnant, dans autant de colonnes séparées, les noms des villes et municipalités qui ont souscrit, les chemins de fer pour lesquels elles ont souscrit, les montants souscrits par chacune d'elles, le montant des débentures reçues de chacune d'elles par le gouvernement, le fer

juillet 1879, le montant des débentures vendues par gouvernement le dit 1er de juillet, 1879, le montant des débentures restées en la possession du gouvernement à la même date, et enfin le montant resté dû à la même date, par chacune des dites villes ou municipalités qui ont souscrit.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état de tout le matériel roulant, outillage et autres objets transférés au gouvernement par l'Hon. *Thos. McGreevey*, lors de la prise de possession de la section Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, par le gouvernement, et des réclamations ou compensations faites à ce sujet par le dit Hon. *Thos. McGreevy*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toutes correspondances, papiers, ordres en conseil, relatifs à la révocation de MM. *Robert J. Bradley* et *Jules Tessier*, comme avocats du revenu à *Québec*, et du choix de leur successeur M. *Alfred Cloutier*.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par M. *Laberge*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous rapports, ordres en conseil, correspondances, documents relatifs au paiement de tout subside dû au chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*.

Sur motion de M. *Lafontaine (Shefford)*, secondé par M. *Laberge*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous rapports, requêtes, correspondances, ordres en conseil et autres documents relatifs aux derniers changements dans la Cour des Commissaires des cantons de *Roxton*, dans le comté de *Shefford*, ainsi que copie du rapport de *Waller Smith*, inspecteur des bureaux publics

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous ordres en conseil, rapports, correspondances et documents, se rapportant au règlement de toutes les réclamations de la province de *Québec* contre la province d'*Ontario* ou la Puissance, et de celles-ci contre la province de *Québec*.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 8 Juin 1880.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant, savoir :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA,
Province de Québec. }

Je soussigné, Greffier de la Couronne en Chancellerie, par le présent certifie qu'en vertu d'un bref d'élection, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le quinzième jour de mai dernier, pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la province pour représenter le district électoral de l'Assomption, en remplacement de *Onulph Peltier*, écuyer, décédé, *Joseph Marion*, écuyer, a été déclaré élu par *R. Rocher*, écuyer, registrateur ex-officio pour le district électoral de l'Assomption, ainsi qu'il appert par le dit bref d'élection maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce huitième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt.

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. DELORME, é. r.,
Greffier de l'Assemblée Législative.

M. l'Orateur met devant la Chambre.—Etat des affaires de la Société charitable des Dames catholiques ; des Sœurs de la charité ; et du Dispensaire de la cité de Québec, et de l'Asile de la Providence, *St. Henri de Mascouche*, tous pour l'année 1879. (Documents de la session No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et disposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Mercier*,—la pétition d'*Alexis Bouvier* et autres.

Par l'Honorable M. *Ross*,—la pétition de *John Fraser*, de la cité et du district de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—la pétition des Sœurs de charité de l'Hôpital Général (sœurs grisées), *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Langelier*,—la pétition de *Joseph Alphée Lemay* de la cité de *Québec*.

Par M. *Marion*,—la pétition des Sœurs de la Providence, de la paroisse de *L'Assomption*.

Par M. *Lavallée*,—la pétition de *Joseph Neaud* et autres, de la paroisse de *Ste. Emilie de l'Energie*, comté de *Joliette*.

Par le Commissaire *Flynn*,—la pétition de l'Institut littéraire de *St. Patrice*, *Québec*.

Par M. *Sawyer*,—la pétition de *H. W. McGowan* et autres, de *Stanstead* ; la pétition de *Frédéric Paré* et autres, de *Sherbrooke* ; la pétition de *Abraham Hopkins* et autres, de *Cookshire* et autres cantons ; la pétition de *W. Lyman Hume*, de *Leeds* ; et la pétition de *Michael Ahern* et autres de la cité de *Québec*.

Par M. *Langelier (Montmorency)*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Montmorency*, division No. 1.

Par M. *Nelson*,—la pétition de l'Asile des orphelins protestants, *Montréal* ; la pétition du Collège de pharmacie de *Montréal* ; la pétition de *H. A. Nelson* et autres de la cité de *Montréal* ; la pétition de l'Eglise presbytérienne, *St. Marc* ;

la pétition de l'assemblée et des directeurs de l'Eglise *St. Mathieu* ; la pétition de l'assemblée et des directeurs de l'Eglise *Erskin* ; la pétition de la congrégation de l'Eglise presbytérienne, rue *St. Joseph* ; la pétition de l'Eglise *St. Thomas* ; la pétition des officiers et des membres de l'Eglise *St. Barthémy* ; la pétition de la congrégation de l'Eglise méthodiste *Douglas* ; la pétition du pasteur et des officiers de la congrégation de l'Eglise du calvaire ; la pétition de l'Eglise *Baptiste Olivet* ; la pétition de l'Eglise méthodiste française ; la pétition de *E. H. Lay* et autres, toutes de la cité de *Montréal*.

Par l'Honorable *M. Chapleau*,—la pétition du Révérend *Joseph Henning* et autres, de la cité de *Québec*.

Par *M. Houde*,—la pétition du révérend *Ph. H. Suzor* et autres de la ville et du comté de *Nicolet*.

Par l'Honorable *M. Joly*,—la pétition de l'Asile des Dames protestantes de *Québec*.

Par *M. Caron*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer du *St. Laurent des Basses Laurentides* et du *Saguenay*.

M. Gauthier, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation présente à la Chambre le premier du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à Votre Honorable Chambre qu'il a nommé pour son président *M. Gauthier*.

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

M. Champagne, du comité permanent des différentes industries de cette province, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à Votre Honorable Chambre qu'il a nommé pour son président *M. Champagne*.

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

M. LeCavalier, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre, le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas, savoir :

Du Lt. Colonel *Charles King* et autres, pour un acte incorporant "*The International Mining Company* ;"

De *Locke W. Winchester* et autres, de la cité de *New-York*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Ristigouche Salmon Club* ;"

De *John Samuel Knox* de *Rozel*, dans l'Ile de *Wight*, Angleterre, demandant la passation d'un acte pour définir ses pouvoirs comme exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox* ;

De *Thomas S. Morey* et autres, de *Sherbrooke*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Sherbrooke Gas & Water Company* ;"

De *Robert Cassels* et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*Compagnie du Tunnel du Fleuve St. Laurent* ;"

De la compagnie du chemin de fer du *Sud-Est*, demandant la passation d'un acte pour la consolidation de sa dette ;

Du comte *Raphaël Maximilien Cahen d'Anvers* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Le crédit foncier franco-canadien* ;"

De *Henry Hogan* et autres, de la cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de la compagnie de fer "*Union Jacques-Cartier* ;"

De la compagnie de chemin de fer du *Lac Champlain* et du *St. Laurent*, demandant l'autorisation d'émettre de nouvelles débetures ;

De Dame *Marie Anne Claire Symes*, épouse de *N. H. C. M. G. Maret*, Marquis de *Bassano*, demandant l'autorisation de vendre certains immeubles substitués ;

De Dame *Marie Henriette Coursol*, épouse de *Robert Kane*, et de *Charles Joseph Quesnel Coursol*, de *Montréal*, demandant la passation d'un acte, les autorisant à disposer de la propriété de la succession de feu l'Honorable *Frédéric Auguste Quesnel* ;

De *Louis H. Pignolet*, demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de *Québec*, à l'admettre, après examen, à pratiquer comme avocat et procureur ;

Du Révd. *James Henry Dixon* et Dame *Jane Connolly*, de la cité de *Montréal*, demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre certains immeubles substitués.

De *Pierre Rémi Chevalier*, Notaire de la ville de *Sorel*, demandant la passation d'un bill pour rectifier et valider un acte de vente.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St. Jean*, et a trouvé que les avis publiés dans la *Gazette Officielle* et les autres journaux ne faisant aucunement mention de cette partie de la pétition qui se rapporte à l'extention du dit chemin de fer et de son terminus au *Lac St. Jean*, jusqu'à la ville de *Chicoutimi* ; mais d'après les déclarations faites au comité, par l'honorable député qui s'est chargé de la dite pétition, votre comité est convaincu, que toutes les parties intéressées ont eu une connaissance suffisante de cette portion de la pétition, et en conséquence il recommande que la 51^{ème} règle soit suspendue.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la corporation de la cité de *Montréal*, et a trouvé que les avis publiés dans la *Gazette Officielle* et dans les journaux locaux, ne font pas connaître la nature des amendements demandés par la pétition, mais l'Honorable député qui s'est chargé de la dite pétition, ayant déclaré que tous ces amendements avaient été discutés dans le dit conseil de ville et dans les journaux locaux, votre comité demande la permission de recommander que la 5^{le} règle soit suspendue.

Ordonné, Que *M. Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour ratifier et valider un certain acte de vente consenti par *John Jones* à *John George Grébassa* et *Pierre Rémi Chevalier*, le 15 septembre 1858.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Mathieu*, ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer du *Sud-Est* et pour autoriser la dite compagnie d'émettre de nouveaux bons hypothécaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Lafontaine [Shefford]*, ait la permission d'introduire un bill pour amender les différentes actes de la profession de notaire dans la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Beaudet* ait la permission d'introduire un bil pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer du *Lac St. Jean*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Houde ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau le code municipal de la province de Québec.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Nelson ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du tunnel du fleuve St. Laurent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Trésorier Robertson ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie de Gaz et d'eau de Sherbrooke.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Trésorier Robertson, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie minière internationale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Trésorier Robertson ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les actes concernant les dépôts judiciaires et autres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Ross, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser Marie Anne Claire Symes Maret, marquise de Bassano, à vendre certains immeubles substitués.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue, en ce qui a rapport à un bill pour amender les différents actes qui amendent la charte de la cité de Montréal.

Ordonné, Que M. Nelson ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Wurtelle ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le crédit foncier Franco Canadien.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Lafontaine [Napierville], secondé par M. Molleur.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Sur motion de M. le Procureur Général Loranger, secondé par l'Honorable M. Chapleau,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le premier rapport du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à préparer les règles et ordres permanents pour la régie de cette Chambre.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour définir les pouvoirs de l'exécuteur-testamentaire de feu *Robert Knox*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Louis H. Pignolet* à la profession de procureur et avocat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la compagnie du chemin de fer de jonction de *St. Laurent* et du *Lac Champlain* à émettre de nouvelles débentures.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour définir les pouvoirs des héritiers *Quesnel* à disposer d'un certain immeuble.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la vente d'un certain immeuble substitué par feu *James Connolly*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Church* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le "*Ristigouche Salmon Club*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,

Résolu, Que cette Chambre concourt, dans le premier rapport du comité permanent des différentes industries de cette province.

Ordonné, Que M. *LeCavalier* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer l'Union *Jacques-Cartier*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. le Solliciteur Général *Lynch*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considérations certaines résolutions concernant les honoraires des shérifs, registrateurs, protonotaires et des Secrétaires-Trésoriers des municipalités, en rapport avec certains enrégistrement et avis.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

Résolu, Que le shérif, le régistrateur, le protonotaire et le secrétaire trésorier auront droit à des honoraires pour l'accomplissement des devoirs ci-après mentionnés tels qu'ils sont ci-après fixés :

Au shérif, pour avis de vente au régistrateur, *vingt centins* ; et aussi *dix centins* pour chaque pièce de terre y mentionnée, lequel dit dernier montant, il devra transmettre au régistrateur, avec l'avis, pour couvrir les honoraires du dernier, pour le dépôt et l'entrée d'icelui, aussi bien que pour l'annulation ;

Au shérif, pour avis de vente pour publication, *vingt centins* ; ces honoraires, avec les frais de publication, compris dans son mémoire de frais, et dont il peut exiger l'avance, tel que voulu dans l'article 647 du code de procédure civile ;

Au régistrateur, pour chaque adresse ou changement d'adresse, *cinquante centins*, qui couvriront ses honoraires pour toutes procédures en rapport avec icelle ;

Au protonotaire, pour certificat de main-levée de la saisie, *cinquante centins*, sur lesquels il devra transmettre *vingt centins* au régistrateur, pour couvrir les honoraires pour le dépôt et l'entrée du dit certificat.

Au secrétaire-trésorier, *vingt centins* pour chaque pièce de terre mentionnée dans la liste produite par lui, dont une moitié sera transmise par lui, avec la liste au régistrateur, pour couvrir les honoraires de cette dernière, pour le dépôt et l'entrée d'icelle, aussi bien que pour l'annulation

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Mathieu fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Résolu, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Mathieu fait rapport des résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, Que le shérif, le régistrateur, le protonotaire et le secrétaire-trésorier auront droit à des honoraires pour l'accomplissement des devoirs ci-après mentionnés tels qu'ils sont ci-après fixés :

Au shérif, pour avis de vente au régistrateur, *vingt centins* ; et aussi *dix centins* pour chaque pièce de terre y mentionnée, lequel dit dernier montant, il devra transmettre au régistrateur, avec l'avis, pour couvrir les honoraires du dernier, pour le dépôt et l'entrée d'icelui, aussi bien que pour l'annulation ;

Au shérif, pour avis de vente pour publication, *vingt centins* ; ces honoraires, avec les frais de publication, compris dans son mémoire de frais, et dont il peut exiger l'avance, tel que voulu dans l'article 647 du code de procédure civile ;

Au régistrateur, pour chaque adresse ou changement d'adresse, *cinquante centins*, qui couvriront ses honoraires pour toutes procédures en rapport avec icelle ;

Au protonotaire, pour certificat de main-levée de la saisie, *cinquante centins*, sur lesquels il devra transmettre *vingt centins* au régistrateur, pour couvrir les honoraires pour le dépôt et l'entrée du dit certificat.

Au secrétaire-trésorier, *vingt centins* pour chaque pièce de terre mentionnée dans la liste produite par lui, dont une moitié sera transmise par lui, avec la liste au régistrateur, pour couvrir les honoraires de cette dernière, pour le dépôt et l'entrée d'icelle, aussi bien que pour l'annulation

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la meilleure protection des créanciers hypothécaires et pour donner une plus grande publicité à la saisie et à la vente des biens immobiliers.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu, que par l'acte 39 *Victoria*, chapitre 2, le gouvernement de la province de *Québec* a été autorisé à construire, par l'entremise de trois commissaires, investis des pouvoirs nécessaires par le dit acte, le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, "partant du port de *Québec*, et s'étendant " depuis l'eau profonde dans le dit port, *viâ Montréal*, au point dans le comté de " *Pontiac* qui paraîtra le plus avantageux pour faire aboutir dans la suite le dit " chemin de fer à la partie subventionnée du chemin de fer du *Canada Central*."

Attendu que par l'acte 41-42 *Victoria*, chapitre 3, le commissaire de l'agriculture et des travaux publics de la province de *Québec*, a été investi de tous les droits et pouvoirs conférés aux dits commissaires, pour construire le dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Attendu que le commissaire de l'agriculture et des travaux publics a, dans l'année 1878, autorisé et fait commencer la construction des piliers d'un pont pour prolonger le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis la ville de *Hull* jusqu'à la cité d'*Ottawa*, et que des sommes considérables ont déjà été dépensées dans ce but ;

Attendu qu'il est d'une grande urgence, que le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, soit en état de se relier au chemin de fer du *Canada Central* dans la cité d'*Ottawa*, ainsi qu'aux autres lignes de chemin de fer de la province d'*Ontario*, aboutissant au même centre ;

Attendu qu'il est nécessaire d'obtenir l'autorisation de l'Assemblée Législative pour la dépense des sommes nécessaires à l'exécution des travaux de la superstructure du dit pont, et à l'acquisition des terrains convenables et à la construction des bâtisses requises dans la cité d'*Ottawa* pour une station de trafic et de passagers ;

Il soit résolu :

Que le Commissaire d'agriculture et des travaux publics, soit autorisé, sur ordre du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, à faire terminer le susdit pont sur la rivière *Ottawa*, entre la ville de *Hull* et la cité d'*Ottawa*, à faire l'acquisition des terrains convenables, et à ordonner la construction des bâtisses requises pour une station de trafic et de passagers, dans la dite cité d'*Ottawa*, lesquels dits pont, bâtisses et station soient considérés comme portion intégrante du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sous les dispositions de l'acte 39 *Victoria*, chapitre deux.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot*, fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Racicot* fait rapport de la résolution en conséquence, laquelle est lue comme suit :

Attendu, que par l'acte 39 *Victoria*, chapitre 2, le gouvernement de la province de *Québec* a été autorisé à construire, par l'entremise de trois commissaires, investis des pouvoirs nécessaires par le dit acte, le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, "partant du port de *Québec*, et s'étendant "depuis l'eau profonde dans le dit port, *via Montréal*, au point dans le comté de " *Pontiac* qui paraîtra le plus avantageux pour faire aboutir dans la suite le dit "chemin de fer à la partie subventionnée du chemin de fer du *Canada Central*."

Attendu que par l'acte 41-42 *Victoria*, chapitre 3, le commissaire de l'agriculture et des travaux publics de la province de *Québec*, a été investi de tous les droits et pouvoirs conférés aux dits commissaires, pour construire le dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Attendu, que le commissaire de l'agriculture et des travaux publics a, dans l'année 1878, autorisé et fait commencer la construction des piliers d'un pont pour prolonger le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis la ville de *Hull* jusqu'à la cité d'*Ottawa*, et que des sommes considérables ont déjà été dépensées dans ce but ;

Attendu qu'il est d'une grande urgence, que le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, soit en état de se relier au chemin de fer du *Canada Central* dans la cité d'*Ottawa*, ainsi qu'aux autres lignes de chemin de fer de la province d'*Ontario*, aboutissant au même centre ;

Attendu qu'il est nécessaire d'obtenir l'autorisation de l'Assemblée Législative pour la dépense des sommes nécessaires à l'exécution des travaux de superstructure du dit pont, et à l'acquisition des terrains convenables et la construction des bâtisses requises dans la cité d'*Ottawa* pour une station de trafic et de passagers ;

Il soit résolu :

Que le commissaire d'agriculture et des travaux publics, soit autorisé, sur ordre du Lieutenant-Gouverneur en conseil, à faire terminer le susdit pont sur la rivière *Ottawa*, entre la ville de *Hull* et la cité d'*Ottawa*, à faire l'acquisition des terrains convenables, et à ordonner la construction des bâtisses requises pour une station de trafic et de passagers, dans la dite cité d'*Ottawa*, lesquels dits pont, bâtisses et station soient considérés comme portion intégrante du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sous les dispositions de l'acte 39 *Victoria*, chapitre deux.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Solliciteur-Général *Lynch*, secondé par M. le Commissaire *Flynn*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les timbres.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* [*Montmorency*], propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "dans l'opinion de cette Chambre, au lieu

" d'imposer de nouvelles charges sur le peuple, il serait de bonne politique de " supprimer une dépense inutile comme celle qu'entraîne le Conseil Législatif, " soient mis à la place.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. Gagnon, secondé par M. Langelier [Montmorency], propose que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots, " cette Chambre ne croit pas devoir consentir à augmenter les taxes qui pèsent " déjà sur le peuple, " soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant.

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'article 31 *Victoria*, chapitre 4 des statuts de la province de *Québec*, appelle J. S. Wurttele, écuyer, membre pour le district électoral d'*Yamaska*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Wurttele, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et la chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 9 Juin 1880.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf)

Langelier (Montmorency),
Marchand,
Mercier,
Molleur,
Parent,

Potier,
Rinfret dit Malouin,
Ross,
Shehyn et
Watts.—21.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Deschênes,

Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,

Pâquet,
Picard,
Racicot,
Robertson,
Robillard,
St. Cyr et
Wurttele.—29.

Ainsi il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris, comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Deschênes,

Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,

Pâquet,
Picard,
Racicot,
Robertson,
Robillard,
St. Cyr et
Würtele.—29.

* CONTRE :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine.

Joly,
Lalonde,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),

Langelier (Montmorency),
Marchand,
Mercier,
Molleur,
Parent,

Poirier,
Rinfret dit Malouin,
Ross,
Shehyn et
Watts.—21.

Ainsi elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Qu'il sera imposé, prélevé et perçu sur chaque instrument ou document enregistré dans un bureau d'enregistrement, et sur toute recherche qui y sera faite, les droits suivants :

Sur chaque testament, contrat de mariage ou donation.....	\$0 30	centins.
Sur chaque titre ou instrument effectuant ou prouvant la vente, échange, hypothèque sur la propriété foncière, pour une somme ou considération d'une valeur moindre de \$400..	0 10	"
Si de \$400 et de moins de \$1000.....	0 30	"
Si de \$1000 ou plus.....	0 50	"
Sur toute autre titre ou instrument enregistré, produit ou déposé.....	0 20	"
Sur toute recherche, avec ou sans certificat.....	0 10	"

Que les dits droits seront payés par la partie qui demande l'enregistrement ou la recherche, et seront payables en timbres émis en vertu des dispositions de l'acte qui sera basé sur ces résolutions.

Résolu, 2. Qu'il sera imposé, prélevé et perçu, un droit de dix centins sur chaque bref de sommation émis dans une cour de circuit de comté, une cour de magistrat ou une cour de commissaires dans la province.

Résolu, 3. Qu'un droit de dix centins, sera imposé, prélevé et perçu, sur tout billet promissoire, reçu, compte détaillé et exhibit quelconque, produit devant la cour supérieure, la cour de circuit, la cour des magistrats ou la cour des commissaires, les dits droits étant payables en timbres.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Wurtelle fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 9 Juin 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'asile *Finlay* ; de l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus ; et de "*The Womens Christian Association*," tous de la cité de Québec, et pour l'année 1879. (Documents de la Session, No. 6.)

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en Chancellerie.

M. L'ORATEUR,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre, qu'il a nommé un comité composé des Honorables Messieurs *Archambeault*, *De Boucherville*, *Dionne*, *De Léry*, *Lavolette* et *Webb* pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et aussi, le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé Messieurs *Archambeault*, *Beaudry*, *Ferrier*, *Gaudet*, *de LaBruyère*, *Rémillard*, *Roy*, *Webb* et *Wood* pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le comité de l'Assemblée Législative, comme membres d'un comité conjoint des impressions.

Et ensuite il se retire.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Racicot*,—la pétition de *J. Brigham* et autres.

Par M. le Trésorier *Robertson*,—deux pétitions de *Charles C. Colby* et autres.

Par M. *Préfontaine*,—la pétition de la Compagnie manufacturière et hydraulique de la rivière *Richelieu*, et la pétition de *George Arthur Hughes*, de la cité de *Montréal*.

Par M. Caron,—la pétition des sœurs de la Providence, de la paroisse de St. Ursule, comté de Maskinongé et la pétition de Rémi Barette et autres, de la paroisse de St. Gabriel de Brandon.

Par M. St-Cyr,—la pétition de Evan John Price, de Québec.

Par M. LeCavalier,—la pétition de Anthony Force et autres, de Lachine.

Par M. Würtele,—la pétition de Ferdinand Macculloch et autres, de la cité de Montréal.

Par l'Honorable M. Chapleau, la pétition de Luc Charette et autres, de Ste. Marguerite de Wexford

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De James Court et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*The Association of Accountants in Montreal.*"

De Dame Elizabeth Turgeon, dite sœur Marie Elizabeth, supérieure de la congrégation des sœurs des petites écoles de Rimouski et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Les sœurs des petites écoles de Rimouski.*"

De la Congrégation du Très Saint Rédempteur, établie à Ste. Anne de Beaupré; demandant un acte d'incorporation.

De H. Stanley Smith et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Quebec Rocket Club.*"

De A. O. Barette et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*l'Union des commis-marchands de la cité de Montréal.*"

De Théodore Davis Whitche, du township Stanstead; demandant la passation d'un acte l'autorisant à pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec.

De Joseph Eloi de Gagné, des Eboulements, comté de Charlevoix; demandant la passation d'un acte pour confirmer son nom.

De la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Joliette; demandant que son nom soit changé en celui de "*Compagnie provinciale d'assurance mutuelle contre le feu.*"

De R. W. Heneker et autres; demandant des amendements à l'article 617 du code de procédure civile.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de Montréal et autres; demandant de l'aide pour l'institution des aveugles, Asile Nazareth, Montréal.

Du Révérend R. Rousseau, directeur de l'hospice St-Charles, Montréal; demandant de l'aide.

De l'école de médecine et de chirurgie,—du Dispensaire Ophthalmique établi à l'Asile Nazareth,—des dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains,—des dames religieuses de l'Asile de St-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, tous de Montréal,—des sœurs de la Providence de l'Asile de la paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval,—et de l'Asile des orphelins protestantes de la cité de Québec; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

M. LeCavalier, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De "*The Graphic Company,*" demandant la passation d'un acte pour réduire son stock capital, et pour d'autres fins.

De Charlotte Smith, de la cité de Montréal et autres, demandant la passation d'un acte les autorisant à disposer de certains immeubles substitués par le testament de feu Charles Smith.

Ordonné, Que M. Lafontaine (Napierville), ait la permission d'introduire un bill pour faciliter le règlement final des successions vacantes en ce qui concerne la vente des immeubles et des créances non échues.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un bill pour réduire le maximum des salaires payés aux employés publics à \$3,000 par année.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Procureur Général Loranger ait la permission d'introduire un bill pour amender la constitution de la Cour du Banc de la Reine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Secrétaire Provincial Pâquet met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur de Lieutenant-Gouverneur,—Rapport général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la province de Québec, jusqu'au 4 juin 1880. (Documents de la session No. 2.)

Ordonné, Que l'Honorable M. Langelier ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des élections contestées de Québec, 1875.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Langelier ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte électoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Irvine ait la permission d'introduire un bill pour autoriser Charlotte Smith et autres, à disposer d'un certain immeuble substitué en vertu du testament de Charles Smith.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Irvine ait la permission d'introduire un bill pour amender le code de procédure civile, afin de mieux assurer l'assistance des témoins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Irvine ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi de la preuve en matière civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Würtele ait la permission d'introduire un bill pour permettre à la Compagnie graphique de réduire son fonds capital et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Deschênes.—Le gouvernement donnera-t-il une aide, soit en argent ou en terres, à toute compagnie qui se formerait pour la construction du chemin de fer projeté, connu sous le nom de chemin de fer de *Woodstock*, étant de soixante et dix milles et un tiers, depuis le tracé de *Fraserville* jusqu'à la frontière, pour se relier avec l'intercolonial?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le gouvernement n'a encore reçu de propositions de la part d'aucune compagnie, pour la construction du chemin de fer *Woodstock*.

S'il reçoit des propositions, il fera connaître ses intentions à l'égard de telle compagnie.

Par M. Lafontaine (*Napierville*).—Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en vente la propriété appelée "*Spencer-Wood*" et de procurer à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, une résidence plus en rapport avec l'état financier de la province?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Pas maintenant.

Par M. Cameron.—S'il est vrai que le gouvernement ait loué des commissaires de la commission du havre de *Québec*, le quai des commissaires de *Québec*, et à quelles conditions. Aussi, s'il est vrai qu'il ait sous-loué le tout ou une partie du dit quai, et si oui, à qui et à quelles conditions?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le gouvernement a loué pour trois ans le quai de la *Pointe-à-Carcy*, pour un loyer annuel de \$6,500.00 qui sera payé par les droits de quayage de toutes marchandises arrivant sur ce quai.

Le gouvernement n'a pas sous-loué le quai et n'a pas l'intention de le faire; mais il est certain cette année de réaliser un bénéfice raisonnable en sus du prix de location.

Par M. Gagnon.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire réparer et continuer cet été, la route de colonisation commencée depuis plusieurs années dans le canton de *Wood Bridge*, comté de *Kamouraska*?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le gouvernement fera pour cet endroit, comme pour ailleurs, ce qu'il jugera le plus juste et convenable.

Par M. Gagnon.—En sus du montant que le gouvernement considère en ce moment devoir accorder au comté de *Kamouraska*, pour chemins de colonisation, sur le subside de 1880-81, le gouvernement a-t-il l'intention de dépenser dans le même comté, la somme de \$1500, que par son ordonnance du 1er oct. 1879, l'Hon. H. G. Joly, alors commissaire de l'agriculture et des travaux publics, lui avait accordée sur le subside de 1879-80, et dont aucune partie quelconque n'a été dépensée?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le gouvernement a déjà répondu à cette question.

Par M. Gagnon.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à F. H. Proulx, écrivain, éditeur à ses propres frais de la "*Gazette des Campagnes*" publiée à *Ste. Anne de Lapocatière*, comté de *Kamouraska*, le subside qui lui a accordé le gouvernement Joly pour l'année 1879-80, savoir: \$400?

Est-ce son intention d'augmenter ce subside, vu les grands sacrifices, que M. *Proulx* fait depuis plusieurs années pour publier le seul journal agricole du district de *Québec*, et de la section Est de la province ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Les subsides qui seront bientôt mis devant la Chambre répondront à cette question.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement, vu le triste état des finances de la province, de supprimer, à l'avenir, le subside en faveur de l'immigration pour employer en faveur de la colonisation, le montant voté jusqu'à ce jour pour l'immigration, et réduit par le gouvernement *Joly*, pour la présente année fiscale 1879-80, à la somme de \$5000 ?

Et sinon, se propose-t-il d'augmenter le subside en faveur de l'immigration, du montant de \$5000 voté au gouvernement *Joly* pour la présente année fiscale 1879-80 ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Les subsides qui seront bientôt mis devant la Chambre répondront à cette question.

Par l'Honorable M. *Langelier*.—S'il est vrai que les rails, pour le chemin de fer sur la glace entre *Hochelaga* et *Longueuil*, ont été obtenus sur une garantie du gouvernement, quelle a été cette garantie et à qui a-t-elle été donnée ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Ces rails ont été empruntés par le gouvernement et prêtés par lui à la compagnie du chemin de traverse entre *Hochelaga* et *Longueuil*.—Un dépôt en argent de mille piastres (\$1,000.00) a été exigé et obtenu pour garantir la remise de ces rails au printemps. Les rails ont été remis à leur propriétaire et le gouvernement n'a rien eu à payer pour cela.

Par l'Honorable M. *Langelier*.—S'il est vrai que le gouvernement est à faire construire, ou a fait construire, ou se propose de faire construire des chars pour le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement a donné, à une compagnie canadienne de la province, *John McDougall & Co.*, des contrats pour la construction de cent (100) chars à marchandises, cent (100) chars plate-forme et en sus, à Monsieur *Crossen*, de *Cobourg*, *Ontario*, un contrat pour dix chars d'excursion.

Par l'Honorable M. *Langelier*.—S'il est vrai que 107 chars, ou tout autre nombre de chars du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, ont été envoyés l'hiver dernier sur le chemin de fer du *Sud-Est* ou sur tout autre chemin, et y sont employés. Si la province a été payée pour les dits chars, où est payée pour leur usage ; aussi qu'elle est la valeur vénale des dits chars, et leur valeur locative ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Il y a eu l'hiver dernier, grâce à la construction du chemin de fer sur la glace entre *Hochelaga* et *Longueuil*, non pas cent sept chars (107) mais au-delà de cinq cents chars (500) chargés de fret qui sont allés dans la nouvelle *Angleterre* par la voie du chemin de fer du *Sud-Est* et et d'autres compagnies américaines. L'usage de ces chars a été payé par le prix du fret, et de plus chaque compagnie de chemin de fer a payé trois quarts ($\frac{3}{4}$) de centin pour chaque mille de parcours de chacun de nos chars sur leur ligne ; aucun de ces chars n'a été loué ni prêté à la compagnie du *Sud-Est*, ni à aucune compagnie.

La valeur des chars était de \$500 et plus, et le prix de location varie suivant les besoins du trafic.

Par l'Honorable M. Langelier.—S'il est vrai que douze employés ou un autre nombre d'employés, surtout de nationalité irlandaise, ont été révoqués dernièrement sur le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—L'Honorable député de *Québec-Ouest* a depuis quelque temps, attiré mon attention sur la proportion des employés d'origine étrangère qui se trouvent sur le chemin de fer, et surtout à *Québec*. Le gouvernement a donné son attention à cette demande, et dans quelques jours un rapport complet de tous les employés, et des changements à leur égard, jusqu'à cette date, sera mis devant la Chambre.

Par l'Honorable M. Langelier.—Si le gouvernement a nommé ou se propose de nommer J. A. Hervieux, écr., inspecteur de bureaux d'enregistrement et de cadastre pour la province, et à quel salaire ?

Réponse de M. le Procureur-Général Loranger.—Le gouvernement a requis les services de J. A. Hervieux écuyer, pour faire l'inspection des bureaux d'enregistrement dans la province de *Québec*, avec l'instruction de faire rapport sur la manière dont ces bureaux sont tenus, et sur les changements, amendements et modifications à faire dans l'administration de ce département et les lois qui les régissent.

Le salaire de Monsieur Hervieux n'est pas fixé.

Par M. Rinfret dit Malouin.—Est-ce l'intention du gouvernement de placer des barrières aux différentes rues qui traversent la rue du *Prince-Edouard*, dans la paroisse de *St-Roch de Québec*, pour prévenir les accidents qui pourraient arriver par le passage des chars du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Une barrière pour la rue *St. Valier* a été ordonnée, est maintenant en construction et sera placée cette semaine.

Par M. Shehyn.—Est-ce l'intention du gouvernement de s'occuper, pendant cette session, d'une embranchement entre *St. Martin* et la *Pointe Claire*, pour relier le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, avec le *Grand Tronc* ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Un bill privé à cet effet a été introduit par un député depuis le commencement de cette session. Quand la mesure viendra devant la Chambre, le gouvernement donnera son opinion sur cette mesure.

Sur motion de M. Deschênes, secondé par M. Gauthier,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Copies de toutes instructions données à l'agent des terres de la Couronne de la division *Grandville*, depuis le premier janvier 1879 jusqu'à cette date, l'autorisant à s'assurer, si quelque personne ne coupait pas des bois sur les terres publiques sans licence ; 3. Les instructions qu'il a reçues pour les règlements pour coupe des dits bois, et copies des dits règlements et rapports, faisant connaître la quantité des dits bois coupés, soit billots ou autres bois, le nombre de milles de bardeau ; 3. Les montants collectés pour iceux ; 4. Faisant connaître aussi les montants des bois coupés sur les dites terres publiques étant sous licence et les montants collectés ; 5. Aussi, un état détaillé des dépenses de voyage du

dit agent ; 6. Copies des rapports du garde forestier et de *Félix Gagnon*, écuyer, juge de paix, chargé par le département de faire un rapport au dit département relativement aux dits bois coupés sans licence, et tous autres documents se rapportant à cette affaire.

M. Gagnon, secondé par *M. Langelier (Montmorency)* propose, qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie des rapports en Conseil destituant *M. Quesnel*, shérif d'*Arthabaska*, et *M. Beaudry*, protonotaire de *Beauharnois*, ainsi que les raisons données par Son Honneur et communiquées à ses aviseurs pour retarder ou refuser d'approuver ces rapports.

L'Honorable *M. Chapleau* ayant déclaré qu'il n'est pas autorisé à mettre devant cette Chambre aucune des communications de Son Honneur à ses aviseurs dans le Conseil Exécutif et que telle communication serait contraire au caractère confidentiel des relations du chef de l'état et de ses ministres.

Du consentement de la Chambre les mots suivants sont retranchés " ainsi que les raisons données par Son Honneur et communiquées à ses aviseurs pour retarder ou refuser d'approuver ces rapports."

Et alors la dite adresse, ainsi amendée, est adoptée.

Sur motion de l'Honorable *M. Marchand*, secondé par l'Honorable *M. Ross*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de tous rapports, correspondances, ordres en conseil, ou autres documents, fait depuis le 1er novembre dernier, relativement à la vente ou à la location du chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.*

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Copies de tous marchés, contrats et arrangements conclus entre le gouvernement ou l'administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, et toutes personnes ou Compagnies, relativement au transport des passagers et du fret. 2. Un état des taux établis pour le transport du fret et des passagers sur le dit chemin de fer, et les taux réduits accordés à certaines catégories de passagers.

Sur motion de *M. Cameron*, secondé par *M. Gagnon*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toute correspondance concernant la vente du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* au gouvernement de la Puissance du *Canada*.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Préfontaine*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous les rapports des ingénieurs chargés d'explorer la région qui sépare le *St. Laurent* du *Lac St. Jean* pour y tracer un chemin de fer ; copie de toutes requêtes et pétitions adressées au gouvernement par toutes personnes ou compagnies pour obtenir une aide pour continuer un chemin de fer de *Québec* ou d'un point quelconque du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* au *Lac St. Jean* ; copie de tous ordres en conseil accordant une aide à toute compagnie pour la construction du dit chemin de fer et le montant qui a pu être payé à toute telle compagnie jusqu'à ce jour, en distinguant ce qui a pu être payé depuis le 1er novembre dernier, de ce qui a pu l'être avant.

Sur motion de *M. Magnan*, seconde par *M. Duckett*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état, indiquant le montant d'argent dépensé pour construire le

chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ainsi que pour le matériel, roulant, et en y comprenant toutes les dépenses de constructions s'y rattachant, en faisant une distinction, des sommes reçues des municipalités et employées pour cette fin.

Aussi un état, indiquant le montant d'argent donné à toutes les compagnies de chemins de fer, dans toute la Province, depuis le 30 juin 1868, à venir jusqu'à ce jour, ou à une autre époque, la plus récente possible.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'Honorable M. *Marchand*, M. le Secrétaire Provincial *Piquet*, M. *Lafontaine (Shefford)*, M. *LeCavalier*, M. *Picard*, M. *St.-Cyr*, M. *Marion*, et M. *Gagnon*, pour prendre en considération tous les bills concernant le notariat, et pour faire rapport de temps à autre, avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill concernant les chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières :

Bill pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer du *Sud Est* et pour autoriser la dite compagnie à émettre de nouveaux bons hypothécaires.

Bill pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer du *Lac St. Jean*.

Bill pour incorporer "*The Lawrence River Tunnel Company*."

Bill pour incorporer "*The International Mining Company*."

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour incorporer *The Sherbrooke Gas and Water Company*.

Bill pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*.

Bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Louis H. Pignolet* comme procureur et avocat.

Bill pour incorporer "*The Ristigouche Salmon Club*."

Bill pour rectifier et valider un certain acte de vente consenti par *John Jones* à *John George Crebassa* et *Pierre Rémi Chevalier*, le 15 septembre 1858.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union *St. Joseph de Notre-Dame de Beauport*, pour l'année 1879. (Documents de la session, No. 6.)

M. *Lafontaine (Shefford)*, secondé par M. *Blais*, propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état détaillé, année par année, depuis l'union des deux *Canadas*, de toutes les sommes d'argent votées par l'ancienne Chambre jusqu'à la date de la confédération, et par cette Chambre depuis la confédération à aujourd'hui, pour les fins de la colonisation, avec aussi un état détaillé, mentionnant année par année, les sommes de deniers accordées à chaque municipalité, township, comité ou localité, et dans lesquels ces argents

ont été dépensés pour les fins de la colonisation, dans la province de *Québec*, par les différents gouvernements qui se sont succédés depuis la dite date, union des deux *Canadas*; lequel état devra aussi démontrer clairement le montant total ainsi accordé à chaque municipalité, township, comté ou localité, depuis la dite date, union des deux *Canadas*.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*), propose que les mots : "Avec aussi un état donnant l'emploi qu'ont fait de tous ou de partie de [deniers empruntés au fonds d'emprunt municipal, tous les comtés, townships, municipalités et localités qui ont emprunté au dit fonds", soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et cet amendement, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état détaillé, année par année, depuis l'union des deux *Canadas*, de toutes les sommes d'argent votées par l'ancienne Chambre jusqu'à la date de la confédération, et par cette Chambre depuis la confédération à aujourd'hui, pour les fins de la colonisation, avec aussi un état détaillé, mentionnant année par année, les sommes de deniers accordées à chaque municipalité, township, comté ou localité, et dans lesquels ces argents ont été dépensés pour les fins de la colonisation, dans la province de *Québec*, et par les différents gouvernements qui se sont succédés depuis la dite date, union des deux *Canadas*; lequel état devra aussi démontrer clairement le montant total ainsi accordé à chaque municipalité, township, comté ou localité, depuis la dite date, union des deux *Canadas*.

Avec aussi un état donnant l'emploi qu'ont fait de tous ou de partie de deniers empruntés au fonds d'emprunt municipal, tous les comtés, townships, municipalités et localités qui ont emprunté au dit fonds.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*),

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : La liste des chemins de fer, dans la province de *Québec*, qui ont droit à un subside du gouvernement; la dite liste donnant, dans autant de colonnes séparées, les noms des compagnies de chemins de fer qui ont droit à ce subside, l'autorité en vertu de laquelle le subside leur est dû, le montant payé à chacune d'elles, le 1er juillet 1879, et enfin la balance restant due à chacune d'elles, le dit 1er juillet 1879.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Ross*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tout avis donné depuis le premier de novembre dernier, demandant des soumissions pour tablier de superstructure en fer du pont de *Hull*; aussi copie des soumissions qui ont été reçues, ainsi que de toute correspondance, ordres en conseil et documents relatifs aux dites soumissions.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat montrant les nominations et promotions qui ont été faites dans le service civil, depuis le trente octobre 1879, en conformité de la clause 23 de l'acte 40 *Victoria*, chapitre 9. (Documents de la session No. 9.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 4 juin 1880 demandant :

1. Copie de toute correspondance échangée, depuis la dernière session, entre le gouvernement ou l'un de ses membres et toute personne, au sujet de la réorganisation de la Cour des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de la *Rivière-Ouelle*, comté de *Kamouraska*, avec copie des plaintes portées, si aucunes l'ont été, contre les ex-commissaires, ou des raisons données pour obtenir leur destitution.

2. Copie de la première commission émanée depuis la dernière session pour la dite cour, et copie de l'avis officiel publié dans la "*Gazette Officielle*."

3. Copie de toute correspondance échangée comme susdit, au sujet des erreurs contenues dans la dite commission, avec copie de la deuxième commission et du second avis dans la "*Gazette Officielle*." (Documents de la session No. 10.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 7 juin 1880, demandant :

Copie de toutes correspondances, papiers, ordres en conseil, relatifs à la révocation de MM. *Robert J. Bradley* et *Jules Tessier*, comme avocats du revenu à *Québec*, et du choix de leur successeur M. *Alfred Cloutier*. (Documents de la session No. 11.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 4 juin 1880, demandant :

1. Un état montrant le prix du contrat avec *S. X. Cimon*, écr., pour la construction de nouveaux édifices publics devant servir pour les départements.

2. Un état indiquant toutes les sommes payées jusqu'au premier juin courant au dit *S. X. Cimon*, à raison de la construction de ces édifices.

3. Un état montrant la valeur des matériaux employés et des travaux faits par le dit *Cimon* jusqu'à la même date. (Documents de la session No. 12.)

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* remet à M. l'Orateur un message de son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains; avec un compte détaillé des frais, par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts. (Appendice No. 3.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 8 juin 1880.

Le bill pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 27 et 28 *Victoria*, chap. 51 concernant les jurés et jurys, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la loi concernant la constitution de la cour supérieure, étant lu ;

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, propose que le dit bill soit maintenant lu une seconde fois ;

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après, " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots " il soit

Résolu, 1. Qu'il n'est pas désirable d'augmenter les charges du peuple, déjà lourdes, en pourvoyant sans nécessité à la nomination d'un juge additionnel pour la cour supérieure.

2. Qu'en diminuant le nombre des juges dans les districts où il y a peu d'ouvrage à faire, on pourvoirait à un juge additionnel pour le district de *Montréal* sans augmentation de dépenses, " soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la province de *Québec*, appelle J. S. C. *Wurtele*, écuyer, membre pour le district électoral d'*Yamaska*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Wurtele* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et des débats se continuant ;

La dite motion, en amendement, est, avec la permission de la Chambre, retirée.

Le dit bill est alors lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill concernant les termes de la cour de session générale de la paix dans les districts de *Québec* et de *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Mercier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 10 juin 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital de la Maternité, aux soins des dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année 1879. (Documents de la session, No. 6).

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Bergevin*,—la pétition de l'association *St. Jean Baptiste de Salaberry de Valleyfield*.

Par M. *Parent*,—la pétition de *George Boucher* et autres, de la paroisse de l'Assomption, dans le canton de *Macnider*, comté de *Rimouski*.

Par M. *Laberge*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Malachie d'Ormstown*, comté de *Chateauguay*.

Par M. *Racicot*,—la pétition de la compagnie de sucre de betteraves, de la province de *Québec*.

Par M. *Nelson*,—la pétition de l'association des arts de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Marchand*,—la pétition du conseil de ville de la ville de *St. Jean*.

Par M. *Molleur*,—la pétition du conseil de ville de la ville de *Iberville*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition de la compagnie de prêt et crédit foncier, *Montréal*.

Par M. *Gauthier*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Joachim* comté de *Montmorency*.

Par M. *Taillon*,—la pétition de *Hormidas Joannotte*, de la cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Joly*,—la pétition de l'asile des orphelins de l'église d'Angleterre, *Québec*; et la pétition de la corporation de l'asile *Finlay*, *Québec*.

Par M. *LeCavalier*,—la pétition de *C. Deschamps* et autres, de la ville de *Lachine*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Joseph Alphonse Lemay*, de la cité de *Québec*; demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de *Québec*, à l'admettre, après examen, à pratiquer comme avocat et procureur.

Du conseil municipal du comté de *Montmorency*, division numéro un; demandant la fixation des limites entre les paroisses de *St. Anne* et *St. Féréol*.

Du Révérend *Joseph Henning*, de la cité de *Québec*; demandant un acte d'incorporation.

De *John Fraser*, de la cité de *Montréal*; demandant qu'une commission royale soit chargée de s'enquérir des affaires de la succession de feu *Hugh Fraser*.

De *Alexis Bouvier* et autres; demandant l'abolition du dépôt de livres d'écoles.

De *H. A. Nelson* et autres,—de l'église Presbytérienne *St. Marc*,—de l'assemblée et des directeurs de l'église *St. Mathieu*,—de l'assemblée de l'église *Erskine*,—de la congrégation de l'église Presbytérienne de la rue *St. Joseph*,—de l'église *St. Thomas* (église d'Angleterre),—des officiers et des membres de l'église *St. Barthélemi*,—de la congrégation de l'église Méthodiste *Douglas*,—du pasteur et des officiers de la congrégation de l'église du calvaire (*Montréal*),—de l'église Baptiste *Olivet*,—de l'église Méthodiste Française,—de *W. J. Spicer* et autres,—et de *E. H. Lay* et autres, tous de la cité de *Montréal*; demandant respectivement des amendements à l'acte des licences de *Québec*.

De *H. W. McGowan* et autres de *Stanstead*,—de *Frédéric Paré* et autres, de *Sherbrooke*,—de *Abraham Hopkins* et autres, de *Coaticook*,—de *Wm. Lyman Hume*, de *Leeds*,—et de *Michael Ahern* et autres, de la cité de *Québec*; demandant respectivement que le bill pour autoriser *T. D. Whitcher* à pratiquer comme médecin ne devienne pas loi.

De la compagnie du chemin de fer du *St. Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*; demandant de l'aide.

Du Collège de Pharmacie de la cité de *Montréal*,—de l'Institut Littéraire de *St. Patrice, Québec*,—et des Sœurs de la Providence de la paroisse de l'*Assomption*; demandant respectivement de l'aide.

Des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général (Sœurs Grises),—de l'asile des orphelins protestants, tous de la cité de *Montréal*,—et de l'asile des Dames protestantes, de la cité de *Québec*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *Ph. H. Suzor* et autres, de la ville et du comté de *Nicolet*; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Nicolet*.

De *Jos. Naud* et autres, de la paroisse de *Sté. Emélie de l'Energie*, du comté et du district de *Joliette*; demandant de l'aide pour un chemin.

M. LeCavalier, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné, les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas ;

De *James Court* et autres de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de : "*The Association of Accountants, in Montreal* ; "

De Dame *Elizabeth Turgeon*, Supérieure de la congrégation des petites écoles de *Rimouski* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de : "*Les sœurs des petites écoles de Rimouski* ; "

De *H. Stanley Smith* et autres, de la cité de *Québec*; demandant à être incorporés sous le nom de : "*The Quebec Rackett Club* ; "

De *O. A. Barette* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant à être incorporés sous le nom de : "*L'Union des Commis-Marchands de la cité de Montréal* ; "

De *Théodore Davis Whitcher*, du township de *Stanstead*; demandant la passation d'un acte pour amender un acte intitulé : Acte pour amender de nouveau et valider l'acte concernant la médecine et la chirurgie dans la province de *Québec*, et pour venir en aide au dit *Théodore D. Whitcher* ;

De *Joseph Eloi de Gagné*, de la paroisse des *Eboulements*; demandant un acte pour confirmer son nom ;

De la congrégation du Très Saint Rédempteur, de la paroisse de *Ste. Anne de Beaupré*; demandant un acte d'incorporation ;

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Louis Adélarde Sénécal* et autres; demandant à être incorporés sous le nom de : "*The South Shore Railway and*

Tunnel Company," et a trouvé que les avis nécessaires avaient été donnés, excepté pour cette partie de la pétition qui demande le privilège d'établir une traverse par bateau-à-vapeur sur le *St. Laurent* entre *Longueuil* et la cité de *Montréal*, lequel privilège n'est pas mentionné dans les avis. Votre comité est d'opinion que cette partie de la requête nécessite des avis, et en conséquence votre comité recommande respectueusement qu'il ne soit pas procédé sur cette partie de la demande.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Union des commis-marchands de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la nomination d'un bureau d'examineurs provinciaux pour l'examen des applicants pour être admis à l'étude des professions du droit, de la médecine et du notariat, ainsi qu'à celle d'arpenteur provincial.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Marion* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau le code municipal de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Ross* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Quebec Racket Club*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gauthier* ait la permission d'introduire un bill pour confirmer le nom de *Joseph Eloi de Gagné*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la *Rive Sud* et du Tunnel.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Magnan* ait la permission d'introduire un bill pour abroger la section 123 de l'acte des élections contestées de *Québec*, 38 *Victoria*, chap. 8.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lovell* ait la permission d'introduire un bill pour amender et refondre de nouveau l'acte concernant la profession médicale et la chirurgie, dans la province de *Québec*, et pour venir en aide à *Théodore Davis Whitcher*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Association of Accountants in Montréal*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Parent.—Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger, sous peine de révocation, *F. D. de St. Aubin*, inspecteur des licences, pour le district de *Rimouski*, de transporter son bureau dans la ville de *Rimouski*, chef-lieu du district de *Rimouski*, conformément aux requêtes présentées au gouvernement dans ce but, et aux ordres en conseil passés à ce sujet, au lieu de lui permettre de tenir plus longtemps son bureau à *Matane*, localité située à 120 milles à l'est du chef-lieu du dit district ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—*M. F. de St. Aubin*, inspecteur des licences pour le district de *Rimouski*, conformément à l'ordre en conseil du 14 mai 1870, transporta le 31 du même mois le bureau de l'inspecteur des licences, de *Matane* à *Rimouski*, où il a toujours été tenu, *M. de St. Aubin*, nomma en même temps *M. T. J. Rouleau* son député à *Rimouski*, laquelle nomination fut confirmée par le trésorier de la province d'alors, en vertu des dispositions de l'acte des licences de *Québec*; le gouvernement n'a pas intention de démettre *M. de St. Aubin* sans avoir reçu d'autres informations.

Par M. Lafontaine (*Shefford*).—Le gouvernement a-t-il donné ordre à *Joseph Lefebvre*, écuyer, régistrateur du comté de *Shefford*, chez qui *M. Smith*, écuyer, inspecteur des bureaux publics, a, dit-on, déposé un certain nombre de records de la cour des commissaires du township de *Roxton*, de remettre ces documents au greffier actuel de la dite cour de commissaires, ou à toute autre personne ?

Réponse de M. le Solliciteur Général *Lynch*.—Le 23 de mars dernier (1880) le gouvernement donna ordre à *Joseph Lefebvre*, écuyer, régistrateur du comté de *Shefford* de livrer à *A. LaRoque*, écuyer, président de la cour des commissaires du Township de *Roxton*, les records que *M. Smith* avait laissés en sa possession.

Par M. Lafontaine (*Shefford*).—Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas procédé au dernier terme de la cour criminelle à *Sweetsburg*, contre *M. Beauchemin*, ex greffier de la cour des Commissaires du township de *Roxton*, et contre *M. Lapalme*, greffier actuel de la dite cour, contre lesquels les magistrats avaient trouvé nature à procès lors de l'enquête préliminaire, et contre lesquels les grands jurés avaient rapporté *true bill*, au dernier terme de la cour criminelle à *Sweetsburg*, sur l'accusation d'avoir fait servir des timbres deux fois sur des brefs de sommation émis par la dite cour ?

Réponse de M. le Solliciteur Général *Lynch*.—Le représentant du Procureur Général, *M. Buchanan*, n'a pas procédé dans la cause en question, parcequ'il lui fut impossible de se procurer la présence d'un témoin important de la Couronne.

Par M. Gagnon.—Le gouvernement a-t-il payé à la compagnie du chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec* ou à toute autre personne au nom de la compagnie, tout ou partie—et quelle partie—du subside resté dû à ce chemin le 1 novembre 1879, malgré le transport accepté par le gouvernement, d'une partie de ce subside aux capitalites anglais qui ont acheté une partie des débentures émises par la dite compagnie de chemin de fer ? et si non, se propose-t-il de le faire ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Par ordre en conseil du 21 février dernier, il a été ordonné de payer à *M. Elisée Beaudet*, pour le rembourser partiellement des frais qu'il a encourus en payant certains droits de douane pour la compagnie du chemin de fer *Lévis* et *Kennébec*, une somme de mille piastres, laquelle somme avait été retenue sur le subside dû à la compagnie pour les 43½ milles de son chemin actuellement en opération.

M. *Beaudet* avait avancé cette somme sur promesse de remboursement par le gouvernement, ainsi qu'il appert par une lettre du président du comité des chemins de fer au Conseil Exécutif, daté du 17 février 1878.

Par M. *Gagnon*.—Quelle compensation, indemnité ou rente, si quelqu'un il y a, le gouvernement a-t-il reçu de M. *McGreevy*, contracteur de la section *Est* du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour l'exploitation du dit chemin, jusqu'au 1er janvier 1880, lorsqu'il était obligé et convenu de le remettre au gouvernement le 1er novembre 1879 ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le contracteur a continué à faire marcher le chemin suivant la permission qui lui en avait été donnée par le gouvernement précédent.

Par M. *Gagnon*.—Pour quelles raisons le gouvernement a-t-il, pendant les deux mois de l'année où les recettes d'un chemin de fer sont plus considérables (novembre et décembre 1879) laissé exploiter la section *Est* du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, par M. *McGreevy*, contracteur de la dite section ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement a pris possession du chemin dans les délais les plus brefs possibles.

Par M. *Mathieu*.—Quel est le montant et la valeur des travaux qui avaient été faits sur le pont de *Hull* avant le 31 octobre 1879 ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le montant ou la valeur des travaux qui avaient été faits sur le pont de *Hull*, avant le 7 novembre 1879, s'élève à la somme \$64,403 80/100.

Par M. *Shehyn*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire réparer d'une manière convenable, la rue du *Prince Edouard*, à *Québec-Est*, dont se sert le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour arriver à son terminus au Palais et en sortir ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—L'administration du chemin de fer s'occupe actuellement de cette affaire.

Par M. *Parent*.—Est-ce l'intention du gouvernement de diviser, pendant cette session, le comté de *Rimouski* en deux agences des terres de la Couronne, comme il l'est déjà pour les fins d'enregistrement ?

Réponse de M. le Commissaire *Flynn*.—Non.—Au reste, le nombre des agences est limité par la loi.

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toute correspondance et documents concernant la démission du Dr *Gravel* comme coroner du district d'*Arthabaska*.

Sur motion de M. Gauthier, secondé par M. Duhamel,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1o. Le nombre d'enquêtes tenues par le coroner F. X. Laterrière du district de Saguenay, depuis sa nomination comme coroner jusqu'à ce jour.

2o. Un compte détaillé du compte présenté par le dit coroner dans chaque enquête.

3o. La somme qui a été payée au dit coroner pour chaque enquête et la date des dits paiements, en montrant séparément le nombre d'enquêtes tenues depuis la passation de la dernière loi concernant les enquêtes faites par les coroners et le coût d'icelles.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1o. Les instructions données au Dr F. X. Laterrière, de la Malbaie, comme vaccinateur dans le comté de Saguenay, depuis sa nomination comme coroner jusqu'à ce jour.

2o. Les sommes payées au dit F. X. Laterrière, écr., pour ses services comme vaccinateur.

Sur motion de M. Magnan, secondé par M. Houde,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état indiquant le montant d'argent reçu de la compagnie du chemin de fer des Laurentides, depuis le 30 mars 1879 jusqu'au 30 mars 1880, et depuis cette date jusqu'à la date de son dernier paiement.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état indiquant le montant d'argent qui a été donné dans chaque comté et pris sur l'octroi qui a été voté pendant la dernière session, pour encourager la colonisation dans cette province.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Meikle,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toute correspondance et de tous rapports ou ordres en conseil et autres documents, depuis le 1er novembre 1879, au sujet :

1o. De la vente du chemin de fer de Q. M. O. et O. au gouvernement fédéral ;

2o. De la vente du dit chemin à toute personne ou compagnie ;

3o. De la location du dit chemin à toute personne ou compagnie.

Sur motion de M. Boutillier, secondé par M. Nelson,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de la correspondance échangée entre le Surintendant de l'instruction publique, l'inspecteur MacMahon, Alphonse Lozeau et autres, au sujet de l'examen des livres et des comptes de C. E. Germain, écr., ex-Secrétaire-Trésorier des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St. Vincent de Paul, dans le comté de Laval, ainsi que de tout ordre donné à ce sujet par le dit Surintendant à l'inspecteur M. MacMahon, au Secrétaire-Trésorier et aux Commissaires. Copie du rapport du dit inspecteur et de tous documents relatifs à l'enquête faite à ce sujet, copie du jugement du dit Surintendant, et généralement copies de tous documents se rattachant à cette affaire.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 27 et 28 *Victoria*, chap. 41, concernant les jurés et jurys, étant lu ;

M. *Racicot*, secondé par M. *Champagne*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et des débats s'ensuivant ;

Etant six heures, conformément à la règle de cette Chambre, M. l'Orateur laisse le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour amender les différents actes amendant la charte de la cité de *Montréal*.

Bill pour permettre à la Compagnie graphique de réduire son fond capital et pour d'autres fins.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et Compagnies minières et manufacturières :

Bill pour autoriser la compagnie du chemin de fer de jonction du *Lac Champlain* et du *St. Laurent*, à émettre de nouvelles débentures.

Bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer *Union Jacques-Cartier*.

Le bill pour corriger une erreur cléricale dans l'acte de cette province 42 et 43 *Victoria*, chap. 35, concernant le notariat est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dupuis* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte de cette province 42 et 43 *Victoria*, chap. 35 concernant le notariat."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour corriger une erreur cléricale dans l'acte de cette province 42 et 43 *Victoria*, chap. 52, concernant la compagnie du chemin à macadamiser de *Laprairie*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se-forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. *Gagnon*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendements.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Réolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte 42 et 43 *Victoria*, chap. 52, concernant la compagnie du chemin à macadamiser de *Laprairie*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte de cette province 42 et 43 *Victoria*, chapitre 15, intitulé : Acte pour amender l'acte électoral de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills concernant le notariat :

Bill pour amender l'acte de cette province, 39 *Victoria*, chapitre 33, concernant le notariat.

Bill pour amender les différents actes de la profession de notaire dans la province de *Québec*.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions concernant les timbres, étant lu ;

M. le Solliciteur *Lynch*, secondé par M. le Commissaire *Flynn*, propose que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Shehyn*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après : "Que", jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots : "Vu que cette Chambre ne connaît pas le montant que les nouvelles taxes demandées produiront, qu'il n'est pas opportun d'imposer une nouvelle taxe avant que cette Chambre soit en position de juger par elle-même si cette taxe est nécessaire ; ce qui ne pourra être connu qu'après l'exposé financier de l'Honorable Trésorier Provincial," soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle H. A. *Nelson*, écuyer, membre pour le district électoral de *Montréal-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Nelson*, en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur prend le fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Cameron,
Dupuis,
Gagnon,
Joly,

Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Marchand,
Meikle,

Mercier,
Molleur,
Nelson,
Parent,
Poirier,

Préfontaine,
Rinfret dit Malouin
Ross,
Shehyn et
Watts.—21.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Désautniers,

Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavallier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,

Picard,
Racicot,
Robertson,
Robillard,
St. Cyr,
Taillon et
Wurttele.—30.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. Laberge, secondé par M. Rinfret dit Malouin, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots : "Les dites résolutions soient renvoyées de nouveau en comité de toute la Chambre, avec instruction de les amender de manière à en retrancher tout ce qui, dans les dites résolutions, tend à augmenter les frais devant les cours des commissaires et de magistrats."

M. Deschênes, secondé par M. Houde, propose sous forme d'amendement au dit amendement que les mots : "Les dites résolutions soient renvoyées de nouveau en comité général de cette Chambre, avec instruction de les amender de manière à en retrancher tout ce qui, dans les dites résolutions, tend à augmenter les frais devant les cours des commissaires et de magistrats," soient retranchés et que les mots : "Le rapport du comité de toute la Chambre sur les résolutions adoptées aujourd'hui ne soit pas maintenant reçu, mais que les dites résolutions soient de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction de les amender en retranchant, dans les deux dernières lignes d'icelles, les mots "ou la Cour des Commissaires," soient mis à la place.

Et l'amendement au dit amendement, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale; ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en le dit comité.

(EN COMITÉ).

Résolu, 1. Qu'il sera imposé, prélevé et perçu, sur chaque instrument ou document enregistré dans un bureau d'enregistrement, et sur toute recherche qui y sera faite, les droits suivants :

Sur chaque testament, contrat de mariage ou donation.....	\$0 30 centins.	
Sur chaque titre ou instrument effectuant ou prouvant la vente, échange, hypothèque sur la propriété foncière, pour une somme ou considération d'une valeur moindre de \$400.	0 10	"
Si de \$400 et de moins de \$1000.....	0 30	"
Si de \$1000 ou plus.....	0 50	"
Sur toute autre titre ou instrument enregistré, produit ou déposé.....	0 20	"
Sur toute recherche, avec ou sans certificat.....	0 10	"

Que les dits droits seront payés par la partie qui demande l'enregistrement ou la recherche, et seront payables en timbres émis en vertu des dispositions de l'acte qui sera basé sur ces résolutions.

Résolu, 2. Qu'il sera imposé, prélevé et perçu, un droit de dix centins sur chaque bref de sommation émis dans une cour de circuit de comté ou une cour de magistrat dans la province.

Résolu, 3. Qu'un droit de dix centins, sera imposé, prélevé et perçu, sur tout billet promissoire, reçu, compte détaillé et exhibit quelconque, produit devant la cour supérieure, la cour de circuit, la cour des magistrats, les dits droits étant payables en timbres.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Laberge* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Laberge* fait rapport des dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Qu'il sera imposé, prélevé et perçu sur chaque instrument ou document enregistré dans un bureau d'enregistrement, et sur toute recherche qui y sera faite, les droits suivants :

Sur chaque testament, contrat de mariage ou donation.....	\$0 30 centins.	
Sur chaque titre ou instrument effectuant ou prouvant la vente, échange, hypothèque sur la propriété foncière, pour une somme ou considération d'une valeur moindre de \$400..	0 10	"
Si de \$400 et de moins de \$1000.....	0 30	"
Si de \$1000 ou plus.....	0 50	"
Sur toute autre titre ou instrument enregistré, produit ou déposé.....	0 20	"
Sur toute recherche, avec ou sans certificat.....	0 10	"

Que les dits droits seront payés par la partie qui demande l'enregistrement ou la recherche, et seront payables en timbres émis en vertu des dispositions de l'acte qui sera basé sur ces résolutions.

Résolu, 2. Qu'il sera imposé, prélevé et perçu, un droit de dix centins sur chaque bref de sommation émis dans une cour de circuit de comté ou une cour de magistrat dans la province.

Résolu, 3. Qu'un droit de dix centins, sera imposé, prélevé et perçu, sur tout billet promissaire, reçu, compte détaillé et exhibit quelconque, produit devant la cour supérieure, la cour de circuit, la cour des magistrats, les dits droits étant payables en timbres.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour amender et refondre les différents actes y mentionnés se rapportant aux timbres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le bill pour amender les articles 617 et 1215 du code de procédure civile, est, en conformité de l'ordre lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, étant lu ;

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 11 juin 1880.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. *Cameron* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 11 juin 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Préfontaine*,—la pétition du conseil de ville de la ville de *Longueuil*, et la pétition de la compagnie du chemin de fer le *Grand Tronc*, et autres.

Par M. *Mathieu*,—le pétition de *Roch Pamphile Vallée*.

Par M. *Murphy*,—la pétition de *The Women's Christian Association, Québec*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition du Révérend *J. O. Déziel* et autres, de la ville de *Lévis*, et la pétition de *Charles Garth* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Taillon*,—la pétition de *The St. Bridgets Total Abstinence and Benefit Society, Montréal*; la pétition d'*Alfred Pinsonneault*, de la cité de *Montréal*; la pétition de *L. O. Taillon*, de la paroisse de *St. Henri des Tanneries*; la pétition de *Thomas Gauthier* et autres, de *Montréal*; la pétition de Dame *Marie Angélique Cuvillier*, de la cité de *Montréal*, veuve de feu *Alexandre Maurice Delisle*; et la pétition de la société de construction *St. Jacques*, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Gauthier*,—la pétition du Révérend *L. M. Morisset* et autres du canton de *Linéire*, comté de *Beauce*.

Par M. *Houde*,—deux pétitions du Révérend *P. de Villiers* et autres de la paroisse de *Ste. Gertrude*, comté de *Nicolet*.

Par M. *Cameron*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Huntingdon*.

Par M. *Lavallée*,—la pétition des clercs paroissiaux ou cathéchistes de *St. Viateur*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Ferdinand MacCulloch* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Investment Trust*."

De *Charles C. Colby* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Huronian Mining and Smelting Company*."

De *Charles C. Colby* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Orford Chemical Company*."

De *Antony Force* et autres, de *Lachine*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Lachine and Pointe Claire Loop Line Company*."

De la compagnie *Hydraulique* et Manufacturière de la rivière *Richelieu*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *George Arthur Hughes*, de la cité de *Montréal*; demandant la passation d'un acte autorisant le Barreau de la province de *Québec* à l'admettre, après examen, à la profession d'avocat.

De *Luc Charette* et autres, de *Ste. Marguerite de Weaford*; demandant un amendement à l'acte 27 et 28 *Victoria*, chap. 54, concernant la représentation parlementaire pour le comté de *Montcalm*.

De *Rémi Barette* et autres, de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*; demandant qu'une certaine partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*, qui se trouve dans le comté de *Berthier*, en soit détachée et soit annexée au comté de *Maskinongé* pour toutes fins quelconques.

De *Evan John Price*; demandant un acte l'autorisant à prélever des taxes de péage sur un pont sur la rivière *Batiscan*.

De *J. Brigham* et autres; demandant que le bill pour autoriser *T. D. Whitcher* à pratiquer la médecine ne devienne pas loi.

Des Sœurs de la Providence de la paroisse de *Ste. Ursule* comté de *Maskinongé*; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

M. le Trésorier *Robertson*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M^r *Church* pour son président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. *Mathieu*, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport, qu'il a élu l'Honorable *J. L. Beaudry* son président.

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Que les Honorables Messrs *Ferrier*, *Beaudry*, *Archambeault*, *Marchand* et M. *Mathieu* forment un sous comité, avec instruction d'examiner les divers documents mis devant la Chambre et référés à ce comité.

Votre comité recommande que les députés qui désirent l'impression de documents les réfèrent à ce comité, avant d'en demander l'impression,

M. *LeCavalier*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *Joseph Alphée Lemay*, de la cité de *Québec*, demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à l'admettre au nombre de ses membres; et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

Aussi la pétition du Révd. *Joseph Henning* et autres, prêtres de la cité de *Québec*; demandant un acte d'incorporation, et a trouvé quelle est de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Langelier* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Joseph Alphée Lemay* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Langelier* (*Montmorency*) ait la permission d'introduire un bill pour définir les limites de la paroisse de *Ste. Anne* dans le comté de *Montmorency*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un bill pour abolir la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau ait la permission d'introduire un bill pour incorporer les Pères Rédemptoristes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable M. Joly se lève à sa place et demande la permission de faire une déclaration devant la Chambre relativement à une réponse de l'Honorable Premier à une interpellation faite en Chambre le dix juin courant.

Et objection étant faite que cette demande n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

La question qui m'est soumise en ce moment me semble très simple. Si mon opinion est erronée, la Chambre pourra rectifier le jugement que je vais rendre. Une question a été faite hier par l'Honorable membre pour Kamouraskä, M. Gagnon, comme suit :

"Quelle compensation, indemnité ou rente, si quelqu'une il y a, le gouvernement a-t-il reçue de M. McGreevy, contracteur de la section Est du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exploitation du dit chemin, jusqu'au 1er janvier 1880, lorsqu'il était obligé et convenu de le remettre au gouvernement le 1er novembre 1879 ?"

A cette question l'Honorable premier ministre répondit :

"Le contracteur a continué à faire marcher le chemin, suivant la permission qui lui en avait été donnée par le gouvernement précédent."

Hier ou il y a peu de jours, j'ai eu l'honneur de rappeler devant cette Chambre, une règle que tout le monde connaît aussi bien que moi ; c'est-à-dire dans toute question posée par les membres, il ne peut y avoir que certaines explications données par le membre qui fait la question, afin d'en préciser le sens, si elle n'a pas été comprise d'abord.

S'il a été répondu à la question, les règles de la Chambre établissent qu'il ne peut pas y avoir d'autre décision.

Il est inutile d'en référer aux règles de la Chambre ; cependant, on me permettra de lire la dernière partie de la règle 29.

"Mais en faisant une interpellation, aucun argument ou opinion ne doit être présenté, ni aucun fait énoncé, excepté lorsqu'il est nécessaire d'expliquer la question. Et en réponse à toute interpellation de cette nature, un membre n'en doit pas discuter le mérite."

Cette règle est très précise.

Maintenant, sur le principe de la déclaration. Tous les membres de cette Chambre savent très bien qu'un député peut se lever pour faire une déclaration, pourvu que cette déclaration ait pour objet de protester contre des insinuations ou accusations sur l'honneur du député, lequel est l'honneur de cette Chambre.

Dans ce cas le député est supposé prendre la déclaration sous sa propre responsabilité, et la Chambre est supposée s'en occuper.

La Chambre comme de raison, a la liberté d'accepter cette déclaration, dans certains cas et, de fait, est obligée de le faire, quand un membre, par ce fait, accuse une personne de conduite contraire aux règles ou à l'honneur de la Chambre.

J'ai entendu un honorable membre dénoncer comme précédents certaines déclarations faites par des députés de cette Chambre. Ces précédents ne sont pas applicables dans le cas maintenant devant moi.

Ils ont l'effet d'accuser et d'expliquer la conduite de certains députés, et le député, en faisant la déclaration, en a pris la responsabilité.

Quelle est dans ce cas, la déclaration faite devant moi par l'Honorable député de Lotbinière ? Si une question d'ordre n'avait pas été soulevée, je ne serais pas obligé de donner mon opinion.

J'ai fait remarquer il a quelques minutes, une règle qui dit, qu'aucune discussion peut être permise si un ministre a répondu à la question.

Je trouve ici cette déclaration sur le sujet qui est maintenant contredit, et qui fait la discussion sur la réponse donnée à la question faite hier par l'Honorable député de Kamouraska. Est-ce dans l'ordre ?

Si je l'admettais comme étant dans l'ordre, je rencontrerais un grand nombre de ces mêmes questions, où il serait permis à d'autres députés de se lever et de discuter le sujet, tout en faisant des déclarations contraires.

Cela détruirait la règle que je viens de citer à la Chambre ; je puis dire que cette déclaration est une réponse et une contradiction, et ne peut pas être admise.

La Chambre désire connaître le remède.

Voici une déclaration donnée *bonâ fide*, qui est l'assertion d'un fait.

Ce point fut réglé hier. La correspondance qui sera mise devant la Chambre règlera la question.

Si l'honorable député de Kamouraska n'est pas satisfait de la réponse, il a le moyen de démontrer que la réponse est incorrecte, en demandant précisément ce que contient la déclaration.

Je conclus néanmoins que, pour obtenir cette correspondance, le seul moyen est de faire une motion pour l'obtention de ces documents.

Je ne puis pas laisser enfreindre la règle vingt neuf.

J'ai en même temps les moyens d'indiquer le remède et c'est en présentant un avis de motion pour les documents, laquelle explication indiquée, contredira la question que désire obtenir l'honorable membre pour Lotbinière.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour pourvoir à l'emploi, en dehors des murs des prisons communes, des prisonniers qui y sont incarcérés, étant lu ;

L'Honorable M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Champagne*, *Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Préfontaine*.—Est-ce que sous les administrations précédentes les annonces du shérif du district de *Montréal*, concernant l'ouverture des termes de la Cour Criminelle ainsi que les annonces concernant l'ouverture des termes de

la Cour des Quartiers de Sessions de la Paix, à *Montréal*, n'étaient pas publiées dans les journaux français des deux partis, et est-ce qu'en particulier sous l'administration *Joly*, ces annonces n'étaient pas publiées dans la "*Minerve*" ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le shérif du district de *Montréal* a publié dans le journal "*La Minerve*" et d'autres journaux français de *Montréal*, les annonces concernant l'ouverture des termes de la Cour Criminelle et des Quartiers de Sessions de la Paix.

Par M. *Préfontaine*.—Pourquoi l'Honorable Procureur-Général de la province a-t-il personnellement enjoint au shérif du district de *Montréal*, l'Honorable *P. J. O. Chauveau*, de ne pas publier, dans le seul journal français libéral de *Montréal*, "*La Patrie*," les annonces concernant l'ouverture des termes de la Cour du Banc de la Reine siégeant pour les affaires criminelles, ainsi que les annonces concernant l'ouverture de la Cour des Quartiers de Sessions de la Paix ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le Procureur Général n'a pas jugé qu'il était nécessaire de publier dans le journal "*La Patrie*," les annonces concernant l'ouverture des termes de la Cour du Banc de la Reine, siégeant dans les matières criminelles, et de la Cour des Quartiers de Sessions, et a donné, en conséquence, des instructions au shérif de *Montréal*.

Par M. *Préfontaine*.—Pourquoi les annonces du greffier de l'Assemblée Législative concernant la présentation des bills privés n'ont-elles pas été publiées cette année, dans le seul journal français libéral, à *Montréal* "*La Patrie*" ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—La commission de l'économie intérieure de la Chambre n'a pas jugé qu'il était nécessaire de publier dans le journal "*La Patrie*" les annonces concernant la présentation des bills privés.

Par M. *Laberge*.—Si c'est l'intention du gouvernement de continuer, en faveur des nouvelles Compagnies de chemin de fer, la politique suivie, jusqu'ici, c'est-à-dire, d'accorder à de nouvelles Compagnies de chemin de fer, les mêmes avantages que les anciennes Compagnies ont obtenus de ce gouvernement jusqu'à ce jour ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Non.

Par M. *Préfontaine*.—Quel est le salaire de *L. A. Sénécal*, écr., Surintendant du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, ou à quelle condition a-t-il été engagé par le gouvernement ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Un ordre en conseil passé à cet effet sera mis devant cette Chambre, avec la réponse à l'adresse demandant le nombre et le salaire de tous les officiers du chemin de fer.

Par M. *Préfontaine*.—Si c'est l'intention du gouvernement d'encourager d'une manière efficace l'empierrement des chemins dans les comtés qui n'ont reçu ou ne reçoivent aucun octroi pour les chemins de colonisation ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement s'occupe en ce moment de cette question.

Par M. *Préfontaine*.—Si c'est l'intention du gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer, à même les subsides votés ou à être votés par le gouvernement de cette province, au chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*, le paiement des réclamations, pour coupe de terre et dommages, dues aux différentes personnes sur le parcours du dit chemin, dans le comté de *Chambly*, et aussi le paiement des réclamations dues aux journaliers, sous-contracteurs et fournisseurs dans le dit comté?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement sans se faire le garant de ces réclamations, fera, comme d'habitude, ce qui lui paraîtra juste et convenable pour protéger ces créanciers.

Par M. *Préfontaine*.—Est-il à la connaissance du gouvernement, que depuis quelque temps, le gérant général du chemin de fer *Q. M. O. et O.* a négligé ou refusé de répondre aux brefs de saisie arrêt qui lui ont été signifiés, dans le district de *Montréal*, et si oui, pourquoi le dit gérant a-t-il refusé de répondre? et est-ce l'intention du gouvernement de mettre les employés du chemin de fer *Q. M. O. et O.* sur le même pied que les autres employés publics pour ce qui a rapport à la saisie de leur salaire?

Réponse de l'Honorable M. *Loranger*.—Le gouvernement n'a pas été informé que le gérant du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ait refusé de répondre aux saisies arrêts qui lui ont été signifiés. Le gérant a reçu les instructions convenables pour se conformer au brefs de saisie-arrêts qui pourraient lui être signifiés.

Par M. *Préfontaine*.—Si c'est l'intention du gouvernement de mettre à exécution les propositions faites par *J. E. Robidoux*, écuyer, commissaire nommé pour faire une enquête sur les affaires du Palais de Justice à *Montréal*, dans son rapport, produit par lui entre les mains des officiers en loi du gouvernement?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le gouvernement s'occupe actuellement des réformes à faire au palais de justice à *Montréal*, et mettra à profit les suggestions qu'a faites M. *Robidoux*, s'il les trouve acceptables.

Par M. *Préfontaine*.—Par réponse, en date du 4 juin courant, il appert que feu *Isidore Hurteau*, écrivain, a reçu à même le subside voté au chemin de fer *Montréal, Portland et Boston* le 12 décembre 1879, la somme de \$20,714.74—A qui ou par l'entremise de qui, ou de quelle manière cette somme a-t-elle été payée au dit M. *Hurteau*?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Cette somme a été payée à MM. *Lacoste et Globensky*, chargés d'une procuration régulière à cet effet.

Par M. *Préfontaine*.—Quels étaient les droits de M. *Isidore Hurteau* pour recevoir du gouvernement, à même le subside voté au chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*, la dite somme de \$20,714.74.

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Un jugement de la Cour Supérieure du *Bas-Canada* siégeant à *Montréal*.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toute correspondance entre les officiers en loi de la couronne et l'inspecteur du revenu du district d'*Arthabaska*, depuis le premier jour de mars dernier.

Sur motion de M. *Langelier* (*Montmorency*), secondé par M. *Gagnon*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous ordres en conseil, correspondances, papiers, documents relatifs à la révocation des membres du bureau de la Chambre des arts et manufactures à la nomination de leurs successeurs.

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par M. *Gagnon*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état indiquant les noms et les salaires des nouveaux employés nommés par le gouvernement actuel, depuis le 28 Octobre dernier jusqu'à ce jour, ainsi que les noms des employés réinstallés depuis cette date, au Palais de Justice, à *Montreal*.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par l'Honorable M. *Ross*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Un état détaillé des comptes dus par les municipalités de *Grantham*, *Wendover* et *Simpson*, en vertu de l'acte du fonds d'emprunt municipal refondu.

2. Les montants qui ont été portés au crédit des dites municipalités.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et renvoyé, au comité permanent des bills privés :

Bill pour amender l'acte intitulé : Acte pour amender et refondre de nouveau l'acte concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de *Québec*, et pour venir en aide à *Théodore Davis Whitcher*.

Bill pour incorporer *The Association of Accountants in Montreal*.

Bill pour incorporer "*The Quebec Racket Club*."

Bill pour incorporer le Crédit Foncier Franco-Canadien.

Bill pour autoriser Dame *Marie Anne Claire Symes Marcell*, marquise de *Bassano*, à vendre certains immeubles substitués.

Bill pour confirmer le nom de *Joseph Eloi de Gagné*.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la *Rive Sud* et du Tunnel, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 14 juin 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre;—Etat des affaires de la Maison protestante d'industrie et de refuge, *Montréal*, pour l'année 1878; de l'Asile *Nazareth*, de l'Asile rue *Bonaventure*, *Montréal*; de la Maison protestante d'industrie et de refuge; et de l'Hôpital-Général (Sœurs grises), tous de la cité de *Montréal*; de l'association de l'Asile *Ste. Brigitte*, de *The Ladies Protestant Home*; de l'Asile des orphelins de l'église d'Angleterre; et de l'Union commerciale, tous de la cité de *Québec*; de l'Union *St. Joseph* de *St. Joseph de Lévis*; de l'Union *St. Jean Baptiste* de *St. Joseph de Lévis*; de l'Hospice du Sacré-Cœur de *Sherbrooke*, et de l'Hospice de *Laprairie*, tous pour l'année 1879. (Documents de la session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Nelson,—la pétition de "*The Protestant Home for Friendless Women, Montreal.*"

Par l'Honorable M. Church,—la pétition de *John Redpath Dougall* et autres.

Par M. Taillon,—la pétition du Révérend *Alf. Tranchemontagne* et autres, de la paroisse de *St. Joseph de Montréal*, et la pétition de *J. B. Rolland & Fils* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. Tarte,—la pétition de *A. Langlais* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. Mathieu,—la pétition de "*The Quebec Garrison Club.*"

Par l'Honorable M. Marchand,—deux pétitions des Sœurs de la charité de la ville de *St. Jean*; de la pétition de *Duncan McDonald* et autres de la ville de *St. Jean*.

Par M. Duhamel,—la pétition de Messieurs *Gilmour & Co.*, et autres, de la ville de *Gatineau*, comté d'*Ottawa*.

Par M. Rinfret dit Malouin,—la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De l'Association *St. Jean Baptiste* de *Salaberry*, de *Valleyfield*; demandant un acte d'incorporation.

De *C. Deschamps* et autres, de la ville de *Lachine*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Société St. Jean Baptiste de Lachine.*"

De *Charles Garth* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Steam Heating Company.*"

Du conseil de ville de la ville d'*Iberville*; du conseil de ville de la ville de *St. Jean*; du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*; de la société d'abstinence totale et de bienfaisance *Ste. Brigitte, Montréal*; et de la Compagnie de sucre de betteraves de la province de *Québec*; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

D'*Hormisdas Jeanotte*, de la cité de *Montréal*; et de *Roch Pamphile Vallée*, de la cité de *Québec*; demandant respectivement la passation d'un acte pour permettre au barreau de la province de *Québec* de les admettre au nombre de ses membres.

De la municipalité de la paroisse de *St. Malachie d'Ormstown*, comté de *Châteauguay*; et du conseil municipal du comté de *Huntingdon*; demandant respectivement qu'un acte d'incorporation soit accordé à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud et du Tunnel.

De Dame *Marie Angélique Cuvillier*, de la cité de *Montréal*, veuve de feu *Alexandre Maurice DeLisle*; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre certains biens immeubles substitués.

De *Alfred Pinsonneault*, de la cité de *Montréal*; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre certains biens substitués.

Des clercs paroissiaux ou catéchistes de *St. Viateur* ; demandant la passation d'un acte les autorisant à hypothéquer les biens qu'ils possèdent à *Joliette*, en vertu de l'acte de donation consenti en leur faveur par *M. Joliette*.

De la Compagnie de prêt et crédit fonciers de *Montréal* ; de *Thomas Gauthier* et autres, et de la société de construction *St. Jacques*, tous de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement la passation d'un acte ratifiant tous leurs droits, pouvoirs, privilèges, etc.

De *L. O. Taillon*, de la paroisse de *St. Henri des Tanneries* ; demandant la passation d'un acte amendant l'acte 27 *Victoria*, chap. 10, section 7.

De l'Association des Arts de *Montréal* ; demandant des amendements à l'acte du ci-devant parlement du *Canada*, 23 *Victoria*, chap. 13.

De la municipalité de la paroisse de *St. Joachim*, comté de *Montmorency* ; demandant un amendement à l'acte de cette province, 38 *Vict.*, chap. 28 concernant les limites de la paroisse de *St. Féréol*.

De la compagnie du Grand Tronc et autres propriétaires de *St. Antoine de Longueuil* ; demandant que leurs propriétés ne soient pas annexées à la municipalité de la ville de *Longueuil*.

De *George Boucher* et autres, de la paroisse de *l'Assomption*, du canton *Macnider*, comté de *Rimouski* ; demandant la remise des arrérages d'intérêts dus sur leurs terres.

De *l'Asile Finlay*,—de *The Women's Christian Association*,—et de *l'Asile des orphelins de l'église d'Angleterre*, tous de la cité de *Québec* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *J. D. Déziel* et autres, de la ville de *Lévis* ; demandant de l'aide pour *l'Hospice de St. Joseph de la Délivrance de la dite ville de Lévis*.

Du Révérend *L. M. Morrisette* et autres, du canton de *Liniers*, comté de *Beauce*,—et deux pétitions du Révérend *P. DeVillers* et autres, de la paroisse de *Ste. Gertrude*, comté de *Nicolet* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

L'Honorable M. Beaubien, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre, le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer du Sud-Est et pour autoriser la dite compagnie à émettre de nouveaux bons hypothécaires.

Bill incorporant la Compagnie minière Internationale.

Votre comité a aussi examiné le bill pour autoriser la compagnie du chemin de fer Jonction du *Lac Champlain* et du *St. Laurent*, à émettre de nouvelles débentures, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. LeCavalier, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre, le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De l'Union *St. Joseph de St. Joseph de Lévis*, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

D'*Anthony Force* et autres, de *Lachine*, demandant à être incorporés sous le nom de "*Lachine & Pointe Claire Loop Line Railway Company*."

De *George Arthur Hughes*, de la cité de *Montréal*, demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à l'admettre comme un de ses membres ;

De la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu*, demandant des amendements à sa charte ;

De *Evan John Price*, demandant un acte l'autorisant à prélever des taux de péage sur un pont sur la rivière *Batiscan* ;

De *Rémi Barette* et autres, de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*, demandant un acte pour annexer au comté de *Maskinongé*, pour toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon* qui est comprise dans le comté de *Berthier*.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de *Joliette*, demandant que son nom soit changé et pour d'autres fins, et a trouvé que les avis donnés n'étaient pas suffisants.

Ordonné, Que *M. Picard*, ait la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de *M. Cameron*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

Ordonné, Que la pétition du conseil municipal du comté de *Huntingdon*, demandant qu'un acte d'incorporation soit accordé à la compagnie du chemin de fer de la *Rive Sud* et du Tunnel, soit renvoyée au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que *M. St. Cyr*, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser *Evan John Price* à prélever des taux de péage sur un pont qui lui appartient sur la rivière *Batiscan*.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Secrétaire Provincial Pâquet*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant l'Union *St. Joseph de St. Joseph de Lévis*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. LeCavalier*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Lachine* et *Pointe Claire*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Secrétaire Provincial Pâquet, présente, en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant : un rapport complet de l'emprunt français, savoir :

- 1o. Le taux de l'intérêt ;
- 2o. Le termes de l'emprunt ;
- 3o. Le fonds d'amortissement, et comment s'en fera le placement ;
- 4o. Comment les produits de l'emprunt seront payables, et où ils sont placés ;
- 5o. Quand l'intérêt commence à courir ;
- 6o. Quelle sécurité, s'il y en a, plus que le crédit ordinaire de la Province ;
- 7o. La commission, et autres dépenses en rapport avec la négociation de l'emprunt, le paiement de l'intérêt, etc. (Documents de la session, No. 13.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant : Un état indiquant le montant dépensé dans chaque comté de la présente année fiscale, pour chemins de colonisation de première classe, et pour ceux de seconde classe. (Documents de la session, No. 14.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Watts*.—Pourquoi le règlement concernant les chemins d'hiver dans le comté d'*Arthabaska*, passé par le Conseil de ce comté en mars 1879, soumis aux électeurs, approuvé par la grande majorité des électeurs du dit comté en avril 1879 et confirmé de plus, par un jugement de la Cour de Circuit du district d'*Arthabaska*, n'est pas encore approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, et s'il sera approuvé bientôt ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le gouvernement n'a pas jugé convenable d'intervenir, parce qu'il a été informé que les tribunaux avaient été saisis de cette affaire.

La question est maintenant sous considération.

Par l'Honorable M. *Irvine*.—Quel est le taux d'intérêt qui a été payé à la Banque du Peuple pour le prêt temporaire de \$300,000 fait au gouvernement, en janvier dernier, et par qui cet intérêt a-t-il été payé ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Le taux d'intérêt payé et payable à la Banque du Peuple pour le prêt temporaire est de (5) cinq par cent par année, et payé et payable par le gouvernement à la banque.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre à exécution la décision du gouvernement *Joly*, communiquée au député actuel pour le comté de *Kamouraska*, le 11 octobre 1879, par la lettre de cette date, de l'Hon. *Langelier*, alors trésorier de la province, et par laquelle décision, la taxe spéciale imposée sur les enregistrements d'actes dans le district de *Kamouraska* devait cesser d'être perçue, à compter du 1er janvier dernier (1880) et alors prochain ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le gouvernement s'exposerait, en accédant à cette demande, à affecter les droits de porteurs de débentures et n'a pris aucune décision à cet égard.

La question est sous considération.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement se propose-t-il de contribuer en tout ou en partie, à la construction d'un pont sur la rivière *Chaudière*, dans le comté de *Lévis*, à son embouchure, entre les paroisses de *St. Nicolas* et de *St. Romuald* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement reconnaît l'importance de cette entreprise, et entend y donner une attention spéciale; l'état présent des finances ne permet pas d'affecter aucune somme d'argent pour cet objet dans le moment.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement, dans l'acte au sujet de "l'acte des licences de *Québec*," annoncé dans le discours du trône, de faire disparaître du dit "Acte des licences de *Québec*," et du code municipal, les dispositions déclarées par la Cour Suprême du *Canada*, être *ultra vires*, afin

d'empêcher les municipalités de s'exposer aux frais des procédures à être prises contre elles, en cassation des règlements prohibitifs par elles passées, et que par les dites lois cette législation paraît leur avoir accordé le pouvoir de passer, quand elle-même n'avait pas le droit constitutionnel de le faire ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Ce n'est pas l'intention du gouvernement de rappeler le pouvoir accordé par le statut provincial aux conseils municipaux et aux municipalités, de défendre la vente des boissons enivrantes dans leur localité respective.

Par M. *Préfontaine*.—Si c'est l'intention du gouvernement d'introduire durant cette session une mesure pour réprimer de quelque manière l'intervention des employés publics dans les élections ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Non.

Par M. *Préfontaine*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender, pendant la présente session, l'acte des licences, de manière à laisser aux municipalités le contrôle de l'octroi des licences d'auberges, et à obliger dans tous les cas ceux qui veulent obtenir des licences à produire un certificat du conseil de la municipalité où ils veulent tenir hôtel ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Ce n'est pas l'intention du gouvernement d'amender l' " Acte des licences " d'une manière telle, qu'aucune licence pour la vente des boissons enivrantes puisse être accordée sans le consentement du conseil municipal.

Par M. *Préfontaine*.—Est-ce l'intention du gouvernement de contribuer au monument national en voie d'érection au village de *Chambly*, à la mémoire du lieutenant-colonel *Chs. de Salaberry*, le héros de *Châteauguay*.—Le coût du monument est estimé à environ \$3,000 ? Le montant souscrit par le public jusqu'à ce jour est d'environ \$1,700.

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Les finances du gouvernement ne permettent pas d'accorder un octroi pour cet objet.

M. le Trésorier *Robertson* met devant la Chambre.—Etat des recettes et des dépenses de la province de *Québec*, depuis le 1er juillet 1879, jusqu'au 31 mai 1880. (Ces dates y comprises.) (Appendices, No. 4.)

Ordonné, Que le dit état soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie, de la lettre par laquelle M. *Joly* agissant, comme Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, met l'Honorable T. *McGreevy*, entrepreneur de la section du chemin de fer du gouvernement, en demeure de mettre le gouvernement en possession de la dite section Est, et fixe l'époque de cette remise, et la réponse de l'Honorable T. *McGreevy* à cette lettre.

Sur motion de M. *Picard*, secondé par M. *Gauthier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous les documents et correspondances quelconques se rapportant à la suspension de *Auguste Quesnel*, écuyer, comme shérif du district d'*Arthabaska*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par l'Honorable M. *Irvine*,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Procureur Général *Loranger*, M. le Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Marchand* et M. *Laberge*, M. *LeCavalier*, M. *Marion*, M. *Dupuis*, M. *Houde*, M. *Préfontaine*, M. *Desaulniers*, M. *Gagnon*, M. *Champagne*, M. *Wurtele* et du moteur, pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, avec instruction de faire le moins d'amendements possible.

La Chambre, en conformité, de l'ordre se forme en comité sur le bill pour amender l'acte de la ci-devant Province du *Canada*, 27 et 28 *Victoria*, chap. 41, concernant les jurés et jurys, après quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que cette Chambre approprie et met à la disposition du gouvernement provincial, pour les chemins de colonisation, pour l'année fiscale prochaine, la somme de quarante cinq mille piastres, avec pouvoir de la distribuer aussitôt que possible. Et que la Chambre confirmera, et fera bon de cette somme, quand le bill des subsides lui sera soumis.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien*, fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Beaubien*, fait en conséquence, rapport de la résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que cette Chambre approprie et met à la disposition du gouvernement provincial, pour les chemins de colonisation, pour l'année fiscale prochaine, la somme de quarante cinq mille piastres, avec pouvoir de la distribuer aussitôt que possible. Et que la Chambre confirmera, et fera bon de cette somme, quand le bill des subsides lui sera soumis.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

L'Honorable M. *Beaubien*, informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender les articles 617 et 1215 du code de Procédure Civile étant lu.

M. Mathieu, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la reprise des débats sur la question proposée vendredi dernier, " Que le bill pour pourvoir à l'emploi, en dehors des murs des prisons communes, des prisonniers qui y sont incarcérés, soit maintenant lu une seconde fois," étant lu.

La Chambre reprend les dits débats ajournés.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme en conséquence en le dit comité et après y avoir siégé quelques temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Champagne fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill concernant les compagnies incorporées en vertu des statuts impériaux, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Sawyer fait rapport, que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le bill concernant les officiers publics de la province de Québec, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tarte fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant les requêtes des coroners, étant lu ;

M. le Solliciteur Général Lynch, secondé par l'Honorable M. Chapleau, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des statuts de la province de *Québec*, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin*, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill, est en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

Mardi, 15 Juin 1880.

Le bill pour amender le chapitre 77 des statuts refondus du *Canada* concernant les arpenteurs et arpentages, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte de cette province 42 et 43 *Victoria*, chap. 46, intitulé : "Acte pour rectifier les lignes de division et assurer les titres dans certains rangs du Township de *Grenville*", est, en conformité de l'ordre lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Meikle* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte de cette province 42-43 *Victoria*, chap. 46, intitulé : "Acte pour rectifier les lignes de division et assurer les titres dans certains rangs du township de *Grenville*."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 15 Juin 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital St. Jean Dorchester et de la salle de l'asile St. Jean, tous du district d'Iberville, et de l'Hospice de la Providence de St. Charles Borromée de Joliette, tous pour l'année 1879.—(Documents de la session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Marchand*,—la pétition de l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville*.

Par M. *Lavallée*,—la pétition de l'hospice de la ville de *Joliette*.

Par M. *Charlebois*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Montréal* et *Champlain* ; et la pétition du Révérend A. B. *Blanchard* et autres du comté de *Laprairie*.

Par M. *Gauthier*,—la pétition de Messieurs *Trudel* et *Routhier* et autres, de la ville de *Lévis*, par M. *Duhamel*,—la pétition de *Jos. Smeyers Strassard* et autres, du comté d'*Ottawa*.

Par M. *Nelson*,—la pétition du bureau de commerce de *Montréal*.

Par M. *Taillon*,—la pétition de *Stéphanie Vincent* et autres.

Par M. *Robillard*,—la pétition du Révérend *Jos Brien* et autres, de *St. Damien*, comté de *Berthier*.

Par M. le Commissaire *Flynn*,—la pétition de l'Institut Canadien de *Québec*.

M. *LeCavalier*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas ; savoir :

De *F. MacCulloch* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte d'incorporation intitulé : " La Compagnie de placement de *Montréal* : "

Du conseil municipal du comté de *Montmorency* ; demandant la fixation des limites entre les paroisses de *Ste. Anne* et *St. Féréol* :

De *C. Deschamps* et autres de la ville de *Lachine* ; demandant à être incorporé sous le nom de " La Société St. Jean Baptiste de *Lachine* : "

De *Charles Garth* et autres : demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *The Montreal Steam Heating Company* : "

Du Conseil de Ville de la ville d'*Iberville* ; demandant des amendements à sa charte :

De la Société d'abstinence totale et de bienfaisance de *Ste. Brigitte* ; demandant des amendements à sa charte :

De la compagnie du sucre de betteraves ; demandant des amendements à sa charte :

De *Hormidas Joannotte*, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à l'admettre au nombre de ses membres :

De *Roch Pamphile Vallée*, de la cité de *Québec* ; demandant un acte autorisant le dit barreau à l'admettre au nombre de ses membres :

Des clercs paroissiaux ou catéchistes de *St. Viateur* ; demandant des amendements à leur charte :

De la compagnie de prêt et crédit fonciers de *Montréal* ; demandant un acte pour ratifier leurs droits, pouvoirs et privilèges :

De *Thomas Gauthier* et autres, de *Montréal* ; demandant un acte légalisant le bill 41 *Victoria*, chap. 41, passé par le Parlement Fédéral :

De *L. O. Taillon*, écr., de *Montréal* ; demandant un acte pour amender l'acte 27 *Victoria*, chap. 10, section 7, :

Votre comité a aussi examiné la pétition de la compagnie du gaz de Québec ; demandant des amendements à sa charte, et a trouvé que les avis avaient été donnés, excepté pour cette partie de la pétition concernant les fins de chauffage ; cependant votre comité est d'opinion de recommander la suspension de la 51^{ème} règle.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Dame *Marie Angélique Cuvilliers*, de la cité de *Montréal*, et autres ; demandant un acte pour conférer certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de feu *Alexandre Maurice Delisle*, et a trouvé qu'aucun avis n'avait été donné, mais comme toutes les parties intéressées ont signé la pétition, votre comité recommande humblement que la 51^{ème} règle soit suspendue.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Charles C. Colby* et autres, demandant un acte incorporant "*The Orford Chemical Company*," et aussi un acte incorporant "*The Huronian Mining and Smelting Company*," et a trouvé que les avis avaient été publiés seulement depuis le 28 mai dernier ; mais comme les quatre semaines seront expirées avant que le comité des bills privés ne prenne ces bills en considération, votre comité recommande la suspension de la 51^{ème} règle.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer *The Orford Chemical Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Robertson*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer *The Huronian Mining and Smelting Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Langelier (Montmorency)*, ait la permission d'introduire un bill pour définir les limites de la paroisse de *Ste. Anne* dans le comté de *Montmorency*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Caron*, ait la permission d'introduire un bill pour annexer au comté de *Maskinongé*, à toutes fins quelconques cette partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*, qui se trouve dans le comté de *Berthier*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender la charte de la compagnie du gaz de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lavallée*, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les clercs Paroissiaux ou catéchistes de *St. Viateur*, à hypothéquer certains biens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la pétition de la paroisse de *St. Malachie d'Ormstown*, comté de *Châteauguay* ; demandant, qu'il soit accordé un acte d'incorporation à la compagnie du chemin de fer de la *Rive Sud* et du Tunnel, soit renvoyée au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que M. *LeCavalier* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la société *St. Jean-Baptiste de Lachine*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie de placements de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour définir les droits, pouvoirs et privilèges de la compagnie de prêt et crédit fonciers de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer *The Montreal Heating Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Molleur* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Iberville*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Racicot* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la compagnie de sucre de betteraves et pour d'autres objets.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la société d'abstinence totale et de bienfaisance *Ste. Brigitte*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Hormidas Jeannotte dit Lachapelle* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour conférer certains pouvoirs aux exécuteurs-testamentaires de feu *Alexandre Maurice Delisle*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Taillon ait la permission d'introduire un bill pour confirmer l'acte du parlement de la Puissance, 41 Victoria, chap. 41, intitulé : " Acte pour incorporer la société de construction du comté d'Hochelaga, comme société de bâtisse permanente et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Taillon ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 27 Victoria, chap. 10, section 7.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Mathieu ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau de la province de Québec, à admettre Roch Pamphile Vallée au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Procureur Général Loranger ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la communauté des Révérends Pères Rédemptoristes à Ste. Anne de Beaupré.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Remarque étant faite qu'il n'y a pas de quorum, les noms des membres présents sont pris comme suit :

M. l'Orateur, M. Blais, M. Cameron, M. Gagnon, M. Houde, M. Laberge, M. le Procureur Général Loranger, M. Lovell, M. Mathieu, M. Nelson, M. Racicot, M. Sawyer, M. Taillon et M. Württele.

Et à cinq heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans que la question soit mise aux voix.

Mercredi, 16 juin 1880.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental " sans amendement.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Charlebois,—la pétition du Révérend F. Bourgeault et autres ; et la pétition du Révérend Pierre Bédard et autres, de la paroisse de St. Constant, toutes deux du comté de Laprairie ; la pétition de Joseph Bergevin et autres, de la paroisse de St. Urbain Premier ; la pétition de Armidas Messier et autres ; la pétition du Révérend E. H. Blyth et autres ; et la pétition de James McGowan et autres, toutes de la paroisse de Ste. Martine, comté de Châteauguay ; et la pétition du Révérend L. M. Taillon et autres, du comté de Napierville.

Par M. *Lafontaine (Shefford)*,—la pétition du Révérend C. P. *Abbott* et autres, des municipalités de *North Ely* et de *South Ely*.

Par M. le Trésorier *Robertson*,—la pétition de R. W. *Hencker* et autres.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—la pétition du conseil municipal du comté d'*Hochelaga*.

Par M. *Caron*,—la pétition de la Compagnie du pont de la *Rivière-du-Loup*, dans le comté de *Maskinoué*.

Par M. *Houde*,—la pétition de *Joseph Bussière* et autres, de la paroisse de *St. Célestin*, comté de *Nicolet*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de l'Hôpital Général, *Sorel*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec* ; demandant qu'aucune modification ne soit faite à la souscription par la cité de *Québec* à la Compagnie du chemin de fer de *Québec* au *Lac St. Jean*.

De J. B. *Rolland* et fils, et autres, de la cité de *Montréal* ; et de J. A. *Langlais*, et autres, de la cité de *Québec* ; demandant respectivement l'abolition du dépôt de livres d'écoles.

De MM. *Gilmour & Cie.*, et autres, de la vallée de la *Gatineau*, comté d'*Ottawa*, demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Gatineau*.

De " *The Protestant Home for Friendless Women* ; " demandant de l'aide.

Des Sœurs de la Charité de la ville de *St. Jean* ; demandant de l'aide pour la salle d'asile de la ville de *St. Jean*.

Des Sœurs de la Charité de la ville de *St. Jean* ; demandant de l'aide pour l'hôpital de la ville de *St. Jean*.

Du Révérend *Alf. Tranchemontagne* et autres, de la paroisse de *St. Joseph* de *Montréal* ; demandant de l'aide pour l'asile Bethléem dans la dite paroisse.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par l'Honorable M. *Church*.

Ordonné, Que la pétition de " *The Quebec Garrison Club*," présentée lundi dernier, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelle.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition de *Duncan MacDonald* et autres, de la ville de *St. Jean*, présentée lundi dernier, soit maintenant reçue et lue et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelle.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer depuis la ville de *St. Jean* jusqu'à *Sorel*, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition de *John Redpath Dougall* et autres, présentée lundi dernier, soit maintenant reçue et lue et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelle.

Et la dite pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *The Graduates Society of McGill University*," est reçue et lue.

M. *LeCavalier* du comité permanent des ordres permanent, présente à la Chambre, le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De l'association des arts, de *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De l'association *St. Jean Baptiste de Salaberry de Valleyfield*, demandant un acte d'incorporation.

Du conseil de ville, de la ville de *Longueuil*, et du conseil de ville de la ville de *St. Jean*, demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la société de construction St. Jacques, de *Montréal*, demandant un acte pour ratifier ses droits et privilèges et pour obtenir de nouveaux pouvoirs ; et a trouvé que les avis ne font pas connaître ces nouveaux pouvoirs demandés ; en conséquence votre comité recommande à Votre Honorable Chambre qu'une clause soit introduite dans le bill afin de protéger les droits de toutes les parties intéressées.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — Etat des affaires de l'Asile des orphelins de *St. Patrice, Montréal* ; de l'Asile des orphelins, *Québec* ; de l'Hôpital Général de *Sorel*, district de *Richelieu*, et de l'Hôpital des Ursulines, *Trois-Rivières*, tous pour l'année 1879. (Documents de la session No. 6.)

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la ville de *St. Jean*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser *Georges H. Hughes*, écr., à être admis comme procureur et avocat par le barreau de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu* et l'acte subséquent, 39 *Victoria*, chapitre 59, prolongeant le délai pendant lequel la dite compagnie devait commencer ses travaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la ville de *Longueuil*, ainsi que l'acte 39 *Victoria*, chap. 46, amendant le dit acte.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 1188 du code de procédure civile du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon*, ait la permission d'introduire un bill pour compléter les dispositions concernant la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Taillon*, ait la permission d'introduire un bill pour ratifier tous les droits, pouvoirs et privilèges de la société de construction St. Jacques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Nelson*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant l'association des arts de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Racicot*, ait la permission d'introduire un bill concernant la taxe municipale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Church*, ait la permission d'introduire un bill pour diviser le district judiciaire d'*Ottawa* en deux districts judiciaires et pour d'autres fins ; et que la 31^e règle de cette Chambre, qui exige deux jours d'avis, soit suspendue, en conséquence.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Bergevin*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société St. Jean Baptiste de la ville de *Salaberry de Valleyfield*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Trésorier *Robertson*, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative, un état détaillé de certains services pour l'année fiscale qui doit se terminer le 30 juin 1881, les estimations supplémentaires pour l'année courante et celles pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881, et conformément aux dispositions de la 54^e clause de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, il recommande ces estimations à l'Assemblée Législative. (Documents de la session, No. 1.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 15 juin 1880.

Ordonné, Que ce message et les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

Et la question étant proposée, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures, conformément à la règle de cette Chambre, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés, sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer du *Sud Est* et pour autoriser la dite compagnie à émettre de nouveaux bons hypothécaires ; et après

y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Beaubien fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill incorporant la compagnie minière Internationale ; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Wurtele fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Wurtele, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la compagnie du chemin de fer de Jonction du *Lac Champlain* et du *St. Laurent* à émettre de nouvelles débentures ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gauthier fait rapport que le comité a examiné la bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Gauthier fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant les actes concernant la compagnie du chemin de fer de jonction du *St. Laurent* et du *Lac Champlain* et pour pourvoir à la cancellation de la première émission des bons hypothécaires de la dite compagnie."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre Joseph Alphonse Lemay au nombre de ses membres.

Bill pour incorporer l'association de prêtres connue sous le nom de " les Pères Rédemptoristes."

Bil pour autoriser *Evan John Price* à prélever des taux de péage sur un pont qui lui appartient sur la rivière *Batiscan*.

Bill pour amender l'acte incorporant l'Union St. Joseph de *St. Joseph* de *Lévis*.

Le bill, pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Lachine* et la *Pointe Claire*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour incorporer "*The Orford Chemical Company*."

Bill pour définir les limites de la paroisse de *Ste. Anne*, dans le comté de *Montmorency*.

Bill pour annexer au comté de *Maskinongé*, à toutes fins quelconques cette partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon* qui se trouve dans le comté de *Berthier*.

Bill pour incorporer la Compagnie de placements de *Montréal*.

Bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Hormidas Jeannotte dit Lachapelle* au nombre de ses membres.

Bill pour confirmer l'acte du parlement de la Puissance, 41 *Victoria*, chap. 41, intitulé : "Acte pour incorporer la société de construction du comté d'*Hochelaga* comme société de bâtisse permanente, et pour d'autres fins.

Bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Roch Pamphile Vallée* au nombre de ses membres.

Bill pour incorporer la communauté des RR. PP. Rédemptoristes à *Ste. Anne de Beaupré*.

Bill pour autoriser la vente de certains immeubles substitués par feu *James Connolly*.

Le bill pour incorporer *The Huronian Mining and Smelting Company* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et Compagnies minières et manufacturières.

M. le Secrétaire Provincial *Puquet* présente, en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, daté le 9 juin 1880, demandant copies de tous rapports, correspondances, ordres en conseil, ou autres documents, faits depuis le 1er novembre dernier, relativement à la vente ou à la location du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. (Documents de la session No. 15.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 9 juin 1880, demandant la liste des chemins de fer, dans la province de *Québec*, qui ont droit à un subside du gouvernement ; la dite liste donnant, dans autant de colonnes séparées, les noms des Compagnies de chemins de fer qui ont droit à ce subside, l'autorité en vertu de laquelle le subside leur est dû, le montant payé à chacune d'elles le 1er juillet 1879, et enfin la balance restant due à chacune d'elles, le dit 1er juillet 1879. (Documents de la session No. 16.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 7 juin 1880, demandant copie de tous rapports, ordres en Conseil, correspondances, documents relatifs au paiement de tout subside dû au chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*. (Documents de la session, No. 17.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte de cette Province, 42 et 43 *Victoria*, chap. 15, intitulé : "Acte pour amender l'acte électoral de *Québec* ;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Watts*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la question proposée aujourd'hui, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et la question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Church, fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'Honorable M. Church informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Sur motion de M. Mathieu, secondé par M. Deschênes,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état détaillé des recettes et dépenses de la Province, à partir du 1er juillet 1879, jusqu'au 31 octobre 1879.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le bill pour amender de nouveau le code municipal est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

Le bill pour amender l'acte pour établir des compagnies d'assurance mutuelle 42 et 43 Victoria, chap. 39, est, en conformité de l'ordre lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit comité et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lafontaine (Shefford) fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le bill pour amender de nouveau le code municipal, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 17 Juin 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table.

Par M. *Shehyn*,—la pétition de *J. B. Renaud* et autres propriétaires de terrains sur la rue Prince-Edouard, *St. Roch de Québec*.

Par M. *Würtele*,—la pétition du révérend *T. P. Gouin* et autres, du comté d'*Yamaska*.

Par M. *Houde*,—la pétition du révérend *P. A. Bellemare* et autres, de la paroisse de *St. Monique* comté de *Nicolet*.

Par M. *Préfontaine*,—la pétition de la compagnie de navigation de *Longueuil*.

Par M. *Boutillier*,—la pétition du collège de *Monnoir*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du bureau de la Chambre de commerce de la cité de *Montréal* ; de la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Montréal* et *Champlain*,—du Révérend *J. B. Blanchard* et autres, du comté de *Laprairie* ; demandant respectivement que l'acte d'incorporation demandé par la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud et du Tunnel ne soit pas accordée.

De MM. *Trudel* et *Routhier* et autres, de la ville de *Lévis* ; demandant que le dépôt de livres d'école soit aboli.

De l'Hospice de la ville de *Joliette* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Institut Canadien de *Québec* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Rév. *Jos. Brien* et autres de la paroisse de *St. Damien*, comté de *Berthier* ; demandant de l'aide pour un chemin dans la dite paroisse.

De *Jos. Smeyers Stassard* et autres, du comté d'*Ottawa* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Templeton*.

Sur motion de M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Que la pétition de *Stéphanie Vincent* et autres, présentée mardi dernier, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelle.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de : " Refuge de la Passion de Jesus " est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition de l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville*, présentée mardi dernier, soit maintenant reçue et lue et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelle.

Et la dite pétition, demandant des amendements à son acte d'incorporation, est reçue et lue.

L'Honorable M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et Compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la présentation des bills privés soit fixé au vingt-quatre du mois de juin courant, et que celui pour recevoir les rapports sur ces bills soit prolongé jusqu'au deux de juillet prochain.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le rapport.

M. Würtele, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le second rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*, écuyer, quant à certaines propriétés en cette province et pour d'autres fins.

Bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Louis H. Pignolet* comme procureur et avocat.

Bill pour permettre à la "*Graphic Company*" de réduire le montant de son fonds social et pour d'autres fins.

Bill pour incorporer "*The Ristigouche Salmon Club*."

Votre comité a aussi examiné le bill pour amender un acte intitulé : "Acte pour amender et refondre de nouveau l'acte concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de *Québec*," et pour venir en aide à *Théodore Davis Whitcher*, et Votre Comité est d'opinion, que le préambule n'a pas été prouvé, évidence suffisante n'ayant pas été démontrée en sa faveur, et de plus, qu'il n'est pas désirable que la législature intervienne dans cette matière.

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-quatre de juin courant, et que celui pour faire rapport sur ces bills soit aussi prolongé jusqu'au deux de juillet prochain.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. *LeCavalier* du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De *Alfred Pinsonnault*, de *Montréal*, demandant un acte l'autorisant à vendre certains immeubles substitués.

Du "*The Quebec Garrison Club*," demandant un acte d'incorporation.

De *Duncan Macdonald* et autres, de la ville de *St Jean*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Compagnie de chemin de St. Jean et de Sorel*,"

Votre comité a aussi examiné la pétition du maire, des échevins et conseillers de la cité de *Québec*, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été donnés ; mais comme Son Honneur le maire de la dite cité de *Québec*, a déclaré à votre comité, que les amendements désirés avaient été discutés au Conseil de Ville, et que les parties intéressées ont eu pleine connaissance de la nature de cette requête, votre comité recommande la suspension de la 51^e règle.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. *Taillon*, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser *Alfred Pinsonnault* à vendre certains immeubles substitués.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer *St. Jean et Sorel*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Watts*.—Si le gouvernement a retenu par devers lui, conformément aux pétitions des municipalités de *Wickham* et de l'*Avenir*, les sommes d'argent dues à la compagnie du chemin de fer du *Sud Est*, jusqu'au temps où la dite compagnie aura complété l'embranchement de l'*Avenir*, et si non, pourquoi ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement a notifié la compagnie du *Sud Est* qu'elle eût à remplir ses engagements à ce sujet, et la dite compagnie s'est engagé à faire ces travaux sous le plus bref délai.

Le changement de lisses d'acier, pour remplacer les lisses de fer sur le *Sud Est*, permettra à cette compagnie de faire les travaux demandés.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder aux colons du Canton de *Pohenegamook*, le poste ou maison d'accommodation demandé par leur requête à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, transmise au secrétaire de la province le 9 juin courant ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—La pétition des colons de *Pohenegamook* sera prise en considération lors du partage de l'octroi de la colonisation.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement a-t-il interprété ou interprète-t-il l'acte de cette province 41 et 42 *Victoria*, chap. 8, comme n'autorisant seulement que l'abolition des cours de magistrats de district, et non comme autorisant la révocation des magistrats des districts eux mêmes ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Les officiers en loi de la couronne n'ont pas eu l'occasion d'exprimer leur opinion sur cette question légale.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement considère-t-il les magistrats de district que le gouvernement *Joly* a prétendu avoir révoqués en vertu de l'acte de cette province 41 et 42 *Victoria*, chap. 8, comme n'étant pas légalement révoqués ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le gouvernement exprime ses opinions comme sa politique dans les mesures qu'il présente à la Chambre.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement a-t-il payé où se propose-t-il de payer, pour l'année fiscale courante 1879-80, le traitement des magistrats de district que le gouvernement *Joly* a prétendu avoir révoqués, en vertu de l'acte de cette province 41 et 42 *Victoria*, chap. 8 ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le budget donnera l'information requise.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement de rétablir dans le district de *Kamouraska*, toutes ou quelque une des cours de magistrats de district, abolies par le gouvernement *Joly*, en vertu de l'acte de cette province 41 et 42 *Victoria*, chap. 8 ? et si oui, quelles cours il entend rétablir et quelle personne il se propose de nommer pour tenir ces cours ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le budget fera connaître les intentions du gouvernement à cet égard.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 4 juin 1880, demandant : Copie de la lettre par laquelle M.

Joly agissant comme commissaire de l'agriculture et des travaux publics, met l'Honorable *T. McGreevy* contracteur de la section Est du chemin de fer du gouvernement, en possession de la dite section Est, et fixe l'époque de cette remise, et la réponse de l'Honorable *T. McGreevy* à cette lettre. (Documents de la session, No. 18.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 11 juin 1880, demandant : copies de tous ordres en conseil, correspondances, papiers, documents relatifs à la révocation des membres du bureau de la Chambre des arts et manufactures et à la nomination de leurs successeurs. (Documents de la session, No. 19.)

Sur motion de *M. Lafontaine (Shefford)*, secondé par *M. Blais*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant :

1. Les noms et prénoms de tous les internés actuellement dans l'asile de St. Jean de Dieu, de la *Longue Pointe* ;
2. Le nom de la place ou paroisse d'où ils viennent ;
3. Le montant payé annuellement, chaque mois ou autrement, par ceux qui y paient, en tout ou en partie, leur pension.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Langelier (Montmorency)*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des plaintes, si aucune il y a, reçues par le gouvernement contre *Philippe Chaloust*, Conseil de la Reine et substitut du Procureur-Général, pour le district de *Kamouraska*, avec copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et aucun de ses membres et toute personne quelconque, au sujet de la révocation du dit *Philippe Chaloust* et de la nomination de *P. V. Taché*, Ecr., Avocat de *Kamouraska*, à sa place.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état, donnant le nom du représentant du Procureur-Général et les noms de tous les employés spéciaux comme constables ou autrement, pendant le dernier terme de la cour criminelle à *Kamouraska* ; le montant de la rémunération que chacun d'eux a reçue ; aussi le montant total de toutes les dépenses faites pendant le dit terme, soit pour les dits employés, soit pour les témoins de la couronne, honoraires etc., etc. aussi le nombre des personnes qui ont subi leur procès pendant le dit terme, le nombre d'accusations soumises au petit-juré, la nature de ces accusations, le nombre de verdicts de culpabilité trouvés par le petit juré et la liste des sentences prononcées.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de tout papiers, correspondances et documents en la possession du gouvernement, au sujet de la révocation de l'Honorable *Luc Letellier de St. Just*, du poste de Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*.

Sur motion de *M. Préfontaine*, secondé par *M. Langelier (Montmorency)*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copies de tous les documents ayant rapport à la destitution de *F. E. Viger*, comme inspecteur de la voie [road master] sur la section de *St. Jérôme*, du

chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et à la nomination d'un nommé *Cummings* comme son remplaçant dans le cours du mois de janvier dernier.

2. Un état indiquant quel salaire avait *Viger* et quel est celui de *Cummings*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toute plainte, demande de révocation, et tous autres documents concernant la révocation de l'ancienne commission des chemins à barrières de *Montréal*.

Sur motion de *M. Sawyer*, secondé par *M. Duhamel*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant le nombre de patentes octroyées par le département des terres de la couronne, depuis le 1er janvier 1879 au 1er janvier 1880, dans le comté de *Compton*, montrant le nom du Township le numéro du lot et le rang ; ainsi que le nombre d'acres contenus dans chaque lot : les noms des parties auxquelles ces patentes furent octroyées et aussi copie des certificats de locations sur lesquelles ces patentes furent octroyées.

Sur motion de *M. Deschênes*, secondé par *M. Tarte*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous les rapports faits par l'ingénieur du département des travaux publics et par les inspecteurs de Prisons, sur l'état actuel du Palais de Justice du District de *Kamouraska*.

Sur motion de l'Honorable *M. Irvine*, secondé par *M. Watts*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de toutes pétitions et autres applications faites au gouvernement pour ou en faveur de la compagnie du chemin de *Lévis et Kennebec* depuis le 1er jour de novembre dernier, demandant le paiement du subside payable à la dite compagnie, ou le consentement du gouvernement au transfert, de la dite compagnie, et de toutes contre représentations à ce sujet, faites par les porteurs de bons de la dite compagnie et de tous ordres en conseil et correspondance à ce sujet.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Watts*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toute correspondance et de tous documents entre le gouvernement ou aucun de ses membres et l'entrepreneur de la section Est du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, au sujet de la prise de possession de cette section de chemin de fer par le gouvernement. Aussi copie de toute correspondance et de tous documents relatifs à la continuation de l'exploitation de la dite section de chemin de fer par le contracteur sus nommé.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et aucun des magistrats de district, que le gouvernement *Joly* a révoqués, en vertu de l'acte de cette province 41-42 *Vict.*, chap. 8, au sujet du traitement réclamé par ces messieurs, comme n'ayant pas été légalement révoqués, et copie de toute décision et de tous rapports ou ordres en conseil à ce sujet.

Sur motion de M. Désaulniers, secondé par M. Racicot,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1o. Un état indiquant le nombre de cas pour infraction au statut concernant la loi criminelle, portés devant le magistrat de district, nommé pour le district de *Trois-Rivières*, pendant un an, à compter du 20 juillet 1877.

2o. La matière du cas.

3o. Le nombre de causes instruites devant ce Magistrat, durant la même période, concernant les infractions à l'acte des licences de cette Province.

4o. Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le Percepteur du Revenu du dit District, concernant la difficulté de faire exécuter la dite loi des licences dans le dit district, depuis le 20 juillet 1878.

5o. Copie de tout document concernant la nomination d'un magistrat ayant les pouvoirs de deux juges de paix, ou autre officier ayant les mêmes pouvoirs pour le district susdit, y comprenant requête, projet d'ordre en Conseil, etc.

6o. Un état indiquant le nombre et la nature des causes instruites devant la cour du Banc de la Reine, siégeant au criminel, dans le dit district, annuellement depuis 1877 jusqu'à 1879 inclusivement ; le dit état faisant voir aussi le montant dépensé par le gouvernement pour frais d'administration de la justice devant la dite cour, y compris les frais de shérif, les frais d'assignation des jurés, le montant payé à ces derniers, le montant payé aux substituts du Procureur-Général et autres frais pendant chacune des dites années.

7o. Un état indiquant le montant des dépenses et des revenus du gouvernement provenant de l'acte des licences, pendant les dites années de 1877 à 1879 inclusivement et depuis le 1er janvier dernier jusqu'à aujourd'hui.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre, sur le bill pour amender l'acte pour établir des compagnies d'assurance mutuelle, 42 et 43 *Vict.*, chap. 39, étant lu ;

M. Lafontaine (*Shefford*) fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement ;

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure."

Bill intitulé : " Acte concernant les termes de la cour de session générale de la paix, dans les districts de *Québec* et *Montréal* "

Les bills suivants, sont en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour autoriser *George H. Hughes*, écr., à être admis comme procureur et avocat par le barreau de la province de *Québec*.

Bill pour définir les pouvoirs des héritiers *Quesnel* quant à disposer de certains immeubles.

Le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu*, et l'acte subséquent 39 *Victoria*, chapitre 59, prolongeant le délai pendant lequel la dite compagnie devait commencer les

travaux, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

Le bill pour faciliter le règlement final des successions vacantes, en ce qui concerne la vente des immeubles et des créances non échues, est lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Le bill pour amender le code de procédure civile, afin de mieux assurer l'assistance des témoins, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

M. le Trésorier *Robertson*, remet à M. l'Orateur, un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* autorise l'Honorable Trésorier de la province à soumettre à la Chambre certaines résolutions concernant un emprunt projeté et l'émission de débentures provinciales pour le paiement de subsides aux chemins de fer, et recommande ces résolutions à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 17 juin 1880.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'émission de débentures pour le paiement des subsides de chemins de fer.

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la province de *Québec*, appelle *Rémi R. Rinfret dit Malouin*, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 18 Juin, 1880.

Et la question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser le Trésorier provincial à contracter un emprunt, et pour cette fin, à vendre et négocier des bons ou débetures, au nom de la province, jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas huit cent soixante et dix huit mille six cents louis sterling.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Mathieu* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 18 juin 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Church*,—la pétition de *Alexander Yuill*, de *Carleton Place*, province d'*Ontario*.

Par M. *Bergevin*,—la pétition du Révérend D. *Charland*, de la paroisse de *St. Clément*, comté de *Beauharnois*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du conseil municipal du comté d'*Hochelaga* ; demandant des amendements à l'acte des licences.

De R. W. *Heneker* et autres ; demandant que le bill pour abroger les actes pour faciliter la reprise des terres abandonnées ne devienne pas loi.

Du Révérend F. *Bourgeault* et autres, du comté de *Laprairie* ; du Révérend *Pierre Bédard* et autres de la paroisse de *St. Constant*, comté de *Laprairie* ; de *Ormidas Meissier* et autres ; du Révérend E. H. *Blyth* et autres ; de *James McGowan* et autres, ces trois derniers de la paroisse de *Ste. Martine*, comté de *Châteauguay* ; de *Joseph Bergevin* et autres, de la paroisse de *St. Urbain Premier*, comté de *Châteauguay* ; et du Révérend L. M. *Taillon* et autres, du comté de *Napierville* ; demandant respectivement que l'acte d'incorporation demandé par la Compagnie du chemin de fer de la rive Sud et du Tunnel ne soit pas accordée.

De l'hôpital général de *Sorel* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De la Compagnie du pont de la *Rivière-du-Loup*, comté de *Maskinongé* ; demandant de l'aide pour la reconstruction d'un pont sur la dite rivière.

Du Révérend *C. P. Abbott* et autres, des municipalités de *Ely* nord et *Ely* sud ; demandant de l'aide pour un chemin entre les dites municipalités.

De *Joseph Bussière* et autres, de la paroisse de *St. Célestin*, comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le township d'*Aston*.

M. LeCavalier, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis avaient été donnés dans chaque cas, savoir :

De *Stéphanie Vincent* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de : " Refuge de la Passion de Jésus ; "

De l'Union *St. Joseph* de *St. Jean d'Iberville*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

M. Würtel du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer *The Sherbrooke Gas and Water Company*.

Bill pour déclarer et confirmer le nom de *Joseph Eloi de Gagné*, de la paroisse des *Eboulements*, et pour le bénéfice de ses enfants.

Ordonné, Que *M. Rinfret dit Malouin*, ait la permission d'introduire un bill pour amender des actes incorporant la corporation de la cité de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Parent*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer les Sœurs des petites écoles de *St. Germain de Rimouski*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Marchand*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union *St. Joseph* de la ville de *St. Jean d'Iberville*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Marchand*, ait la permission d'introduire un bill pour annexer une partie de la paroisse de *St. Joseph* de *Chambly*, à la paroisse de *St. Luc*, dans le comté de *St. Jean*, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Laberge*, ait la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender un acte intitulé: "Acte pour amender de nouveau et refondre l'acte concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de Québec," et pour venir en aide à *Théodore Davis Whitcher*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine*, ait la permission d'introduire un bill pour établir de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant les compagnies incorporées en vertu des statuts impériaux, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait rapport du bill en conséquence et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur la première résolution concernant l'émission de débentures provinciales pour le paiement des subsides de chemins de fer, étant lu.

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'émission de débentures provinciales pour le paiement des subsides de chemins de fer, et pour amender la première résolution adoptée en comité aujourd'hui, en retranchant tous les mots après "emprunt" dans la seconde ligne et les remplaçant par les suivants: "de huit cent mille louis sterling, et pour cette fin émettre, vendre, négocier et délivrer des bons ou débentures de cette province, pour un pareil montant, lesquels bons ou débentures seront faits payables dans trente ans de la date de leur émission, et porteront intérêt, à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, avec un fonds d'amortissement de un par cent par année, pour le rachat des dits bons, et les dits bons ou débentures seront émis en la forme et conformément au mode et aux conditions, et en telles espèces ayant cours, et payables au lieu ou aux lieux que le lieutenant-gouverneur en Conseil jugera à propos de prescrire, dans l'intérêt de la province."

La Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier provincial à contracter un emprunt de huit cent mille louis sterling, et pour cette fin émettre, vendre, négocier et délivrer des bons ou débentures de cette province, pour

un pareil montant, lesquels bons ou débetures seront faits payables dans trente ans de la date de leur émission, et porteront intérêt, à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, avec un fonds d'amortissement de un par cent par année, pour le rachat des dits bons, et les dits bons ou débetures seront émis en la forme et conformément au mode et aux conditions, et en telles espèces ayant cours, et payables au lieu ou aux lieux que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos de prescrire, dans l'intérêt de la Province.

Résolu, 2. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pourra autoriser le dit trésorier et lui donner le pouvoir, au lieu de telle émission de bons comme susdit, d'y substituer une émission de bons de cette Province pour le montant de *huit cent soixante et dix-huit mille six cents louis sterling*, lesquels dits bons substitués, porteront intérêt au taux de *quatre et demi pour cent* par année, et seront rachetables, en principal et intérêt, au moyen d'une annuité, durant trente neuf ans, de *quarante huit mille louis sterling*, payable semi-annuellement, et la dite annuité sera mise à la charge du fonds consolidé du Revenu de cette Province, en conformité des dispositions de l'acte du Département du Trésor, tel que amendé par l'acte 40 *Vict.*, chap. 5.

Résolu, 3. Que le montant prélevé par le dit emprunt et la dite émission de bons ou débetures, sera employé au paiement de la balance due à toute compagnie quelconque de chemin de fer, sur un subside quelconque accordé par la législature de cette province, pour le parachèvement du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et pour le remboursement, au fonds du revenu consolidé de la province, de toutes les sommes d'argent payées jusqu'ici, à même icelui, pour les fins de chemins de fer.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Church*, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les enquêtes des coroners; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

Remarque étant faite qu'il n'y a pas de quorum, les noms des membres présents sont pris comme suit :

M. l'Orateur, l'Honorable M. *Beaubien*, M. *Blais*, M. *Boutin*, M. *Caron*, M. *Désaulniers*, M. *Deschênes*, M. *Dupuis*, M. *Laberge*, l'Honorable M. *Langelier*, M. *Magnan*, M. *Nelson*, M. le Trésorier *Robertson* et M. *Sawyer*.

Et à sept heures et trois quarts, M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à lundi prochain, sans mettre la question aux voix.

Lundi, 21 juin 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — Etat des affaires de l'Hospice Lajemmerais, *Varenes*, et de l'Hospice des Sœurs de la Charité, *Rimouski*, tous deux pour l'année 1879. (Documents de la session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Houde,—la pétition de Jérémie Demers et autres, du canton de *Stanfold*.

Par M. St. Cyr,—la pétition de Frs. Noël et autres, de *St. Stanislas* et autres paroisses, comté de *Champlain*.

Par M. Langelier (*Montmorency*), la pétition de G. L. Dick et autres, de la paroisse de *St. Anne*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De J. B. Renaud et autres, propriétaires de terrains sur la rue du Prince Edouard, *St. Roch* de *Québec* ; demandant l'élargissement et complétion immédiate de la ligne du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, dans la dite rue, et pour d'autres fins.

De T. P. Gouin et autres, du comté d'*Yamaska* ; du Révérend L. A. Bellemarre et autres de la paroisse de *Ste. Monique*, dans le comté de *Nicolet* ; demandant respectivement de l'aide pour construire un pont sur la rivière *Nicolet*, entre la dite paroisse de *Ste. Monique* et la paroisse de la *Baie du Febvre*.

De Alex. Yuill, de *Carleton Place*, province d'*Ontario* ; demandant une indemnité.

Du Révérend D. Charland, de la paroisse de *St. Clément*, de *Beauharnois* ; demandant de l'aide pour l'hôpital *St. Joseph* de *Beauharnois*.

Sur motion de M. Boutillier, secondé par l'Honorable M. Marchand.

Ordonné, Que la pétition de la compagnie de navigation de *Longueuil*, présentée lundi dernier, soit maintenant reçue et lue, et que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelle.

Et la dite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite compagnie, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition du collège de *Monnoir*, présentée jeudi dernier, soit maintenant reçue et lue ; et que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelle.

Et la dite pétition demandant la passation d'un acte pour changer le nom du dit collège en celui de " *Petit Séminaire de Ste. Marie de Monnoir* et pour d'autres fins, est reçue et lue.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des clauses générales des corporations de villes, 40 *Victoria*, chap. 29.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Procureur Général Lorranger présente, en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 11 juin 1880, demandant : 1. Un état détaillé des comptes dus par les municipalités de *Grantham*, *Wendover* et *Simpson*, en vertu de l'acte du fonds d'emprunt municipal refondu ; 2. Les montants qui ont été portés au crédit des dites municipalités. (Documents de la session No. 20)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 9 juin 1880, demandant : un état détaillé, année par année, depuis l'union des deux *Canadas*, de toutes les sommes d'argent votées par l'ancienne Chambre jusqu'à la date de la confédération, et par cette Chambre depuis la confédération à aujourd'hui, pour les fins de la colonisation, avec aussi un état détaillé, mentionnant année par année, les sommes de deniers accordées à chaque municipalité, township, comté ou localité, et dans lesquels ces argents ont été dépensés pour les fins de la colonisation, dans la province de *Québec*, et par les différents gouvernements qui se

sont succédés depuis la dite date, union des deux *Canadas*; lequel état devra aussi démontrer clairement le montant total ainsi accordé à chaque municipalité, township, comté ou localité, depuis la dite date, union des deux *Canadas*. (Documents de la session No. 21.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 juin 1880, demandant : Copie de toute plainte, demande de révocation de l'ancienne commission des chemins à barrières de *Montréal*. (Documents de la session No. 22.)

M. Gagnon, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills concernant le notariat, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills pour amender les différents actes de la profession de notaire dans la province de *Québec*, qui lui ont été référés.

Votre comité a réuni en un seul bill, les dispositions de ces bills qu'il a jugé nécessaires, ainsi que certaines autres dispositions que votre comité croit devoir aussi être adoptées.

Ordonné, Que le dit bill, ainsi refondu, soit imprimé.

L'Honorable M. Chapleau présente en conformité d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant : Copie de tous ordres en conseil, correspondances et documents relatifs à des emprunts temporaires ou permanents effectués ou projetés depuis le 1er novembre dernier au 4 juin courant. (Document de la session No. 44.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer *The Ristigouche Salmon Club*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Shehyn fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en le dit comité sur le bill pour incorporer *The Sherbrooke Gas and Water Company*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. LeCavalier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. St. Cyr fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*, écuyer, quant à certaines propriétés en cette province et pour autres fins.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité, se forme en comité sur le bill pour permettre à la Compagnie Graphique (*Graphic Company*) de réduire le montant de son fond social et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants, sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés,

Bill pour incorporer l'union des commis-marchands, de *Montréal*.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville d'*Iberville*.

Bill pour amender l'acte incorporant l'Association des arts de *Montréal*.

Bill pour incorporer l'association St. Jean Baptiste de la ville de *Salaberry de Valleyfield*.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph, de la ville de *St. Jean d'Iberville*.

M. *Wurtele*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer le "*Racket Club*," de *Québec*.

Bill pour incorporer "la compagnie des placements, de *Montréal*."

Bill pour rendre valide et authentique un acte de vente, passé à *Québec* le 15 septembre 1858, consenti par *John Jones* à *John George Crebassa* et *Pierre Rémé Chevalier*.

Bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Joseph Alphée Lemay* au nombre de ses membres.

Bill pour incorporer le "Crédit Foncier Franco-Canadien."

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Désaulniers*.—Le gouvernement entend-il faire justice prochainement aux plaintes des cultivateurs du comté de *St. Maurice*, au sujet de certaines réparations à cette partie du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* qui traverse le dit comté de *St. Maurice* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement a donné instruction à l'ingénieur en chef de s'enquérir de ces réclamations et a requis l'Honorable *Ths. McGreevy*, l'entrepreneur, de faire droit à celles qu'il est tenu de régler suivant les obligations de son contrat.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Langelier (Montmorency),

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, aucun département public et aucun employé public d'une part, et le député actuel du comté de Kamouraska et toute autre personne quelconque, au sujet de l'abolition de la taxe spéciale, imposée dans le district de Kamouraska pour aider à payer les frais de construction du Palais de Justice de ce district et notamment, la lettre du 11 octobre 1879 de l'Hon. P. Langelier alors Trésorier de la Province à l'adresse du député actuel pour Kamouraska, ou copie de tout rapport ou ordre en conseil à ce sujet.

Sur motion de M. Nelson, secondé par l'Honorable M. Irvine,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état des assurances des propriétés du gouvernement de la province de Québec, le nom des compagnies, le montant donné à chacune et les primes payées à chaque compagnie.

Sur motion de M. Champagné, secondé par M. le Procureur Général Loranger,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état des sommes dépensées pour la construction sur la section ouest du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental depuis le premier septembre 1878 jusqu'à ce jour, et l'état détaillé des sommes dépensées durant le même espace de temps pour le salaire, les frais de voyage et les dépenses contingentes du bureau des ingénieurs pour la dite section ouest du dit chemin de fer.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour abroger les statuts de la province de Québec, 33 *Victoria*, chapitre 16, intitulé : "Acte pour faciliter la reprise des terres abandonnées en certains cas," et 34 *Victoria*, chapitre 7, intitulé : Acte concernant la reprise des terres abandonnées dans les seigneuries, étant lu ;

M. Mathieu, secondé par M. Magnan, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

L'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Joly, propose sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "d'hui en trois mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit lu une seconde fois d'hui en trois mois.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal :

Bill pour amender de nouveau le code municipal de la province de Québec.

Bill pour amender le code municipal de la province de Québec.

Bill pour amender le code municipal de la province de Québec.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant les enquêtes des coroners, étant lu ;

M. le Solliciteur Général Lynch, secondé par M. le Commissaire Flynn, propose que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, propose sous forme d'amendement, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots, "le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender, de manière à en retrancher toute disposition qui permet aux coroners de faire des enquêtes inutiles et dispendieuses et de requérir les services d'un médecin sur leur déclaration non assermentée et sans l'ordre ou requisition d'un curé, pasteur, missionnaire, juge de paix et maire ; et aussi avec instruction d'y réinstaller la section deuxième, retranchée en comité général, qui exigeait tel ordre et telle requisition, avec instruction de retrancher la section 3ème qui permet une enquête sur le cadavre d'un prisonnier mort dans un pénitencier, dans une prison, maison de réforme et autres maison de détention et de correction," soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle *Henry Lovell*, écuyer, membre pour le district électoral de *Stanstead*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Lovell* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Boutin,
Fortin,
Gagnon,

Irvine
Laberge,
Lafontaine (Shefford),

Langelier (Portneuf),
Marchand,
Mercier,

Parent,
Rinfret dit Malouin, et
Watts.—12.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Cameron,
Church,
Duckett,

Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
LeCavalier,

Lynch,
Magnan,
Murphy,
Piquet,
Picard,

Racicot,
Robertson,
Sawyer,
St. Cyr et
Wirtle.—21.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant

le quatrième item de la cédule qui accorde au coroner, trois piastres pour chaque jour au-dessus de deux jours, que durera une enquête, item qui est ajouté au tarif, actuellement en force," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Boutin,
Gagnon,
Irvine,*

*Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Langelier (Portneuf)*

*Marchand,
Mercier,
Parent,*

*Rinfret dit Malouin et
Watts.—11.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Cameron,
Church,
Duckett,*

*Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
LeCavalier,*

*Lynch,
Magnan,
Murphy,
Pâquet,
Picard,*

*Racicot,
Robertson,
Sawyer,
St. Cyr et
Würtele.—22.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative, sur la division précédente prise inversement.

M. Champagne fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme dans la division précédente.

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre, sur certaines résolutions concernant l'émission de débentures provinciales pour le paiement des subsides de chemins de fer, étant lu ;

M. le Trésorier Robertson, secondé par l'Honorable M. Chapleau, propose, que le rapport soit maintenant reçu.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle J. C. S. Würtele, écuyer, membre pour le district électoral d'*Yamaska*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Würtele, en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur prend le fauteuil.

L'Honorable M. Langelier, secondé par l'Honorable M. Marchand, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots : "il soit

Résolu, Que l'urgence de l'emprunt projeté n'a pas été établie à la satisfaction de cette Chambre ;

Que de plus, il n'appert pas, ni par le discours de l'Honorable Trésorier de la province sur le budget, ni par son discours au sujet du dit emprunt, qu'il dispose des ressources nécessaires pour faire face aux intérêts et à l'amortissement de l'emprunt en question ;

Que les charges que le dit emprunt va imposer au Trésor public ne pourront être rencontrées qu'au moyen de nouvelles taxes sur le peuple ;

Que partant, voter le dit emprunt, ce serait virtuellement voter l'imposition dans un avenir très rapproché d'au moins \$240,000 par année de nouvelles taxes ;

Que cette Chambre sera toujours prête à voter toute mesure qui sera nécessaire pour maintenir le crédit et acquitter les obligations de la province, mais qu'elle manquerait à ses devoirs envers le peuple, en consentant à lui imposer de nouveaux fardeaux sans que la nécessité absolue lui en soit strictement démontrée," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford)

Langelier (Portneuf),
Marchand,
Mercier,

Parent,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—13.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Chapleau,
Deschênes,
Duckett,

Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
LeCavalier,
Loranger,

Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,

Picard,
Racicot,
Robertson,
St. Cyr et
Wuriélé.—22.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée ; que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. Marchand, propose sous forme d'amendement, que les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots : "il soit

Résolu, Que cette Chambre n'a pas suffisamment confiance dans la présente administration pour lui accorder le pouvoir d'emprunter une somme aussi considérable que celle mentionnée dans ces résolutions, et d'en contrôler la dépense," soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Dupuis,

Gagnon,
Joly,
Laberge,

Lafontaine (Shefford),
Langelier (Portneuf),
Marchand,

Mercier,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—12.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Chapleau,
Deschênes,
Duckett,

Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
LeCavallier,
Loranger,

Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,
Parent,

Picard,
Racicot,
Robertson,
St. Cyr et
Wurtele.—23.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix.
Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Church fait rapport des résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier provincial à contracter un emprunt de *huit cent mille louis sterling*, et pour cette fin émettre, vendre, négocier et délivrer des bons ou débentures de cette province pour un pareil montant, lesquels bons ou débentures seront faits payables dans trente ans de la date de leur émission, et porteront intérêt, à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, avec un fonds d'amortissement de un par cent par année, pour le rachat des dits bons, et les dits bons ou débentures seront émis en la forme et conformément au mode et aux conditions, et en telles espèces ayant cours, et payables au lieu ou aux lieux que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos de prescrire, dans l'intérêt de la province.

Résolu, 2. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pourra autoriser le dit trésorier et lui donner le pouvoir, au lieu de telle émission de bons comme susdit, d'y substituer une émission de bons de cette province pour le montant de *huit cent soixante et dix-huit mille six cents louis sterling*, lesquels dits bons substitués, porteront intérêt au taux de *quatre et demi pour cent* par année, et seront rachetables, en principal et intérêt, au moyen d'une annuité, durant trente neuf ans, de *quarante-huit mille louis sterling*, payable semi-annuellement, et la dite annuité sera mise à la charge du fonds consolidé du revenu de cette province, en conformité des dispositions de l'acte du Département du Trésor, tel que amendé par l'acte 40 *Victoria*, chap. 5.

Résolu, 3. Que le montant prélevé par le dit emprunt et la dite émission de bons ou débentures, sera employé au paiement de la balance due à toute Compagnie quelconque de chemin de fer, sur un subside quelconque accordé par la législature de cette province, pour le parachevement du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et pour le remboursement, au fonds du revenu consolidé de la province, de toutes les sommes d'argent payées jusqu'ici, à même icelui, pour les fins de chemins de fer.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser l'émission des débentures provinciales pour le paiement des subsides de chemin de fer, et pour compléter le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que les règles de cette Chambre, qui exigent des avis, soient suspendues et que M. l'Orateur, laisse le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides pour passer une résolution autorisant le Trésorier à avancer au comptable de la Chambre, la somme de \$20,000 pour rencontrer les frais de voyage et les dépenses de l'indemnité des membres et pour les dépenses contingentes de la Chambre, la dite somme devant paraître dans les estimés supplémentaires pour l'année courante, savoir :

Assemblée Législative, pour subvenir à l'insuffisance de l'appropriation pour l'année courante \$20,000.

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

Résolu, Que le Trésorier soit autorisé à avancer au comptable de la Chambre la somme de vingt mille piastres pour rencontrer les frais de voyage et les dépenses de l'indemnité des membres, et pour les dépenses contingentes de la Chambre, la dite somme devant paraître dans les estimés supplémentaires pour l'année courante.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Wurtele* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Wurtele* fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que le Trésorier soit autorisé à avancer au comptable de la Chambre la somme de vingt mille piastres pour rencontrer les frais de voyage et les dépenses de l'indemnité des membres, et pour les dépenses contingentes de la Chambre, la dite somme devant paraître dans les estimés supplémentaires pour l'année courante.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. *Wurtele* informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le dit comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour autoriser la refonte des statuts généraux de la province de Québec, étant lu :

M. le Procureur Général *Loranger* propose, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de Québec, appelle *Michel Mathieu*, écuyer, membre pour le district électoral de *Richelieu*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Mathieu*, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier* propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de cette question soient effacés et que les mots "Il soit résolu que, dans l'état actuel des finances, il ne serait pas sage de voter une mesure, qui entraînera une dépense de plus de \$60,000.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre par ce que la somme y mentionnée ne peut pas être citée à peu près, sans donner preuves sur le coût de la dite refonte.

M. l'Orateur décide comme suit :

Il y a deux modes parlementaires de s'opposer à la 2ème lecture d'un bill public.

Le premier, est par un amendement, à l'effet que le bill ne soit pas lu maintenant, mais qu'il soit lu dans 3 ou 6 mois ou toute autre époque au delà de la durée probable de la session ; c'est une manière courtoise de disposer d'un bill. C'est la pratique anglaise, et aussi celle suivie ici.

Le deuxième mode, est par un amendement sous forme de résolution énonçant un principe contraire à celui du bill ou différent des principes ou de la politique ou des provisions du bill.

Dans le cas qui m'est soumis, la motion en amendement n'est pas une motion dans le sens que je viens d'indiquer ; ce n'est pas non plus un amendement sous forme de résolution énonçant un principe contraire à celui du bill ou différent des principes, de la politique ou des provisions du bill ; c'est tout simplement une motion en amendement, basée sur l'affirmation du fait, que la refonte des statuts coûtera à la province une somme de \$60,000.00.

On ne nie pas le principe du bill, tacitement on l'admet : seulement on dit qu'il ne serait pas sage de dépenser \$60,000.00 pour cet objet. C'est une affirmation gratuite et de nature à induire la Chambre en erreur sur le coût probable de cette refonte.

La Chambre ne pouvant être appelée à se prononcer sur une pareille motion je la considère hors d'ordre et je la déclare telle. Voir *May*, aux pages 458 et 459,—édition de 1863.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier* propose, sous forme d'amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots : "il soit

Résolu, Que la refonte des statuts de cette province n'est pas indispensable et que dans l'état actuel des finances, il serait imprudent d'engager la province dans une dépense aussi considérable que celle que devra entraîner la dite refonte, et cela avant que le gouvernement ait fait connaître à cette Chambre le chiffre du coût probable de telle refonte," soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'à après minuit, mardi matin.

Mardi, 22 Juin 1880.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Dupuis;

Gagnon,
Joly,
Laberge,
*Lafontaine (Napierville)**Nelson,*

Langelier (Portneuf),
Marchand,
Mercier,

Parent,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—15.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Chapleau,
Charlebois,
Désautniers,

Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,

Lalonde,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,

Pâquet,
Racicot,
Robertson,
Robillard,
St. Cyr et
Wurtele.—25.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et envoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Le bill pour amender la constitution de la Cour du Banc de la Reine est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Boutillier* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Boutillier* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Réolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la loi concernant la Cour du Banc de la Reine. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 22 juin 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Blais*,—la pétition de R. P. *Duclos*, et autres, de la paroisse de *St. Pie*, comté de *Bagot*.

Par l'Honorable M. *Church*,—la pétition de W. E. *Bessey*, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Nelson*,—la pétition de la société bienveillante des Dames de *Montréal* et de la maison de refuge.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de *Gustave Hardy* et autres, de la ville de *Sorel*.

Par M. *Poirier*,—la pétition de J. T. A. *Chaperon* et autres, de la paroisse de *Ste. Marie*; et la pétition de *Pierre Pâquet* et autres de la paroisse de *St. George*, toutes deux du comté de *Beauce*.

M. *LeCavalier* du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De *John Redpath Dougall* et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " Société des gradués de l'Université McGill. "

De la compagnie de navigation de *Longueuil*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Et du collège de *Monnoir*, demandant la passation d'un acte pour changer le nom en celui de " Petit Séminaire de *Ste. Marie* de *Monnoir*, " et a trouvé qu'elle est de nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Church* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la société des gradués de l'Université McGill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour autoriser l'émission de débiteures provinciales pour le paiement des subsides des chemins de fer et pour compléter le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, étant lu ;

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et la troisième lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour rencontrer l'insuffisance de l'appropriation, de l'Ecole Normale McGill, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.
2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille six cent vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour rencontrer l'insuffisance de l'appropriation d'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.
3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dettes contractées précédemment pour achat pour livres pour être distribués en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.
4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer deux mille copies du code municipal ordonnées par l'ancien solliciteur-général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.
5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour rencontrer l'insuffisance de l'appropriation, \$1,228 de dépenses pour l'année finissant le 30 juin 1879 ayant été payées à même l'appropriation de l'année finissant le 30 juin 1880, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.
6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour rencontrer l'insuffisance de l'appropriation pour défrayer les dépenses de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.
7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt deux mille trois cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.
8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante huit mille cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.
9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes au Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Church* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'Honorable M. Church informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité, aujourd'hui.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés, sont lus.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill pour incorporer le *Racket Club* de *Quebec* ; et après y avoir siégé quelques temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Compagnie de placements de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. *Désaulniers* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour rendre valide et authentique un acte de vente passé à *Québec*, le 15 septembre 1858, consenti par *John Jones* à *George Crébassa* et *Pierre Rémi Chevalier* ; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour rendre authentique un acte de vente passé à *Québec*, le 15 septembre 1858, consenti par *John Jones*, à *John George Crébassa* et *Pierre Rémi Chevalier*, et reçu par *J. S. Hossack*, notaire."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Joseph Alphonse Lemay* au nombre de ses membres ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Préfontaine* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender la charte de la compagnie du gaz de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que M. *Boutillier*, ait la permission d'introduire un bill pour changer le nom de "Le Collège de *Monnoir*" en celui de "Petit Séminaire de *Ste. Marie de Monnoir* et pour d'autres fins."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Würtele* du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Roch Pamphile Vallée* au nombre de ses membres.

Bill pour amender la charte de la corporation de la cité de *Montréal*.

Bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *George Arthur Hughes* au nombre de ses membres.

Bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Hormisdas Jeannotte dit LaChapelle* au nombre de ses membres.

Bill pour autoriser la vente de biens immeubles substitués par feu *James Connolly*.

Votre comité a aussi examiné le bill pour définir les pouvoirs des héritiers *Quesnel* de disposer de certaines propriétés foncières, et a l'honneur de rapporter le bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, comprenant les dépenses contingentes et un employé surnuméraire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente trois mille deux cent cinquante cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et neuf mille neuf cent trente-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent cinquante cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille trois cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des écoles de réforme et des prisons de réforme de *Montréal* et *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, proprement dite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *High Schools, Québec et Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques romaines pour l'octroi au *High Schools*, dont \$2000 pour l'école de droit de l'Université Laval de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, (couvrant les allocations autorisées par les statuts), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles des sourds muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'exhibition provinciale d'éducation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Historique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des rapports des décisions des tribunaux, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme aide pour la publication des rapports des décisions des tribunaux à *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ecole de Navigation, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de Tir de la province de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Et la Chambre continuant à siéger en comité jusqu'après minuit, mercredi, matin.

Mercredi, 23 Juin 1880.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Patrice*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Church* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. *Church*, informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité aujourd'hui.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera vendredi prochain, elle soit ajournée jusqu'à samedi à 3 heures, P. M.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 23 Juin 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Wurtele*,—la pétition du Refuge Ste. Brigitte, de *Montréal* ; la pétition de l'asile des orphelins de St. Patrice, *Montréal* ; et la pétition de P. E. *Smith*, de la cité de *Québec*.

Par M. *Préfontaine*,—la pétition du Révérend *George Thibault* et autres ; la pétition de *P. B. Lamarre* et autres ; la pétition d'*Antoine Achin* et autres ; la pétition de *Toussaint Bétournay* et autres ; pétition la et d'*Alexis Faurange* et autres, toutes du comté de *Chambly*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de *C. J. C. Wurtelle* et autres, du comté de *Richelieu*.

Par M. *Taillon*,—la pétition de *Joseph Dufresne* et autres ; la pétition de *John Prior* et autres ; la pétition de *E. Mathieu* et autres ; la pétition de *E. Lefebvre* et autres ; la pétition d'*Onézime Giroux* et autres ; la pétition de *Joseph Beauvoir* et autres ; la pétition de *Joseph Janotte* et autres ; et la pétition de *Zotique Laberge* et autres, toutes de la division Est de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *G. L. Dick* et autres, de la paroisse de *Ste. Anne* ; demandant que le bill pour définir les limites de la paroisse de *Ste. Anne*, dans le comté de *Montmorency*, ne devienne pas loi.

De *Frs. Noël* et autres, de *St. Stanislas* et autres paroisses, comté de *Champlain* ; demandant qu'il ne soit pas prélevé de péage sur le pont de la rivière *Butscan*, à l'endroit appelé le *Portage*.

De *Jérémie Demers* et autres, du canton de *Stanford* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit canton.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Préfontaine*.—S'il est à la connaissance du gouvernement, que le shérif du district de *Montréal* n'a pas, dans son bureau, pour l'utilité du public, copie des plans et livres de renvois officiels pour les comtés de *Chambly*, *Laprairie*, *Verchères*, *Soulanges* et *Vaudreuil*, et si oui—est-ce l'intention du gouvernement de prendre les mesures nécessaires, soit pour procurer au shérif les dits documents, ou forcer le dit shérif à se les procurer ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Les plans et livres de renvois n'ont pas été imprimés. Le shérif de *Montréal* a demandé, le 28 octobre 1878, à faire copier ceux de *Chambly*, *Laprairie* et *Laval*, et le gouvernement a refusé d'accéder à sa demande. Le gouvernement a la question sous considération.

Par M. *Audet*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer le bill concernant l'instruction publique à toutes les municipalités scolaires de la province, afin de permettre à ceux qui s'occupent d'éducation de l'examiner, et leur donner l'occasion de faire les remarques et suggestions qu'ils croiront utiles et nécessaires ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le bill sera distribué de manière à procurer au gouvernement et à cette Chambre toutes les suggestions qui pourraient aider à assurer la passation d'une mesure efficace.

Sur motion de M. *Taillon*, secondé par M. *Mathieu*,

Ordonné, Que la pétition de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du comté de *Joliette*, soit de nouveau renvoyée au comité des ordres permanents, avec instruction de re-considérer sa décision au sujet de la dite pétition.

Sur motion de M. *Sawyer*, secondé par M. *Duhamel*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copies de tous documents et papiers, concernant une certaine réserve faite à *James Whyte*, dans les Townships de *Ditchfield* et *Spalding* : et aussi, tous ordres en conseil et autres papiers, concernant la cancellation de la dite réserve.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous rapports qui n'ont pas encore été soumis à cette Chambre, faits par M. *Paterson*, depuis le 1er mars 1868, sur la localisation du chemin de fer du Nord.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour autoriser l'émission de débentures provinciales pour le paiement des subsides des chemins de fer et pour compléter le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* et pour d'autres fins, étant lu ;

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour autoriser l'émission de débentures provinciales pour le paiement des subsides accordés aux compagnies de chemins de fer et pour compléter le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, et pour d'autres fins."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte pour établir des compagnies d'assurance mutuelle, 42 et 43 *Victoria*, chap. 39, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne*, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender de nouveau l'acte électoral de *Québec*, est, en conformité de l'ordre lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

Le bill pour annexer partie de la paroisse de *St. Joseph de Chambly*, dans le comté de *Chambly*, à la paroisse de *St. Luc*, dans le comté de *St. Jean*, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu vendredi prochain.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les différents actes qui amendent la charte de la cité de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender la charte de la cité de *Montréal*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille huit cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les de l'inspection des bureaux publics, traitements et dépenses de voyage y compris, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour frais et préparation du rapport de l'exposition de *Paris*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint Patrice pour les orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole pour les Aveugles, Asile Nazareth, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile et l'Ecole d'Industrie et de Refuge, (Institut Harvey) *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à The Church Home, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour les maladies des yeux et des oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Christian Association*, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Retraite de Belmont pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *St. Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Coteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Manno*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice LaJemmerais, *Varenn*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D., de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le juin 1881.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, Ste. Anne pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile des Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Louis, Saint-Denis*, pour l'année financière finissant le 30 juin.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour les Sœurs Grises de *Farnham*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu vendredi prochain.

L'Honorable M. *Beaubien*, informe alors la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité, vendredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer Le Crédit Foncier Franco Canadien ; et après y avoir siégé pendant

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport, que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, vendredi prochain.

Alors, sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 25 Juin 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Sawyer*,—la pétition de *James Ross* et autres, de cette partie du comté de *Compton*, comprise dans les opérations de la société d'agriculture, No. 2.

Par M. *Nelson*,—la pétition du Collège Presbytérien de *Montréal* ; la pétition de *Dominique Dérôme* et autres ; la pétition de *H. Thibault* et autres ; et la pétition de M. *S. Larault* et autres, toutes de *Montréal*.

Par M. *Préfontaine*,—la pétition de *J. Bte. Pontbriand* et autres ; la pétition d'*Antoine Gauthier* et autres ; et la pétition de *François Bourdon* et autres, toutes du comté de *Chambly*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de *Charles Dorion*, de la ville de *Sorel*.

Par M. *Poirier*,—la pétition de *Alex. Stewart* et autres, du comté de *Beauce*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *P. E. Smith*, de la cite de *Québec* ; demandant qu'un index général des journaux de la législature de *Québec*, préparé par lui, soit adopté.

De *R. P. Duclos* et autres, de la paroisse de *St. Pie*, comté de *Bagot* ; demandant que la dite paroisse de *St. Pie* soit annexée au comté de *St. Hyacinthe* pour les fins d'enregistrement.

Du Révérend *J. T. A. Chaperon* et autres, de la paroisse de *Ste. Marie* ; et de *Pierre Pâquet* et autres, de la paroisse de *St. George*, tous du comté de *Beauce* ; demandant respectivement qu'aucun changement ne soit fait dans la régie actuelle du chemin de fer de *Lévis* et *Kennebec* et pour autres fins.

De *Gustave Hardy* et autres, de la ville de *Sorel* ; demandant que le dépôt de livres d'écoles soit aboli.

De *W. E. Bessey* de la cité de *Montréal* ; demandant de l'aide pour fonder et entretenir un établissement de vaccination.

De *C. J. C. Wurtele* et autres, du comté de *Richelieu* ;—du Révérend *George Thibault* et autres,—de *P. B. Lamarre* et autres, de *Antoine Achin* et autres,—de *Toussaint Betournay* et autres,—de *Alexis Faurange* et autres, tous du comté de *Chambly*,—de *Joseph Dufresne* et autres,—de *John Prior* et autres,—de *E. Mathieu* et autres,—de *E. Lefebvre* et autres,—de *Onésime Giroux* et autres,—de *Joseph Beaudoin* et autres,—de *Joseph Janotte* et autres,—et de *Zotique Laberge* et autres,

tous de la division Est de *Montréal* ; demandant respectivement que l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer du Sud Est et du Tunnel soit accordé.

De l'asile des orphelins de St. Patrice,—et de l'asile Ste. Brigitte, tous de *Montréal* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Société Bienveillante des Dames de *Montréal* et de la maison de Refuge ; demandant de l'aide.

M. *Wurtele* du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour annexer au comté de *Maskinongé*, pour toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*, qui a été annexée à la paroisse de *St. Didace*, dans le diocèse de *Trois-Rivières*.

Bill pour incorporer l'association de prêtres connue sous le nom de Pères Rédemptoristes de la province de *Québec*.

Bill pour amender l'acte de la législature de *Québec*, 31 *Victoria*, chap. 51, amendant l'acte d'incorporation de l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville*.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour expliquer le chapitre 54, de l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 27 et 28 *Victoria*, quant à ce qui se rapporte à la paroisse de *Ste. Marguerite*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*.

Résolu, Que jusqu'à la fin de cette session le mercredi sera un jour du gouvernement dont les mesures auront priorité ce jour là sur les autres ordres du jour.

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Procureur-Général *Loranger*, propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à 11 heures A. M.

M. *Tarte*, secondé par M. *Gagnon*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après " jusqu'à," jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots " mercredi prochain," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Bergovin,
Boutin,
Deschênes,
Duckett,
Dupuis,

Flynn,
Gagnon,
Houde,
Langelier (Portneuf)
Langelier (Montmorency)
Poirier,
Magnan,

Mathieu,
Molleur,
Pâquet,
Picard,

Préfontaine,
Robillard,
Ross,
Tarte et
Watts.—22.

CONTRE :

Messieurs

*Blais,
Champagne,
Chapleau,
Desaulniers,
Duhamel,*

*Fortin,
Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Lalonde,
Lavallée,*

*Loranger,
Lovell,
Marion,
Nelson,
Parent,*

*Racicot,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Sawyer et
St. Cyr.—20.*

Ainsi elle est résolue dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à mercredi prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à mercredi prochain.

Mercredi, 30 juin 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Gagnon,—la pétition de D. Hatton et autres, de la paroisse de *St. Paschal*, comté de *Kamouraska*.

Par M. Rinfret dit Malouin,—la pétition de l'Institut Littéraire et Historique de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De James Ross et autres, de cette partie du comté de *Compton*, formant la société d'agriculture No. 2 du comté de *Compton* ; demandant qu'aucun changement ne soit fait concernant le fonctionnement des sociétés d'agriculture.

De Charles Dorion, de la ville de *Sorel* ; demandant à être payé de son salaire comme magistrat de district.

De Alex. Stewart et autres, du comté de *Beauce* ; demandant qu'aucun changement ne soit fait dans la régie actuelle du chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*.

De Dominique Derome et autres,—de H. Thibault et autres,—de M. S. Lérault et autres, tous de *Montréal*,—de Antoine Gauthier et autres,—et de François Bourdon et autres, tous du comté de *Chambly* ; demandant respectivement que l'acte d'incorporation demandé par la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud et du Tunnel, soit accordé.

Ordonné, Que la pétition du Collège Presbytérien de *Montréal*, présentée vendredi dernier, soit maintenant reçue et lue et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et cette pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation du dit collège, est reçu et lue.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre *Cléophas Beausoleil* à la pratique de la profession d'avocat, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

M. *Würtele*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour incorporer "*The Orford Chemical Company.*"

Bill pour incorporer l'association des comptables de *Montreal.*"

Ordonné, Que M. *Lalonde* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 556 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires du monastère de N. D. de Charité du Bon Pasteur, *Montréal*, et de "*The Church Home, Montréal,*" tous deux pour l'année 1879. (Documents de la session No. 6.)

M. le Secrétaire Provincial *Piquet* présente en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant : copie des ordres en conseil passés depuis le 1er septembre 1879, et des ordonnances du Commissaire des Terres de la Couronne, depuis la même date, en vertu de l'ordre en Conseil des 21 et 23 septembre 1878, accordant la remise des intérêts et des rentes dus par aucuns colons, les noms des colons à qui cette remise a été faite, et celui du Township où ils résident, les noms des personnes à qui ces ordres en conseil et ordonnances ont été adressés, avec copie de toute correspondance échangée à ce sujet. (Documents de la session, No. 23.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 10 juin 1880, demandant : un état indiquant le montant d'argent reçu de la compagnie du chemin de fer des *Laurentides*, depuis le 30 mars 1879 jusqu'au 30 mars 1880, et depuis cette date, jusqu'à la date de son dernier paiement. (Documents de la session, No. 24.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant : copie de toute correspondance et de toutes requêtes, oppositions et documents quelconques, en la possession du gouvernement et des commissaires nommés pour les fins du chapitre 18 des statuts refondus du *Bas-Canada*, dans et pour le diocèse Catholique Romain de *St. Germain de Rimouski*, se rapportant à l'érection civile de la paroisse de *Notre-Dame du Sacré-Cœur*, dans le susdit diocèse de *Rimouski*. (Documents de la session No. 25.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant : copies de tous rapports, ordres en conseil, proclamations et autres documents, concernant l'abolition de la cour de circuit, dans le comté d'*Ottawa*, siégeant à *Hull*, et de l'établissement de la cour de circuit dans et pour le même comté à *Hull*, de la nomination de *F. A. Beaudry*, écuyer, avocat, et de *Charles Leduc*, écuyer, comme greffiers de la dite cour de circuit, à *Hull*, ainsi que copies et toute correspondance et de tous rapports faits sur ces divers sujets, avec les dates respectives de la sanction des dits ordres en conseil et de la publication des dites proclamations. (Documents de la session, No. 26.)

L'Honorable M. Church, du comité des subsides fait rapport de deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Church du comité des subsides fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour rencontrer l'insuffisance de l'appropriation, de l'Ecole Normale McGill, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille six cent vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour rencontrer l'insuffisance de l'appropriation d'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dettes contractées précédemment pour achat pour livres pour étres distribués en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer deux mille copies du code municipal ordonnées par l'ancien solliciteur-général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour rencontrer l'insuffisance de l'appropriation, \$1,228 de dépenses pour l'année finissant le 30 juin 1879 ayant été payées à même l'appropriation de l'année finissant le 30 juin 1880, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour rencontrer l'insuffisance de l'appropriation pour défrayer les dépenses de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt deux mille trois cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante huit mille cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes au Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois. La première résolution, étant lu une seconde fois est adoptée.

La seconde résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution ;

L'Honorable M. Langellier, secondé par l'Honorable M. Mercier propose, sous forme d'amendement que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots " le rapport soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour en retrancher l'item ayant rapport à l'inspection des écoles ", soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour autoriser l'émission des débentures provinciales pour le paiement des subsides accordés aux Compagnies de chemins de fer, et pour compléter le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et pour d'autres fins ", sans amendement.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette Honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux ordres de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Honneur, dans la salle des séances au Conseil Législatif, où il a plu à son Honneur de donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants :

Acte pour autoriser l'émission des débentures provinciales, pour le paiement des subsides accordés aux compagnies de chemins de fer, et pour compléter le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et pour d'autres fins ;

Acte concernant le " chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

La Chambre reprend les débats sur l'amendement qui a été proposé ce jour, à la question, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution (\$8,625 pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation pour l'inspection des écoles), lequel amendement était que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots, " le rapport soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour en retrancher l'item ayant rapport à l'inspection des écoles," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Boutillier,
Boutin,
Gagnon,
Irvine*

*Lafontaine (Shefford), Mercier,
Lafontaine (Napierville) Nelson,
Langelier (Portneuf), Parent,
Langelier (Montmorency) Poirier,*

*Rinfret dit Malouin,
Ross, et
Shehyn.—15.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaudet,
Bergouin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,*

*Church,
Desautniers,
Deschênes,
Duckett,
Flynn,
Houde,*

*Lalonde,
Lavallée,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Mathieu,*

*Piquet,
Picard,
Racicot,
Robertson,
St. Cyr et
Würtele.—24.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La motion principale étant alors mise aux voix, Que la Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Les troisième, quatrième et cinquième résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La sixième résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant proposée ;

Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution ;

M. Gagnon, secondé, par M. Langelier (*Montmorency*), propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots : "le dit rapport soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de retrancher tout ce qui se rapporte au Conseil Législatif, et qu'il soit résolu en outre :

Qu'au lieu de voter la somme de \$35,000 pour le Conseil Législatif [en y comprenant le montant déjà voté par Statut], ce qui est une augmentation de \$2,191.75 sur ce qui a été dépensé pour ce service sous le gouvernement Joly pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1879, et un montant de \$10,000 plus élevé que celui que le premier ministre avait annoncé [lors de la discussion sur les résolutions de l'Honorable M. Mercier contre le Conseil Législatif], devoit demander à cette Chambre :—Cette Chambre est d'opinion :

"Que l'expérience a démontré que le Conseil Législatif n'était d'aucune utilité, et était même devenu un danger et une menace pour les droits et prérogatives constitutionnels de cette Chambre ;

"Que l'utilité du dit Conseil fût-elle parfaitement démontrée, et son existence ne fût-elle aucune cause de danger pour les droits du peuple, les Honorables Conseillers Législatifs prétendant être les représentants de la classe riche et de l'aristocratie de la Province, ils devraient donner leurs services gratuitement et par patriotisme, et comme preuve de leur désintéressement, consentir à ce que le montant dépensé jusqu'ici pour le maintien de la branche qu'ils forment dans la Législature, soit appliqué à augmenter l'octroi en faveur de la colonisation de la Province," soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Boutillier,	Lafontaine (<i>Napierville</i>)	Nelson,
Boutin,	Langelier (<i>Portneuf</i>),	Parent,
Gagnon,	Langelier (<i>Montmorency</i>)	Poirier,
Lafontaine (<i>Shefford</i>),	Mercier,	

Rinfret dit Malouin,
Ross et
Shehyn.—14.

CONTRE :

Messieurs

Audet,	Désaulniers,	Lavallée,
Beaudet,	Deschênes,	Loranger,
Bergevin,	Duckett,	Marion,
Caron,	Flynn,	Mathieu,
Champagne,	Houde,	Murphy,
Chapleau,	Lalonde,	Pâquet,

Picard,
Racicot,
Robertson,
St. Cyr et
Wurtele.—23.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La sixième résolution est alors adoptée.

Les autres résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre *Louis H. Pignolet* comme procureur et avocat ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne*, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le Crédit Foncier Franco-Canadien, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu vendredi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour pourvoir à l'emploi, en dehors des murs des prisons communes, des prisonniers qui y sont incarcérés ", sans amendement.

L'Honorable M. *Church*, du comité des subsides, rapporte plusieurs résolutions, lesquels sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, comprenant les dépenses contingentes et un employé surnuméraire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente trois mille deux cent cinquante cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et neuf mille neuf cent trente-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, (32 *Vict.*, chap. 23) pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent cinquante cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, Québec et Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille trois cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des écoles de réforme et des prisons de réforme de Montréal et Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, proprement dite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *High Schools, Québec et Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques romaines pour l'octroi au *High Schools*, dont \$2000 pour l'école de droit de l'Université Laval de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, (comprant les allocations autorisées par les statuts), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles des sourds muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'exhibition provinciale d'éducation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Historique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des rapports des décisions des tribunaux, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme aide pour la publication des rapports des décisions des tribunaux à *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ecole de Navigation, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de Tir de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Les quatre premières résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La cinquième résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution ;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la proposition soient effacés, et que les mots, "le dit rapport soit de nouveau renvoyé à un comité des subsides avec instruction de réduire le montant accordé aux coroners de \$18,000 à \$10,000, ce montant étant suffisant pour couvrir les dépenses légitimes des enquêtes strictement utiles que les coroners devraient faire," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Boutillier,
Boutin,
Dupuis,

Gagnon,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),

Meikle,
Mercier,
Nelson,

Parent,
Poirier, et
Shehyn.—12.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Champagne,
Chapleau,
Désaulniers,
Deschênes,

Duckett,
Flynn,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

Loranger,
Lynch,
Marion,
Mathieu,
Murphy,

Pâquet,
Picard,
Racicot,
Robertson, et
St. Cyr.—21.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Les autres résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Beaubien du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille huit cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les de l'inspection des bureaux publics, traitements et dépenses de voyage y compris, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour frais et préparation du rapport de l'exposition de *Paris*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint Patrice pour les orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole pour les Aveugles, Asile Nazareth, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile et l'Ecole d'Industrie et de Refuge, (Institut Harvey) *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour les maladies des yeux et des oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à The Women's Christian Association, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Retraite de Belmont pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *St. Benoît*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Coteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Mannoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice LaJemmerais, *Varennnes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D., de l'*Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, *Ste. Anne* pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile des Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lenoraie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Louis, Saint-Denis*, pour l'année financière finissant le 30 juin.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour les *Sœurs Grises de Furnham*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution

M. *Boutillier*, secondé par M. *Gagnon*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le rapport soit de nouveau renvoyé au comité des subsides avec instruction d'en retrancher toutes les augmentations qui sont proposées dans les dépenses du service civil, au montant de \$7,425," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Boutillier,
Boulin,
Dupuis,
Gagnon,

Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),

Mercier,
Nelson,
Parent,

Poirier,
Rinfret dit Malouin et
Shehyn.—13.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Désautniers,

Deschênes,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,

Murphy,
Pâquet,
Picard,
Racicot,
Robertson, et
St. Cyr.—26.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente prise inversement.

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Les autres résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour autoriser la refonte des statuts généraux de la province de Québec, étant lu ;

M. Mathieu fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative, étant lu ;

M. le Procureur-Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Piquet*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*.
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Le bill pour amender de nouveau les actes concernant les dépôts judiciaires et autres, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

Le bill pourvoyant à la meilleure protection des créanciers hypothécaires et pour donner une plus grande publicité à la saisie et à la vente des biens immobiliers, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Racicot* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill concernant les chemins de fer est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable M. *Church*, l'Honorable *Joly*, l'Honorable M. *Mercier*, M. le Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Beaubien* et M. *Boutillier*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Alors, sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par le Trésorier *Robertson*.

La Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 2 juillet 1880.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table.

Par M. Marion,—la pétition de *Pierre Thérien* de la paroisse de *St. Henri* de *Mascouche*.

Par M. Meikle,—la pétition de *D. H. Mac Vicar* et autres, membres de l'association provinciale des instituteurs protestants.

Par M. Nelson,—la pétition de la faculté de médecine de l'Université *McGill*.

Par l'Honorable M. Church,—la pétition de "*The Colonial Gold Mining Company*."

Par M. Mathieu,—la pétition de *D. V. Gauthier* et autres, du comté de *Richelieu*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De *D. Hatton* et autres, de la paroisse de *St. Pascal*, comté de *Kamouraska* ; demandant que le chef-lieu du district ne soit pas changé.

De la société Littéraire et Historique de *Québec* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

M. *LeCavalier*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du collège presbytérien de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé qu'elle est de la nature de celles qui ne requièrent pas d'avis.

Votre comité a aussi pris en considération l'instruction qui lui a été donnée par Votre Honorable Chambre, le vingt-troisième jour de juin dernier, de considérer de nouveau leur décision concernant la pétition de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de *Joliette* ; après avoir entendu de nouvelles explications sur ce sujet, il a trouvé que les parties intéressées avaient eu une connaissance suffisante de cette requête, c'est pourquoi il demande la permission de recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51ème règle.

M. *Wurtele*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte d'incorporation de l'association des arts, de *Montréal*.

Bill pour amender l'acte incorporant la ville d'*Iberville*.

Votre comité a aussi examiné le bill pour amender les actes concernant la Compagnie du gaz de *Québec*, et il a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité demande la permission de recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'au dix de ce mois.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

L'Honorable M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et corporations minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, soit prolongé jusqu'au dix de juillet courant.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que la pétition de "*The Colonial Gold Mining Company*," présentée aujourd'hui, soit maintenant reçu et lu, et que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelle.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation, est reçu et lue.

Ordonné, Que *M. Nelson*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation du collège Presbytérien de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois de l'Instruction Publique en cette province, concernant le dépôt de livres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chap. 37 de la 42 et 43 *Victoria*, concernant la profession médicale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Taillon*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le Refuge de la Passion de Jésus.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Boutillier*, ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 15 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant l'Instruction Publique."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. LeCavalier* ait la permission d'introduire un bill concernant les renouvellements d'enregistrement après la mise en vigueur des cadastres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Secrétaire Provincial Pâquet, présente en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant : un état des recettes et des dépenses du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, depuis le 1er janvier dernier au 31 mai dernier, le dit état indiquant séparément les recettes des passagers, du fret et des malles, pour chaque mois, et les dépenses pour salaires, pour réparations de matériel, pour travaux de construction ou d'équipement. (Documents de la session, No. 27.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 11 juin 1880, demandant :

1. Les instructions données au Dr. *F. X. Laterrière*, de la *Malbaie*, comme vaccinateur dans le comté de *Saguenay*, depuis sa nomination comme coroner jusqu'à ce jour.

2. Les sommes payées au dit *F. X. Laterrière*, écrivain, pour ses services comme vaccinateur. (Documents de la session, No. 28.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 16 juin 1880, demandant : un état détaillé des recettes et dépenses de la province à partir du 1er juillet 1879, jusqu'au 31 octobre 1879. (Documents de session, No. 29.)

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*, Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajourne aujourd'hui elle soit ajournée à samedi à 3 heures, P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre, état des affaires de l'union des menuisiers de Québec, pour l'année 1879. (Documents de la session No. 6.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau les actes concernant les dépôts judiciaires et autres ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*, propose que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de cette question soient retranchés et que les mots, "le bill soit renvoyé de nouveau au comité avec instruction d'en amender la section 4, en y ajoutant les mots suivants : " Et toute partie intéressée dans la distribution des deniers qui auraient dû être déposés, pourra poursuivre le recouvrement de telle pénalité par action *qui tam*, contre tout shérif qui n'aura pas produit au bureau du protonotaire ou du greffier le certificat de dépôt mentionné dans la section 1re," soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour, concernant les bills privés sont lus.

Ordonné, Que M. *Gagnon*, ait la permission d'introduire un bill pour ratifier les procédés de certaines sociétés de construction.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chap. 12 de la 38 Vict., Québec, intitulé : "Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des employés publics."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine* ait la permission d'introduire un bill pour exempter de saisie la moitié des gages des ouvriers.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Loranger* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le Club de la Garnison de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour incorporer le Crédit Foncier Franco-Canadien, étant lu :

M. *Wurtele*, secondé par M. *Mathieu*, propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Molleur*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " Que " soient effacés, et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour être amendé, de manière à réduire à 10 ans le monopole accordé à la Compagnie pour 50 ans par la section 125 du dit acte," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,

Gagnon,
Joly,
Laberge,

Lafontaine (Napierville) *Mercier,*
Langelier (Portneuf), *Molleur et*
Marchand, *Nelson.*—12.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Duckett,

Dupuis,
Flynn,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavallier,

Magnan,
Mathieu,
Pâquet,
Picard,
Racicot,
Robertson,

Robillard,
Shehyn,
St. Cyr,
Tailon et
Würtele.—23.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise et elle est résolue dans l'affirmative sur la division précédente prise inversement.

M. *Mathieu* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Roch P. Vallée* au nombre de ses membres; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *George Arthur Hughes* à la pratique de procureur et d'avocat ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gagnon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Hormislas Jeannotte dit Lachapelle* au nombre de ses membres ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *St. Cyr* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la vente de biens immeubles substitués par feu *James Connolly* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Mathieu*, secondé par M. *Bouillier* propose, sous forme d'amendement que le mot " maintenant " soit effacé, et que les mots " d'hui à six mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre, se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bouillier,
Joly,

Lafontaine (Napierville) Marchand,
Langelier (Portneuf) Mathieu,

Molleur et
Nelson. — 8.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Boutin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Duckett,

Dupuis,
Flynn,
Gagnon,
Houde,
Laberge,
Latonde,
Lavallée,

Loranger,
Lynch,
Magnum,
Piquet,
Picard,
Racicot,

Robertson,
Robillard,
St. Cyr,
Taillon et
Wartele. — 2.
Shehyn,

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne*, fait, en conséquence, rapport du bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour annexer au comité de *Maskinongé*, à toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon* qui se trouve dans le comté de *Berthier*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil; et M. *Duckell* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour annexer au comté de *Maskinongé*, à toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon* qui a été annexée à la paroisse de *St. Didace*, dans le diocèse de *Trois-Rivières*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité, de l'ordre se forme en comité sur le bill pour incorporer l'association de prêtres connue sous le nom de *Pères Rédemptoristes*; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour incorporer la communauté religieuse connue sous le nom de *Pères Rédemptoristes* de la province de *Québec*."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union *St. Joseph de St. Jean d'Iberville*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte de la législature de *Québec*, 31 Vict., chap. 51, qui amende l'acte d'incorporation de "l'Union *St. Joseph de St. Jean d'Iberville*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "*The Orford Chemical Company*;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour autoriser *Charlotte Smith* et autres à disposer d'un certain immeuble substitué en vertu du testament de *Charles Smith*.

Bill pour incorporer la Société St. Jean Baptiste, de *Lachine*.

Bill pour définir les droits, pouvoirs et privilèges de la Compagnie de Prêt et Crédit Fonciers de *Montréal*.

Bill pour incorporer la compagnie d'approvisionnement de vapeur de *Montréal*.

Bill pour amender l'acte incorporant la compagnie de sucre de betterave et pour d'autres fins.

Bill pour amender l'acte incorporant la société d'abstinence totale et de bienfaisance *Ste. Brigitte*.

Bill pour conférer certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de feu *Alexandre Maurice Delisle*.

Bill pour amender l'acte incorporant la ville de *St. Jean*.

Bill pour incorporer les sœurs des petites écoles, de *St. Germain de Rimouski*.

Bill pour amender l'acte 27 *Victoria*, chap. 10, sec. 7.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *St. Jean* et *Sorel*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la Providence *Notre-Dame de l'Assomption*, pour l'année 1880. (Documents de la session No. 6.)

Ordonné, Que les noms de M. *Racicot* et de M. *Préfontaine* soient ajoutés à la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé aujourd'hui à la question :

“ Que le rapport du comité de toute la Chambre, sur le bill pour amender de nouveau les actes concernant les dépôts judiciaires et autres, soit maintenant reçu ; lequel amendement était que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots “ le bill soit renvoyé de nouveau en comité, avec instruction d'en amender la section 4 en y ajoutant les mots suivants : “ Et toute partie intéressée dans la distribution des deniers qui auraient dû être déposés, pourra poursuivre le recouvrement de telle pénalité par action *qui tam* contre tout shérif qui n'aura pas produit au bureau du protonotaire ou du greffier le certificat de dépôt mentionné dans la section première,” soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

Et la question de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Marchand*, secondé par M. *Molleur*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots “ la 5me section du dit bill soit remplacée par la suivante :

5. “ Le Trésorier de la province devra payer, entre les mains des personnes ayant droit de recevoir les sommes déposées, comme susdit, en vertu du dit acte 35 *Victoria*, chap. 5, et ses amendements, le capital des dites sommes, ainsi que le montant des intérêts qu'elles auront produit, à compter d'un mois après la date de leur dépôt, déduction faite d'un montant n'excédant pas deux pour cent pour soldé les dépenses s'y rapportant,” soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Joly, propose sous forme d'amendement, Que tous les mots " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender la section 4, en substituant le mot " devoir " au mot " pouvoir " et pour corriger certaine erreur cléricale, " soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. Racicot fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Racicot fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain, à trois heures, P. M.

Samedi, 3 juillet 1880.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill, intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette province 42 et 43 Victoria, chapitre 46, intitulé : Acte pour ratifier les lignes de division et assurer les titres dans certains rangs du Township de Grenville, " sans amendement.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Deschênes,—la pétition du Révérend Clovis Roy et autres, de la paroisse de St. Alexandre ; la pétition de Octave Devot, et autres de la paroisse de Notre-Dame du Portage ; et la pétition de Chrys. Sirois et autres, de la paroisse de St. André, toutes du comté de Kamouraska.

Par M. Taillon,—la pétition de S. Rivard et autres, de la cité de Montréal.

Par l'Honorable M. Marchand,—la pétition de Joseph Beaudry et autres, de la ville de St. Jean.

Par M. Mathieu,—la pétition de P. B. Benoit et autres, du comté de Chambly.

Par l'Honorable M. Beaubien,—la pétition de Charles Ruffier et autres, d'Hochelaga.

M. *LeCavalier*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie dite "*The Colonial Gold Mining Company*," demandant un acte d'incorporation, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

L'Honorable M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies minières et manufacturières, présente le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill incorporant "La Compagnie de chemin de fer de ceinture de *Lachine* et de la *Pointe Claire*."

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer la *Compagnie Huronien*, pour l'exploitation et la fonte des minerais, et a l'honneur de le rapporter sans amendements.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Church*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Colonial Gold Mining Company*".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 21, de la 40 *Victoria*, amendement et refondant les lois de la chasse en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Taillon*, ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 10, de la 38 *Victoria*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Secrétaire Provincial *Piquet*, présente en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 juin 1880, demandant :

1. Les noms et prénoms de tous les internés actuellement dans l'asile de St. Jean de Dieu, de la *Longue Pointe* ;

2. Le nom de la place ou paroisse d'où ils viennent ;

3. Le montant payé annuellement, chaque mois ou autrement, par ceux qui y paient, en tout ou en partie, leur pension. (Documents de la session No. 30.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 7 juin 1880, demandant : un état indiquant le nombre de patentes octroyées par le département des terres de la Couronne, depuis le 1er janvier 1879 au 1er janvier 1880, dans le comté de *Compton*, montrant le nom du Township, le numéro du lot et le rang ; ainsi que le nombre d'acres contenus dans chaque lot : les noms des parties auxquelles ces patentes furent octroyées, et aussi, copies des certificats de location sur lesquelles ces patentes furent octroyées. (Documents de la session, No. 31.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 7 juin 1880, demandant : copie de tous rapports, requêtes, correspondances, ordres en conseil et autres documents relatifs aux derniers changements dans la cour des commis-

saires du canton de *Roxton*, dans le comté de *Shefford*, ainsi que copie du rapport de *Walton Smith*, inspecteur des bureaux publics. (Documents de la session, No. 32.)

Ordonné, Que *M. Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour amender le code de procédure civile du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Langelier (Montmorency)*,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de *M. Gagnon*, l'Honorable *M. Chapleau*, *M. le Procureur-Général Loranger*, *M. le Solliciteur-Général Lynch*, *M. le Commissaire Flynn*, l'Honorable *M. Irvine*, l'Honorable *M. Langelier*, l'Honorable *M. Mercier*, *M. Champagne*, *M. Taillon*, *M. Préfontaine* et *M. Watts* pour prendre en considération tous les bills pour amender l'acte électoral de *Québec*, 1875, pour en faire rapport de temps à autre, avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

M. le Trésorier Robertson, secondé par *M. le Solliciteur-Général Lynch*, propose que *M. l'Orateur* laisse maintenant le fauteuil.

M. Lafontaine (Napierville), secondé par *M. Molleur*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "il soit

Résolu, Vu que les finances de la province sont dans une position encore moins favorable qu'il y a deux ans, que les membres du cabinet actuel ayant alors voté pour la réduction, à mille piastres par année, du salaire du secrétaire privé et aide camp de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, que les dépenses encourues pour le maintien de la résidence du Lieutenant-Gouverneur ne sont pas en rapport avec les ressources de la province, et qu'un local moins dispendieux devrait être choisi pour telle résidence, et que la propriété de *Spencer Wood*, devrait être mise en vente ; et vu la réponse faite dernièrement par le premier-ministre que ce n'est pas l'intention du gouvernement de mettre en vente la propriété de *Spencer Wood*, cette Chambre déclare que les membres du cabinet actuel ayant démontré par là leur peu de sincérité, en ne faisant rien de ce qu'ils déclaraient être expédient, alors qu'ils étaient dans l'opposition, méritent la censure de cette Chambre et des électeurs de cette province," soient mis à la place.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

Cet amendement affirme un fait qui est faux. Il affirme qu'à la session de 1878, tous les ministres du gouvernement actuel, qui se trouvaient alors dans l'opposition, ont voté pour un amendement analogue.

Or, par les "votes et délibérations" de 1878, que j'ai en mains, je constate que deux seulement ont voté pour et trois contre.

La fausseté de l'affirmation, qui est pour ainsi dire les prémices de l'amendement, est constatée et prouvée.

Cela est suffisant pour que l'amendement soit hors l'ordre et je le déclare hors d'ordre.

Voir *May* aux pages 458 et 459. Edition de 1863.

Aussi : décision à la séance du 21 juin dernier.

Et la question étant proposée, que *M. l'Orateur* laisse maintenant le fauteuil, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt huit mille six cent vingt cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Collège McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine et de chirurgie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Université Laval, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'archéologie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Bishop's College, Lennoxville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire de Saint-Patrice, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication du Naturaliste Canadien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Journal d'Agriculture, en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, 3 à \$800, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement de bourses aux écoles vétérinaires, (30 à \$60 chacune,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition provinciale d'Horticulture et de Pomologie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour encourager le culture des arbres fruitiers et de la vigne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux édifices permanents, section de l'agriculture, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Palais de Crystal, section des arts, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Church*, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

L'Honorable M. *Church*, informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Les bills suivants, sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour incorporer la société des gradués de l'Université *McGill*.

Bill pour changer le nom du collège de *Monnoir* en celui de "Petit Séminaire de *Ste. Marie de Monnoir*", et pour autres fins.

Bill pour amender l'acte d'incorporation du collège Presbytérien de *Montréal*.

Bill pour incorporer le club de la garnison de *Québec*.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour annexer une partie de la paroisse de *St. Joseph de Chambly*, dans le comté de *Chambly* à la paroisse de *St. Luc*, dans le comté de *St. Jean*, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement, étant lu ;

M. *Picard* fait rapport du bill en conséquence.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour annexer une partie de la paroisse de *St. Joseph de Chambly*, dans le comté de *Chambly*, à la paroisse de *St. Luc*, dans le comté de *St. Jean*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 5 juillet 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'hôpital de *St. Antoine, Longueuil*, et de la Providence de *St. Ignace, Côteau du Lac*, tous pour l'année 1879. (Documents de la session No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Préfontaine*,—la pétition de *Giovani Cerini* et autres, de la ville de *Longueuil*.

Par M. *Nelson*,—la pétition des Dames directrices de l'hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*.

Par M. *St. Cyr*,—la pétition de Dame *Caroline Pouliot* et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Joseph Beaudry* et autres, de la ville de *St. Jean d'Iberville* ; demandant des amendements à l'acte pour amender l'acte d'incorporation de la dite ville.

Du Révérend *Clovis Roy* et autres, de la paroisse de *St. Alexandre*,—de *Octave Devot* et autres, de *Notre Dame du Portage* ; et de *Chrys. Sirois* et autres, de la paroisse de *St. André*, tous du comté de *Kamouraska* ; demandant respectivement que le chef-lieu du district de *Kamouraska* soit transporté à *Fraserville*.

De *S. Rivard* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à la loi des licences.

De *D. V. Gauthier* et autres, du comté de *Richelieu* ; de *P. B. Benoit* et autres, du comté de *Chambly* ; et de *Charles Ruffler* et autres, de *Hochelaga* ; demandant respectivement que l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud et du Tunnel soit accordé.

De *Pierre Therrien*, de la paroisse de *St. Henri de Mascouche*, demandant le règlement de certaines réclamations en rapport avec le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

De *D. H. MacVicar* et autres, membres de l'Association Provinciales des Instituteurs protestants, demande de l'aide.

De la Faculté de Médecine de l'Université *McGill* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Ordonné, Que la pétition de *Dame Caroline Pouliot* et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition demandant que le bill pour autoriser l'Union *St. Joseph de St. Joseph de Lévis*, à réduire et commuer les secours qu'elle paie, ne devienne pas loi, est reçue et lue.

M. Mathieu, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer " La Société *St. Jean Baptiste* de la ville de *Salaberry de Valleyfield*."

Bill pour incorporer la communauté des RR. PP. Rédemptoristes, à *Ste. Anne de Beaupré*.

Ordonné, Que *M. Picard*, ait la permission d'introduire un bill pour détacher une certaine partie de la paroisse de *St. Hypolyte*, canton de *Watton*, comté de *Wolfe*, et l'annexer à la paroisse de *St. Camille*, pour les fins électorales, municipales et scolaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Secrétaire Provincial Pâquet*, ait la permission d'introduire un bill concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour confirmer le nom de *Joseph Eloi de Gagné* ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil et *M. Lalonde* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lalonde, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour déclarer et confirmer le nom de *Joseph Eloi de Gagné*, écuyer, médecin, de la paroisse des *Eboulements*, et pour le bénéfice de ses descendants."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour définir les pouvoirs des héritiers *Quesnel* de disposer de certaines propriétés foncières ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'association des comptables de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Magnan*, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de l'association des arts de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Watts*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la ville d'*Iberville* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gagnon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville d'*Iberville* (22 *Vict.*, chap. 64, 1859).

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender la charte de la compagnie du gaz de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender les actes concernant la compagnie du gaz de *Québec*."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer *The Huronian Mining and Smelting Company* ; et après y avoir siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. St. Cyr fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour incorporer la compagnie dite *The Huronian and Smelting Company*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. Church.—Si c'est l'intention du gouvernement de placer, dans les estimés supplémentaires, une somme pour établir une institution de vaccin, à *Montréal* ou ailleurs, ou de voter un subside annuel à une telle institution, ou pour ces deux fins ?

Réponse de M. le Trésorier Robertson.—Ce n'est pas l'intention du gouvernement de placer aucune somme, dans les estimés supplémentaires, pour l'institution ci-dessus mentionnée.

Par l'Honorable M. Ross.—Pourquoi a-t-on donné ordre à M. Duchesnay, inspecteur, d'accorder à tout applicant une licence pour l'autoriser à chercher de l'or dans tout le parcours du territoire couvert par la patente *DeLéry*, dans la paroisse de *St. François*, de la *Beauce* ?

Réponse de M. le Commissaire Flynn.—Aucun ordre général n'a été donné, et il n'a été nullement nécessaire de le faire, en autant que la loi pourvoit à l'émission des licences pour chercher de l'or, aussi bien sur la propriété privée que sur les terres de la Couronne.

Par M. Marion.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire droit aux réclamations produites au département des travaux publics par MM. *Henri Duprès* et *Gédéon Villeneuve*, de *St. Henri*, de *Mascouche*, en payant à ces Messieurs la valeur de leurs terrains pris pour l'usage du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, en vertu des contrats passés entre eux ou leurs auteurs et les Commissaires du dit chemin de fer, en septembre 1877 ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le Commissaire des Travaux Publics, ayant requis l'entrepreneur, M. *McGreevey*, de régler ces réclamations, ce dernier lui a répondu, le 13 de mai dernier, qu'il avait déjà pris les moyens de faire droit à ces demandes, et qu'il avait payé un à-compte aux parties intéressées ; le gouvernement prendra les mesures pour faire effectuer le règlement de ces réclamations.

Par M. Deschênes.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder un subside annuel au journal d'éducation et d'instruction appelé "l'École Primaire" ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Non.

Par l'Honorable M. Mercier.—Le gouvernement se propose-t-il de nommer un recorder à *Montréal*, et, si oui, quand fera-t-il cette nomination ?

Réponse de M. le Procureur Général Loranger.—Dès que les amendements sollicités par la corporation de *Montréal*, à sa chartre, seront en force, le gouvernement prendra cette question en considération.

Par M. Laberge.—Est-ce l'intention du gouvernement, après le règlement de l'emprunt municipal, d'employer l'argent venant de cet emprunt à l'empierrement des chemins, comme cela avait été promis l'année dernière ?

Réponse de M. le Trésorier Robertson.—Lorsque le gouvernement aura perçu l'argent mentionné, cette question sera prise en considération.

Par M. Gagnon.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire continuer cet été la route de colonisation commencée depuis plusieurs années dans la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, comté de Kamouraska, tel que demandé par la requête du curé et des habitants de cette paroisse, transmise ce jour à l'Honorable Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire continuer cet été la route du Mont Carmel, comté de Kamouraska. La seule route, dans ce comté, sur laquelle le gouvernement a l'intention de faire exécuter des travaux, est celle de Pohenigamook, communément appelée route de St. Alexandre.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. Marchand,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état faisait connaître les conditions auxquelles les billets spéciaux, billets d'abonnement et billets de retour sont vendus sur le chemin de fer du gouvernement.

Sur motion de M. St. Cyr, secondé par M. Gauthier,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copies de tous rapports, ordres en conseil et tous autres documents concernant le chemin de fer de Québec au Lac St. Jean, depuis le 2 mars 1878, jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. Desaulniers, secondé par M. Racicot,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état indiquant les sommes d'argent payées à la compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford et de Québec au lac St. Jean, depuis l'existence des dites compagnies jusqu'à ce jour.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Langelier.
Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copies de toutes correspondances, des plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de St. Jude dans le comté de St. Hyacinthe, faites depuis le 1er novembre dernier.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Desaulniers, secondé par M. Racicot,
Ordonné, Qu'il soit mis devant la Chambre : un état indiquant les montants payés par la Chambre à la compagnie d'imprimerie de Trois-Rivières pour impressions, depuis le 2 mai 1870 jusqu'à ce jour,—cet état devant aussi comprendre l'autorité par laquelle ces impressions ont été exécutées et payées, ainsi que la date de chacun de ces paiements.

Sur motion de l'Honorable M. Langelier, secondé par l'Honorable M. Joly, Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état des recettes et des dépenses de la province pour l'année finissant le 30 juin 1880.

Sur motion de l'Honorable M. Langelier, secondé par l'Honorable M. Mercier. Ordonné, Que copies des correspondances et documents relatifs à la traverse de chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, sur la terre d'Ephrem Roberge dans la paroisse de Ste. Jeanne de Newville, soient mises devant cette Chambre.

Sur motion de M. Taillon, secondé par M. Mathieu,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie du contrat pour la construction des ateliers du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à Québec, avec un état indiquant les sommes payées, jusqu'aujourd'hui, et celles qu'il sera nécessaire de payer pour achever la construction de ces ateliers; ainsi que tous les documents se rapportant à ce contrat.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Langelier (Montmorency),

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toutes requêtes, pétitions, correspondances, plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la paroisse de St. Jean Deschaillous, dans le comté de Lotbinière, depuis le 1 Novembre dernier, 1879.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Préfontaine,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état de la dette de la Province, le 1er juillet courant 1880, le dit état donnant dans autant de colonnes séparées, pour chaque item de la dette :

- 1o. La date où il a été contracté ;
- 2o. L'autorité en vertu de laquelle il a été contracté ;
- 3o. Par qui négocié ;
- 4o. A qui dû ;
- 5o. L'endroit où il est payable ;
- 6o. La date de l'échéance ;
- 7o. Le montant payé pour commissions, frais de charge, etc ;
- 8o. Le taux d'intérêt ;
- 9o. Le montant de chaque tel item de la dette ;
- 10o. Le montant d'intérêt annuel ;
- 11o. Le montant payable annuellement au fonds d'amortissement ;
- 12o. Le montant annuel des frais de charges d'administration.

Le dit état donnant le total des 4 dernières colonnes, et le résumé des 3 dernières.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état donnant au 1er juillet courant :

I. D'un côté, 1o. Le montant total dépensé par le gouvernement pour et en rapport avec la construction du chemin de fer de Q. M. O. et O., y compris le pont de Hull, le terminus à Montréal, et tous chemins de fer formant maintenant partie du dit chemin de fer.

2o. La balance requise pour dépenses de capital, si balance il y a, pour et en rapport avec les dits chemins et travaux, et le total de ces deux items.

II. De l'autre côté, 1. Le montant des débentures reçues, de chacune des villes et municipalités qui ont souscrit pour la construction d'aucun des chemins de fer formant maintenant partie du dit chemin de fer de Q. M. O. et O.

2o. La balance de souscription due par chacune des dites villes et municipalités, et le total de ces deux items.

III. Enfin la balance qui, d'après cet état, reste comme payée et payable par la province seule.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital des femmes de *Montréal*, pour l'année 1879. (Documents de la session, No. 6.)

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender le code de procédure civile afin de mieux assurer l'assistance des témoins; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cameron fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Ordonné, Que le bill, tel qu'amendé, soit ré-imprimé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte de cette province, 39 *Victoria*, chapitre 33 concernant le Notariat; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Shehyn fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée que le rapport soit maintenant reçu;

M. Deschesnes, secondé par M. Magnan, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots: "le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en en retranchant la première section," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

Beaudet,
Bergevin,
Cameron,
Church,
Desautniers,

Deschênes,
Duhamel,
Fortin,
Irvine,
Loranger,

Lovell,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,

McShane,
Robertson,
Sawyer et
Taillon.—18.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Blais,
Boutillier,
Boutin,
Duckett,
Dupuis,

Flynn,
Gagnon,
Houde,
Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),

Lafontaine (Napierville) Picard,
Lalonde,
Lapallée,
Marion,
Mercier,
Molleur,

Poirier,
Préfontaine,
Rinfret et Malquin et
St. Cyr.—23.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le bill pour amender de nouveau l'acte électoral de *Québec*, 38 *Vict.*, Chapitre 7, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender l'acte électoral de *Québec*, 1875.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 6 juillet 1880.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Fortin,—la pétition de *Cyrille Bolduc* et autres, du canton de *Adstock*.

L'honorable M. *Beaubien* du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies mûnières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill incorporant la compagnie de chemin de fer de la *Rive-Sud* et du Tunnel.

Votre comité a aussi examiné le bill amendant l'acte incorporant "La compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu*" et l'acte subséquent, 39 *Victoria*, chap. 59, prolongeant le délai pendant lequel la dite compagnie devait commencer ses travaux, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

L'honorable M. *Marchand*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour autoriser *Evan John Price* à prélever des taux de péage sur la rivière *Batiscan*, et il y a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

L'Honorable M. *Church*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lus comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt huit mille six cent vingt cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Collège *McGill*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine et de chirurgie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Université *Laval*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Bishop's College, Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire de Saint-Patrice, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Journal d'Agriculture, en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, 3 à \$800, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement de bourses aux écoles vétérinaires, (30 à \$60 chacune,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition provinciale d'Horticulture et de Pomologie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour encourager le culture des arbres fruitiers et de la vigne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux édifices permanents, section de l'agriculture, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Palais de Crystal, section des arts, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

La première résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution ;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "le rapport soit de nouveau renvoyé au comité des subsides avec instruction de réduire le montant pour l'inspection des écoles de \$28,625 à \$20,000, montant voté l'an dernier," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution.

Les autres résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés, sont lus.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour incorporer l'association des comptables de *Montréal*, étant lu ;

M. *Magnan* fait rapport du bill en conséquence.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Société St. Jean Baptiste de la ville de *Salaberry de Valleyfield* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Désaulniers* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill pour incorporer la communauté des RR. PP. Rédemptoristes à Ste. Anne de Beaupré ; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Magnan* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés :

Bill pour autoriser les Clercs Paroissiaux ou Catéchistes de St. Viateur à hypothéquer certains biens immobiliers.

Bill pour amender l'acte incorporant la ville de *Longueuil* ainsi que l'acte 39 *Victoria*, chap. 46, amendant le dit acte.

Bill ratifiant tous les droits, pouvoirs et privilèges de la société de construction *St. Jacques*.

Bill pour autoriser *Alfred Pinsonneault* à vendre certains biens substitués.

Bill pour amender l'acte incorporant la corporation de la cité de *Québec*.

Bill pour incorporer le Refuge de la Passion de Jésus.

Le bill pour incorporer "*The Colonial Gold Mining Company*", est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

Et la question étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

La résolution adoptée en comité des subsides, mardi, la 22 juin dernier concernant l'éducation supérieure est de nouveau considérée en comité et lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure proprement dite pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

La dite résolution est amendée en y ajoutant les mots " 5 0/0 sur la part des catholiques dans le fond de l'éducation, sera affecté à l'achat de livres de littérature canadienne pour être distribués en prix."

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et du repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un chemin maritime sur la *Rive Sud*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille quatre cent une piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant quatre-vingt huit mille neuf cent quatre-vingt cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour terminer la construction des départements publics, y compris l'appareil de chauffage, pour l'année financière finissant le 30 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'École Normale Jacques-Cartier sur la ferme Logan, à Montréal, pour clôtures, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de déménagement, achèvement et installation des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons (imputable au fond de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des aliénés de Beauport, St. Jean de Dieu et St. Ferdinand d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (statuts refondus, Bas-Canada, chapitre 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du service d'enregistrement, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante huit mille deux cent trente piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses en générales, du département des terres de la couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle*, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les frais sur timbres, licences, etc., y compris \$15,000 pour continuer à rembourser les timbres d'assurance, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Church fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. Church informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'Honorable M. Church du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure proprement dite (5 % sur la part des catholiques dans le fonds de l'éducation, sera affecté à l'achat de livres de littérature canadienne pour être distribués en prix) ; pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et du repatriement pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un chemin maritime sur la *Rive Sud*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille quatre cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt huit mille neuf cent quatre-vingt cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour terminer la construction des départements publics, y compris l'appareil de chauffage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, sur la ferme Logan, à Montréal, pour clôtures, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de déménagement, achèvement et installation des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparation des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des aliénés de Beauport, St. Jean de Dieu et St. Ferdinand d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (statuts refondus, *Bas-Canada*, chapitre 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du service d'enregistrement, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante huit mille deux cent trente piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses en général du département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1880.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille neuf cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle*, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les frais sur timbres, licences, etc., y compris \$15,000 pour continuer à rembourser les timbres d'assurance, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution étant lue une seconde fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de la dite résolution soit remise.

La troisième, et les suivantes, jusqu'à la onzième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La douzième et la treizième résolutions étant lues une seconde fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure des dites résolutions soit remise.

La quatorzième, et les suivantes jusqu'à la vingt-et-unième résolution inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 7 juillet 1880.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender le chapitre 77 des statuts refondus du *Canada*, intitulé : "Acte concernant les arpenteurs et les arpentages," sans amendement.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Taillon,—la pétition de J. B. Rolland et fils ; la pétition de Joseph Loranger et autres, tous de la cité de Montréal ; et la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de Montréal et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Giovani Cerini* et autres, de la ville de *Longueuil*, demandant de l'aide pour pour la culture de la vigne.

Des dames directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, demandant que on allocation annuelle soit continuée.

L'Honorable M. *Mercier*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et il y a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill autorisant Dame *Marie-Anne-Claire Symes*, marquise de *Bassano*, à vendre certaines propriétés immeubles, substituées par le testament de son père, feu *George Burns Symes*.

Bill pour incorporer " les Sœurs des petites écoles de *Rimouski* ; "

Bill pour incorporer l'Union des commis-marchands de la cité de *Montréal*.

Bill pour conférer à la Compagnie de prêt et crédit fonciers, telle qu'incorporée, tous les droits et privilèges des sociétés permanentes de construction, dans la province de *Québec*.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill pour conférer certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de feu *Alexandre Maurice Delisle*.

Bill pour amender l'acte incorporant la société d'abstinence totale et de bienfaisance de *Ste. Brigitte*.

Ordonné, Que M. *Préfontaine*, ait la permission d'introduire un bill pour protéger les fromageries et les beurreries en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les résolutions rapportées du comité des subsides hier, lesquelles avaient été ajournées.

Et la question, étant proposée que cette Chambre concourt avec le comité dans la seconde résolution.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Molleur*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots " Il soit résolu, que cette Chambre est d'opinion qu'au lieu de voter la somme de \$10,000, demandée par le gouvernement pour encourager une immigration, quelquefois dangereuse et toujours plus ou moins factice, il vaudrait mieux employer cette somme à aider la grande cause de la colonisation de la province par ses propres habitants, et qu'en conséquence le dit rapport soit de nouveau renvoyé au comité des subsides pour réduire ce montant à \$5,000, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bergevin,
Blais,
Boutillier,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,*

*Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency),*

*Marchand,
Mercier,
Molleur,
Nelson,
Parent,
Poirier,*

*Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Ross,
Shehyn et
Watts.—23.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Church,*

*Désaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Irvine,*

*Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magan,
Marion,*

*Mathieu,
Meikle,
Pâquet,
Picard,
Robertson,
Robillard et
Taillon.—30.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution.

L'Honorable M. Mercier, secondé par M. Désaulniers, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "le rapport soit de nouveau renvoyé au comité des subsides avec instruction de réduire l'item relatif à l'immigration et au repatriement de \$10,000 à \$8,000, la Chambre n'ayant voté que \$5,000, pour cet objet, l'an dernier," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bergevin,
Blais,
Boutillier,
Boutin,
Désaulniers,
Dupuis,*

*Gagnon,
Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),*

*Langelier (Montmorency),
Marchand,
Mercier,
Molleur,
Nelson,
Parent,*

*Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Ross,
Shehyn et
Watts.—24.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaudin,
Beaudet,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Church,*

*Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Irvine,*

*Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,*

*Mathieu,
Meikle,
Pâquet,
Picard,
Robertson,
Robillard et
Taillon.—29.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la province de *Québec*, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin*, en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.

Et la question principale étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans la seconde résolution; la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans les douzième et treizième résolutions, elle est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question proposée mercredi le 30 juin dernier, que le bill pour amender la loi concernant l'économie interne de l'Assemblée Législative soit maintenant lu une seconde fois, étant lu;

Et la question étant de nouveau proposée, la Chambre reprend les dits débats ajournés.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et des débats se continuant;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité sur le bill pour définir les pouvoirs des héritiers *Quesnel* de disposer de certaines propriétés foncières, étant lu;

L'Honorable M. *Church*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Lynch*, propose que l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Gauthier* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gauthier*, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser *Evan John Price* à percevoir des péages sur un pont traversant la rivière *Batiscan* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Deschênes* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour autoriser *Evan John Price* à percevoir des taux de péage sur un pont qui lui appartient sur la rivière *Batiscan*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu*, et l'acte subséquent 39 *Victoria*, chapitre 59, prolongeant le délai pendant lequel la dite compagnie devait commencer ses travaux ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte de cette province, 39 *Victoria*, chapitre 33, concernant le notariat, étant lu ;

M. *Magnan*, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte de cette province 42-43 *Vict.*, chap. 33, intitulé " Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour abolir la qualification foncière des membres de l'Assemblée Législative de *Québec*, étant lu :

M. *Gagnon*, secondé par M. *Présontaine*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'en suivant ;

La Chambre reprend les débats sur la question proposée, mercredi, le 30 juin dernier. Que le bill pour amender l'acte concernant l'économie interne de l'Assemblée Législative, soit maintenant lu une seconde fois ;

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "il soit,"

"Résolu, Que cette Chambre doit repousser avec énergie toute mesure tendant à diminuer son influence dans la régie de ses affaires d'économie interne, et dans la dépense des deniers mis à sa disposition ;

"Que la loi actuelle concernant l'économie intérieure de cette Chambre sanctionne un principe nécessaire au maintien de son indépendance et de sa dignité, reconnu en Angleterre, dans la Puissance du Canada et dans toutes les provinces de la Confédération ;

"Que l'Orateur est l'organe et le représentant de cette Chambre, le défenseur de ses droits et prérogatives, de son indépendance et de sa dignité, et qu'il importe de maintenir les pouvoirs et le contrôle que la loi actuelle lui confère dans la régie des affaires intérieures de cette Chambre ;

"Que la mesure soumise ayant pour but avoué, et devant avoir pour résultat inévitable, de substituer la volonté du gouvernement à celle de la Chambre, représentée par l'Orateur, sur les dépenses, la nomination et la surveillance des employés de cette Chambre, doit être rejetée.

"Qu'en conséquence ce bill ne soit pas lu une seconde fois maintenant, mais soit renvoyé à trois mois," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Langelier (Montmorency)</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Lafontaine (Shefford)</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ross et</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Molleur,</i>	<i>St. Cyr.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Beaudet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robillard.—23.</i>
<i>Desaulniers,</i>	<i>Houde,</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et envoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne*, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que la titre soit : " Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 12, concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative et pour autres fins."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender et refondre les différents actes se rapportant aux timbres, étant lu ;

M. le Solliciteur Général *Lynch*, secondé par M. le Commissaire *Flynn*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle *Louis Duhamel*, écuier, membre pour le district électoral d'*Ottawa*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Duhamel* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *LeCavalier* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour expliquer le chapitre 54 de l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 27 et 28 *Victoria*, quant à ce qui se rapporte à la paroisse de *Ste. Marguerite*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Boutillier*.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, pendant cette session, une mesure pour arrêter l'immigration des Canadiens français aux *Etats-Unis d'Amérique*, et pour repatrier ceux qui demeurent dans ce pays ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement prendra les mesures nécessaires à cet égard, suivant les cas qui pourront se présenter, mais aucune législation spéciale à cet effet ne sera présentée pendant cette session.

Par M. *Gauthier*.—Pourquoi tous les documents qui sont produits devant cette Chambre et distribués aux membres, sont-ils imprimés en anglais plutôt qu'en français, lorsque la presque totalité de la députation se compose de Canadiens Français ?

Réponse de l'Honorable M. *Loranger*.—Parceque l'imprimeur chargé de la partie anglaise a expédié les documents imprimés par lui avant les documents imprimés en français.

Par M. *Parent*.—Le gouvernement a-t-il perçu de *Joseph Rouleau*, écrivain, ex-shérif pour le district de *Rimouski*, ou de toutes autres personnes ou corporations, tout ou partie de la somme de \$1996.94, que, par un état mis devant cette chambre, en date du 23 juillet 1879, il devait au gouvernement, lors de sa révocation, et, si non, entend-il prendre les moyens de percevoir cette somme et quels moyens ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Non : La question est sous considération.

Par M. *St. Cyr*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire publier en langue française et distribuer les troisième et quatrième rapports de la société d'horticulture de *Montréal* et de l'association des arboriculteurs de la Province de *Québec* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Cette société n'est pas sous le contrôle du gouvernement, qui ne peut l'obliger à publier d'autres rapports que ceux que sa direction autorise, aucune allocation ne leur est donnée cette année pour publication de leur rapport.

Par M. *Champagne*.—Le gouvernement a-t-il été informé, que des carrières de gravier de première qualité avaient été trouvées dans la paroisse de *St. Joseph*, comté des *Deux-Montagnes*, à une distance de 8 à 9 milles du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et est-ce son intention de faire passer, pendant cette session, une loi l'autorisant à construire une voie ferrée, pour communiquer avec ces carrières, afin d'utiliser ce gravier à compléter le dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le département des Travaux Publics a reçu cette information avec plaisir.

L'administration du chemin de fer s'occupe en ce moment de cette question, qui vient de lui être soumise. Aucune législation ne sera nécessaire à ce sujet.

Par M. *Houde*.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à faire la distribution gratuite des statuts de cette province aux Juges de Paix qui ne sont pas qualifiés pour agir comme tels ou qui négligent de faire au gouvernement leur rapport annuel ?

Réponse de M. le Procureur-Général *Loranger*.—Non.

Le bill pour amender le code municipal, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 8 Juillet 1880.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Copies des correspondances et documents relatifs à la traverse du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sur la terre d'*Ephrem Roberge*, dans la paroisse de *Ste. Jeanne de Neuville*, le tout préparé en conformité d'un ordre de la Chambre du 5 du présent mois. (Documents de la session, No. 33.)

Aussi, Etat des affaires de la Providence de St. Joseph, des *Trois-Rivières* pour l'année 1879 ; (Documents de la session, No. 6.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender l'acte intitulé : Acte pour établir des compagnies d'assurance mutuelle, (42-43 *Victoria*, chap. 39,) avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer de Jonction du *St. Laurent* et du *Lac Champlain* et pour pourvoir à la cancellation de la première émission des bons hypothécaires de la dite compagnie," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte intitulé : Acte pour établir des compagnies d'assurance mutuelle, (42-43 *Victoria*, chap. 39,)" lequel est lu comme suit :

Clause 9, ligne 3,—retrancher les mots " trente six " et les remplacer par le mot " cinquante."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *Cyrille Bolduc* et autres, du canton d'*Adstock*, demandant de l'aide pour un chemin de colonisation dans le dit canton.

M. *Taillon*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la Société *St. Jean Baptiste de Lachine*, et il y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants qu'il rapporte sans amendement :

Bill pour incorporer " Le Club de la Garnison de Québec ; "

Bill pour incorporer " La société des gradués de l'Université McGill. "

Ordonné, Que M. *Watts* ait la permission d'introduire un bill concernant le rachat des débetures municipales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Gagnon*.—Est-il vrai que le contrat pour terminer le pont de *Hull* était accordé et les travaux commencés avant la sanction et même avant la passation du bill intitulé : Acte concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. Et si oui, à qui le contrat a-t-il été accordé et quel en est le montant.

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—La soumission de MM. *Clarke, Reeves & Co.*, avait été choisie sur le rapport de l'ingénieur du gouvernement ; les entrepreneurs avaient consenti d'attendre le vote de la Chambre sans changer le montant de leur soumission ; depuis la sanction du bill, le contrat a été exécuté avec MM. *Clarke, Reeves & Co.*, et les travaux avancent.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement de réintégrer *F. D. Gauvreau*, écrivain, dans ses fonctions de magistrat de district pour le comté de *Bonaventure*.

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Non.

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par M. *Meikle*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Copies de toutes lettres, télégrammes, plaintes et autres documents relatifs aux accusations portées contre le Dr *Guillaume Ernest Roy*, assistant-médecin de l'hospice des aliénés, *St-Jean de Dieu*, ainsi que copie des lettres ou télégrammes, reçus par le département du secrétaire provincial, de la part du dit Dr *G. E. Roy*, ou autres personnes en sa faveur ;
2. Copies des documents contenant les accusations contre le dit Dr *G. E. Roy*.
3. Copie de la nomination, et des instructions données aux commissaires chargés de faire l'enquête sur les dites accusations ;
4. Copies de tous les documents de la dite enquête, comprenant copie des dépositions des témoins entendus par les dits commissaires, objections faites dans le cours de la dite enquête, et plaidoeries des avocats ayant agi dans la dite enquête ;

5. Copie du rapport fait par les dits commissaires sur le résultat de la dite enquête ;

6. Un état constatant combien a coûté cette enquête.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de la correspondance intervenue entre le gouvernement et le dit Dr. G. E. Roy, le destituant comme assistant médecin.

Copie de la nomination de son remplaçant, et des ordres en conseil concernant la dite nomination, les dits papiers devant montrer quel était le salaire du dit Dr. G. E. Roy, et quel était celui de son remplaçant.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 juin 1880, demandant : copies de tous documents et correspondances quelconques se rapportant à la suspension de *Auguste Quesnel*, écuyer, comme shérif du district d'*Arthabaska*. (Documents de la session No. 34.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 juillet 1880, demandant : copies de toutes correspondances, des plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de *St. Juvé*, dans le comté de *St. Hyacinthe*, faites depuis le 1er novembre dernier. (Documents de la session, No. 35.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 juillet 1880, demandant : un état indiquant les sommes d'argent payées à la compagnie du chemin de fer de *Québec* à *Gosford* et de *Québec* au lac *St. Jean*, depuis l'existence de la dite compagnie jusqu'à ce jour. (Documents de la session, No. 36.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 16 juillet 1878, demandant : un état donnant le détail de la somme de \$1,200.00 entrée à la page 42 des comptes publics pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1877, comme payée pour dépenses contingentes à *V. Taché*, écr., shérif pour le district judiciaire de *Kamouraska*. (Documents de la session, No. 37.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 9 juin 1880, demandant : copie de tout avis donné depuis le premier de novembre dernier, demandant des soumissions pour le tablier de superstructure en fer du pont de *Hull* ; aussi copie des soumissions qui ont été reçues, ainsi que de toute correspondance, ordre en conseil et documents relatifs aux dites soumissions. (Documents de la session, No. 38.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 21 juin 1880, demandant : un état des assurances des propriétés du gouvernement de la province de *Québec*, le nom des compagnies, le montant donné à chacune, et les primes payées à chaque compagnie. (Documents de la session, No. 39.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 juin 1880, demandant : copies de tous documents ayant rapport à la destitution de *F. E. Viger*, comme inspecteur de la voie (road master) sur la section de *St. Jérôme*, du chemin

de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et à la nomination d'un nommé *Cummings* comme son remplaçant dans le cours du mois de janvier dernier : 2o. un état indiquant quel salaire avait *Viger* et quel est celui de *Cummings*. (Documents de la session, No. 40.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 9 juin 1880, demandant : copies de tous les rapports des ingénieurs chargés d'explorer la région qui sépare le *St. Laurent* du *Lac St. Jean* pour y tracer un chemin de fer ; copie de toutes requêtes et pétitions adressées au gouvernement par toutes personnes ou compagnies pour obtenir une aide pour continuer un chemin de fer de *Québec* ou d'un point quelconque du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* au *Lac St. Jean* ; copie de tous ordres en conseil accordant une aide à toute compagnie pour la construction du dit chemin de fer et le montant qui a pu être payé à toute telle compagnie jusqu'à ce jour, en distinguant ce qui a pu être payé depuis le 1er novembre dernier, de ce qui a pu l'être avant. (Documents de la session, No. 41.)

Sur motion de *M. Watts*, secondé par l'Honorable *M. Irvine*,

Résolu, Que, dans l'opinion de cette Chambre, les sessions de cette législature devraient avoir lieu durant l'hiver.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copies de toutes instructions données par le département des Terres de la Couronne aux agents et gardes-forestiers, concernant la saisie de bois rond, bois carré et écorce depuis le 1er novembre dernier.

Sur motion de *M. Préfontaine*, secondé par *M. Meikle*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous les documents ayant rapport à la révocation des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de *Ste. Scholastique*, dans le comté des *Deux Montagnes*, dans le courant du mois de février dernier.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour abolir la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de *Québec*, étant lu ;

M. Gagnon, secondé par *M. Shehyn*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Boutilier,
Boutin,
Cameron,
Gagnon,
Joly,

Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf)

Langelier (Montmorency)
Marchand,
Meikle,
Mathieu,

Molleur,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—17.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Blais,
Caron,
Chapleau,
Charlebois,
Desaulniers,
Deschênes,

Duckett,
Duhamel,
Dupuis,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,
Murphy,
Nelson,
Pâquet,

Parent,
Picard,
Poirier,
Robertson,
Robillard,
Shehyn,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—36.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour compléter les dispositions concernant la qualification foncière des députés à l'Assemblée Législative de Québec, étant lu ;

M. Gagnon, secondé par M. Langelier (Montmorency) propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Blais,
Boutillier,
Boutin,
Caron,
Chapleau,
Charlebois,
Desaulniers,
Deschênes,
Duckett,

Duhamel,
Dupuis,
Fortin,
Gagnon,
Gauthier,
Houde,
Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Lalonde,
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency),
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Lovell,
Magnan,
Marchand,
Marion,
Mathieu,
Mercier,
Molleur,
Murphy,
Pâquet,

Parent,
Picard,
Poirier,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Robillard,
Shehyn,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte,
Watts.—46.

CONTRE :

Messieurs

Cameron,
Flynn,

Lynch,

Meikle et

Roberts.—5.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour, concernant les bills privés sont lus.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill pour autoriser Dame Marie-Anne-Claire Symes Maret, marquise de Bassano, à vendre

certaines propriétés immeubles ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer les Sœurs des petites écoles de *St. Germain de Rimouski* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laberge* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Laberge* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour incorporer la Congrégation des religieuses appelées " Les Sœurs des petites écoles de *Rimouski*."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'Union des commis marchands de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte incorporant l'Union des Commis Marchands de la Cité de *Montréal*."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour définir les droits, pouvoirs et privilèges de la compagnie de Prêt et Crédit Fonciers de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Mercier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour conférer à la compagnie de Prêt et Crédit Fonciers tous les droits et privilèges des sociétés permanentes de construction, dans la province de *Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour conférer certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de feu *Alexandre Maurice Delisle* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour mieux définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu *Alexandre Maurice Delisle*."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

— La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la société d'abstinence totale et de bienfaisance de Ste. Brigitte; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. St. Cyr fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte passé dans la trente sixième année du règne de Sa Majesté, et intitulé : "Acte pour incorporer la société d'abstinence totale et de bénéfice de Ste. Brigitte."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité, de l'ordre se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la *Rive Sud* et du Tunnel; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Taillon fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée; que le rapport soit maintenant reçu;

L'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. Marchand, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "le dit bill soit de nouveau renvoyé au comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender, en retranchant les premières lignes de la section 26, depuis les mots : "cette charte" au commencement, jusqu'aux mots : "et les travaux de construction" et les remplaçant par les suivants :

"Que la dite compagnie ne pourra commencer ses travaux de construction sur le dit chemin de fer que lorsqu'elle aura donné des preuves de son intention sérieuse de construire le dit Tunnel en faisant, sur le dit Tunnel, de l'ouvrage *bonâ fide* pour une somme d'au moins un million de piastres, à la satisfaction du gouvernement," soient mis à la place ;

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Charlebois,
Duhamel,
Gauthier,

Joly,
Langelier (Portneuf),
Marchand,

Molleur,
Murphy,
Rinfret dit Malouin,

Shehyn et
Tarte.—11.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Blais,
Boutillier,
Boutin,
Cameron,
Caron,
Champagne,
Chapleau,

Désautniers,
Deschênes,
Duckett,
Dupuis,
Flynn,
Fortin,
Gagnon,
Houde,
Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magan,
Marion,
Mathieu,
Meikle,
Mercier,
Nelson,

Pâquet,
Parent,
Picard,
Poirier,
Préfontaine,
Robertson,
Robillard,
St. Cyr,
Taillon et
Watts.—42.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 9 juillet 1880.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender," en ajoutant à la clause 23 les mots suivants :

"Et afin que tous tels actes soient dûment enregistrés, tous les registrateurs, dans leurs comtés respectifs recevront de et aux frais de la dite compagnie un livre contenant des copies de la formule donnée dans la dite cédule A; une copie devant être imprimée sur chaque page avec les blancs nécessaires pour chaque cas de transport, et sur la production des dits actes, ils les entreront et enrégistreront sans sommaire dans le dit livre et feront une entrée sur les dits actes et les registrateurs exigeront et recevront de la dite compagnie pour tous frais de tel enregistrement, outre les timbres voulus, cinquante centins et pas plus et le dit enregistrement sera considéré valide en loi, nonobstant tout acte ou disposition à ce contraire," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Taillon* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 9 Juillet 1880.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte concernant les enquêtes des coroners" avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte permettant à la compagnie graphique (*Graphic Company*) de diminuer le montant de son fonds social, et pour d'autres fins."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer *The Sherbrooke gas and Water Company*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer le *Racket Club*, de Québec."

Bill intitulé: "Acte incorporant la compagnie minière internationale."

Bill intitulé: "Acte pourvoyant à la meilleure protection des créanciers hypothécaires, et pour donner une plus grande publicité à la saisie et à la vente des biens immobiliers."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé: "Acte concernant les enquêtes des coroners," lequel est lu comme suit:

Page 3, ligne 4, retrancher les mots "sur le certificat du chef du Jury."

Ordonné, Que le dit amendement soit lu une seconde fois, lundi prochain.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Taillon,—la pétition de D. A. Hamel et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

De MM. Rolland et fils; demandant de l'aide pour la publication du "Journal de l'Education."

L'Honorable M. Beaubien, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre:

Bill pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St. Jean.

M. Duhamel, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre:

Bill pour amender l'acte d'incorporation du collège Presbytérien de Montréal;

Bill pour autoriser l'Union St. Joseph de St. Joseph de Lévis, à réduire et commuer les secours qu'elle paie;

Bill pour autoriser la vente de certains immeubles substitués par le testament de feu Charles Smith, junior, et pour d'autres fins;

Bill pour amender l'acte incorporant la compagnie de sucre de betterave de la province de Québec, et pour ratifier un règlement de la partie Ouest du township de Farnham;

Bill pour confirmer l'acte du parlement fédéral, 41 Victoria, chap. 41, intitulé: "Acte pour incorporer la société de construction du comté d'Hochelaga comme société de construction permanente, et pour d'autres fins."

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette Province 31 Vict., chap. 9, intitulé: "Acte concernant le département du trésor, et les revenus, dépenses et comptes publics."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Secrétaire Provincial Piquet présente, en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juillet 1878, demandant:

1. Copie du contrat d'acquisition, par le gouvernement de la ci-devant province du Canada, du terrain où est érigée la cour du district judiciaire de Kamouraska.

2 La liste des hypothèques existant alors sur le dit terrain, donnant le nom des créanciers, et le montant payé à chacun d'eux.

3. Un état des débentures émises par le gouvernement du Canada pour l'acquisition du terrain et de la bâtisse, pour la cour et la prison du dit district de *Kamouraska*.

4. Un état du coût de construction de la dite cour et prison, ainsi que pareil état pour sa construction en 1863 et 1864.

5. Un état des dépenses d'entretien de la dite cour depuis sa construction.

6. Un état des sommes perçues par les taxes et les licences imposées dans le dit district pour le fonds de bâtisses et de jurés jusqu'au 30 juin dernier.

7. Un état des sommes payées sur les dites débentures et intérêts, démontrant combien il reste dû sur les dites débentures, si aucune somme est encore due, sinon combien il a été perçu de plus que le montant des dites débentures.

8. Un résumé ou compte de grand livre de l'état du fonds de bâtisses et de jurés du dit district, le 30 juin dernier, donnant par chaque année le revenu de chaque source et les dépenses du dit fonds.

9. Un état pour l'année fiscale dernière, des sommes perçues pour le dit fonds, donnant le montant versé par chaque officier employé à la perception du dit fonds ou personne qui y a versé quelque montant. (Documents de la session No. 42.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 5 juillet 1880, demandant : copies de tous rapports, ordres en conseil, ou autres documents, le tout concernant le chemin de fer de *Québec* au *Lac St. Jean*, depuis le 2 mars 1878, jusqu'à ce jour. (Documents de la session No. 43.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant : copies de tous ordres en conseil, correspondance et documents relatifs à des emprunts temporaires ou permanents, effectués ou projetés, depuis le 1er novembre dernier au 4 juin courant. (Documents de la session No. 44.)

M. Gagnon, secondé par M. Poirier, propose que la Chambre s'ajourne maintenant ;

Et des débats s'ensuivant ;

La dite motion, du consentement de la Chambre, est retirée.

M. le Trésorier *Robertson*, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant Gouverneur approuve les résolutions concernant les licences proposées par l'Honorable Trésorier de la province, et les recommande à la considération de l'Assemblée Législative.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 30 juin 1880.

Sur motion de M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, Résolu, Que cette Chambre, se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu. Qu'en addition à un honoraire de une piastre, sur l'octroi de chaque licence, les droits compris dans le tarif suivant, seront payables par celui qui la demande, à l'inspecteur des licences, avant qu'aucune des différentes licences mentionnées dans la loi des licences de *Québec* de 1878, tel que amendée par la présente résolution, ne soit accordée :

1. Pour chaque licence d'auberge, et pour y vendre des liqueurs enivrantes :
 - a. Dans la cité de *Montréal*, deux cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre de quatre cents piastres ; trois cents piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre de huit cents piastres ; et quatre cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres ou plus ;
 - b. Dans la cité de *Québec*, cent vingt-cinq piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est moindre de deux cents piastres ; et cent cinquante piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est de deux cents à quatre cents piastres ; et deux cent cinquante piastres si ce loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres ou plus ;
 - c. Dans toute autre cité, cent piastres ;
 - d. Dans toute ville incorporée, quatre-vingt-cinq piastres ;
 - e. Dans tout village régi par l'autorité du code municipal, soixante et dix piastres ;
 - f. Dans toute section de territoire organisé, hors de toute cité, ville ou village, cinquante cinq piastres ;
 - g. Dans tout territoire non organisé, trente-cinq piastres.
2. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un club :
 - a. Dans la cité de *Montréal*, quatre-vingts piastres ;
 - b. Dans la cité de *Québec*, cinquante piastres ;
 - c. Dans toute autre partie de la province, quarante piastres.
3. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes, dans un restaurant ou buffet de chemin de fer :
 - a. Dans la cité de *Montréal*, deux cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre de quatre cents piastres ; trois cents piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents et moindre de huit cents piastres, et quatre cents piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de huit cents piastres ou plus ;
 - b. Dans la cité de *Québec*, cent cinquante piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est moindre de quatre cents piastres ; et deux cent cinquante piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres ou plus ;
 - c. Dans toute autre cité, quatre-vingt-dix piastres ;
 - d. Dans toute ville incorporée, soixante-et-dix piastres ;
 - e. Dans toute autre partie de territoire organisé, cinquante-cinq piastres.
4. Sur chaque licence de buvette de bateau-à vapeur, pour y vendre des liqueurs enivrantes, cent cinquante piastres.
5. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes dans une taverne aux mines d'or, telle somme que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra fixer, pourvu que dans aucun cas, cette somme ne soit pas moindre de cinquante piastres.

6. Sur chaque licence de magasin de liqueurs en détail :

- a. Dans chacune des cités de *Montréal* et de *Québec*, cinquante par cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin, pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas moins de soixante-et-dix piastres ou n'excèdent pas cent cinquante piastres ;
- b. Dans toute autre cité, soixante-et-dix piastres ;
- c. Dans chaque ville incorporée, soixante piastres ;
- d. Dans toute autre partie de territoire organisé, cinquante piastres ;
- e. Dans tout territoire non organisé, vingt-cinq piastres.

7. Sur chaque licence de liqueurs en gros :

- a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*, cinquante par cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée, pourvu que dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas moins de cent piastres, ou n'excèdent pas deux cents piastres ;
- b. Dans tout autre cité, quatre-vingt piastres ;
- c. Dans toute ville incorporée, soixante-et-dix piastres ;
- d. Dans toute autre partie de territoire organisé, soixante piastres.

8. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs fermentées, embouteillées par le propriétaire de telle licence :

- a. Dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, cinquante piastres ;
- b. Dans toute autre partie de la province, quarante piastres.

9. Sur toute licence pour vendre des liqueurs pour des fins médicales, ou pour l'usage du culte divin, dans les municipalités dans lesquelles un règlement prohibitif est en force :

- a. Dans chaque cité, cinquante piastres ;
- b. Dans toute ville incorporée, vingt-cinq piastres ;
- c. Dans tout village, dix piastres ;
- d. Dans toute partie de territoire organisé, hors d'une cité, ville ou village, cinq piastres.

10. Sur chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance, pour recevoir les voyageurs et autres personnes, et pour y vendre des liqueurs de tempérance seulement, cinq piastres.

11. Pour chaque licence d'encanteur :

- a. Dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, quatre-vingt cinq piastres ;
- b. Dans toutes autres cités ou villes, soixante piastres ;
- c. Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres.

12. Pour chaque licence séparée, prise, par un encanteur pour employer un assistant, agent, serviteur, ou associé, comme crieur :

- a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*, trente-cinq piastres ;
- b. Dans toutes autres cités et villes, vingt-cinq piastres ;
- c. Dans toute autre partie de la province, quinze piastres.

13. Pour chaque licence de prêteur sur gages, cent vingt-cinq piastres.

14. Pour chaque licence de colporteur ou de porte-cassette, pour un district judiciaire seulement, vingt piastres, et pour tout district judiciaire additionnel, dix piastres.

15. Pour chaque licence de passage d'eau (*traverse*), la somme est fixée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sous les dispositions des articles 58 et 163, de la loi des licences de *Québec* de 1878.

16. Pour licence pour des tables de billards, autres que celles qui se trouvent dans un club :

a. Dans les cités et villes incorporées :

1. Pour chaque table de billard, lorsque pas plus de deux tables sont tenues par la même personne et dans le même bâtiment, quarante piastres ;
2. Lorsqu'il y en a plus de deux, pour une troisième et quatrième table, vingt piastres chacune ;
3. Pour une cinquième et une sixième table, quinze piastres chacune.
4. Et pour chaque table au delà de six, dix piastres.

b. Et dans toute autre section de territoire organisé, vingt piastres pour chaque table.

17. Pour chaque licence pour une table de billard dans un club :

- a. Dans la cité de *Montréal*, vingt piastres ;
- b. Dans la cité de *Québec*, quinze piastres ;
- c. Dans toute autre partie de la province, dix piastres.

18. Pour chaque table de bagatelle, de trou-madame ou de mississipi, dans toute section du territoire organisé, quinze piastres.

19. Pour chaque licence pour tenir une poudrière ou pour s'en servir, cinquante piastres.

20. Pour chaque licence pour vendre de la poudre, ou en garder en vente :

a. Dans les cités de *Québec* et de *Montréal* :

1. En gros et en détail, vingt piastres ;
2. En détail seulement, huit piastres.

b. Dans toute autre cité :

1. En gros et en détail, dix piastres ;
2. En détail seulement, cinq piastres.

c. Dans toute ville incorporée :

1. En gros et en détail, cinq piastres ;
2. En détail seulement, deux piastres et cinquante centins ;

d. Dans toute autre partie établie de la province :

1. En gros et en détail, deux piastres et cinquante centins ;
2. En détail seulement, une piastre.

21. Pour chaque licence pour ouvrir ou exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou une caravane d'animaux sauvages ;

a. Dans les cités de *Québec* et de *Montréal*, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, deux cents piastres par chaque jour de représentation ou exhibition ; et pour chaque exhibition adjointe (*side show*), vingt piastres pour chaque jour.

b. Dans les autres parties de la province, cent piastres par chaque jour ; et chaque exhibition adjointe (*side show*), dix piastres pour chaque jour.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Church fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Church, fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, Qu'en addition à un honoraire de une piastre, sur l'octroi de chaque licence, les droits compris dans le tarif suivant, seront payables par celui qui la demande, à l'inspecteur des licences, avant qu'aucune des différentes licences mentionnées dans la loi des licences de Québec de 1878, tel que amendée par la présente résolution, ne soit accordée :

1. Pour chaque licence d'auberge, et pour y vendre des liqueurs enivrantes :
 - a. Dans la cité de *Montréal*, deux cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre de quatre cents piastres ; trois cents piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre de huit cents piastres ; et quatre cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres ou plus ;
 - b. Dans la cité de *Québec*, cent vingt-cinq piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est moindre de deux cents piastres ; et cent cinquante piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est deux cents à quatre cents piastres ; et deux cent cinquante piastres si ce loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres ou plus ;
 - c. Dans toute autre cité, cent piastres.
 - d. Dans toute ville incorporée, quatre vingt cinq piastres ;
 - e. Dans tout village régi par l'autorité du code municipal, soixante et dix piastres ;
 - f. Dans toute section de territoire organisé, hors de toute cité, ville ou village, cinquante cinq piastres ;
 - g. Dans tout territoire non organisé, trente-cinq piastres.
2. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un club :
 - a. Dans la cité de *Montréal*, quatre-vingts piastres ;
 - b. Dans la cité de *Québec*, cinquante piastres ;
 - c. Dans toute autre partie de la province, quarante piastres.
3. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes, dans un restaurant ou buffet de chemin de fer :
 - a. Dans la cité de *Montréal*, deux cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du lieu pour lequel cette licence est demandée est moindre de quatre cents piastres ; trois cents piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents et moindre de huit cents piastres, et quatre cents piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de huit cents piastres ou plus ;
 - b. Dans la cité de *Québec*, cent cinquante piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est moindre de quatre cents piastres ; et deux cents cinquante piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres ou plus ;
 - c. Dans toute autre cité, quatre-vingt-dix piastres ;
 - d. Dans toute ville incorporée, soixante-et-dix piastres ;
 - e. Dans toute autre partie de territoire organisé, cinquante-cinq piastres.
4. Sur chaque licence de buvette de bateau-à-vapeur, pour y vendre des liqueurs enivrantes, cent cinquante piastres.
5. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes dans une taverne aux mines d'or, telle somme que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra fixer, pourvu que dans aucun cas, cette somme ne soit pas moindre de cinquante piastres.

6. Sur chaque licence de magasin de liqueurs en détail :
 - a. Dans chacune des cités de *Montréal* et de *Québec*, cinquante par cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin, pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas moins de soixante-et-dix piastres ou n'excèdent pas cent cinquante piastres ;
 - b. Dans toute autre cité, soixante-et-dix piastres ;
 - c. Dans chaque ville incorporée, soixante piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de territoire organisé, cinquante piastres ;
 - e. Dans tout territoire non organisé, vingt-cinq piastres.
7. Sur chaque licence de liqueurs en gros :
 - a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*, cinquante par cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée, pourvu que dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas moins de cent piastres, ou n'excèdent pas deux cents piastres ;
 - b. Dans tout autre cité, quatre-vingt piastres ;
 - c. Dans toute ville incorporée, soixante-et-dix piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de territoire organisé, soixante piastres.
8. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs fermentées, embouteillées par le propriétaire de telle licence :
 - a. Dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, cinquante piastres ;
 - b. Dans toute autre partie de la province, quarante piastres.
9. Sur toute licence pour vendre des liqueurs pour des fins médicales, ou pour l'usage du culte divin, dans les municipalités dans lesquelles un règlement prohibitif est en force :
 - a. Dans chaque cité, cinquante piastres ;
 - b. Dans toute ville incorporée, vingt-cinq piastres ;
 - c. Dans tout village, dix piastres ;
 - d. Dans toute partie de territoire organisé, hors d'une cité, ville ou village, cinq piastres.
10. Sur chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance, pour recevoir les voyageurs et autres personnes, et pour y vendre des liqueurs de tempérance seulement, cinq piastres.
11. Pour chaque licence d'encanteur :
 - a. Dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, quatre-vingt cinq piastres ;
 - b. Dans toutes autres cités ou villes, soixante piastres ;
 - c. Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres.
12. Pour chaque licence séparée, prise, par un encanteur pour employer un assistant, agent, serviteur, ou associé, comme crieur :
 - a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*, trente-cinq piastres ;
 - b. Dans toutes autres cités et villes, vingt-cinq piastres ;
 - c. Dans toute autre partie de la province, quinze piastres.
13. Pour chaque licence de prêteur sur gages, cent vingt-cinq piastres.
14. Pour chaque licence de colporteur ou de porte-cassette, pour un district judiciaire seulement, vingt piastres, et pour tout district judiciaire additionnel, dix piastres.
15. Pour chaque licence de passage d'eau (traverse), la somme est fixée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sous les dispositions des articles 58 et 163, de la loi des licences de *Québec* de 1878.

16. Pour licence pour des tables de billards, autres que celles qui se trouvent dans un club :

a. Dans les cités et villes incorporées :

1. Pour chaque table de billard, lorsque pas plus de deux tables sont tenues par la même personne et dans le même bâtiment, quarante piastres ;
2. Lorsqu'il y en a plus de deux, pour une troisième et quatrième table, vingt piastres chacune ;
3. Pour une cinquième et une sixième table, quinze piastres chacune.
4. Et pour chaque table au delà de six, dix piastres.

b. Et dans toute autre section de territoire organisé, vingt piastres pour chaque table.

17. Pour chaque licence pour une table de billard dans un club :

- a. Dans la cité de *Montréal*, vingt piastres ;
- b. Dans la cité de *Québec*, quinze piastres ;
- c. Dans toute autre partie de la province, dix piastres.

18. Pour chaque table de bagatelle, de trou-madame ou de mississipi, dans toute section du territoire organisé, quinze piastres.

19. Pour chaque licence pour tenir une poudrière ou pour s'en servir, cinquante piastres.

20. Pour chaque licence pour vendre de la poudre, ou en garder en vente :

a. Dans les cités de *Québec* et de *Montréal* :

1. En gros et en détail, vingt piastres ;
2. En détail seulement, huit piastres.

b. Dans toute autre cité :

1. En gros et en détail, dix piastres ;
2. En détail seulement, cinq piastres.

c. Dans toute ville incorporée ;

1. En gros et en détail, cinq piastres ;
2. En détail seulement, deux piastres et cinquante centins ;

d. Dans toute autre partie établie de la province :

1. En gros et en détail, deux piastres et cinquante centins ;
2. En détail seulement, une piastre.

21. Pour chaque licence pour ouvrir ou exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou une caravane d'animaux sauvages ;

a. Dans les cités de *Québec* et de *Montréal*, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, deux cents piastres par chaque jour de représentation ou exhibition ; et pour chaque exhibition adjointe (*side show*), vingt piastres pour chaque jour.

b. Dans les autres parties de la province, cent piastres par chaque jour ; et chaque exhibition adjointe (*side show*), dix piastres pour chaque jour.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Robertson*, ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte des licences de *Québec*, 1878, (41 *Victoria*, chap. 3,) et les actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

M. le Commissaire *Flynn*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Lynch*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les mines en cette province.

M. le Commissaire *Flynn*, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que toute personne qui, jusqu'à ce moment, a obtenu par lettres patentes, pour fins agricoles, mais avec réserve du droit de mines par le gouvernement, un lot de terre quelconque, faisant partie des terres publiques de cette province, peut, si lui ou son représentant légal, découvre et veut exploiter une mine, acheter le droit de mines ainsi réservé par le gouvernement, en payant comptant, au commissaire des terres de la couronne, en sus du prix déjà payé pour le dit lot de terre, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme de \$2.00 l'acre, s'il s'agit de l'or ou de l'argent, et de \$1.00 l'acre, s'il s'agit du cuivre, du fer, du plomb ou d'autres métaux inférieurs.

2. *Résolu*, Que tout propriétaire de terre vendue jusqu'à ce jour par lettres patentes, ou qui le sera à l'avenir, pour fins agricoles, mais sans réserve du droit de mines par le gouvernement, peut, si lui ou son représentant légal, découvre une mine d'or ou d'argent sur telle terre, l'exploiter sans prendre de licence à cet effet, en payant au commissaire des terres de la couronne, en sus du prix déjà payé pour telle terre, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme de \$2.00 l'acre.

3. *Résolu*, Que, s'il s'agit d'un lot de terre quelconque cédé par lettres patentes depuis le 9 mars 1878, ou qui le sera à l'avenir, aux prix et conditions ordinaires, pour fins agricoles, sur lequel l'existence d'une mine de phosphate de chaux est constatée, tout acquéreur de tel lot ou son représentant légal, doit, s'il veut exploiter telle mine, payer comptant, au commissaire des terres de la couronne, une somme additionnelle suffisante pour atteindre celle de \$2.00 l'acre.

4. *Résolu*, Que toute personne acquérant par lettres patentes, à l'avenir, aux prix et conditions ordinaires, pour fins agricoles, un lot de terre quelconque sur lequel elle découvre une mine de métaux inférieurs, à l'exception du phosphate de chaux, doit, si elle ou son représentant légal, veut l'exploiter, payer au commissaire des terres de la couronne, une somme additionnelle suffisante pour atteindre celle de \$1.00 l'acre.

5. *Résolu*, Que les concessionnaires de terres octroyées gratuitement ou leurs représentants légaux, sont sujets aux dispositions des trois résolutions précédentes.

6. *Résolu*, Que toute personne qui, jusqu'à ce moment, a obtenu ou obtient à l'avenir par lettres patentes, pour l'exploitation de métaux inférieurs, un ou des lots de terres faisant partie des terres publiques de cette province, doit, si elle ou son représentant légal, découvre et veut exploiter ou faire exploiter une mine d'or ou d'argent, payer, en sus du prix déjà donné pour le dit terrain minier, au commissaire des terres de la couronne, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme de \$2.00 l'acre, si toutefois, le montant déjà payé, ne s'élève pas à cette dernière somme; et une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme, de \$2.00 l'acre, s'il s'agit du phosphate de chaux sur des lots de terres vendus depuis le 9 mars 1878, ou avant l'être à l'avenir.

7. *Résolu*, Que toute personne qui, jusqu'à ce moment, a obtenu ou obtient à l'avenir, par simple billet de location, une terre de la couronne, aux prix et conditions ordinaires, pour fins agricoles, et qui n'a pas rempli ou ne remplit pas les conditions voulues, est tenue, elle ou son représentant légal, si elle découvre sur telle terre, une mine quelconque, et veut l'exploiter, de payer une somme

additionnelle telle que mentionnée dans les 2ème, 3ème et 4ème résolutions, sinon toute vente de terre ainsi faite, peut être révoquée par le commissaire des terres de la couronne.

8. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos et d'après les conditions et formalités qu'il croit convenables, réclamer en tout temps, le droit régalien (*royalty*), sur toute terre déjà vendue, concédée ou autrement aliénée, ou qui pourra l'être à l'avenir.

Ce droit régalien (*royalty*), à moins qu'il ne soit autrement fixé par lettres-patentes ou autres titres de la couronne, consiste en une somme de $2\frac{1}{2}$ par cent, sur le poids brut de l'or ou de l'argent recueilli, et 50 centins pour et par chaque tonneau du phosphate de chaux à l'état de matière brute, aussi recueilli.

9. *Résolu*, a. Que tout propriétaire de terre, comprise dans un territoire sur lequel une personne, société ou compagnie, possède des droits de mines, pour l'or ou l'argent, en vertu d'un titre valide, peut, après avoir obtenu une licence à cet effet, et en se conformant aux autres dispositions de l'acte qui doit être passé concernant les mines, et ce, nonobstant toute loi à ce contraire, exploiter l'or ou l'argent sur telle terre, ou permettre à qui que ce soit, de les exploiter, mais telle personne, société ou compagnie, possédant les dits droits de mines, peut exiger une somme n'excédant pas $2\frac{1}{2}$ par cent sur le poids brut de l'or ou de l'argent recueilli, en sus des droits dus à la couronne.

b. Dans le cas, cependant, où, lors de la passation de l'acte qui doit être basé sur les présentes résolutions, ou ensuite, il y aurait des causes pendantes au sujet d'un droit de mines quelconque, tout propriétaire comme susdit, qui voudra exploiter une telle mine, ou tout autre exploitant, en son nom ou avec son autorisation, pourra continuer de l'exploiter, nonobstant toute loi à ce contraire, en versant le susdit montant de $2\frac{1}{2}$ par cent, entre les mains du trésorier de la province, qui est chargé de les déposer en banque, et les remettre avec les intérêts en provenant, à ceux qui y ont droit, après jugement final, moins toutefois les frais résultant de tel dépôt.

c. Pour plus de sûreté, en faveur de toute telle personne, société ou compagnie, ayant comme susdit, des droits de mines déjà acquis, tout exploitant doit fournir mensuellement, un état sous serment prêté devant l'inspecteur de la division minière à laquelle il appartient, du montant du minerai recueilli, et payer le susdit droit de $2\frac{1}{2}$ par cent, à la personne, société ou compagnie, ou leurs agents, dans le cas du paragraphe a, de la présente résolution, et au trésorier de la province dans le cas du paragraphe b, immédiatement précédent.

d. Tout exploitant, comme susdit, qui négligerait de remplir les conditions sus-décrites, est sujet à une amende de \$200 et les frais, ou à un emprisonnement n'excédant pas 6 mois, à défaut de paiement, outre l'annulation de sa licence d'exploitation par l'inspecteur de la division minière.

10. *Résolu*, Qu'il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos, de nommer les inspecteurs, agents de police ou corps de police et autres officiers jugés nécessaires, pour mettre plus effectivement à exécution la loi qui doit être passée concernant les mines, de fixer leurs titres et leurs salaires, et leur prescrire les devoirs.

11. *Résolu*, Que, lors d'une demande pour achat ou location minière, les requérants seront tenus de payer au département des terres de la couronne, le prix entier des locations minières dont ils veulent faire l'acquisition, au taux de :

1. \$1.00 l'acre, s'il s'agit de l'exploitation de métaux inférieurs, (à l'exception de phosphate de chaux) ;
2. \$2.00 l'acre, s'il s'agit de l'exploitation des mines d'or, d'argent ou du phosphate de chaux.

12. *Résolu*, Que les licences pour l'exploitation de l'or ou de l'argent, sur les terres des particuliers et les terres publiques, seront accordées pour trois mois, en payant un honoraire de \$2.00, pour exploiter sur les terres des particuliers, et \$4.00, pour exploiter sur les terres publiques.

Cependant, il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos, de substituer le droit régalien (*royalty*), tel que mentionné dans les présentes résolutions, aux lieu et place des honoraires d'une licence d'exploitation comme susdit.

13. *Résolu*, Que toute personne qui voudra se servir ou faire usage, dans ou près d'une division minière, d'autres moulins ou machines que de ceux qui fonctionnent à la main, pour broyer ou éraiser le quartz ou en tirer l'or ou l'argent, par le procédé du broyage ou du bocardage, de l'amalgamation ou autrement, sera tenue de prendre au préalable, une licence spéciale à cet effet, sur paiement d'un honoraire de \$5.00, valable pour trois mois.

14. *Résolu*, Que toute personne occupant sur les terres de la couronne, un *claim* qui, par suite de l'élévation des eaux ou autres causes incontrôlables, ne peut être exploité, pourra, sur paiement de \$1.00, faire enregistrer son droit à ce *claim*, au bureau de l'inspecteur de la division minière, dans le livre que l'inspecteur est obligé de tenir à cette fin, et obtenir un certificat d'enregistrement du *claim*, et exploiter ensuite ailleurs.

15. *Résolu*, Que celui qui découvre une nouvelle mine d'or ou d'argent, a droit à une licence gratuite, valable pour douze mois, pour l'occupation d'un *claim* de la plus grande étendue, tel qu'il sera prescrit dans l'acte qui doit être basé sur les présentes résolutions ou les règlements à être faits en conformité d'icelui.

16. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, faire tout règlement qu'il jugera nécessaire ou convenable, pour changer les prix, termes et conditions des licences d'exploitation, et pour augmenter le prix des locations minières.

17. *Résolu*, Que tous les droits, honoraires et amendes, perçus sous l'autorité de la loi à être passée, concernant les mines, ainsi que le prix des locations minières, à moins qu'il n'en soit autrement pourvu, feront partie du fonds consolidé du revenu de cette province, et toutes proportions de ces droits, honoraires et amendes, pourront être appliquées, de temps à autre, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à l'acquittement des dépenses encourues pour mettre la loi des mines, à exécution.

18. *Résolu*, Que le commissaire des terres de la couronne pourra, de temps à autre, et aussi souvent que les circonstances l'exigeront, offrir et mettre en vente, tel nombre de locations minières qu'il jugera à propos.

Telle vente sera faite à l'enchère publique, et à chacune d'elle, la mise à prix ou première enchère, sera fixée et déterminée par le commissaire des terres de la couronne, mais ne devra dans aucun cas, être moindre que \$2.00 par acre.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait rapport des résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que toute personne qui, jusqu'à ce moment, a obtenu par lettres-patentes, pour fins agricoles, mais avec réserve du droit de mines par le gouvernement, un lot de terre quelconque, faisant partie des terres publiques de cette province, peut, si lui ou son représentant légal, découvre et veut exploiter une mine, acheter le droit des mines ainsi réservé par le gouvernement, en payant comptant, au commissaire des terres de la couronne, en sus du prix déjà payé pour le dit lot de terre, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme de \$2.00 l'acre, s'il s'agit de l'or ou de l'argent, et de \$1.00 l'acre, s'il s'agit de cuivre, du fer, du plomb ou d'autres métaux inférieurs.

2. *Résolu*, Que tout propriétaire de terre vendue jusqu'à ce jour par lettres-patentes, ou qui le sera à l'avenir, pour fins agricoles, mais sans réserve du droit de mines par le gouvernement, peut, si lui ou son représentant légal, découvre une mine d'or ou d'argent sur telle terre, l'exploiter sans prendre de licence à cet effet, en payant au commissaire des terres de la couronne, en sus du prix déjà payé pour telle terre, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme de \$2.00 l'acre.

3. *Résolu*, Que s'il s'agit d'un lot de terre quelconque cédé par lettres-patentes depuis le 9 mars 1878, ou qui le sera à l'avenir, aux prix et conditions ordinaires pour fins agricoles, sur lequel l'existence d'une mine de phosphate de chaux est constatée, tout acquéreur de tel lot ou son représentant légal, doit s'il veut exploiter telle mine, payer comptant au commissaire des terres de la couronne, une somme additionnelle suffisante pour atteindre celle de \$2.00 l'acre.

4. *Résolu*, Que toute personne acquérant par lettres-patentes, à l'avenir, aux prix et conditions ordinaires, pour fins agricoles, un lot de terre quelconque sur lequel elle découvre une mine de métaux inférieurs, à l'exception du phosphate de chaux, doit, si elle ou son représentant légal, veut l'exploiter, payer au commissaire des terres de la couronne, une somme additionnelle suffisante pour atteindre celle de \$1.00 l'acre.

5. *Résolu*, Que les concessionnaires des terres octroyées gratuitement ou leurs représentants légaux, sont sujets aux dispositions des trois résolutions précédentes.

6. *Résolu*, Que toute personne qui, jusqu'à ce moment, a obtenu ou obtient à l'avenir par lettre patentes, pour l'exploitation de métaux inférieurs, un ou des lots de terres faisant partie des terres publiques de de cette province, doit, si elle ou son représentant légal, découvre et veut exploiter ou faire exploiter une mine d'or ou d'argent, payer, en sus du prix déjà donné pour le dit terrain minier, au commissaire des terres de la couronne, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme de \$2.00 l'acre, si toutefois, le montant déjà payé, ne s'élève pas à cette dernière somme; et une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme, de \$2.00 l'acre, s'il s'agit du phosphate de chaux sur des lots de terres vendus depuis le 9 mars 1878, ou devant l'être à l'avenir.

7. *Résolu*, Que toute personne qui jusqu'à ce moment, a obtenu ou obtient à l'avenir, par simple billet de location, une terre de la couronne, aux prix et conditions ordinaires, pour fins agricoles, et qui n'a pas rempli ou ne remplit pas les conditions voulues, est tenue, elle ou son représentant légal, si elle découvre sur telle terre, une mine quelconque, et veut l'exploiter, de payer une somme additionnelle telle que mentionnée dans les 2ème, 3ème et 4ème résolutions, sinon toute vente de terre ainsi faite, peut être révoquée par le commissaire des terres de la couronne.

8. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos et d'après les conditions et formalités qu'il croit convenables, réclamer en tout temps, le droit régalien (*royalty*), sur toute terre déjà vendue, concédée ou autrement aliénée, ou qui pourra l'être à l'avenir.

Ce droit régalien (*royalty*), à moins qu'il ne soit autrement fixé par lettres-patentes ou autres titre de la couronne, consiste en une somme de $2\frac{1}{2}$ par cent, sur le poids brut de l'or ou de l'argent recueilli, et 50 centins pour et par chaque tonneau du phosphate de chaux à l'état de matière brute, aussi recueilli.

9. *Résolu*, a. Que tout propriétaire de terre, comprise dans un territoire sur lequel une personne, société ou compagnie, possède des droits de mines, pour l'or ou l'argent, en vertu d'un titre valide, peut après avoir obtenu une licence à cet effet, et en se conformant aux autres dispositions de l'acte qui doit être passé concernant les mines, et ce, nonobstant toute loi à ce contraire, exploiter l'or ou l'argent sur telle terre, ou permettre à qui que ce soit, de les exploiter, mais telle personne, société ou compagnie, possédant les dits droits de mines, peut exiger une somme n'excédant pas $2\frac{1}{2}$ par cent sur le poids brut de l'or ou de l'argent recueilli, en sus des droits dus à la couronne.

b. Dans le cas, cependant, où, lors de la passation de l'acte qui doit être basé sur les présentes résolutions, ou ensuite, il y aurait des causes pendantes au sujet d'un droit de mines quelconque, tout propriétaire comme susdit, qui voudra exploiter une telle mine, ou tout autre exploitant, en son nom ou avec son autorisation, pourra continuer de l'exploiter, nonobstant toute loi à ce contraire, en versant le susdit montant de $2\frac{1}{2}$ par cent, entre les mains du trésorier de la province, qui est chargé de les déposer en banque, et les remettre avec les intérêts en provenant, à ceux qui y ont droit, après jugement final, moins toutefois les frais résultant de tel dépôt.

c. Pour plus de sûreté, en faveur de toute telle personne, société ou compagnie, ayant comme susdit, des droits de mines déjà acquis, tout exploitant doit fournir mensuellement, un état sous serment prêté devant l'inspecteur de la division minière à laquelle il appartient, du montant du minéral recueilli, et payer le susdit droit de $2\frac{1}{2}$ par cent, à la personne, société ou compagnie, ou leurs agents, dans le cas du paragraphe a, de la présente résolution, et au trésorier de la province dans le cas du paragraphe b, immédiatement précédent.

d. Tout exploitant, comme susdit, qui négligerait de remplir les conditions sus-décrites, est sujet à une amende de \$200 et les frais, ou à un emprisonnement n'excédant pas 6 mois, à défaut de paiement, outre l'annulation de sa licence d'exploitation par l'inspecteur de la division minière.

10. *Résolu*, Qu'il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos, de nommer les inspecteurs, agents de police ou corps de police et autres officiers jugés nécessaires, pour mettre plus effectivement à exécution la loi qui doit être passée concernant les mines, de fixer leurs titres et leurs salaires, et leur prescrire les devoirs.

11. *Résolu*, Que, lors d'une demande pour achat ou location minière, les requérants seront tenus de payer au département des terres de la couronne, le prix entier des locations minières dont ils veulent faire l'acquisition, au taux de :

1. \$1.00 l'acre, s'il s'agit de l'exploitation de métaux inférieurs, (à l'exception de phosphaté de chaux) ;

2. \$2.00 l'acre, s'il s'agit de l'exploitation des mines d'or, d'argent ou du phosphate de chaux.

12. *Résolu*, Que les licences pour l'exploitation de l'or ou de l'argent, sur les terres des particuliers et les terres publiques, seront accordées pour trois mois, en payant un honoraire de \$2.00, pour exploiter sur les terres des particuliers, et \$4.00, pour exploiter sur les terres publiques.

Cependant, il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos, de substituer le droit régalien (*royalty*) tel que mentionné dans les présentes résolutions, au lieu et place des honoraires d'une licence d'exploitation comme susdit.

13. *Résolu*, Que toute personne qui voudra se servir en faire usage, dans ou près d'une division minière, d'autres moulins ou machines que de ceux qui fonctionnent à la main, pour broyer ou écraser le quartz ou en tirer l'or ou l'argent, par le procédé du broyage ou du bocardage, de l'amalgamation ou autrement, sera tenue de prendre au préalable, une licence spéciale à cet effet, sur paiement d'un honoraire de \$5.00, valable pour trois mois.

14. *Résolu*, Que toute personne occupant sur les terres de la couronne, un *claim* qui, par suite de l'élévation des eaux ou autres causes incontrôlables, ne peut être exploité, pourra sur paiement de \$1.00 faire enregistrer son droit à ce *claim*, au bureau de l'inspection de la division minière, dans le livre que l'inspecteur est obligé de tenir à cette fin, et obtenir un certificat d'enregistrement du *claim*, et exploiter ensuite ailleurs.

15. *Résolu*, Que celui qui découvre une nouvelle mine d'or ou d'argent, a droit à une licence gratuite, valable pour douze mois, pour l'occupation d'un *claim* de la plus grande étendue, tel qu'il sera prescrit dans l'acte qui doit être basé sur les présentes résolutions ou les règlements à être faits en conformité d'icelui.

16. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, faire tout règlement qu'il jugera nécessaire ou convenable, pour changer les prix, termes et conditions des licences d'exploitation, et pour augmenter le prix des locations minières.

17. *Résolu*, Que tous les droits, honoraires et amendes, perçus sous l'autorité de la loi à être passée, concernant les mines, ainsi que le prix des locations minières, à moins qu'il n'en soit autrement pourvu, feront partie du fonds consolidé du revenu de cette province, et toutes proportions de ces droits, honoraires et amendes, pourront être appliquées, de temps à autre, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à l'acquittement des dépenses encourues pour mettre la loi des mines, à exécution.

18. *Résolu*, Que le commissaire des terres de la couronne pourra, de temps à autre, et aussi souvent que les circonstances l'exigeront, offrir et mettre en vente, tel nombre de locations minières qu'il jugera à propos.

Telle vente sera faite à l'enchère publique, et à chacune d'elle, la mise à prix ou première enchère, sera fixée et déterminée par le commissaire des terres de la couronne, mais ne devra dans aucun cas, être moindre que \$2.00 par acre.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Flynn* ait la permission d'introduire un bill concernant les mines en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu, et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill concernant les officiers publics de la province de *Québec*, étant lu ;

M. le Solliciteur-Général *Lynch*, secondé par M. le Commissaire *Flynn*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept et demie P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de ceinture de *Lachine* et de la *Pointe Claire* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Houde* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Wurtel* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour autoriser Dame *Marie Anne Claire Symes Maret*, Marquise de *Bassano*, à vendre certaines propriétés immobilières ; et après y avoir siégé quelque

temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dupuis*, fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la société St. Jean Baptiste de *Lachine*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robillard* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le Club de la Garnison de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Desaulniers* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour incorporer l'association connue sous le nom de "Le Club de la Garnison de *Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la société des Gradués de l'Université *McGill*; et après y avoir siégé quelque temps, M. *Picard* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Church*.—Dans le cas où la Législature se déterminerait à diviser le présent district judiciaire d'*Ottawa* en deux districts judiciaires, et que le conseil de comté du comté actuel de *Pontiac* procéderait à construire un palais de justice et une prison pour le nouveau district de *Pontiac*, le gouvernement accorderait-il de l'aide pour payer les frais de construction de ces édifices, et si oui, jusqu'à quel montant; ce montant serait-il payé au fur et à mesure que les travaux progresseraient, et dans quelle proportion comparée aux dépenses du comté?

Réponse de l'Honorable M. *Robertson*.—Le gouvernement accordera de l'aide pour l'érection d'un palais de justice et d'une prison dans le nouveau district du comté de *Pontiac*, jusqu'au moment de \$8,000 et si le montant pour la construction s'élève à la somme de \$24,000, il accordera une somme de \$10,000 dans la proportion d'une piastre à deux que le comté dépensera pour la dite construction au-dessous de \$24,000, mais n'excédant pas \$10,000 de contribution de la part du dit gouvernement.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité sur le bill concernant les officiers publics de la province de Québec ;

Et la question étant proposée ;

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Church fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

Le bill, pour amender l'acte des clauses générales des corporations de villes, 40 *Victoria*, chap. 29, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender l'article 556 du code de procédure civile, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duckett fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender le code de procédure civile, étant lu ;

M. Cameron, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour établir de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Lavallée.—Le gouvernement a-t-il été informé que des gisements de gravier, propres à faire du ballast, ont été découverts à *Ste. Elizabeth*, comté de *Joliette*, et s'il en est informé, est-ce son intention de prendre les mesures nécessaires pour communiquer avec ces carrières, afin d'utiliser ce gravier, pour ballaster le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—L'administration de chemin de fer s'occupe actuellement de cette question.

Sur motion de M. Picard, secondé par M. Gauthier,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, une liste de tous les arpenteurs employés aux travaux du cadastre, dans toute la province, depuis le 1^{er} de juillet 1879 au 30 juin 1880, indiquant ;

1. Leurs noms et le lieu de leur résidence ;

2. Les dates auxquelles les instructions leur ont été données, et le nom des localités où chacun d'eux a travaillé ;

3. Le montant de toutes sommes d'argent payées à chacun et les balances restant à leur être payées respectivement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. Chapleau, propose, que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la province de *Québec*, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin*, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin*, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la question étant proposée, que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'il est nécessaire de pourvoir au règlement du fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, de manière à assurer le paiement du tout, ou de toute partie qui puisse être collectée.

2. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer sous le sceau de cette province, un commissaire, pour examiner les divers montants dus au dit fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, et pour en faciliter la dite collection.

3. *Résolu*, Que la nomination de ce commissaire sera durant bon plaisir, et que son salaire pourra être fixé par ordre en conseil, et n'excédant pas trois mille dollars en sus des frais de voyage.

4. *Résolu*, Que dans les trois mois qui suivront la clôture de cette session, il sera du devoir du conseil municipal de chacune des municipalités endettées au dit fonds, d'émettre des débentures pour le montant dû par la municipalité, de telle forme et pour les montants qui seront suggérés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, lesquelles débentures seront remises au trésorier de la province de *Québec*, en règlement de la créance de la province contre cette municipalité.

5. *Résolu*, Que toute municipalité endettée comme susdit, pourra, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, faire un emprunt pour payer en argent sa dette au dit fonds.

6. *Résolu*, Qu'il sera loisible au trésorier de la province de *Québec*, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, de disposer ou vendre les dites débentures à lui remises comme susdit, en paiement du fonds consolidé d'emprunt municipal, et de placer le revenu des dites débentures au crédit du fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *LeCavalier* fait rapport des résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il est nécessaire de pourvoir au règlement du fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, de manière à assurer le paiement du tout, ou de toute partie qui puisse être collectée.

2. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer, sous le sceau de cette province, un commissaire, pour examiner les divers montants dus au dit fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, et pour en faciliter la dite collection.

3. *Résolu*, Que la nomination de ce commissaire sera durant bon plaisir, et que son salaire pourra être fixé par ordre en conseil, et n'excédant pas trois mille dollars en sus des frais de voyage.

4. *Résolu*, Que dans les trois mois qui suivront la clôture de cette session, il sera du devoir du conseil municipal de chacune des municipalités endettées au dit fonds, d'émettre des débentures pour le montant dû par la municipalité, de telle forme et pour les montants qui seront suggérés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, lesquelles débentures seront remises au trésorier de la province de *Québec*, en règlement de la créance de la province contre cette municipalité.

5. *Résolu*, Que toute municipalité endettée comme susdit, pourra, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire un emprunt pour payer en argent sa dette au dit fonds.

6. *Résolu*, Qu'il sera loisible au trésorier de la province de *Québec*, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, de disposer ou vendre les dites débentures à lui remises comme susdit, en paiement du fonds consolidé d'emprunt municipal, et de placer le revenu des dites débentures au crédit du fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le trésorier *Robertson*, ait la permission d'introduire un bill concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 12 juillet 1880.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *N. A. Hamel* et autres, de la cité de *Montréal*: demandant des amendements à la loi des licences.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour la protection des ponts de péage," auquel il demande le concours de cette Chambre.

M. *Taillon*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer "La Compagnie de chauffage par la vapeur, de *Montréal*."

Bill pour autoriser "Les Clercs paroissiaux ou Catéchistes de *St. Viateur*, à hypothéquer certains biens."

Bill pour confirmer l'acte du Parlement Fédéral, 40 *Victoria*, chap. 81, intitulé : "Acte pour incorporer la Société de Construction *St. Jacques*," comme société de construction permanente, et pour d'autres fins.

Bill pour incorporer l'institution nommée "Asile des servantes catholiques, de *Montréal*."

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au 14 courant.

M. le Solliciteur-Général *Lynch*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, soit prolongé jusqu'au quatorze de juillet courant.

Sur motion de l'Honorable M. Church, secondé par M. le Commissaire Flynn, Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour la protection des ponts de péage," soit maintenant lu la première fois.

Le bill en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 31^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour amender le code municipal de la province de Québec.

Ordonné, Que M. Duhamel ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour incorporer l'association de prêtres connue sous le nom de "Les Pères Rédemptoristes," soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour autoriser Dame Marie Anne Claire Symes Maret, marquise de Bassano, à vendre certaines propriétés immeubles ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Langelier (Montmorency), fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation du collège Presbytérien de Montréal ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Sawyer fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender le Statut de la ci-devant province du Canada, 28 Vict., chapitre 53, intitulé : Acte pour incorporer le collège Presbytérien de Montréal.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant l'Union St. Joseph, de St. Joseph de Lévis ; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Taillon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : Acte pour autoriser l'Union St. Joseph, de St. Joseph de Lévis, à réduire et commuer les secours qu'elle paie.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la vente de certains immeubles substitués par le testament de feu Charles Smith, junior, et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie de sucre de betterave et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. LeCavalier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie de sucre de betterave No. 53, de la province de Québec, et pour ratifier le règlement de la partie ouest du township de Farnham, et pour prolonger le délai mentionné dans une des clauses du dit règlement."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour confirmer l'acte du parlement fédéral, 41 Victoria, chap. 41, intitulé : " Acte pour incorporer la société de construction du comté d'Hochelaga, comme société de construction permanente, et pour d'autres fins ;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Racicot fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour confirmer l'acte du parlement fédéral, 41 Victoria, chap. 41, intitulé : " Acte pour incorporer la société de construction du comté d'Hochelaga comme société de construction permanente, et pour d'autres fins," et pour valider les dispositions du dit acte et leur donner effet."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin de fer du Lac St. Jean, étant lu ;

M. Beaudet, secondé par M. LeCavalier, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

M. Boutillier, secondé par M. St. Cyr, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots " cette Chambre se formera en le dit comité d'hui en trois mois ", soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4 des statuts de la province de Québec, appelle Ernest Racicot, écuyer, membre pour la division électorale de Missisquoi, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Rinfret dit Malouin, prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Nolleur,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Boutillier,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Robillard et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>St. Cyr.—19.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Mercier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Beaudet,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shahyn,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Watts.—28.</i>

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse le fauteuil.

La Chambre, se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Beaubien* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender les actes concernant le chemin de fer de Québec et du Lac St. Jean."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS. AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Picard*.—En vue de faciliter le repatriement, au moyen de renseignements et d'informations qui pourraient être fournis, à ceux de nos compatriotes des *Etats-Unis* qui désirent s'établir dans les *Cantons de l'Est*, et aussi en vue de procurer les mêmes avantages aux ouvriers des villes et aux cultivateurs des vieilles paroisses qui voudraient se diriger vers les mêmes cantons, le gouvernement ne croit-il point qu'il serait désirable et convenable, qu'un bureau d'information fut établi à *Sherbrooke* sous la surveillance d'un canadien-français ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement comprend toute l'importance du repatriement : ce mouvement a déjà reçu d'amples faveurs de cette législature. Le gouvernement considérera l'opportunité d'approprier à cet objet une partie de l'item de l'immigration.

Par M. Caron.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire en sorte que le règlement des réclamations du contracteur de la section Est du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ne soit effectué qu'après que les réclamations des sous-contracteurs seront réglées par le dit contracteur ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le gouvernement fera tout en son pouvoir pour protéger tous ceux qui ont des réclamations légitimes pour ouvrages faits dans la construction du chemin.

Par M. Cameron.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer la confection du cadastre dans le comté de *Huntingdon*, cette année, et ce jusqu'à ce qu'il soit complété ?

Réponse de M. le Commissaire Flynn.—Le gouvernement se propose de continuer l'ouvrage du cadastre du comté de *Huntingdon*, commençant cette année avec le township de *Dundee* ou *Godmanchester*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer du Sud-Est et pour autoriser la dite Compagnie à émettre de nouveaux bons hypothécaires," avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est et pour autoriser la dite Compagnie à émettre de nouveaux bons hypothécaires," lesquels sont lus comme suit :

La clause 8, est remplacée par la suivante :

8. Aucun des dits bons ne sera émis ou négocié et aucun transport ne sera effectué, en vertu du présent acte, jusqu'à ce que tous les bons actuellement émis par la Compagnie aient été actuellement payés et satisfaits, et les dispositions du présent acte ne pourront, en aucune manière, affecter les droits, privilèges et recours d'aucun porteur des dits bons actuellement émis, jusqu'à ce que les dits bons aient été payés et satisfaits comme susdit :

Les mots suivants sont ajoutés après le dernier mot de la clause 10.

Il est expressément déclaré par le présent acte que ni les propriétaires actuels du dit chemin ni ceux qui le deviendront en vertu du présent acte, pourront fermer ou cesser de maintenir aucune partie du dit chemin en opération.

Les mots suivants formeront la clause 11.

11. Rien dans le présent acte n'affectera en aucune manière aucunes causes maintenant pendantes devant aucune cour de justice.

Ordonné, Que les dits amendements, soient lus une seconde fois, demain.

M. Mathieu, secondé par M. Champagne, propose, que la pétition de *Charles Dorion*, magistrat de district, résidant en la ville de *Sorel*, soit renvoyée à un comité spécial chargé d'examiner la dite requête et de faire rapport sur les faits qui y sont allégués, et les conclusions de cette requête, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et que ce comité se compose de MM. *Tarte, Robillard, Watts, Boutillier* et du moteur.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parceque toute résolution pour appropriation d'argent doit être précédée d'un message du Lieutenant-Gouverneur.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Je suis d'opinion que la motion est hors d'ordre, parcequ'elle demande la création d'un comité qui sera chargé de faire rapport sur une réclamation de deniers présentée par M. *Dorion*, Magistrat de district.

" Si le rapport du comité était favorable aux prétentions de M. *Dorion*, et que la Chambre l'acceptât, le gouvernement serait forcé d'affecter une partie du revenu public pour payer cette réclamation.

" Or, la Règle 87 de cette Chambre qui réfère au 54^e et 90 sections de l'Acte Impérial, 30 *Victoria*, chap. 83, de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, dit, que la Chambre ne pourra, dans aucun cas, introduire ni passer un vote, une résolution, une adresse ou un bill ayant pour but d'affecter aucune partie du revenu public, sans avoir d'abord été recommandé par un message du Lieutenant-Gouverneur.

" Je respecte beaucoup les décisions qui sont données au parlement d'*Ottawa*, mais je ne connais pas les détails des précédents qui ont été cités.

" Je m'en tiens à la constitution, et aux règles de cette Chambre que j'ai mentionnées et cela me suffit pour déclarer la motion irrégulière, parcequ'elle n'a pas été précédée d'un message du Lieutenant-Gouverneur.

" En conséquence je la déclare hors d'ordre."

Sur motion de M. *Picard*, secondé par M. *Duckett*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous les papiers, correspondances et ordres en conseil, se rapportant à la destitution de M. *Louis Honoré Gosselin*, comme garde-forestier de la province de *Québec*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif, de cette province.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*.

Résolu, Que jusqu'à la fin de la session, le samedi soit un jour de séance et un jour du gouvernement.

Résolu, Qu'à partir de mardi prochain inclusivement, il y ait deux séances distinctes chaque jour, l'une de trois heures de l'après-midi à six heures, et l'autre de sept heures et demie jusqu'à l'ajournement.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général *Lynch*, secondé par M. le Commissaire *Flynn*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le huitième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières et dans le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 13 juillet 1880.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

Le Conseil Législatif, a passé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie de placements, de *Montréal*," avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte d'incorporation de " l'Association des Arts," de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le " *Ristigouche Salmon Club*."

Bill intitulé : " Acte autorisant la refonte des statuts généraux de la province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de la Législature de *Québec*, 31 *Victoria*., chap. 51, qui amende l'acte d'incorporation de l'Union *St. Joseph*, de *St. Jean d'Iberville*."

Bill intitulé : " Acte pour annexer une partie de la paroisse de *St. Joseph*, de *Chambly*, dans le comté de *Chambly*, à la paroisse de *St. Luc*, dans le comté de *St. Jean*."

Bill intitulé : " Acte pour annexer au comté de *Maskinongé*, à toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon* qui a été annexée à la partie de *St. Didace*, dans le diocèse des *Trois-Rivières*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette province, 42-43 *Victoria*, chap. 52, concernant la compagnie du chemin à macadamiser de la paroisse de *Laprairie*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie de placements de *Montréal*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 5.—Après le mot " province " ajouter le mot " et. "

Clause 2, ligne 6.—Après le mot " foncières " retrancher tous les mots jusqu'à la fin de la clause.

La clause 4 est retranchée.

Les clauses 5, 6 et 7 deviennent les clauses 4, 5 et 6.

Ce qui suit devient la clause 7.

7. Cet acte deviendra en force le jour de sa sanction.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois demain.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Taillon.—La pétition de *John F. Warren* et autres, aubergistes de la cité de *Montréal* ; et la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *St. Hyacinthe* et autres.

Par M. St. Cyr.—La pétition de *Jérémie Verret*, de la paroisse de *St. Ambroise*.

Par M. Houde.—la pétition du Révérend *Thos. Martel* et autres, du district électoral de *St. Maurice*.

Par M. le Secrétaire Provincial *Piquet*,—la pétition du Révérend *J. D. Déziel* et autres, de la ville de *Lévis*.

Ordonné, Que la pétition de *Jérémie Verret*, de la paroisse de *St. Ambroise*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition demandant une enquête sur la conduite de la compagnie du chemin de fer du *Lac St. Jean*, à son égard, est reçue et lue.

L'Honorable M. Mercier, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quinziesme rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour changer le nom du " Collège de *Monnoir*," en celui de "Petit Séminaire de *Ste. Marie de Monnoir*," et pour d'autres fins, et il y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Le promoteur du bill pour définir d'une manière certaine les limites de la paroisse de *Ste. Anne*, dans le comté de *Montmorency*, ayant déclaré à votre comité, qu'il désire retirer son bill, votre comité recommande que permission lui soit

donnée de retirer le dit bill ; et que les cent piastres payées au greffier du comité des bills privés soient remises au dit promoteur, moins les frais d'impression et de traduction du dit bill.

L'Honorable M. *Ross*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Lynch*, propose que l'honoraire de cent piastres payé sur le bill pour incorporer le "*Racket Club*," de *Quebec*, soit remis ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Boutillier,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—19.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Langelier (Montmorency) Préfontaine,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Church,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Lafontaine (Napierville) Mercier,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>St. Cyr et</i>
<i>Duckett,</i>	<i>Lacallée,</i>		<i>Taillon.—32.</i>

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Loranger* ait la permission d'introduire un bill pour donner plus d'efficacité à la loi du cadastre concernant les bureaux d'enregistrement et leur inspection.

M. le Procureur-Général *Loranger* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ce bill, il le recommande à la considération de la Chambre.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Secrétaire Provincial *Paquet*, présente en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 10 juin 1880, demandant : Copie de la correspondance échangée entre le surintendant de l'instruction publique, l'inspecteur *McMahon*, *Alphonse Lozeau* et autres, au sujet de l'examen des livres et des comptes de *C. E. Germain*, écrivain, secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de *St. Vincent de Paul*, dans le comté de *Laval*, ainsi que de tout ordre donné à ce sujet par le dit surintendant à l'inspecteur *M. McMahon*, au secrétaire-trésorier et aux commissaires. Copie du rapport du dit inspecteur et de tous documents relatifs à l'enquête faite à ce sujet ; copie du jugement du dit surintendant, et généralement, copies de tous documents se rattachant à cette affaire. (Documents de la session No. 45.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 juillet 1880, demandant : Copies de toutes requêtes, pétitions, correspondances, plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la cour des commissaires pour

la décision sommaire des petites causes, pour la paroisse de *St. Jean Deschail-
lons*, dans le comté de *Lotbinière*, depuis le 1er novembre dernier, 1879. (Docu-
ments de la session No. 46).

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 juin 1880,
demandant : 1o. Un état indiquant le nombre de cas pour infraction au statut
concernant la loi criminelle, portés devant le Magistrat de district, nommé pour
le district de *Trois-Rivières*, pendant un an, à compter du 20 juillet 1877.

2o. La matière du cas.

3o. Le nombre de causes instruites devant ce magistrat, durant la même
période, concernant les infractions à l'acte des licences de cette Province.

4o. Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le percep-
teur du Revenu du dit district, concernant la difficulté de faire exécuter la dite
loi des licences dans le dit district, depuis le 20 juillet 1878.

5o. Copie de tout document concernant la nomination d'un magistrat ayant
les pouvoirs de deux juges de paix, ou autre officier, ayant les mêmes pouvoirs,
pour le district susdit, y comprenant requête, projet d'ordre en conseil, etc.

6o. Un état indiquant le nombre et la nature des causes instruites devant la
cour du Banc de la Reine, siégeant au criminel, dans le dit district, annuellement
depuis 1877 jusqu'à 1879 inclusivement ; le dit état faisant voir aussi le montant
dépensé par le gouvernement pour frais d'administration de la justice devant la
dite cour, y compris les frais de shérif, les frais d'assignation des jurés, le mou-
tant payé à ces derniers, le montant payé aux substitués du Procureur-Général
et autres frais pendant chacune des dites années ;

7o. Un état indiquant le montant des dépenses et des revenus du gouverne-
ment provenant de l'acte des licences, pendant les dites années de 1877 à 1879
inclusivement et depuis le 1er janvier dernier jusqu'à aujourd'hui. (Documents
de la session No. 47).

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 23 juin 1880,
demandant : Copies de tous rapports qui n'ont pas encore été soumis à cette
Chambre, faits par *M. Peterson*, depuis le 1er mars 1880, sur la localisation du
chemin de fer du Nord. (Documents de la session No. 48.)

M. le Trésorier Robertson, secondé par l'Honorable *M. Chapleau*, propose,
Que la Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération
certaine résolution proposée, concernant les employés permanents du Conseil
Législatif et de l'Assemblée Législative de cette province, la Chambre se divise,
et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

Résolu, 1. Que, lorsqu'une réduction sera faite des traitements des employés
permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, il leur sera payé
par le gouvernement, en sus du traitement et de la rémunération qui seront
payés, ci-après, à tels employés, tel pourcentage qui sera nécessaire pour permettre
à ces employés de rencontrer le montant requis pour le fonds de retraite établi
par l'acte de cette province, 40 Victoria, chapitre 10, de manière à assurer aux dits
employés les droits qu'ils auront acquis en vertu du dit acte.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Racicot fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Racicot, fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

Résolu, 1. Que, lorsqu'une réduction sera faite des traitements des employés permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, il leur sera payé par le gouvernement, en sus du traitement et de la rémunération qui seront payés, ci-après, à tels employés, tel pourcentage qui sera nécessaire pour permettre à ces employés de rencontrer le montant requis pour le fonds de retraite établi par l'acte de cette province, 40 *Victoria*, chapitre 10, de manière à assurer aux dits employés des droits qu'ils auront acquis en vertu du dit acte.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, M. le Trésorier Robertson, ait la permission d'introduire un bill concernant les employés permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. le Trésorier Robertson, secondé par l'Honorable M. Chapleau, propose que le dit bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. l'Orateur, et de M. le Procureur-Général Lorange, M. le Commissaire Flynn, M. le Trésorier Robertson, l'Honorable M. Joly, l'Honorable M. Mercier et l'Honorable M. Beaubien, pour prendre le dit bill en considération et en faire rapport à cette Chambre.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de M. Mathieu, secondé par M. Fortin,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

L'Honorable M. Beaubien, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill incorporant " la Compagnie de tunnel du fleuve St. Laurent."

Bill pour incorporer " La Compagnie du chemin de fer Union Jacques-Cartier."

Bill pour incorporer " La Compagnie du chemin de fer St. Jean à Sorel."

Bill incorporant la " Colonial Gold Mining Company."

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill suivant sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Roch Pamphile Vallée au nombre de ses membres."

Et alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie, P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. *Langelier*,—la pétition de *L. P. Pelletier*, écuyer, avocat, des *Trois-Pistoles*.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant les officiers publics de la province de *Québec*, étant lu ;

M. le Solliciteur-Général *Lynch*, secondé par M. le Commissaire *Flynn*, propose, que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots, "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'y insérer une clause à l'effet de réduire les salaires de tous les employés publics qui reçoivent un traitement fixe de plus de mille piastres par année, d'une manière juste et équitable, afin de faire contribuer ces employés à la diminution des dépenses dans la même proportion que les employés, mentionnés dans ce bill, sont appelés à contribuer à l'augmentation de nos revenus," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,

Irvine,
Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Parent,
Langelier (Portneuf),

Marchand,
Meikle,
Nelson,
Poirier,
Rinfret dit Malouin,
Ross et
Watts.—18.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,

Church,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,

LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Nathieu,
Murphy,

Piquet,
Picard,
Racicot,
Robertson,
St. Cyr et
Taillon.—27.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots, "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher la troisième clause," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher la clause 3.

Résolu, Que cette Chambre immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Church fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Church fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu :

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur soumet maintenant à l'Assemblée Législative les estimés supplémentaires de la province de *Québec*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881 ; et en conformité des dispositions de la 54^e clause de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée Législative. (Documents de la session No. 1).

Ordonné, Que ces estimés supplémentaires soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, alors, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école polytechnique, *Montréal* ; pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication du journal de l'instruction publique, version française, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication du journal de l'instruction publique, version anglaise, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la traduction en français des troisième et quatrième rapports de la société d'horticulture, de *Montréal* ; pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de chemins de colonisation, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la construction d'une maison d'école à *Hull*, (pour remplacer celle qui a été détruite par un incendie) pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux ateliers pour les aveugles, asile Nazereth, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec la Faculté Médicale de l'Université Laval, *Montréal*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice St Joseph de la Délivrance, *Lévis*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour frais de route payés en plus aux membres pour leur retour après l'ajournement de la législature en octobre dernier, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Church fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Church fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école polytechnique, *Montréal*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication du journal de l'instruction publique, version française, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication du journal de l'instruction publique, version anglaise, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la traduction en français des troisième et quatrième rapports de la société d'horticulture, de *Montréal*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de chemins de colonisation, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la construction d'une maison d'école à *Hull*, (pour remplacer celle qui a été détruite par un incendie) pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux ateliers pour les aveugles, asile Nazareth, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, en rapport avec la Faculté Médicale de l'Université Laval, *Montréal*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice St. Joseph de la Délivrance, *Lévis*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour frais de route payés en plus aux membres pour leur retour après l'ajournement de la législature en octobre dernier pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Church, informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : Acte concernant les enquêtes des coroners, étant lu ;

Le dit amendement, est en conséquence, lu une seconde fois et adopté
Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant les mines en cette province, étant lu ;

M. le Commissaire *Flynn*, secondé par l'Honorable M. *Church*, propose que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle *Michel Mathieu*, écuyer, membre pour le district électoral de *Richelieu*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Mathieu* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*.
Ordonné, Que les débats soit ajournés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 14 juillet 1880.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Mathieu*.—La pétition de "*The Canada Gold Company*," limitée.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *St. Hyacinthe* et autres,—et du Révérend J. D. *Déziel* et autres, de la ville de *Lévis* ; demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

De *John F. Warner* et autres, hôteliers de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à la loi concernant les tables de billards et licences d'auberges.

M. *Houde*, secondé par M. *Desaulniers*, propose que la pétition du Révérend *Ths. Martel* et autres, de la division électoral de *St. Maurice* ; soit maintenant reçue et lue.

Et objection étant faite que cette pétition n'est pas dans l'ordre et ne peut être reçue.

M. l'Orateur décide comme suit :

" La pétition qui est maintenant devant la Chambre, demande la création d'un bureau d'enregistrement, dans le comté de *St. Maurice*, ou en d'autres termes, la division du bureau d'enregistrement actuel. Il est contraire à la constitution

et aux règles de cette Chambre, de présenter une pétition qui aurait pour but ou pour résultat d'affecter la *moindre partie* du revenu public, sans avoir été d'abord recommandée par un message du Lieutenant-Gouverneur.

Voir les clauses 54 à 90 de l'acte impérial, 30 *Victoria*, chap. 3 (l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867)—aussi la règle 87 de cette Chambre.

La pétition qui est maintenant présentée, a-t-elle pour but ou aura-t-elle pour résultat d'affecter une *partie quelconque* du revenu public ? Evidemment oui.

On demande la création d'un bureau d'enregistrement.

La création de ce bureau devra nécessairement entraîner une dépense de deniers.

Il est bien vrai, qu'une partie de cette dépense, et je devrais dire la plus grande, sera à la charge du comté ; mais d'un autre côté, le trésor de la province sera obligé de déboursier la somme d'argent nécessaire pour l'installation des officiers de ce bureau et aussi une somme d'environ trois cents piastres, pour l'achat des livres qui devront servir comme registre, index, journal ou mémoire, "voir la section 67 du chap. 37 des statuts refondus du *Bas-Canada*," qui dit que le coût de ces livres sera payé sur les deniers non affectés entre les mains du receveur général.

Ainsi il ne peut y avoir aucun doute que la pétition a pour objet et aura pour résultat, si on en accepte les conclusions, d'affecter une partie du revenu public ; et elle n'est pas accompagnée de la recommandation royale.

Elle est donc contraire à l'esprit de notre constitution, contraire aux règles de cette Chambre, et contraire à la pratique suivie en Angleterre.

A la page 545 de May, Edition de 1863, cette règle et cette pratique sont clairement définies ; à la page suivante il ajoute :

"And this rule is extended by the uniform practice of this House, to any motion which, though not directly proposing a grant, involves the expenditure of public money."

Pour ces raisons, je considère que cette pétition est irrégulière, hors d'ordre, et qu'elle ne peut être reçue par cette Chambre. Je la déclare donc hors d'ordre.

M. *Watts*, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les divers bills pour amender le code municipal qui lui ont été référés ;

Votre comité a réuni en un seul bill les dispositions de ces bills qu'il a jugées nécessaires, ainsi que certaines autres dispositions que votre comité croit devoir aussi être adoptées.

Le dit bill ainsi refondu est rapporté avec le présent rapport, et votre comité en recommande instamment l'adoption.

L'Honorable M. *Mercier*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *St. Jean* et les actes l'amendant ;

Bill pour amender l'acte 27 *Victoria*, chap. 10, section 7 ;

Bill pour lever tous doutes sur la nature du legs de certains biens immobiliers, institués par les testaments et codiciles de feu *Alfred Pinsonneault*, en faveur de *Alfred Charles Pinsonneault*.

Le promoteur du bill pour amender l'acte incorporant la ville de *Longueuil*, ayant déclaré à votre comité qu'il désire retirer son bill, votre comité recom-

mande que permission lui soit donnée de retirer le dit bill; et que les cent piastres, payées au greffier du comité des bills privés, soient remises au dit promoteur, moins les frais d'impression et de traduction du dit bill.

Votre comité désire recommander que les différentes sommes d'argent, payées par les parties qui ont introduit des bills privés, pour traduction et correction des épreuves, et maintenant entre les mains du greffier de ce comité, ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises pour distribution, aux chefs des traducteurs français et anglais, et qu'un honoraire de cinq pour cent sur ces sommes soit payé au greffier du comité des bills privés, conformément à la pratique suivie depuis plusieurs années.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que le bill consolidé du code municipal soit réimprimé tel qu'amendé.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill concernant le collège presbytérien de *Montréal* soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill amendant l'acte d'incorporation de l'association des arts de *Montréal*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill intitulé : Acte annexant au comté de *Maskinongé*, à toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*, qui se trouve dans le comté de *Berthier*, soit remis, cet honoraire ayant été payé par erreur, ce bill en question étant un bill public.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour incorporer l'Union des commis-marchands, de *Montréal*, soit remis moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender l'acte incorporant la société d'abstinence totale et de bénéfice de *Ste. Brigitte* soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 28 *Victoria*, chap. 13, amendant le chap. 68 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les compagnies d'Assurance Mutuelle.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province 33 *Vict.*, chap. 32, concernant l'empierrement des chemins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que les règles de cette Chambre sont suspendues en ce qu'elles concernent le bill pour confirmer le nom de *L. P. Pelletier*, écuyer, avocat des *Trois-Pistoles*.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Langelier* ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres payé pour le bill pour incorporer les sœurs des petites écoles de *Rimouski* soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,
Résolu, Que le Trésorier de la province soit autorisé à dépenser, sur les appropriations faites par cette Chambre pour le service public, telle somme ou sommes d'argent que les besoins du service public requièrent absolument, en attendant que le bill des subsides soit passé, n'excédant pas en tout la somme de cent mille piastres ; la dite somme devant être portée au crédit des subsides votés pour cette fin du service civil auquel cette somme d'argent doit être appliquée. Cette Chambre s'engage de lui en tenir compte et de lui en faire bon, par l'acte des subsides devant être passé à la présente session.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de (\$36,925) trente six mille neuf cent vingt cinq piastres, pour couvrir les dépenses de l'année expirée le trentième jour de juin dernier (1880) et la somme de (\$1,668,285) un million six cent soixante-huit mille deux cent quatre-vingt cinq piastres, pour couvrir les dépenses durant l'année finissant le trentième jour de juin prochain, mil huit cent quatre-vingt un, soient accordées, sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

M. *Mathieu* informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité aujourd'hui, à sa seconde séance.

L'ordre du jour pour reprendre les débats ajournés sur la question qui a été proposée, hier, Que le bill concernant les mines en cette province, soit maintenant lu une seconde fois, étant lu ;

Et la question étant proposée,

Que la Chambre reprenne les débats ajournés.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à sept heures et demie, P. M., aujourd'hui.

Sept heures et demie, P. M.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Poirier,—la pétition de *Godefroi Grégoire* et autres, du comté de *Beauce*.

Par M. Houde,—la pétition du Révérend *F. Verville* et autres, du district électoral de *St. Maurice*.

Par M. Mathieu,—la pétition de l'Honorable *Alexandre Chaussegros de Léry* et autres.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *L. P. Pelletier*, écuyer, avocat, des *Trois-Pistoles* ; demandant la passation d'un acte pour confirmer son nom.

Ordonné, que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender de nouveau l'acte incorporant la cité de *Québec* soit remis, déduction faite des frais d'impression et de traduction.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité de nouveau sur le bill pour autoriser Dame *Marie-Anne-Claire Symes Maret*, marquise de *Bassano*, à vendre certaines propriétés immeubles substituées ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Watts* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant Dame *Marie-Anne-Claire Symes*, épouse de *Napoléon-Hugues-Charles-Marie-Ghislain Maret*, marquis de *Bassano*, héritière instituée en vertu du testament de son père, feu *George-Burns Symes*, écuyer, à changer certains placements actuellement faits."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité, de l'ordre se forme en comité sur le bill pour incorporer la Compagnie de chauffage par la vapeur de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour incorporer la Compagnie d'approvisionnement de vapeur de *Montréal*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser les Clercs Paroissiaux ou Catéchistes de *St. Viateur*, à *Joliette*, à hypothéquer certains biens ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *St. Cyr* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour ratifier tous les droits, pouvoirs et privilèges de la Société de Construction St. Jacques ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour confirmer l'acte du parlement fédéral, 40 *Victoria*, chap. 81, intitulé : Acte pour incorporer la Société de Construction St. Jacques comme Société de Construction Permanente, et pour d'autres fins, et pour valider les dispositions du dit acte en y faisant certains changements et leur donner effet."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le Refuge de la Passion de Jésus ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaudet* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour incorporer l'institution appelée l'Asile des Servantes Catholiques, de *Montréal*."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour changer le nom du collège de *Monnoir* en celui de Petit Séminaire de *Ste. Marie de Monnoir* et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour autoriser la vente de certains immeubles substitués par le testament de feu *Charles Smith*, Junior, et pour d'autres fins, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Ordonné, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Préfontaine* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du Tunnel et du fleuve St. Laurent; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Et la question, étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Nelson*, secondé par M. *Watts*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le dit bill soit de nouveau renvoyé au comité de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher les clauses 16, 18, 19 et 20," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

La question principale étant mise aux voix.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Shehyn* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer Union *Jacques-Cartier*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *St. Jean et Sorel*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "*The Colonial Gold Mining Company*;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé: Acte pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer du *Sud Est*, et pour autoriser la dite compagnie à émettre de nouveaux bons, étant lu;

M. Mathieu, secondé par M. Fortin, propose, que les dits amendements soient maintenant lus une seconde fois, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audel,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Champagne,
Chapleau,
Deschênes,
Duckett,

Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,

Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,

Picard,
Presontaine,
Racicot,
Robertson,
Robillard,
St. Cyr et
Taillon.—29.

CONTRE :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Marchand,

Meikle,
Mercier,
Nelson,
Parent,

Poirier,
Rinfret dit Malouin,
Shehyn et
Watts.—18.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les dits amendements, sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie de placements, de Montréal, étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour la protection des ponts de péage," est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé en comité de toute la Chambre, pour demain.

M. Mathieu, du comité des voies et moyens, fait rapport d'une résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté la somme de trente six mille neuf cent vingt-cinq piastres (\$36,925) pour couvrir les dépenses de l'année expirée le trentième jour de juin dernier (1880), et la somme de un million six cent soixante et huit mille deux cent quatre-vingt cinq piastres (\$1,668,285) pour couvrir les dépenses durant l'année fiscale finissant le trentième jour de juin prochain, mil huit cent quatre vingt-un, soient accordées sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

La dite résolution, étant lu une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1880 et pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1881, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question proposée hier, que le bill concernant les mines en cette province, soit maintenant lu une seconde fois, étant lu ;

Et la question étant de nouveau proposée, la Chambre reprend les débats ajournés.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle *J. Bte. Dupuis*, écuyer, membre pour le district électoral de *L'Islet*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Dupuis* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 15 Juillet 1880.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. le Commissaire *Flynn*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité, pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le fonds de pensions des instituteurs.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'il est accordé à toute personne qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement primaire, durant l'espace de dix années ou plus, et qui a atteint l'âge de soixante ans, une pension annuelle calculée d'après le traitement moyen qu'elle a reçu pendant les six années qui ont produit le chiffre le plus élevé, et n'excédant pas les taux suivants, savoir :

Si elle a servi pendant dix ans et moins de douze ans, un quart de tel traitement moyen ;

Si elle a servi pendant onze ans et moins de douze ans, onze quarantièmes du dit traitement moyen ;

Et ainsi de suite, en ajoutant un quarantième de ce traitement moyen, pour chaque année additionnelle de service, jusqu'à concurrence de quarante années de service, alors qu'une pension annuelle égale au traitement moyen qu'elle a reçu durant les six années qui auront produit le chiffre le plus élevé lui est accordée; mais aucune allocation additionnelle ne lui est accordée pour un service de plus de quarante ans.

2. *Résolu*, Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui a été employé comme tel pendant trente années révolues, quel que soit son âge, peut se retirer du service et réclamer sa pension, qui est alors des trois quarts du traitement moyen qu'il a reçu pendant les six années qui ont produit le chiffre le plus élevé.

3. *Résolu*, Que, après dix ans de service, peuvent obtenir pension, quel que soit leur âge, ceux qu'un accident grave ou une santé altérée met dans l'impossibilité de les continuer; pourvu que cet accident ou cette mauvaise santé ne sont pas le résultat d'une conduite réprouvée par la loi ou la morale.

4. *Résolu*, Que la veuve du fonctionnaire qui a obtenu ou qui a droit à une pension de retraite, en vertu des présentes résolutions, a droit à la moitié de la pension que recevait son mari ou à laquelle il aurait eu droit s'il eût vécu; pourvu que le mariage ait été contracté six ans avant la cessation des fonctions du mari comme instituteur, et tant que la veuve garde viduité.

5. *Résolu*, Que la veuve dont le mari a perdu la vie par un des cas prévus dans la résolution 4, ou par suite de cet accident, a droit aussi à la moitié de la pension qu'aurait reçue son mari.

6. *Résolu*, Que l'orphelin mineur d'un fonctionnaire qui a obtenu sa pension, ou accompli la durée du service voulu, ou qui a perdu la vie dans le cas prévu dans la résolution 4, a droit à un secours annuel, lorsque la mère est, ou décédée, ou inhabile à recueillir la pension, ou déchu de ses droits. Ce secours est, quel que soit le nombre des enfants, égal à la pension que la mère aurait obtenue ou pu obtenir, et il est payé aux enfants, jusqu'à ce que chacun d'eux ait atteint l'âge de dix-huit ans; il est partagé entre eux par égales portions et payé jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de dix-huit ans, la part de ceux qui décèderaient, ou qui auraient atteint le dit âge de dix-huit ans étant réversible sur la tête des autres.

7. *Résolu*, Que les fonctionnaires de l'enseignement primaire, sont admis à faire valoir la totalité de leurs services antérieurs pour constituer leur droit à la pension.

Cette pension n'est liquidée que pour le temps pendant lequel ces fonctionnaires ont subi la retenue.

Toutefois, il est permis à tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, de verser au fonds de pensions, la retenue exigible en vertu des présentes résolutions, pour chaque année de service immédiatement antérieure à la mise en force de l'acte qui sera passé à cet effet, pourvu que ces versements soient faits dans les cinq années qui suivent sa sanction; et dans ce cas, le fonctionnaire a droit à une pension basée sur toutes les années pour lesquelles il a fait des versements.

8. *Résolu*, Que nonobstant toute loi à ce contraire, tout instituteur dans le service actif, qui a fait des versements au fonds de pensions créé en vertu de la loi du 22 décembre 1856, peut affecter les dits versements au paiement de la retenue exigible sur les années de service antérieures à la sanction de la loi à être passée à cet effet.

9. *Résolu*, Que pour faire face aux pensions ci-haut mentionnées, une déduction ou retenue est faite sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire, à raison de deux par cent par année sur tel salaire; et les sommes ainsi versées forment partie d'un fonds spécial appelé: "fonds de pensions."

Une somme suffisante pour parfaire le montant requis pour le paiement des pensions, est ajoutée annuellement au fonds de pensions, par le trésorier de la province.

10. *Résolu*, Que pour l'instituteur, la jouissance de la pension commence du jour de la cessation de son traitement ;

Pour la veuve, le lendemain du décès de son mari, et

Pour les enfants, le lendemain du décès du père ou de la mère.

11. *Résolu*, Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, soit démissionnaire, soit destitué par le conseil de l'instruction publique ou par l'un ou l'autre de ses comités, pour une des causes prévues par la loi, perd ses droits à la pension. Il perd aussi ses versements ou retenues. S'il est remis en activité, son premier service lui est compté.

12. *Résolu*, Que le surintendant de l'instruction publique retient semi-annuellement, sur la subvention payable à chaque municipalité ou école normale, ou sur les traitements payables directement par le département de l'instruction publique, les sommes nécessaires pour acquitter la retenue sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire, à l'emploi des dites municipalités et écoles normales ; et les autorités scolaires sont autorisées à faire, sur les traitements des dits fonctionnaires, la retenue qui leur a été faite par le surintendant.

13. *Résolu*, Que les pensions sont rayées des livres du fonds de pensions, après trois ans, si elles n'ont pas été réclamées, et leur rétablissement ne donne lieu à aucun appel d'arrérages antérieurs à la réclamation.

La même déchéance est applicable aux héritiers des pensionnaires qui n'ont pas produit la justification de leurs droits, dans les trois ans qui suivent la date du décès de leur auteur.

14. *Résolu*, Que les présentes résolutions ne s'appliquent pas aux instituteurs actuellement en retraite.

15. *Résolu*, Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui se démet de ses fonctions, pour des causes approuvées par le surintendant de l'instruction publique, et qui accepte momentanément du service dans une école indépendante, ne perd pas ses droits à la pension, à la condition qu'il paie régulièrement la retenue.

16. *Résolu*, Qu'aucune pension ne doit être payée avant l'expiration de cinq années, à dater du jour de la sanction de la loi à être passée aux fins des présentes.

17. *Résolu*, Que les instituteurs ou institutrices qui décèdent dans les cinq années, après la sanction de la loi à être passée aux fins des présentes, perdent en conséquence, leurs droits à la pension, mais leurs héritiers ont droit de réclamer le montant qui a été payé au fonds de retraite par les dits instituteurs ou institutrices jusqu'à l'époque de leur décès.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. *Champagne* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne*, fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il est accordé à toute personne qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement primaire, durant l'espace de dix années ou plus, et qui a atteint l'âge de soixante ans, une pension annuelle calculée d'après le traitement moyen qu'elle a reçu pendant les six années qui ont produit le chiffre le plus élevé, et n'excédant pas les taux suivants, savoir :

Si elle a servi pendant dix ans et moins de douze ans, un quart de tel traitement moyen ;

Si elle a servi pendant onze ans et moins de douze ans, onze quarantièmes du dit traitement moyen ;

Et ainsi de suite, en ajoutant un quarantième de ce traitement moyen, pour chaque année additionnelle de service, jusqu'à concurrence de quarante années de services, alors qu'une pension annuelle égale au traitement moyen qu'elle a reçu durant les six années qui auront produit le chiffre le plus élevé lui est accordée ; mais aucune allocation additionnelle ne lui est accordée pour un service de plus de quarante ans.

2. *Résolu*, Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui a été employé comme tel pendant trente années révolues, quel que soit son âge, peut se retirer du service et réclamer sa pension, qui est alors des trois quarts du traitement moyen qu'il a reçu pendant les six années qui ont produit le chiffre le plus élevé.

3. *Résolu*, Que, après dix ans de service, peuvent obtenir pension, quel que soit leur âge, ceux qu'un accident grave ou une santé altérée met dans l'impossibilité de les continuer ; pourvu que cet accident ou cette mauvaise santé ne soit pas le résultat d'une conduite réprouvée par la loi ou la morale.

4. *Résolu*, Que la veuve du fonctionnaire qui a obtenu ou qui a droit à une pension de retraite, en vertu des présentes résolutions, a droit à la moitié de la pension que recevait son mari ou à laquelle il aurait eu droit s'il eût vécu ; pourvu que le mariage ait été contracté six ans avant la cessation des fonctions du mari comme instituteur, et tant que la veuve garde viduité.

5. *Résolu*, Que la veuve dont le mari a perdu la vie par un des cas prévus dans la résolution 4, ou par suite de cet accident, a droit aussi à la moitié de la pension qu'aurait reçue son mari.

6. *Résolu*, Que l'orphelin mineur d'un fonctionnaire qui a obtenu sa pension, ou accompli la durée du service voulu, ou qui a perdu la vie dans le cas prévu dans la résolution 4, a droit à un secours annuel, lorsque la mère est, ou décédée, ou inhabile à recueillir la pension, ou décline de ses droits. Ce secours est, quel que soit le nombre des enfants, égal à la pension que la mère aurait obtenue ou pu obtenir, et il est payé aux enfants, jusqu'à ce que chacun d'eux ait atteint l'âge de dix-huit ans ; il est partagé entre eux par égales portions et payé jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de dix-huit ans, la part de ceux qui décèderaient, ou qui auraient atteint le dit âge de dix-huit ans étant reversible sur la tête des autres.

7. *Résolu*, Que les fonctionnaires de l'enseignement primaire, sont admis à faire valoir la totalité de leurs services antérieurs pour constituer leur droit à la pension.

Cette pension n'est liquidée que pour le temps pendant lequel ces fonctionnaires ont subi la retenue.

Toutefois, il est permis à tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, de verser au fonds de pensions, la retenue exigible en vertu des présentes résolutions, pour chaque année de service immédiatement antérieure à la mise en force de l'acte qui sera passé à cet effet, pourvu que ces versements soient faits dans les cinq années qui suivent sa sanction ; et dans ce cas, le fonctionnaire a droit à une pension basée sur toutes les années pour lesquelles il a fait des versements.

8. *Résolu*, Que, nonobstant toute loi à ce contraire, tout instituteur dans le service actif, qui a fait des versements au fonds de pensions créé en vertu de la loi du 22 décembre 1856, peut affecter les dits versements au paiement de la retenue exigible sur les années de service antérieures à la sanction de la loi à être passée à cet effet.

9. *Résolu*, Que pour faire face aux pensions ci-haut mentionnées, une déduction ou retenue est faite sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire, à raison de deux par cent par année sur tel salaire ; et les sommes ainsi versées forment partie d'un fonds spécial appelé : " fonds de pensions."

Une somme suffisante pour parfaire le montant requis pour le paiement des pensions, est ajoutée annuellement au fonds de pensions, par le trésorier de la province.

10. *Résolu*, Que pour l'instituteur, la jouissance de la pension commence du jour de la cessation de son traitement ;

Pour la veuve, le lendemain du décès de son mari, et

Pour les enfants, le lendemain du décès du père ou de la mère.

11. *Résolu*, Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, soit démissionnaire, soit destitué par le conseil de l'instruction publique ou par l'un ou l'autre de ses comités, pour une des causes prévues par la loi, perd ses droits à la pension. Il perd aussi ses versements ou retenues. S'il est remis en activité, son premier service lui est compté.

12. *Résolu*, Que le surintendant de l'instruction publique retient semi-annuellement, sur la subvention payable à chaque municipalité ou école normale, ou sur les traitements payables directement par le département de l'instruction publique, les sommes nécessaires pour acquitter la retenue sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire, à l'emploi des dites municipalité et écoles normales ; et les autorités scolaires sont autorisées à faire, sur les traitements des dits fonctionnaires, la retenue qui leur a été faite par le surintendant.

13. *Résolu*, Que les pensions sont rayées des livres du fonds de pensions, après trois ans, si elles n'ont pas été réclamées, et leur rétablissement ne donne lieu à aucun appel d'arrérages antérieurs à la réclamation.

La même déchéance est applicable aux héritiers des pensionnaires qui n'ont pas produit la justification de leurs droits, dans les trois ans qui suivent la date du décès de leur auteur.

14. *Résolu*, Que les présentes résolutions ne s'appliquent pas aux instituteurs actuellement en retraite.

15. *Résolu*, Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui se démet de ses fonctions, pour des causes approuvées par le surintendant de l'instruction publique, et qui accepte momentanément du service dans une école indépendante, ne perd pas ses droits à la pension, à la condition qu'il paie régulièrement la retenue.

16. *Résolu*, Qu'aucune pension ne doit être payée avant l'expiration de cinq années, à dater du jour de la sanction de la loi à être passée aux fins des présentes.

17. *Résolu*, Que les instituteurs ou institutrices qui décèdent dans les cinq années après la sanction de la loi à être passée aux fins des présentes, perdent en conséquence, leurs droits à la pension, mais leurs héritiers ont droit de réclamer le montant qui a été payé au fonds de retraite par les dits instituteurs ou institutrices jusqu'à l'époque de leur décès.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau, ait la permission d'introduire un bill pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Judi, 15 Juillet 1880.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. Chapleau, — la pétition de B. A. T. de Montigny, ci-devant magistrat de district, et maintenant avocat de la cité et du district de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De "*The Canada Gold Company (limited)*;" demandant que le bill concernant les mines en cette province ne devienne pas loi.

M. le Secrétaire Provincial *Piquet* présente, en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 8 juillet 1880, demandant : Copies de tous les documents ayant rapport à la révocation des commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de *Ste. Scholastique*, dans le comté des *Deux-Montagnes*, dans le courant du mois de février dernier. (Documents de la session. No. 49.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 23 juin 1880, demandant : Copies de tous documents et papiers, concernant une certaine réserve faite à *James White* dans les townships de *Ditchfield* et *Spalding*, et aussi tous ordres en conseil et autres papiers, concernant la cancellation de la dite réserve. (Documents de la session, No. 50.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 31 mai 1880, demandant : un rapport constatant la date, le nombre, les causes et le coût des enquêtes faites par les coroners, durant les six mois qui ont précédé et durant les six mois qui ont suivi le 1er novembre dernier, avec copies des pièces justificatives au sujet de telles enquêtes, les noms des coroners qui les ont faites, la date du rapport fait au gouvernement, l'âge et le sexe de la personne décédée, le nom du médecin, la nature et le coût des services par lui rendus, copie de l'ordre requérant ses services et généralement toutes autres informations au sujet de telles enquêtes, telles que données dans les rapports faits par les coroners. (Documents de la session, No. 51.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE.—ET RÉPONSES.

Par M. *Meikle*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'indemniser les héritiers de *George Clunie* et autres, dans le comté d'*Argenteuil*, pour l'occupation d'un terrain par le chemin de fer *Q. M. O.* et *O.*, si oui, quand ? Aussi, de régler d'autres réclamations faites par certains propriétaires résidant dans le dit comté par rapport au dit chemin de fer, si c'est son intention, à quelle date se fera l'investigation ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Cette réclamation de *G. Clunie* est parmi celles notées par M. *Shanly* dans son rapport et dans l'appendice F 2, y annexé, comme n'étant pas reconnues par l'ex-entrepreneur, M. *D. Macdonald* le gouvernement s'occupera de cette réclamation aussi bien que de celles présentées par certains propriétaires dans le comté d'*Argenteuil* pour droit de passage, dépôts de gravier, etc., et verra à la possibilité d'y faire droit, aussitôt que possible.

Par M. *Bergevin*.—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre des mesures pour venir en aide d'une manière efficace à la compagnie des chemins macadamisés du comté de *Beauharnois* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Avant le règlement du fonds d'emprunt municipal, le gouvernement ne se croit pas en état de venir en aide à ces sociétés, mais aussitôt ce règlement effectué, le gouvernement s'occupera de la question des chemins macadamisés dont il reconnaît toute l'importance.

Sur motion de M. Préfontaine, secondé par M. Gagnon,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de la correspondance intervenue entre le gouvernement et diverses personnes de la paroisse de *Ste. Geneviève*, relativement à la révocation de l'ancienne commission de la cour des commissaires de *Ste. Geneviève*, depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel ; ainsi que copie des rapports transmis au département du secrétaire provincial par J. A. Charette, écrivain, N. P., ex-greffier de la dite cour des commissaires, en date du 20 janvier 1880.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Préfontaine,

Résolu, Que, dorénavant, le département du trésor entrera dans les comptes publics, un état démontrant le montant de la dette provinciale à la fin de chaque année fiscale, et le montant payé sur l'intérêt et le fonds d'amortissement pendant l'année.

M. Gagnon, secondé par M. Langelier (Montmorency), propose, que le Bill intitulé : "Acte pour compléter les dispositions concernant la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de Québec" soit de nouveau renvoyé à un comité général de toute la Chambre avec instruction de faire rapport sur le dit bill.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. Beaubien,

Résolu, Que cette Chambre est d'avis que la manufacture de sucre de betteraves rendrait les plus grands services à la province, en augmentant le rendement du sol, et en donnant une impulsion puissante et nouvelle à l'agriculture.

Que les promoteurs de cette entreprise dans la province et leurs associés en Europe, qui travaillent déjà, depuis quelques années à nous obtenir ce résultat, ont cru pouvoir compter que l'exemption pour dix ans de tout droit d'accise, sur le sucre de betteraves manufacturé dans la Puissance, qui avait été voté en 1873 par la Chambre de Communes du Canada, serait prolongé de manière à ce qu'on pût bénéficier de cette exemption pendant les dix premières années de la fabrication du sucre jusqu'ici retardée par des difficultés sérieuses. Qu'après des années de labeur nous en sommes venus à ce point que nous pouvons maintenant considérer l'établissement de manufactures de sucre de betteraves dans la province, comme assurées si le gouvernement fédéral veut étendre à dix ans, à partir d'aujourd'hui, l'exemption de tout droit d'accise sur le sucre de betteraves manufacturé dans la Puissance. Que cette Chambre a confiance que le gouvernement fédéral saura comprendre l'importance exceptionnelle de l'introduction de cette industrie en Canada, en accordant l'exemption demandée, et qu'elle sera unanime à applaudir à cet acte politique vraiment national.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien transmettre cette résolution à Son Excellence le Gouverneur-Général.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* présente en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 9 juin 1880, demandant : Un état du nombre des trains ou des chars spéciaux non accessibles au public en général qui ont voyagé sur le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er janvier dernier au 31 mai, aussi dernier ; le dit état indiquant l'objet pour lequel chaque train ou char a circulé, le nombre de milles qu'il a parcourus, son point de départ et d'arrivée, ce qu'il a coûté, ce qu'il a rapporté, les noms des personnes qui y ont voyagé et ce qui a été payé au gouvernement pour tels trains ou chars. [Documents de la session, No. 52.]

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 21 juin 1880, demandant : Un état des sommes dépensées pour la construction sur la section ouest du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er septembre 1878 jusqu'à ce jour ; l'état détaillé des sommes dépensées durant le même espace de temps pour le salaire, les frais de voyage et les dépenses contingentes du bureau des ingénieurs pour la dite section ouest du dit chemin de fer. [Documents de la session, No. 53.]

Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le bill pour incorporer la Société St. Jean-Baptiste de *Lachine* soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Fortin*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de toutes correspondances et autres documents relatifs aux réclamations de *Charles Dorion*, magistrat de district du district de *Richelieu*, pour salaire.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil* soit remis, déduction faite des frais d'impression et de traduction.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte autorisant le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Louis H. Pignolet* à la profession de procureur et d'avocat."

Bill intitulé : "Acte autorisant le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Hormisdas Jeannotte dit Lachapelle* au nombre de ses membres."

Bill intitulé : "Acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *George Arthur Hughes* à la pratique de procureur et d'avocat."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer le "Crédit Foncier Franco-Canadien."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement ;

Bill intitulé : "Acte concernant les compagnies incorporées en vertu des Statuts Impériaux."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province, 39 *Victoria*, chap. 12, concernant l'Economie Intérieure de l'Assemblée Législative et pour autres fins.

Bill intitulé : " Acte pour amender la charte de la cité de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie dite "*The Huronian Mining and Smelting Company*."

Bill intitulé : " Acte autorisant la vente d'une propriété immobilière substituée par feu *James Connolly*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Louis H. Pignolet*, à la profession de procureur et d'avocat," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, lignes 4 et 5, retrancher les mots " l'examen ordinaire " et les remplacer par les mots " son examen."

Clause 1, ligne 8, après le mot " spéciale " retrancher le mot " de " et le remplacer par les mots " du conseil de."

Ordonné, Que les dits amendements soient une seconde fois à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif, au bill intitulé : " Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Hormisdas Jeannotte dit Lachapelle* au nombre de ses membres," lequel est lu comme suit :

Clause 1, ligne 8, après le mot " contraire " retrancher tous les mots jusqu'à la fin de la dite clause.

Ordonné, Que le dit amendement soit lu une seconde fois à la deuxième séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *George Arthur Hughes*, à la pratique de procureur et d'avocat," lequel est lu comme suit :

Clause 1, ligne 8, après le mot " contraire " retrancher tous les mots de la dite clause jusqu'à la fin.

Ordonné, Que le dit amendement soit lu une seconde fois à la deuxième séance de la Chambre aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer le crédit foncier Franco-Canadien," lesquels sont lus comme suit :

Clause 19, ligne 4, retrancher le mot " présenter " et le remplacer par le mot " représenter ".

Clause 43, lignes 5 et 6, effacer les mots " deux personnes peuvent être directeur-conjoint."

Page 18, sous-section 6, de la section 79, après le mot " propriétaire " de la ligne 2, retrancher le mot " de ".

Clause 92, ligne 6, après le mot " d'églises ", insérer les mots " et des effets publics et des bons ou de corporations municipales et scolaires en portefeuille."

Page 21, ligne 3, après le mot " d'églises," insérer les mots " et des effets publics et des bons ou de corporations municipales et scolaires en portefeuille."

Clause 93, ligne 2, après le mot " en " retrancher le mot " cinq " et le remplacer par le mot " six ".

Les sous-sections 2, 3, 4 et 5 de clause 93, deviennent les sous sections 3, 4, 5 et 6.

Clause 93, ce qui suit devient la sous-section 2 : " 2, obligations remboursables avec primes à époque fixe d'exigibilité sans lots.

Clause 105, lignes 2, après le mot "débentures" retrancher les mots "et effets publics".

Clause 105, après le dernier mot de la dite clause, ajouter les mots "et des effets publics et des bons ou débentures de corporations municipales et scolaires en portefeuille".

Clause 108, ligne 4, après le mot "d'églises" insérez les mots "et des effets publics et des bons ou débentures de corporations municipales et scolaires en portefeuille".

Clause 109, ligne 4, après le mot "prêts" insérez les mots "et les effets publics et les bons ou débentures".

Clause 111, ligne 7, après le mot "immeubles" insérez les mots "elle peut aussi acquérir, pour la protection de ses placements, les immeubles hypothéqués en sa faveur".

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la mission de *Ste. Ursule*, pour l'année 1880. (Documents de la session No. 6.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour la protection des ponts de péage"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *St. Cyr* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour établir de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne alors.

Sept heures et demie, P. M.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De l'Honorable *Alexandre René Chaussegros de Léry* et autres; demandant que le bill concernant les mines en cette province ne devienne pas loi.

De *Godefroi Grégoire* et autres, du comté de *Beauce*; demandant qu'aucun changement ne soit fait à la régie actuelle du chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*.

Ordonné, Que M. le Procureur Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres, payé sur le bill pour incorporer la communauté religieuse connue sous le nom des "Pères Rédemptoristes," de *Ste. Anne de Beaupré* soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le bill pour changer le nom du collège de Monnoir en celui de ce Petit Séminaire de *Ste. Marie de Monnoir* et pour d'autres fins, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour établir de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes, étant lu ;

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*, propose sous forme d'amendement que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "d'hui en trois mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Champagne,
Chapleau,
Deschênes,
Duckett,

Duhamel,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

LeCavalier,
Magnan,
Marion,
Mathieu,
Pâquet,

Parent,
Picard,
Robertson,
Robillard et
Taillon.—22.

CONTRE :

Messieurs

Beaubien,
Beaudel,
Blais,
Boutillier,
Boutin,
Church,

Dupuis,
Gagnon,
Irvine,
Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville)

Loranger,
Lynch,
Marchand,
Mercier,
Nelson,

Poirier,
Préfontaine,
Racicot,
Ross et
Watts.—22.

Les voix étant également divisées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente prise inversement.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

M. *Préfontaine*, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 1118 du code de procédure civile du *Bas-Canada*, étant lu ;

M. *Préfontaine*, secondé par M. *Molleur*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

L'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Magnan*, propose, sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "d'hui à trois mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil; et M. *Gagnon* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gagnon* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant la taxe municipale, étant lu;

M. *Racicot*, secondé par M. *Bergevin*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et objection étant faite, que le bill n'est pas dans l'ordre, parce que cette mesure implique le prélèvement de taxes, et aurait dû être recommandé par un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

M. l'Orateur déclare à la Chambre qu'il donnera sa décision demain.

Le bill pour diviser le district judiciaire d'*Ottawa* en deux districts judiciaires et pour autres fins, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender les lois de l'instruction publique en cette province, concernant le dépôt de livres, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine*, fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Le bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des ouvriers, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Poirier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender le chapitre 21 de la 40^e *Vict.*, amendant et refondant les lois de la chasse en cette province, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. *Mathieu*, M. *Fortin*, M. *Watts*, M. *Church* et M. *Duhamel*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill pour détacher une certaine partie de la paroisse de *St. Hippolyte*, canton de *Watton*, comté de *Wolfe*, et l'annexer à la paroisse de *St. Camille* pour les fins électorales, municipales et scolaires, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lalonde* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 29 *Vict.*, chap. 86, incorporant la compagnie de Navigation de *Longueuil*," auquel il demande le concours de l'Assemblée Législative.

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 29 *Vict.*, chap. 86, incorporant la compagnie de Navigation de *Longueuil*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender le chapitre 15 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant l'instruction publique," est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gagnon* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Gagnon, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4, des statuts de la province de Québec, appelle Edouard Laberge, écuier, membre pour le district électoral de Châteauguay, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Laberge, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Le bill pour protéger les fromageries et les beurreries en cette Province, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Mathieu, fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Le bill pour amender le code municipal de la province de Québec, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la ville de St. Jean, et les divers actes qui l'amendent ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lafontaine (Napierville) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de St. Jean et les actes l'amendant."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 10, section 7 ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Fortin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour permettre d'étendre à plus de huit ans les termes de paiement de répartition à être imposée dans la paroisse de St. Henri des Tanneries, en rapport avec la construction de l'église, du presbytère et dépendances "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *Louis H. Pignolet* à la profession d'avocat," étant lu ;

Les dits amendements, sont en conséquence, lus une seconde fois, et adoptés.
Ordonné, Que le Greffier reporte le bill du Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *Hormidas Jeannotte dit Lachapelle* au nombre de ses membres," étant lu ;

Le dit amendement est, en conséquence, lu une seconde fois et adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *George Arthur Hughes* à la pratique de procureur et d'avocat," étant lu ;

Le dit amendement est, en conséquence, lu une seconde fois et adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par M. *Dagnon*,

Ordonné, Que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit prolongé jusqu'à lundi le 20 juillet courant, pour permettre au comité des bills privés de faire rapport sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 29 *Victoria*, chapitre 86, incorporant la compagnie de navigation de *Longueuil*."

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant les sociétés de colonisation.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Que la section 10 de l'acte de cette province, 32 *Victoria*, chap. 14, est abrogée, et remplacée par la suivante :

" 10. Toute société de colonisation devra soumettre, tous les ans, un rapport de ses opérations, et un état de ses recettes et dépenses, certifiés par une personne compétente nommée par le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, pour auditer ces comptes ; le commissaire fera exécuter des travaux sur les chemins ou ponts de colonisation ou autres améliorations qui pourront être jugées nécessaires pour promouvoir la colonisation, pour un montant égal au tiers du montant souscrit par chaque société. Ces travaux seront faits sur la demande régulière du bureau de direction de chaque société."

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Taillon fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Que la section 10 de l'acte de cette province, 32 *Victoria*, chap. 14, est abrogée, et remplacée par la suivante :

" 10. Toute société de colonisation devra soumettre, tous les ans, un rapport de ses opérations, et un état de ses recettes et dépenses, certifiés par une personne compétente nommée par le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, pour auditer ces comptes ; le commissaire fera exécuter des travaux sur les chemins ou ponts de colonisation ou autres améliorations qui pourront être jugées nécessaires pour promouvoir la colonisation, pour un montant égal au tiers du montant souscrit par chaque société. Ces travaux seront faits sur la demande régulière du bureau de direction de chaque société."

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau, ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes concernant les sociétés de colonisation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour autoriser *Alfred Pinsonneault* à vendre certains biens immeubles, étant lu ;

M. Taillon, secondé pour M. Mathieu, propose, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 16 juillet 1880.

M. Mathieu, secondé par M. Magnan, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots " cette Chambre se formera en le dit comité d'hui en trois mois " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. LeCavalier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre aujourd'hui.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour la première séance de la Chambre aujourd'hui :

Bill pour amender la loi des licences de *Québec*, 1878, 41 *Victoria*, chap. 3, et ses amendements.

Bill concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*.

Bill amendant l'acte de cette province 33 *Victoria*, chap. 32, concernant l'empiérement des chemins.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 16 Juillet 1880.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif, a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte passé dans la trente sixième année du règne de Sa Majesté, et intitulé : " Acte pour incorporer la société d'abstinence totale et de bénéfice de *Ste. Brigitte*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " *The Orford Chemical Company*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la communauté des Révérends Pères Rédemptoristes à *Sainte-Anne de Beaupré*."

L'Honorable M. *Marchand*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill du Conseil Législatif pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 29 *Victoria*, chap. 86, incorporant la Compagnie de navigation de *Longueuil*, et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*, Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'embranchement de *St. Martin*, du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

Les résolutions suivantes sont adoptées :

Attendu que par l'acte 39 *Victoria*, chapitre 2, le gouvernement de la province de *Québec* a été autorisé à construire, sous l'autorité et l'administration de trois Commissaires, le chemin de fer *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, " partant " du port de *Québec* et s'étendant depuis l'eau profonde dans le dit port *viâ* " *Montréal*, au point, dans le comté de *Pontiac*, qui paraîtra le plus avantageux " pour faire aboutir, dans la suite, le dit chemin de fer à la portion subventionnée " du chemin " *Canada central* " ;

Attendu que, par l'acte 41-42 *Victoria*, chapitre 3, le Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la province de *Québec* a été investi de tous les droits et pouvoirs conférés aux dits Commissaires, pour construire le dit chemin de fer *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* ;

Attendu que le Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics a, dans le cours de l'année 1878, donné des ordres pour faire changer le dit tracé, qui s'étend maintenant de *Québec* à *Montréal*, *viâ* *St. Martin* au lieu de la voie par *Montréal* ;

Attendu que ces travaux ont entraîné la dépense de sommes considérables, que la province serait exposée à perdre si le tracé n'était pas maintenant légalisé et maintenu ;

Attendu que le changement dans le parcours du dit chemin a troublé les arrangements financiers qui étaient intervenus entre le gouvernement et la cité de *Montréal*, et que la législature avait sanctionnés, et que la dite cité de *Montréal* pourrait prétendre que les conditions auxquelles elle aurait souscrit la somme d'un million de piastres pour la construction de la section ouest du dit chemin de fer, ont été altérées par le précédent gouvernement sans son consentement ;

Attendu que ces difficultés ont empêché, jusqu'à ce jour, de prolonger le dit chemin de fer dans les limites de la cité de *Montréal*, et ont nui au développement du trafic sur le dit chemin, et qu'il est urgent de le mettre en état de soutenir la concurrence avec les autres voies de communication :

Il est résolu :

1. Que cette portion du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, entre *St. Vincent de Paul* et la jonction de *St. Martin*, soit considérée comme une ligne permanente et comme faisant partie du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à toutes fins que de droit, de la même manière, que si ce tracé eût été autorisé par l'acte 39 Victoria, chapitre 2.

2. Que le commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, soit autorisé à conclure de nouveaux arrangements avec la cité de *Montréal* et à fixer, de concert avec la dite cité, la somme qu'elle devra payer en satisfaction des réclamations que la province possède encore contre elle, à utiliser tout terrain et tout édifice public, appartenant maintenant à la province, dans la cité de *Montréal*, ou à en acquérir d'autres sous l'autorité de l'acte général des chemins de fer et des actes relatifs au dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour amener le dit chemin de fer dans les limites de la dite cité de *Montréal*, et à dépenser les sommes d'argent nécessaires pour construire des usines, entrepôts, hangars, dépôts, soit pour un terminus isolé, soit pour le mettre en rapport avec d'autres chemins de fer de manière à ce que le dit prolongement de la ligne, et les différentes bâtisses, soient considérées comme portion intégrante du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, lesquels arrangements deviendront légaux et en force sur un décret du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Champagne* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender la loi des licences de *Québec*, 1878, (41^e Victoria, chapitre 3) et ses amendements ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Church* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour rendre authentique un acte de vente passé à *Québec* le quinzième jour de septembre 1858, consenti par *John Jones* à *John George Crébassa* et *Pierre Rémi Chevalier*, et reçu par *J. S. Hossack*, notaire," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait au bill intitulé : " Acte pour rendre authentique un acte de vente passé à *Québec*, le quinzième jour de septembre mil huit cent cinquante huit, consenti par *John Jones* à *John George Crébassa* et *Pierre Rémi Chevalier* et reçu par *John Simpson Hossack*, notaire," lequel est lu comme suit :

Après le dernier mot de la clause 4, ajouter les mots suivants : " instituées avant le 1^{er} juillet 1880, ni aucun droit acquis ou inscrit sur les immeubles

ci-dessus désignés, avant la dite vente du 15 septembre 1858, contre le dit *George Jones*, ou ses auteurs."

Ordonné, Que le dit amendement soit lu à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le bill pour déclarer et confirmer le nom de *Louis Philippe Pelletier*, écuyer, avocat, des *Trois-Pistoles*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors.

Sept heures et demie P. M.

L'Honorable *(M. Mercier)*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dix huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour déclarer et confirmer le nom de *Louis Philippe Pelletier*, écuyer, avocat, des *Trois-Pistoles*, et à l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement.

Votre comité recommande que les cent piastres payées au greffier du comité des bills privés soient remises au promoteur du bill, moins les frais d'impression et de traduction du dit bill.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour autoriser *Alfred Pinsonneault* à vendre certains biens immobiliers substitués, étant lu ;

M. LeCavalier fait rapport du bill en conséquence.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour autoriser *Alfred Charles Pinsonneault*, à vendre et aliéner certains immeubles."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, 29 Victoria, chapitre 86, incorporant la compagnie de navigation de *Longueuil* ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Watts* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour rendre authentique un acte de vente passé à *Québec* le 15 septembre 1858, consenti par *John Jones* à *John George Crébassa* et *Pierre Rémi Chevalier*, et reçu par *J. S. Mossack*, notaire," étant lu ;

Le dit amendement est, en conséquence, lu une seconde fois, et adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Piquet*, propose que, lorsque la Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, 3 heures, P. M., la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill concernant l'association des gradués de l'Université *McGill*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender l'acte 31 *Victoria*, chap. 51 intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de l'Union St. Joseph, de *St. Jean d'Iberville*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour déclarer et confirmer le nom de *Louis Philippe Pelletier*, écuyer, avocat, des *Trois-Pistoles*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Watts* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour déclarer et confirmer le nom de *Louis Philippe Pelletier*, écuyer, avocat de la cité de *Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender l'acte incorporant l'Union St. Joseph, de *St. Joseph de Lévis*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que lundi prochain, et tous les jours de la semaine, jusqu'à la fin de la session, soient jours du gouvernement pour la priorité de ses mesures, sur les ordres du jour.

Résolu, Que mardi prochain et les jours suivants, jusqu'à la fin de cette session, il y ait trois séances par jour, savoir : la première de onze heures du matin à une heure, P. M.; la seconde de trois heures à six heures, P. M., et la troisième de sept heures et demie, P. M., jusqu'à l'ajournement.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, étant lu;

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. Chapleau propose, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et des débats s'en suivant;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des statuts de la province de *Québec*, appelle *Edouard Laberge*, écuyer, membre pour le district électoral de *Châteauguay*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Laberge*, prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose, que les débats soient ajournés, la Chambre se se divise et la question est résolue dans la négative.

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose, que la Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 17 Juillet 1880.

La dite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

Et la question étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et de nouveaux débats s'en suivant ;

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. le Procureur-Général *Loranger*, Ordonné, Que les débats soient ajournés.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill pour annuler l'acte de cette province 33 *Victoria*, chap. 32, concernant l'empierrement des chemins ; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaudet* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Beaudet*, fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill concernant le barreau de la province de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Loranger*, l'Honorable M. *Langelier*, l'Honorable M. *Mercier*, M. *Mathieu* et M. *Taillon*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avoir pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée, mardi, le 13 du courant, que le bill concernant les mines en cette province, soit maintenant lu une seconde fois, étant lu ;

La Chambre reprend les dits débats ajournés.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée le 13 du courant, que le bill concernant les employés permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de cette province, soit renvoyé à un comité spécial composé de M. l'Orateur, M. le Procureur-Général *Loranger*, M. le Commissaire *Flynn*, M. le Trésorier *Robertson*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Mercier* et l'Honorable M. *Beaubien*, pour prendre le dit bill en considération et en faire rapport, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Et la question étant de nouveau mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Loranger*, M. le Trésorier *Robertson*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable M. *Beaubien*, l'Honorable M. *Irvine*, M. *Gauthier* et M. *LaBerge*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bergevin* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander qu'il ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau lundi prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 19 juillet 1880.

L'Honorable M. *Church*, secondé par M. *Gauthier*, propose que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour permettre à la Compagnie Graphic, de réduire le montant de son fonds social et pour d'autres fins, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, et la proposition est résolue dans la négative.

L'Honorable M. *Church*, secondé par M. *Gauthier*, propose, que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour incorporer "l'Association des comptables de *Montréal*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, et la proposition est résolue dans la négative.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender la loi des licences de *Québec*, 1878, 41 *Victoria*, chap. 3, et ses amendements, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender, en retranchant les mots "et le village de *Saint-Sauveur*," dans les 5e, 6e, 8e, 13e et 14e sections du dit bill, et en retranchant la section 33 du dit bill, et pour amender le tarif des émoluments dans la section 41.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Church* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre demain.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill concernant les mines en cette province, étant lu ;

M. le Commissaire *Flynn*, secondé par M. Solliciteur-Général *Lynch*, propose, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la province de *Québec*, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin*, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Meikle*.
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

M. le Procureur-Général *Loranger* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur recommande à la considération de l'Assemblée Législative les résolutions concernant l'inspection des cadastres et des bureaux d'enregistrement ;

Aussi, concernant le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska* ;

Aussi, concernant la division d'enregistrement des *Trois-Rivières* ;

Et aussi, concernant le fonds de retraite des instituteurs.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 19 juillet 1880.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Joseph Alphonse Lemay* au nombre de ses membres."

Bill intitulé : " Acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*, écuyer, quant à certaines propriétés en cette province et pour autres fins."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville d'*Iberville*, 22 *Victoria*, chap. 64, 1859."

Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les différents actes y mentionnés se rapportant aux timbres."

Et aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour définir les pouvoirs des héritiers *Quesnel* de disposer de certains biens fonds."

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant la Cour du Banc de la Reine."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la communauté religieuse connue sous le nom de les " Pères Rédemptoristes de la province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour déclarer et confirmer le nom de *Joseph Eloi de Gagné*, écuyer, marchand, de la paroisse des *Eboulements*, et pour le bénéfice de ses descendants."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant les dépôts judiciaires et autres."

Bill intitulé : " Acte incorporant l'association des comptables de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la congrégation des religieuses appelées "Les Sœurs des petites écoles, de *Rimouski*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville d'*Iberville* (22 *Victoria*, chap. 64, 1859) lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 10, après le mot " tiers " retranchez les mots suivants des lignes 10 et 11 " un nombre et en valeur " et les remplacer par les mots " en nombre ".

Clause 1, ligne 13, après le mot " poll," retranchez les mots " qui sera tenu " et insérez les mots " représentant la moitié en valeur totale des propriétés cotisées, la dite assemblée devant être tenue ainsi que le poll."

Après le dernier mot de clause 2, ajouter les mots suivants, " tout règlement fait en vertu de la première sous-section de la section 310, et de la section 322 de l'acte général des corporations de ville 40, *Victoria*, chap. 29, en tant qu'applicable à la ville d'*Iberville*, ne deviendra en force qu'après avoir été approuvé par la moitié en valeur des électeurs votant et les deux tiers en nombre aussi des électeurs votant à telle assemblée au poll."

Dans la version française, clause 1, ligne 15, au lieu de 21, lire 29.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Joseph Alphée Lemay* au nombre de ses membres " lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 3, après le mot " subi " retrancher les mots " les examens " et insérez le mot " l'examen ".

Clause 1, ligne 4, après le mot " admission," retrancher les mots " à l'étude, et."

Clause 1, ligne 4, après le mot " pratique " retrancher le mot " exigés " et le remplacer par le mot " exigé."

Clause 1, ligne 5 et 6, après le mot " subir " retrancher le mot " simultanément."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les différents actes y mentionnés se rapportant aux timbres, lequel est lu comme suit :

Après le dernier mot de la clause 8, ajouter les mots suivants : " En outre aucun honoraire ou droit ne sera dû ou exigible pour le renouvellement de l'enregistrement des actes sur lesquels un droit a déjà été imposé lors de leur premier enregistrement.

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur-testamentaire de feu *Robert Knox* écuyer, quant à certaines propriétés en cette province et pour d'autres fins," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, lignes 4 et 5, après le mot " jusqu'à," retrancher les mots " ce que tous " les," et insérer les mots " ce que chacun " des."

Clause 1, ligne 6, après le mot " susdit " retrancher le mot " aient " et insérer le mot " ait."

Ce qui suit devient la clause 3.

3. Rien de contenu dans le présent acte ne sera interprété de manière à donner au dit *Samuel Knox*, son ou ses représentants, de plus amples pouvoirs que ceux qui lui sont conférés par le dit testament, le présent acte ayant pour objet de prolonger le temps de l'exécution du dit testament seulement.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus, une seconde fois, à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne alors.

Sept heures et demie P. M.

Sur motion de M. *Audet*, secondé par M. *Lalonde*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie du rapport fait par l'ingénieur envoyé par le gouvernement sur le chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*, durant le mois dernier.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill concernant la division du département de l'agriculture et des travaux publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender la loi des licences de *Québec*, 1878 (41 *Victoria*, chapitre 3), et ses amendements, étant lu ;

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le dit rapport ne soit pas maintenant reçu mais que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en insérant après le mot " *Québec*" dans les sections 6, 8, 13 et 14 " dans la ville de *Lévis* et le village de *Lauzon*," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

Et la question, étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Joly*, secondé par M. *Boutin*, propose sous forme d'amendement, que tous mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender, en en retranchant les 15e et 16e sections et le paragraphe 9 de la section 17," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Préfontaine*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant après la clause 4 du dit bill les mots suivants : "mais aucun électeur municipal ne pourra signer plus d'un certificat de licence, et au cas où le nom d'un électeur municipal apparaîtrait sur plus d'un certificat de licence, son nom sera retranché sur chacun des dits certificats qu'il aura ainsi signés, et ne sera pas compté au nombre des vingt cinq électeurs municipaux requis," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Beaubien,
Boutillier,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,

Irvine,
Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf),

Marchand,
Meikle,
Mercier,
Parent,
Poirier,

Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Taillon et
Watts.—19.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Champagne,
Chapleau,
Church,
Désaulniers,

Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,

Mathieu,
Pâquet,
Picard,
Racicot,
Robertson et
St. Cyr.—24.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Church* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question, qui a été proposée aujourd'hui, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité sur le bill concernant les mines en cette province,) étant lu ;

Et la question étant de nouveau proposée, que cette Chambre reprenne les débats.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle *Michel Mathieu*, écuyer, membre pour le district électoral de *Richelieu*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Mathieu* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,

Ordonné, Que M. l'Orateur suppléant laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

Et la Chambre continuant à siéger en comité jusqu'après minuit, mardi matin.

Mardi, 20 Juillet 1880.

M. l'Orateur suppléant reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport, que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*, écuyer, quant à certaines propriétés en cette province et pour autres fins," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à onze heures, A. M., aujourd'hui.

Mardi, 20 juillet 1880.

Onze heures, A. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant les mines en cette province, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'amender les clauses 5 et 71.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait de nouveaux amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

M. le Solliciteur-Général *Lynch*, du comité spécial auquel a été renvoyé le bill concernant les chemins de fer, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à Votre Honorable Chambre qu'il a examiné le dit bill en entier et qu'il le rapporte avec des amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour conférer à la compagnie de prêt et crédit fonciers, tous les droits et privilèges des sociétés permanentes de construction dans la province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour mieux définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu *Alexandre Maurice Delisle*."

Aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour expliquer le chapitre 51 de l'acte de la ci-devant province du *Canada*, (27-28 *Victoria*), quant à ce qui se rapporte à la paroisse de *Ste. Marguerite*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant " La compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu*," et l'acte subséquent 39 *Victoria*, chap. 59 prolongeant le délai pendant lequel la dite compagnie devait commencer ses travaux."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte des clauses générales des corporations des villes, (40 *Victoria*, chap. 29.) "

Bill intitulé : " Acte concernant les officiers publics de la province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte incorporant la compagnie de chemin de fer de la Rive Sud et du Tunnel."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour conférer à la compagnie de prêt et crédit fonciers, tous les droits et privilèges des sociétés permanentes de construction dans la province de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 3, ligne 3, après le mot " vendre " insérer les mots " avant dix ans à compter du jour de la passation du présent acte " et retrancher dans la même ligne, les mots " dans un temps déterminé."

Ligne 4 de la même clause, retrancher les mots " ou sera par la suite "

Ligne 5, même clause, après le mot " intérêts " retrancher tous les mots jusqu'à la fin de la clause et les remplacer par les suivants : " Et la dite compagnie aura également dix ans à compter du jour de son acquisition pour disposer des propriétés qu'elle sera forcée d'acquies à l'avenir de ses débiteurs pour protéger ses intérêts."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : Acte pour mieux définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu *Alexandre Delisle*, lequel est lu comme suit :

Après le dernier mot de la clause 1, ajouter les mots suivants :

" Pourvu toujours, cependant, que l'acquéreur ne soit pas tenu responsable du placement des deniers provenant de telles ventes."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre s'ajourne alors.

Trois heures P. M.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant les mines en cette province, étant lu ;

M. le Commissaire *Flynn*, secondé par l'Honorable M. *Church*, propose que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. *Racicot* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les chemins de fer ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill et y fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Beaubien* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender et refondre " l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869," et les actes qui l'amendent."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée vendredi dernier que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme en comité sur le bill concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*) ;

Et la question étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

La Chambre s'ajourne alors.

Sept heures et demie, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

Le conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender l'article 1061 du code municipal," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender l'article 1061 du code municipal," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée vendredi dernier, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité sur le bill concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*.)

Et la question étant mise aux voix, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le bill pour amender les actes concernant les sociétés de colonisation, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Magnan* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour conférer à la Compagnie de prêt et de crédit fonciers, tous les droits et privilèges des sociétés permanentes de construction, dans la province de *Québec*," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le bill pour amender l'acte 28 *Victoria*, chap. 13, amendant le chap. 68, des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les Compagnies d'assurance mutuelle, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marion* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour octroyer à Sa Majesté, certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1880, et pour l'année fiscale finissant le 31 juin 1881, et pour d'autres fins du ressort du service public, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et la troisième lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre demain.

Le bill concernant la division du département de l'agriculture et des travaux publics, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau les lois de l'instruction publique en cette province, concernant le dépôt de livres; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de demander qu'il ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la première séance de la Chambre, demain.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 21 juillet 1880.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre pour détacher une certaine partie de la paroisse de *St. Hippolyte*, canton de *Wotton*, comté de *Wolfe*, et l'annexer à la paroisse de *St. Camille* pour les fins électorales, municipales et scolaires, étant lu;

M. *Lalonde* fait rapport du bill en conséquence.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour ratifier les procédés de certaines sociétés de construction est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, à la première séance, aujourd'hui.

Alors, la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 21 Juillet 1880.

M. l'Orateur, met devant la Chambre.—Etat des affaires de l'Union Saint Joseph, de *Lachine*, pour l'année 1879. (Documents de la session, No. 6.)

M. le Secrétaire-Provincial *Piquet* présente, en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 juillet 1880, demandant: copie de la correspondance intervenue

entre le gouvernement et diverses personnes de la paroisse de *Ste. Geneviève*, relativement à la révocation de l'ancienne commission de la cour des commissaires de *Ste. Geneviève*, depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel ; ainsi que copie des rapports transmis au département du secrétaire provincial par *J. A. Charette*, écr., N. P., ex-greffier de la dite cour des commissaires, en date du 20 janvier 1880. (Documents de la session No. 54.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 9 juin 1880, demandant : un état indiquant le montant d'argent dépensé pour construire le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ainsi que pour le matériel roulant, et en y comprenant toutes les dépenses de constructions s'y rattachant, en faisant une distinction des sommes reçues des municipalités et employées pour cette fin.

Aussi un état indiquant le montant d'argent donné à toutes les compagnies de chemins de fer dans la province, depuis le 30 juin 1868, à venir jusqu'à ce jour, ou à une autre époque, la plus récente possible. (Documents de la session No. 55.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 juillet 1880, demandant : copie du contrat pour la construction des ateliers du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à *Québec*, avec un état indiquant les sommes payées jusqu'à aujourd'hui, et celles qu'il sera nécessaire de payer pour achever la construction de ces ateliers, aussi tous les documents se rapportant à ce contrat. (Documents de la session, No. 56.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 7 juin 1880, demandant : tous les papiers et documents relatifs à la location ou achat de la propriété connue sous le nom de la propriété "*Trudel*," et située aux coins des rues de la Couronne et du Prince Edouard, en la cité de *Québec*, et appartenant au crédit foncier du *Bas-Canada*. (Documents de la session No. 57.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 juillet 1880, demandant : un état des recettes et dépenses, de la province de *Québec*, provenant de toutes sources, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1880. (Documents de la session No. 58.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 4 juin 1880, demandant : copies de tous actes ou documents concernant le transfert de la section Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* au gouvernement par l'entrepreneur, l'Hon. *Thos. McGreevy*. (Documents de la session No. 59.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 31 mai 1880, demandant : un état indiquant toutes les nominations et destitutions d'employés depuis le 1er janvier dernier, sur le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, indiquant séparément, la date de la nomination ou destitution de chacun d'eux, leur charge respective, ainsi que leur salaire et leurs noms. (Documents de la session No. 60.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE.—ET RÉPONSES.

Par M. Meikle.—Est-ce l'intention du gouvernement d'acheter, pour l'usage des membres de cette Chambre et des municipalités, la version anglaise du code municipal qui doit être publiée, devant contenir les amendements qui seront faits, s'il y en a de faits, durant cette session ?

Réponse de M. le Procureur Général Loranger.—La question est actuellement sous considération.

Par M. Robillard.—Pourquoi le Surintendant de l'Instruction publique refuse-t-il de payer aux commissaires d'écoles de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*, dans le comté de *Berthier*, leur part de l'octroi de l'éducation ?

Réponse de M. le Secrétaire Provincial Piquet.—Les commissaires d'école de *St. Gabriel de Brandon* ayant représenté au Surintendant que leur ex-secrétaire-trésorier, M. Piché, qu'ils avaient démis refusait de leur livrer les livres de la corporation scolaire, ont demandé au Surintendant de l'y contraindre. Le Surintendant a poursuivi en son nom, comme Surintendant, M. Piché, en conformité de la section 127 des statuts refondus du *Bas-Canada*. L'action a été déboutée par la Cour Supérieure du district de *Richelieu*, mais en révision, devant la même Cour, à *Montréal*, ce jugement a été renversé. M. Piché a porté ce dernier jugement devant la Cour du Banc de la Reine, en appel. Alors le Surintendant a demandé aux commissaires de *St. Gabriel de Brandon*, de lui garantir les frais, au cas que l'appel serait maintenu, et les commissaires ayant refusé d'acquiescer à cette juste demande du Surintendant, celui-ci les a prévenus qu'il retiendrait leur octroi pour se garantir des dits frais. Si les commissaires lui font parvenir une résolution régulière, le Surintendant les paiera.

Par M. Nelson.—Pourquoi les assurances sur les propriétés de chemins de fer ne sont-elles pas comprises dans la liste des assurances qui ont été rapportées il y a quelques jours ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—La liste des assurances effectuées sur les propriétés du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, est préparée par le bureau du chemin de fer, qui forme une division du service dans le Département des Travaux publics ; cette liste distincte de celle des assurances sur les édifices publics, sera déposée sur le bureau de la Chambre ces jours-ci.

Par l'Honorable M. Langelier.—S'il est vrai qu'on a prorogé le temps pour lequel les coupes de bois ont été accordées à ceux qui les ont maintenant.

Réponse de M. le Commissaire Flynn.—Le gouvernement a rappelé certaines clauses ou parties de clauses des règlements de 1874, concernant la teneur des limites, de manière à ce que ces règlements puissent se lire de la même manière que ceux qui sont en force dans la province d'*Ontario*.

Par M. Caron.—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre des mesures pour venir en aide, d'une manière efficace, aux villes et aux habitants qui ont ouvert des rues ou chemins pour se rendre aux stations du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, en fournissant du sable ou du gravier, pour améliorer ces rues ou chemins ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Autant que possible.

Par M. *Boutin*.—Est-ce l'intention du gouvernement de n'accorder au comté de *Bellechasse* que la somme de \$400, sur celle de \$57,000 votée cette année pour chemins de colonisation ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Peut-être.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender de nouveau les lois de l'Instruction publique en cette province concernant le dépôt de livres ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Préfontaine* fait, en conséquence, rapport du bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Le bill pour établir de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité, de l'ordre se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau l'acte électoral de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Meikle* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté, certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirée le 30 juin 1880, et pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1881, et pour d'autres fins du ressort du service public, étant lu ;

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*, propose, que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Gagnon*, secondé par M. *Préfontaine*, propose, sous forme d'amendement que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre à exécution la décision du gouvernement *Joly*, communiquée au député actuel pour le comté de *Kamouraska*, par la lettre du 11 octobre 1879, de l'Honorable *F. Langelier*, alors Trésorier de la province, par laquelle décision, la taxe spéciale pour la reconstruction du palais de justice du district de *Kamouraska*, imposée sur les enregistrements d'actes dans ce district, devait cesser d'être perçue, à partir du 1er janvier 1880 ; et laquelle décision le gouvernement actuel néglige et refuse d'exécuter, au mépris des engagements constitutionnellement pris par le gouvernement précédent," soient mis à la place.

Et objection étant faite que cette motion en amendement n'est point dans l'ordre parce que la Chambre n'est point en possession des faits y mentionnés, et que telle motion ne peut être proposée sur la troisième lecture du bill des subsides.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Alors la Chambre s'ajourne.

Trois heures, P. M.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, Ordonné, Que la réponse à une adresse datée le 31 mai 1880, demandant : un rapport constatant la date, le nombre, les causes et le coût des enquêtes faites par les coroners, durant les six mois qui ont précédé et durant les six mois qui ont suivi le 1er novembre dernier, avec copies des pièces justificatives au sujet de telles enquêtes, les noms des coroners qui les ont faites, la date du rapport fait au gouvernement, l'âge et le sexe de la personne décédée, le nom du médecin, la nature et le coût des services par lui rendus, copies de l'ordre requérant ses services, et généralement toutes autres informations au sujet de telles enquêtes, telles que données dans les rapports faits par les coroners, soit référée au comité conjoint des impressions de la Législature.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Joly*, ait la permission de déposer sur la table de cette Chambre, un document intitulé : "Correspondance concernant l'affaire de M. *Letellier*."

L'Honorable M. *Joly* met, en conséquence, le document sur la table de la Chambre. (Documents de la session, No. 61.)

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Préfontaine*,

Ordonné, Que le dit document soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer *The Colonial Gold Mining Company*," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte amendant le statut de la province du *Canada*, 28 *Victoria*, chapitre 53, intitulé : "Acte pour incorporer le Collège Presbytérien de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de ceinture de *Lachine* et de la *Pointe Claire*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la société des gradués de l'Université *McGill*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Société St. Jean-Baptiste, de *Lachine*."

Bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant la Compagnie du gaz, de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St. Jean*."

Bill intitulé : "Acte pour constituer en corporation, l'association connue sous le nom de : "Le Club de la *Garnison de Québec*."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer *The Colonial Gold Mining Company*," lequel est lu comme suit :

La clause 4, est effacée.

Les clauses 5, 6, 7 et 8 deviennent les clauses 4, 5, 6 et 7.

Ordonné, Que le dit amendement soit maintenant lu une seconde fois, aujourd'hui.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'objection qui a été faite aujourd'hui à l'amendement à la question "Que le bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1881 et pour l'année financière finissant le 30 juin 1881, et pour d'autres fins du service public," soit maintenant lu la troisième fois. Lequel amendement était que tous les mots après "que" dans la motion principale soient biffés, et que les mots : "Une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre à exécution la décision du gouvernement *Joly*, communiquée au député actuel pour le comté de *Kamouraska*, par la lettre du 11 octobre 1879, de l'Honorable *F. Langelier*, alors Trésorier de la province, par laquelle décision la taxe spéciale pour la reconstruction du palais de justice de *Kamouraska* imposée sur les enregistrements d'actes dans ce district, devait cesser d'être perçue à partir du 1er janvier 1880, et laquelle décision le gouvernement actuel néglige et refuse d'exécuter au mépris des engagements constitutionnellement pris par le gouvernement précédent," soient mis à la place.

Laquelle objection était : "Que cette motion n'est pas dans l'ordre, parceque la Chambre n'est point en possession des faits y mentionnés, et que telle motion ne peut être proposée sur la troisième lecture du bill des subsides.

M. l'Orateur décide comme suit :

La pratique parlementaire donne aux députés une grande latitude lorsqu'il s'agit d'une motion pour l'ajournement de la Chambre, ou encore sur une motion que la Chambre se forme en comité général sur les subsides, et les voies et moyens ; mais lorsqu'il s'agit d'une motion pour que le bill des subsides soit lu une troisième fois, la procédure doit être la même que celle qui est suivie à l'égard des bills ordinaires.

La pratique et les règles parlementaires exigent qu'un amendement à un bill, que ce soit à sa deuxième ou troisième lecture, soit applicable ou ait rapport au bill dont on demande la lecture. "Voir May, Ed. 1873, à la page 576."

Dans le cas qui m'est soumis, l'amendement n'a aucun rapport au bill, il est donc irrégulier et contraire à la pratique parlementaire, et je le déclare hors d'ordre.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. le Secrétaire Provincial *Piquet* présente, en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 21 juin 1880, demandant : un état des assurances effectuées par le gouvernement sur les propriétés du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* ; cet état indiquant le nom des compagnies, le montant assuré dans chaque compagnie, et le montant des primes payées. (Documents de la session, No. 39.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant : un état constatant ce qui a été dépensé sur le pont de *Hull* et sur l'embranchement de *St. Martin*, du 1er novembre dernier au 31 mai dernier, ce qui a été payé à compte des dites dépenses, à qui chaque somme a été payée, à même quels fonds, et en vertu de quelle autorisation législative. (Documents de la session, No. 62.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 juin 1880, demandant: copies de tous ordres en conseil, rapport, correspondance et documents relatifs à l'expropriation d'un nommé *Dagenais* de *St. Martin*, pour le passage du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, ainsi qu'un état indiquant le coût de la dite expropriation et des travaux faits pour changer la ligne du chemin de fer, le fonds à même lequel ces dépenses ont été payées, et l'autorité législative en vertu de laquelle elles l'ont été. (Documents de la session No. 63.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 juillet 1880, demandant:

I. D'un côté, 1o. Le montant total dépensé par le gouvernement pour et en rapport avec la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, y compris le pont de *Hull*, le terminus à *Montréal*, et tous chemins de fer formant maintenant partie du dit chemin de fer.

2o. La balance requise pour dépenses de capital, si balance il y a, pour et en rapport avec les dits chemins et travaux, et le total de ces deux items.

II. De l'autre côté, 1o. Le montant des débentures reçues, de chacune des villes et municipalités qui ont souscrit pour la construction d'aucun des chemins de fer formant maintenant partie du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*.

2o. La balance de souscription due par chacune des dites villes et municipalités, et le total de ces deux items.

III. Enfin la balance qui, d'après cet état, reste comme payée et payable par la province seule. (Documents de la session, No. 64.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 31 mai 1880, demandant: un état indiquant le nombres de passes ou billets distribués à diverses personnes, leur permettant de voyager gratuitement sur le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*; et ce, depuis le 1er janvier dernier à cette date, indiquant aussi le nom des personnes à qui ces billets ont été accordés, pour quel trajet et quelle cause; ce qu'ils auraient rapporté, et combien de passages gratuits sans billets. (Documents de la session, No. 65.)

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, étant lu;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en insérant après la section 9, le section suivante:

9. a. Que ce qui suit formera la base du règlement entre les municipalités endettées envers le dit fonds d'emprunt municipal et le Trésorier de la province agissant à cete fin, c'est-à-dire, que le dit Trésorier calculera l'intérêt au taux de cinq par cent par année, pour douze années sur le montant original emprunté par chaque municipalité, lequel dit intérêt sera ajouté à la somme capitale empruntée. De ce montant ainsi établi, sera déduit le paiement ci-devant fait, à compte de l'intérêt ou du fonds d'amortissement, s'il y en a, et si tel montant, ou la balance ainsi établie, est payée par aucune municipalité, endettée envers le dit fonds d'emprunt municipal, dans trois mois, à dater de la signification du rapport du Commissaire au conseil de telle municipalité, soit en argent, soit en débentures de la municipalité, émises en vertu du présent acte; le dit trésorier accordera une quittance ou décharge pour la balance restant non payée, au débit de telle municipalité dans les livres du département du Trésor; pourvu cependant, que, dans les cas, ou aucun intérêt n'est dû par aucune municipalité, la balance restant au crédit de telle municipalité, dans les livres du département du Trésor,

sur le compte du fonds d'amortissement, soit déduite de la somme capitale empruntée, et que la balance, après que telle déduction aura été faite, soit payée de la manière et dans le délai mentionnés dans cette section.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un nouvel amendement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *McShane*, secondé par M. *Watts*, propose sous forme d'amendement que tous les mots " que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender le dit bill de manière à ce que cinq années d'intérêt, seulement, soient exigées des dites municipalités, " soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Racicot* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer " *The Colonial Gold Mining Company*, " étant lu ;

Le dit amendement, en conséquence, est lu une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le Conseil Législatif dans le dit amendement, la question est résolue dans la négative.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'Honorable M. *Church*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Lynch*, pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre n'a pas concouru dans le dit amendement.

L'Honorable M. *Church*, du comité spécial nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, lors d'une conférence, pour lesquelles cette Chambre n'a pas concouru dans l'amendement fait par Leurs Honneurs au bill intitulé : Acte pour incorporer " *The Colonial Gold Mining Company* " fait rapport que le comité a, en conséquence, préparé ces raisons, lesquelles sont lues comme suit :

Premièrement.—Parcequ'il est désirable de déterminer le fonds social de la dite Compagnie.

Secondement.—Parcequ'il s'est glissé une erreur dans les instructions données à l'agent des promoteurs du bill et aux membres chargés du dit bill dans le Conseil Législatif. Il avait ordre de demander que la 4e clause fût retranchée, au lieu que c'était le désir des promoteurs du dit bill que la 5e clause fût retranchée et que la 4e fût maintenue dans le dit bill.

Les dites raisons, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Résolu, Qu'une conférence avec le Conseil Législatif est désirable afin de lui communiquer les raisons qui ont induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : " Acte pour incorporer " *The Colonial Gold Mining Company*."

Ordonné, Que l'Honorable M. *Church*, M. le Solliciteur Général *Lynch* et l'Honorable M. *Irvine* se rendent au Conseil et demandent la dite conférence.

Le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender l'article 1061 du code municipal," est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour sa troisième séance, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau le code municipal ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité, ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

CONSEIL LÉGISLATIF,
Mercredi, 21 Juillet 1880.

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'Assemblée Législative, l'informant que le Conseil Législatif accepte la conférence sur l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer *The Colonial Gold Mining Company*" et qu'il enverra des délégués pour rencontrer ceux de l'Assemblée Législative, à six heures, ce soir, dans la Chambre No. 3 du Conseil Législatif.

Ordonné, Que les Honorables MM. de *Boucherville*, *Starnes*, et de *La Bruyère*, soient les conférenciers de la part de cette Chambre pour rencontrer ceux de l'Assemblée Législative.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Church*.—Est-ce l'intention du gouvernement de construire, pendant la présente année, la partie du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à l'ouest d'*Aylmer*. Si ce n'est pas son intention, quand la construira-t-il, et quelle somme d'argent se propose-t-il de dépenser chaque année pour l'extension du dit chemin ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement regrette que la condition financière de la province ne lui permette pas de construire cette partie du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à l'ouest d'*Aylmer*, cette année.

Par l'Honorable M. *Church*.—Si le gouvernement ne peut pas continuer l'extension du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, cette année, est-ce son intention de soumettre à la Législature, à la prochaine session, une déclaration indiquant la date de la continuation du dit chemin, et le temps qui lui sera nécessaire pour terminer ces travaux ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement entreprendra la construction de cette partie du chemin de fer, à l'ouest, d'*Aylmer* le printemps prochain, ou, à la prochaine session de la législature, il soumettra un bill à cette législature, demandant à la Chambre d'accorder un montant de \$6000 par mille (déjà voté par la législature pour la construction de cette partie du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*), à la jonction du chemin "*Pontiac Pacific*", aux fins de construire le dit chemin entre *Aylmer* jusqu'à un point le plus convenable au chemin "*Canada Central*", pour unir par une jonction ces dits

chemins, entre le chemin du gouvernement et la dite partie du chemin "Canada Central" pourvu que les promoteurs établissent à la satisfaction du gouvernement les moyens qu'ils ont, pour mener à bonne fin la construction de cette portion du chemin avec l'aide qui leur sera accordée par le gouvernement.

Ordonné. Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill autorisant *Evan John Price* à percevoir des péages sur un pont traversant la rivière *Batiscan*, et qui lui appartient, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que le dit bill a été retiré du Conseil Législatif.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie P. M.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,
Résolu, Que cette Chambre, se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant l'inspection des bureaux d'enregistrement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que l'inspection des bureaux d'enregistrement sera faite, à l'avenir, par un officier public ayant le titre d'inspecteur des bureaux d'enregistrement et qui sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et tiendra sa charge durant bon plaisir.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tuillon* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender de nouveau le code municipal ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Conseil Législatif,
21 juillet 1880.

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'Assemblée Législative, lui demandant de vouloir bien renvoyer au Conseil Législatif, le bill intitulé : "Acte pour incorporer le *Colonial Gold Mining Company*" au sujet duquel une conférence a eu lieu aujourd'hui, les raisons données par les conférenciers de l'Assemblée Législative étant suffisantes pour motiver la réintégration de la clause 4 dans le dit bill, et l'introduction d'un amendement par lequel la clause 5 serait effacée.

Ordonné, Que le dit message soit communiqué à l'Assemblée Législative par le greffier de cette Chambre.

Résolu, Qu'il soit renvoyé un message au Conseil Législatif, pour lui remettre le bill intitulé : " Acte pour incorporer *The Colonial Gold Mining Company*" tel que requis par son message en date de ce jour.

Ordonné, Que le greffier porte le dit message au Conseil Législatif.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender de nouveau le code municipal; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander qu'il ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la première séance de la Chambre, demain.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général *Piquet*, secondé par M. le Procureur-Général *Loranger*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

Résolu, 1. Que, dans tous les cas où un aliéné sera interné dans un asile, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur ou du secrétaire de la Province, les frais d'entretien de cet aliéné dans le dit asile, seront payés, moitié par le gouvernement et moitié par la municipalité où l'aliéné aura eu son dernier domicile.

Résolu, 2. Qu'il sera loisible à toute municipalité qui aura ainsi payé aucune somme d'argent au gouvernement, pour l'entretien d'aucun aliéné interné dans un asile aux frais du gouvernement, de se faire rembourser par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi, de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

Nonobstant toute loi à ce contraire, telle municipalité pourra se faire rembourser par voie d'exécution, sur les immeubles de l'aliéné, ou ceux des personnes obligées par la loi, à sa subsistance et à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle aura obtenu.

Résolu, 3. Que le montant payé par toute municipalité, sera considéré comme une dette imposable en vertu du code municipal de cette Province, et sera imposé et perçu de la même manière que toute dette de même nature, des contribuables de la dite municipalité.

Résolu, 4. Que les frais d'entretien qui seront payés à l'avenir par le gouvernement de cette Province, pour toute personne actuellement détenue, et qui continuera à être détenue dans un asile d'aliénés ou autre lieu, en vertu d'un ordre ou mandat du lieutenant-gouverneur, émané avant la mise en force de l'acte qui sera basé sur ces résolutions, seront recouvrés par le gouvernement, par voie d'action ordinaire, sur les biens de telle personne ou des personnes obligées par la loi, à son entretien et à sa subsistance.

Résolu, 5. Que tout aliéné pris et arrêté dans une cité ou ville, dans un village, canton, paroisse ou autre lieu quelconque, en cette Province, qui sera prouvé n'être pas son domicile légal, pourra y être écroué, et renvoyé ensuite à son domicile légal, et dans tout tel cas, la corporation de l'endroit où il a son domicile, sera tenue au paiement des frais raisonnables de détention et du transport, remboursables à même les biens du dit aliéné, s'il en a.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender l'article 1061 du code municipal;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, demain.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Dupuis*,

Résolu, Qu'il soit présentée une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes requêtes, pétitions, correspondances, plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la Cour des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de *St. Paschal*, dans le comté de *Kamouraska*, depuis 1^{er} novembre 1879.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état donnant la liste des employés à *Spencer Wood*, aux frais de la province de *Québec*, depuis le 1^{er} janvier 1876, le dit état donnant, dans autant de colonnes séparées, la date de leur entrée en service, leurs salaires, la date de leur sortie ou renvoi, et la cause de leur renvoi.

Sur motion de M. *Duhamel*, secondé par M. *Champagne*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous ordres en conseil, correspondances et autres documents et informations, touchant la concession ou l'octroi des terrains à phosphate et miniers à des capitalistes français, dans la vallée de l'*Ottawa*, et les conditions de cette concession ou octroi.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents relatifs à la prorogation demandée par les porteurs de coupes de bois, du temps pour lequel ces coupes de bois leur ont été accordées.

Sur motion de M. *Désaulniers*, secondé par M. *LeCavalier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toutes demandes et requêtes faites au gouvernement par Madame A. S. *Hart*, des *Trois-Rivières*, concernant certains droits que la dite A. S. *Hart*, prétend avoir sur la propriété du lot No. 12 nord-est, de la rivière *Yamachiche*, augmentation de *Oaxton* : Copie de toutes demandes et requêtes faites au gouvernement par A. S. *Hart*, etc., des *Trois-Rivières*, demandant de contester la patente accordée en 1868 à *François Boisvert*, sur le dit lot No. 12 : Copie de toutes réponses faites par le gouvernement en différents temps aux demandes mentionnées plus haut.

Enfin copie des correspondances échangées entre le gouvernement et l'agent des terres L. A. *Dubord*, écr., des *Trois-Rivières*, au sujet des demandes mentionnées plus haut.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Gauthier,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toutes correspondances, papiers et documents en la possession du gouvernement, ayant rapport aux mines et à la Compagnie de Léry.

Sur motion de M. Préfontaine, secondé par M. Gagnon,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie des demandes de soumissions pour l'approvisionnement de la prison et du Palais de Justice de *Montréal*, pour le bois, le charbon, le pain et la viande.

2. Copie des soumissions reçues par le shérif du district de *Montréal*, pour les dits approvisionnements.

3. Copie de tous ordres en conseil accordant ou donnant les contrats pour les dits approvisionnements, les dits documents devant démontrer à qui les dits contrats ont été accordés, pour quel prix et à quelles conditions.

4. Copie de toute correspondance intervenue entre les dits soumissionnaires et le shérif du district de *Montréal*, ou le gouvernement, sur ce sujet.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour incorporer l'Association St-Jean Baptiste de *Salaberry de Valleyfield*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour autoriser les Clercs Paroissiaux ou Catéchistes de St. Viateur, à *Joliette*, à hypothéquer certains biens, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour déclarer et confirmer le nom de *Joseph Eloi de Gagné*, écuyer, marchand, de la paroisse des *Eboulements*, et pour le bénéfice de ses descendants, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie de sucre de betterave de la province de *Québec*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Le bill pour amender de nouveau les lois de l'instruction publique en cette province, concernant le dépôt de livres, est en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. l'Orateur (sur l'objection faite, jeudi, le 15 juillet courant, à la motion pour la seconde lecture du bill concernant les taxes municipales, que le bill n'est pas dans l'ordre parcequ'il implique le prélèvement de taxes et qu'il aurait dû être introduit et recommandé par un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,) décide comme suit :

Le bill dont on demande maintenant la deuxième lecture a pour but d'imposer une taxe sur tout porteur de réclamation ou dette garantie par hypothèque sur un immeuble dans cette province. Ainsi, dans chacune des municipalités de la

province de *Québec*, les cotiseurs ou évaluateurs pourront entrer sur le rôle d'évaluation les noms de ces porteurs de réclamation ; ou créanciers hypothécaires, et ils seront taxés dans la proportion que comporte le principal de leur réclamation vis-à-vis le montant total imposé sur l'immeuble.

C'est bien là le projet de loi qui est soumis à la Chambre. Son but est d'imposer, non pas une *taxe locale*, mais une *taxe générale* sur tous les créanciers dont les créances sont garanties par des hypothèques sur des immeubles situés dans la province de *Québec*.

L'on prétend que le bill n'est pas dans l'ordre parce que, d'après la clause 54 de la constitution, tout bill qui a pour objet d'imposer aucune taxe ou impôt, doit être préalablement recommandé par le Gouverneur.

Je fais ici une distinction.

Il y a les taxes générales imposées par le parlement, qui doivent rapporter un revenu au gouvernement, et il y a les taxes générales qui doivent être perçues par les municipalités, et qui ne rapportent de revenus qu'aux municipalités.

Est-ce que dans les deux cas, il faille préalablement la recommandation royale pour présenter un projet de loi ?

Voilà la question que j'ai à décider.

Il faut remonter aux principes du droit constitutionnel pour comprendre la raison pour laquelle tous les bills qui peuvent affecter le revenu public, ou qui ont pour but d'imposer au peuple de nouvelles charges, doivent être précédés de la recommandation du souverain.

Le souverain, ou son représentant, est en dehors et au-dessus des partis et des passions politiques, et des hauteurs de sa position, il exerce les prérogatives qui lui appartiennent, et veille au bien être et au bonheur du peuple dont il est le chef.

Il est la sauvegarde des intérêts du peuple, et il doit veiller à ce que les partis politiques ne lui imposent, ni des charges injustes, ni des impôts trop lourds.

C'est pour cela que toutes les résolutions, adresses ou bills pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou pour l'imposition d'aucune taxe ou impôt, doivent lui être préalablement soumises, par ses aviseurs constitutionnels, afin qu'il leur donne ou leur refuse la recommandation royale selon qu'il le juge à propos. " Voir *Todd : Parliamentary Government in England*, vol. 1, p. 224.

Il n'est pas nécessaire de discuter le mérite du bill pour savoir s'il a pour but d'imposer une nouvelle taxe : il suffit de le lire pour se convaincre qu'il imposera une taxe sur une portion considérable de la société, à savoir : sur tous les porteurs de réclamations ou dettes garanties par hypothèques sur des immeubles situés dans la province de *Québec*.

L'on objectera peut-être, que le bill n'a pas pour effet d'imposer de nouvelles taxes, mais seulement de répartir sur des classes d'individus des taxes déjà existantes. Mais cette objection, à mon sens, n'est pas fondée, parce que l'ajustement (*Reajustement*) ou la répartition d'une taxe équivaut à une taxe nouvelle, parce qu'elle se trouve à atteindre une classe d'individus qui en étaient auparavant exempts. (Voir *Todd : Parliamentary Government in England*, vol. 1, p. 445, 456.)

Or, cette classe de la société a droit d'être protégée ; elle a donc droit à la sollicitude du Souverain.

Je suis d'opinion que du moment qu'il s'agit de taxer le peuple, que la taxe doit rapporter des revenus à l'état ou aux municipalités, généralement elle ne peut être proposée aux Chambres sans avoir été d'abord recommandée par le gouverneur.

Je ferais assurément une distinction si la taxe, au lieu d'être générale, n'était que *locale*.

Ainsi, si le bill avait pour objet d'autoriser une municipalité en particulier à imposer une taxe sur ses contribuables pour augmenter son revenu, afin de payer des travaux locaux, il ne serait pas nécessaire qu'il fût précédé de la recommandation du souverain.

Ce serait une taxe locale imposée sur les habitants de cette localité pour des travaux exécutés dans leur intérêt particulier et dont ils devront profiter.

La taxe proposée par le bill qui est devant la Chambre est une taxe générale dans le sens que j'ai indiqué plus haut, parcequ'elle affectera tous les porteurs de créances hypothécaires dans la province de *Québec*, qu'ils résident ou non dans les municipalités où se trouvent situés les immeubles affectés à la garantie de leurs créances.

Dans mon humble opinion, je crois que l'introduction de ce bill aurait dû être recommandée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur. C'est l'interprétation que je donne à la clause 54 de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867.

Ne l'ayant pas été, le bill est irrégulièrement présenté à la Chambre, et mon devoir est de le déclarer hors d'ordre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 38 *Victoria*, chap. 12, intitulé : "Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics," étant lu ;

M. Gagnon, secondé par M. Dupuis, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

L'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Procureur-Général Loranger propose, sous forme d'amendement à la question, que le mot "maintenant," soit effacé et que les mots "d'hui en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

La motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit lu une seconde fois, d'hui en six mois.

Le bill pour amender le code de procédure civile du *Bas-Canada*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gagnon fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Gagnon, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender le code de procédure civile du *Bas-Canada*, et certains actes qui l'amendent."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors.

Judi, 22 juillet 1880.

11 heures, A. M.

L'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Solliciteur-Général Lynch, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considérations certaines résolutions concernant le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*.

M. Gagnon, secondé par M. Langelier (Montmorency), propose en amendement que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "vu l'état avancé de la session, la Chambre ne se forme point en comité sur les dites résolutions," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Gagnon,
Joly,

Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Lovell,

Marchand,
Meikle,
Mercier,

Parent,
Poirier et
Watts.—14.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Desaulniers,

Deschênes,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Mathieu,

Pâquet,
Racicot,
Robertson,
Sawyer,
St. Cyr et
Tailton.—25.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant mise aux voix,
Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Quo, aussitôt que la corporation de la ville de *Fraserville*, dans le comté de *Témiscouata*, aura construit dans la dite ville, un palais de justice et une prison, propres à toutes les fins de l'administration de la justice, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'émaner une proclamation à l'effet d'abolir le chef-lieu judiciaire du district de *Kamouraska*, maintenant établi au village de *St. Louis* de *Kamouraska*, et de le transporter dans la dite ville de *Fraserville*, dans le comté de *Témiscouata*, pour toutes les fins de l'administration de la justice tant civile que criminelle.

Résolu, 2. Que la construction du dit palais de justice et prison, devra être faite aux frais de la corporation de la ville de *Fraserville*, et terminée dans les deux ans à compter de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Le comité se lève et le Président fait rapport, qu'ayant décidé que toutes les motions proposées en comité comme en Chambre, doivent être faites par écrit, appel de sa décision est faite à la Chambre.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et décide, que toutes les motions proposées en comité, aussi bien qu'en Chambre, doivent être faites par écrit.

Et objection étant faite, que les décisions rendues par le président du comité de toute la Chambre, et lorsqu'il y a appel à la Chambre, doivent être faites par écrit.

M. l'Orateur décide :

"Que le Président du comité n'était pas obligé de faire rapport par écrit, et que, quant à l'objection faite en comité sur la nécessité de faire toutes les motions par écrit, selon la règle de cette Chambre, toutes les motions doivent être faites par écrit, en comité de toute la Chambre."

La Chambre se forme de nouveau en comité.

Après quelque temps, le comité se lève, et le Président fait rapport, qu'un appel à la Chambre a été fait de sa décision que, lorsqu'une décision est prise en comité, les noms ne sont pas pris par écrit.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et décide qu'en comité de toute la Chambre les noms ne sont pas pris par écrit.

La Chambre se forme de nouveau en comité, et après y avoir siégé quelque temps, le comité se lève, et le Président fait rapport qu'un appel de sa décision ayant été fait à la Chambre, qu'une motion faite en comité pour ajourner la Chambre, n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et décide qu'une motion, faite en comité, pour ajourner la Chambre, n'est pas dans l'ordre.

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose, que cette Chambre s'ajourne maintenant.

M. l'Orateur décide que comme il n'a repris le fauteuil que sur une question d'ordre, la motion d'ajournement n'est pas dans l'ordre.

La Chambre, se forme de nouveau en comité.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Honorable M. *Beaubien* informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que cette Chambre, à sa seconde séance aujourd'hui, se formera de nouveau en le dit comité.

Alors, la Chambre s'ajourne.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la société St. Jean Baptiste de la ville de *Salaberry de Valleyfield*."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser l'Union St. Joseph de *St. Joseph de Lévis* à réduire et commuer les secours qu'elle paie."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province 39 *Victoria*, chap. 33, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province."

Bill intitulé : "Acte pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi des licences de *Québec* de 1878, (41 *Victoria*, chap. 3,) et ses amendements."

Aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *St. Jean à Sorel*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette province, 33 *Victoria*, chap. 32 ; concernant l'empierrement des chemins."

Bill intitulé : " Acte pour déclarer et confirmer le nom de *Louis Philippe Pelletier*, écuyer, avocat, de la cité de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " la compagnie de chemin de fer *Union Jacques-Cartier*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " la compagnie d'approvisionnement de vapeur, de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'institution appelée " l'asile des servantes catholiques, de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " La compagnie du tunnel du fleuve *St. Laurent*."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser les clercs paroissiaux ou catéchistes de *St. Viateur*, à *Joliette*, à hypothéquer certains biens."

Bill intitulé : " Acte pour confirmer l'acte du parlement, 40 *Victoria*, chapitre 81, intitulé : " Acte pour incorporer la société de construction *St. Jacques*, comme société permanente de construction, et pour d'autres fins, et pour valider les dispositions du dit acte, en y faisant certains changements et leur donnant effet."

Ordonné, Que *M. Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour abroger le chap. 32 des statuts de cette province, de 1869, 32 *Victoria*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte des licences de *Québec*, de 1878, (41 *Victoria*, chap. 3,) et ses amendements," lequel est lu comme suit :

Page 2, ligne 8, après le mot " majorité ", insérer le mot " absolue ".

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif, au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette province, 39 *Victoria*, chap. 33, intitulé : " Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 3, retrancher les mots " poursuivre pour " et les remplacer par les mots " exiger des ".

Même clause, ligne 7, retrancher le mot " actuellement ".

Clause 6, après le mot " classiques " des lignes 6, 8, 11 et 16 ajouter le mot " et scientifiques ".

Ce qui suit formera la clause 9.

9. Les sections 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de l'acte 42-43 *Vict.*, ch. 35, sont amendés de la manière suivante :

La section 2, est amendée en retranchant, à la ligne 1, les mots " du même acte " et les remplaçant par les mots " de l'acte 39 *Vict.*, ch. 33."

La section 3, est amendée en ajoutant après le chiffre " 74 " dans la première ligne les mots " de l'acte 39 *Vict.*, ch. 33."

Les sections 4, 5, 6 et 7 sont amendées en retranchant dans la première ligne de chacune d'elles les mots " du même acte " et les remplaçant dans chaque cas par les mots " de l'acte 39 *Vict.*, ch. 33 "

La section 8, est amendée en ajoutant après les chiffres 157 de la première ligne, les mots " de l'acte 39 *Vict.*, ch. 33."

Les sections 9 et 10 sont amendées en retranchant dans la première ligne de chacune d'elles les mots " du même acte " et en les remplaçant dans chaque cas par les mots " de l'acte 39 *Vict.*, ch. 33."

Ce qui suit formera la clause 10.

10. Le trésorier de la Chambre des notaires, avant d'agir comme tel, donnera deux cautions, dont les noms seront préalablement approuvés par le président et le vice-président de la dite Chambre des notaires.

Les cautions s'obligent conjointement et solidairement avec le trésorier envers la Chambre des notaires, par acte authentique accepté par le président ou le vice-président de la dite Chambre des notaires jusqu'à concurrence de la somme de six milles piastres et les intérêts avec hypothèque enregistrée sur des immeubles suffisants pour garantir le paiement de cette somme. A défaut de donner tel cautionnement, avec hypothèque enregistrée, le trésorier encourra la pénalité pécuniaire imposée par le 9e paragraphe de la 180e section de la 39 *Victoria*, ch. 33.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour autoriser l'Union St. Joseph de St. Joseph de Lévis, à réduire et commuer les secours qu'elle paie," lesquels sont lus comme suit :

Ce qui suit devient la clause 7.

7. Dans le cas où la dite corporation prendrait part en aucune manière à une grève ou l'encouragerait, elle perdra tous les droits résultant du présent acte.

La clause 7 devient la clause 8.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Lgislatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la société St. Jean Baptiste de la ville de *Salaberry de Valleyfield*," lequel est lu comme suit :

Ajouter à la fin du bill, les mots suivants qui formeront la clause 7.

7. Dans le cas où la dite corporation prendrait part en aucune manière à une grève ou l'encouragerait, elle perdra tous les droits résultant du présent acte.

Ordonné, Que le dit amendement soit lu une seconde fois à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers," lesquels sont lus comme suit :

Dans le titre, retrancher les mots " la moitié des " et les remplacer par les mots " les."

La clause 1 est effacée et remplacée par la suivante :

1. A l'avenir les gages des journaliers ne seront pas saisissables.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente, en conformité d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, Réponse à une adresse de l'Assemblée

Législative, datée le 17 juin dernier ; copies de toutes pétitions et autres applications faites au gouvernement pour ou en faveur de la compagnie du chemin de Lévis et Kennébec depuis le 1er jour de novembre dernier, demandant le paiement du subside payable à la dite compagnie, ou le consentement du gouvernement au transfert de la dite compagnie, et de toute contre représentation, à ce sujet, faites par les porteurs de bons de la dite compagnie, et de tous ordres en conseil et correspondance à ce sujet. [Documents de la session No. 66.]

Sur motion de M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la division d'enregistrement des *Trois-Rivières*.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

Résolu, 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, par proclamation, de partager en deux, la division actuelle d'enregistrement des *Trois-Rivières*, lorsqu'il se sera assuré qu'une bâtisse convenable et une voute de sureté auront été érigées dans l'endroit qui sera fixé à cet effet dans les limites du comté de *St-Maurice*.

Résolu, 2. Que la 1ère division d'enregistrement comprendra la cité et paroisse des *Trois-Rivières*, et sera appelée : "Division d'enregistrement des *Trois-Rivières*."

Le bureau actuel continuera à être fixé dans la cité des *Trois-Rivières* pour cette première division, et le présent régistrateur sera continué en charge, sans nouvelle nomination.

Résolu, 3. Que la 2me division d'enregistrement comprendra toutes les paroisses et cantons de la division électorale du comté de *St. Maurice* (la paroisse de *Trois-Rivières* exceptée) ; et sera appelée : "Division d'enregistrement du comté de *St. Maurice*."

Un régistrateur pourra être nommé en aucun temps, après la mise en vigueur de l'acte basé sur ces résolutions, pour cette deuxième division d'enregistrement.

Résolutions à rapporter.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

Et objection étant faite " que le dit rapport ne peut être reçu, parce que, par les résolutions ci-dessus, il s'agit de former une nouvelle division d'enregistrement, et que, conformément à la règle 51 de cette Chambre, avis public aurait du être donné.

M. l'Orateur décide comme suit :

J'ai à décider et à appliquer la règle 51 de cette Chambre, qui dit, que pour tout bill qui a pour objet, la division d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation de la législature ou pour le transfert d'aucuns bureaux locaux, il faut l'avis préalable de deux mois dans la "Gazette Officielle" et dans un journal de la localité". (Voir règle 51 de cette Chambre).

Les résolutions qui sont proposées à la Chambre demandent, la division du comté de *St. Maurice* et le transfert d'un bureau local, pour des fins, autres que celles de la représentation dans la législature, à savoir, pour des fins d'enregistrement.

Ces résolutions demandent de détacher du comté de *St Maurice*, pour des fins d'enregistrement, la paroisse des *Trois-Rivières* qui en fait partie (moins la banlieue des *Trois-Rivières*), pour l'annexer à la ville des *Trois-Rivières*.

L'on demande évidemment la division du comté de *St. Maurice* (quelque petite qu'elle soit) pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; l'on demande de plus, le transfert du bureau d'enregistrement du comté de *St. Maurice* qui se trouve actuellement dans les limites de la cité de *Trois-Rivières*, en vertu du paragraphe 4, de la 97ème section, chap. 37 des statuts refondus du *Bas-Canada*.

La règle 51 est absolue, et elle est basée sur les principes émis et discutés par les autorités les plus éminentes. Voir *May*, édition de 1863, à la page 655, et *Todd*, sur la législation privée, aux pages 7 et 8.

L'on m'a cité deux précédents, l'un contre et l'autre en faveur de la question d'ordre. Ce sont : 1. La division d'enregistrement de la ville de *Montréal* ; 2. Celle du comté de *Stanstead*.

Quant au premier, je dois dire, que le bill a été traité comme bill public, parceque la question d'ordre dont j'ai à m'occuper en ce moment, n'a pas été soulevée, la seule objection étant que le bill n'avait pas été préalablement recommandé par le gouverneur.

Le deuxième précédent, celui de *Stanstead*, confirme précisément l'opinion que je me suis formée sur l'interprétation de la règle 51.

Dans le cas de *Stanstead*, les avis requis, par la règle 51, avaient été publiés dans la "*Gazette Officielle*"; seulement, l'on avait négligé de les publier dans un journal de la localité ; c'était une infraction à la règle 51.

Le comité des bills privés, auquel le bill avait été référé, fit un rapport à la Chambre, en demandant que la règle 51 fût suspendue ; Et pourquoi ? D'abord, pour réparer l'informalité et ensuite, parce que les avis requis avaient été publiés dans la "*Gazette Officielle*", et qu'il avait été présenté une requête signée par tous les maires des municipalités et le registrateur du comté, demandant la division du comté. (Voir les journaux de l'Assemblée Législative de *Québec*, de 1870, vol. 4.)

Je n'ai pas d'alternative, je dois appliquer la règle 51.

Le seul précédent que l'on m'a cité (celui de *Stanstead*) me confirme dans mon opinion.

Le bill que l'on propose de présenter, basé sur les résolutions qui sont maintenant devant la Chambre, est certainement un bill privé, qui doit être accompagné des formalités exigées par la règle 51.

Mais comme il pourrait y avoir des doutes sur la nature même du bill, à savoir : si c'est un bill public ou un bill privé, je dois dire qu'en *Angleterre* et ici, tous les bills qui sont d'un caractère mixte, qui peuvent affecter en même temps l'intérêt des particuliers et l'intérêt public, sont considérés comme des bills qui doivent être précédés de l'avis public, exigé par la règle 51 de cette Chambre.

En *Angleterre*, ces bills sont appelés "*hybrid bills*" et ils sont traités comme des bills privés.

Nous suivons ici la même pratique.

Il suffit de référer à *Todd* sur la législation privée à la page 8 ou il dit :

"Il est néanmoins évident que pour les bills de cette catégorie, l'on devrait exiger le même avis que pour les bills privés, à la seule exception de ceux que l'on pourrait présenter, en invoquant certains principes bien définis de droit public."

Aussi : par les journaux des Communes, p. 388, l'on voit qu'il a été décidé par la Chambre des Communes d'*Angleterre*, qu'un bill, à l'avantage de trois comtés, était un bill privé.

L'on me dit que les précédents sont contradictoires, et l'on me demande d'en faire un qui puisse être utile à cette Chambre. Je me rends volontiers à cette demande en m'appuyant sur la règle 51 de cette Chambre, et sur les autorités de *May* et *Todd* que j'ai citées plus haut.

Je déclare que le bill qui est présenté à la Chambre et qui demande la division du comté de *St. Maurice* pour des fins, autres que celle de la représentation dans la législature, et le transfert du bureau local d'enregistrement du comté, est irrégulier, parce que le dit bill aurait dû être précédé des avis requis par la règle 51 de cette Chambre.

Les résolutions sont, en conséquence, hors d'ordre.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de M. l'Orateur

Messieurs

*Boutin,
Fortin,
Gagnon,
Irvine,
Joly,*

*Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Lafontaine (Shefford),
Lovell,
Marchand,
Mercier,
Parent,
Poirier,
Rinfret dit Malouin,*

*Ross,
Sawyer,
Shehyn et
Watts.—18.*

Contre la décision de M. l'Orateur.

Messieurs

*Audet,
Beaudin,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,*

*Chapleau,
Church,
Désaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Gauthier,*

*Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,*

*Mathieu,
Pâquet,
Robertson,
St. Cyr et
Taillon.—23.*

Ainsi la décision de M. l'Orateur n'est pas maintenue.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*, étant lu ;

M. le Procureur-Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Pâquet*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Poirier*, propose sous forme d'amendement, que le mot " maintenant ", soit retranché, et que les mots " jeudi, le 15 août prochain, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la province de *Québec*, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre. Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. Taillon, secondé par M. Racicot,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie P. M.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*, lequel amendement était "que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "jeudi, le 15 août prochain," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Le dit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Gagnon,

Irvine,
Joly,
Laberge,

Lafontaine (Napierville) Poirier,
Langelier (Portneuf), Rinfret dit Malouin et
Parent, Watts.—12.

CONTRE :

Messieurs

Beaubien,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Church,

Desaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Fortin,
Gauthier,
Houde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Mathieu,

Piquet,
Racicot,
Robertson,
Sawyer et
Taillon.—22.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

3. Résolu, Que les travaux de construction seront faits sous la direction du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, conformément aux plans, devis et estimation qui lui auront été fournis par le dit commissaire et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Résolu, Que les débetures émises jusqu'à ce jour, pour défrayer les dépenses du palais de justice et prison du district judiciaire de *Kamouraska*, seront à la charge de la dite ville de *Fraserville*.

5. Résolu, Que les taxes sur procédures judiciaires actuellement prélevées d'après la loi, continueront d'être prélevées par tels officiers que de droit, et le montant en sera remis à l'expiration de chaque semestre, à la corporation de la ville de *Fraserville*, jusqu'à ce qu'elle soit remboursée du coût de la construction des dits palais de justice et prison, et des paiements faits pour éteindre les débetures mentionnées dans la résolution précédente.

6. *Résolu*, Que les protonotaires, shérifs et autres officiers du dit chef-lieu, feront rapport annuellement au trésorier de cette province, des sommes par eux perçues et payées à la dite corporation de la ville de *Fraserville*, jusqu'à ce que cette dernière ait été remboursée du capital dépensé avec l'intérêt légal.

7. *Résolu*, Que lorsque le dit palais de justice et prison auront été définitivement reçus par le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, le lieutenant-gouverneur pourra, par un ordre en conseil publié dans la "Gazette Officielle de Québec," ordonner dans un certain délai fixé à sa discrétion, le transport de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant au village de *St.-Louis de Kamouraska*, au chef-lieu, dans la ville de *Fraserville*, dans le comté de *Témiscouata*, et toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de *Kamouraska*, devront se transiger dans la dite ville de *Fraserville*, à compter de l'expiration de ce délai.

8. *Résolu*, Qu'il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et autres officiers du district de *Kamouraska*, de faire la transmission des dits documents, sur l'ordre du procureur-général dans le délai voulu, sous les peines d'une amende de \$50, ou d'un emprisonnement de trois mois, pour chaque jour que durera le refus ou la négligence de ce faire.

9. *Résolu*, Que sur le refus ou négligence des susdits officiers, le procureur-général pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission, et les frais et déboursés occasionnés pour cette transmission, seront à la charge de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre demain.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur une certaine résolution concernant l'inspection des bureaux d'enregistrement, étant lu ;

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Piquet*, propose que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots " il soit résolu qu'il n'est pas opportun, vu l'état actuel des finances, de créer le nouveau bureau mentionné dans la dite résolution " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

*Blais,
Boutin,
Gagnon,
Irvine,
Joly,*

*Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Lovell,
Marchand,
Meikle,
Mercier,
Parent,*

*Poirier,
Rinfret dit Malouin,
Shahyn et
Watts.—17.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Church,*

*Désaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,*

*Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Marion,*

*Mathieu,
Pâquet,
Racicot,
Robertson,
Sawyer,
Taillon.—26.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Taillon, fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que l'inspection des bureaux d'enregistrement sera faite, à l'avenir, par un officier public ayant le titre d'inspecteur des bureaux d'enregistrement et qui sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et tiendra sa charge durant bon plaisir.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que *M. le Procureur Général Loranger* ait la permission d'introduire un bill pour donner plus d'efficacité à la loi du cadastre concernant les bureaux d'enregistrement et leur inspection.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la division du département de l'agriculture et des travaux publics ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et l'Honorable *M. Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur les résolutions concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement, étant lu ;

M. le Secrétaire-Provincial Pâquet, secondé par *M. le Procureur-Général Loranger*, propose, que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable *M. Langelier*, secondé par l'Honorable *M. Joly*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "il soit :

Résolu, "Qu'avant d'imposer de nouvelles charges sur le peuple, cette Chambre est d'opinion qu'il faudrait essayer d'équilibrer notre budget en réduisant nos dépenses autant qu'elles peuvent l'être, sans nuire à l'efficacité du service public.

Qu'avant de faire payer par les municipalités, pour le tout ou pour partie, les frais d'entretien de ceux qui sont détenus dans les asiles d'aliénés, le gouvernement devrait prendre des moyens efficaces pour faire payer ces frais aux aliénés eux-mêmes ou à leurs parents qui sont légalement obligés de les supporter lorsqu'ils sont capables de les payer," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Blais,
Boutin,
Gagnon,
Irvine,*

*Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf)*

*Lovell,
Marchand,
Mercier,
Parent,*

*Poirier,
Rinfret dit Malouin,
Shehyn et
Watts.—16.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Church,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,*

*Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Mathieu,*

*Meikle,
Pâquet,
Racicot,
Robertson,
Sawyer,
St. Cyr et
Taillon.—28.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu.

M. LeCavalier, fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que, dans tous les cas où un aliéné sera interné dans un asile, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur ou du secrétaire de la Province, les frais d'entretien de cet aliéné dans le dit asile, seront payés, moitié par le gouvernement et moitié par la municipalité où l'aliéné aura eu son dernier domicile.

Résolu, 2. Qu'il sera loisible à toute municipalité qui aura ainsi payé aucune somme d'argent au gouvernement, pour l'entretien d'aucun aliéné interné dans un asile aux frais du gouvernement, de se faire rembourser par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi, de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

Nonobstant toute loi à ce contraire, telle municipalité pourra se faire rembourser par voie d'exécution, sur les immeubles de l'aliéné, ou ceux des personnes obligées par la loi, à sa subsistance et à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle aura obtenu.

Résolu, 3. Que le montant payé par toute municipalité, sera considéré comme une dette imposable en vertu du code municipal de cette Province, et sera imposé et perçu de la même manière que toute dette de même nature, des contribuables de la dite municipalité.

Résolu, 4. Que les frais d'entretien qui seront payés à l'avenir par le gouvernement de cette Province, pour toute personne actuellement détenue, et qui continuera à être détenue dans un asile d'aliénés ou autre lieu, en vertu d'un ordre ou mandat du lieutenant-gouverneur, émané avant la mise en force de l'acte qui sera basé sur ces résolutions, seront recouvrés par le gouvernement, par voie d'action ordinaire, sur les biens de telle personne ou des personnes obligées par la loi, à son entretien et à sa subsistance.

Résolu, 5. Que tout aliéné pris et arrêté dans une cité ou ville, dans un village, canton, paroisse ou autre lieu quelconque, en cette Province, qui sera

prouvé n'être pas son domicile légal, pourra y être écroué, et renvoyé ensuite à son domicile légal, et dans tout tel cas, la corporation de l'endroit où il a son domicile, sera tenue au paiement des frais raisonnables de détention et du transport, remboursables à même les biens du dit aliéné, s'il en a.

6. *Résolu*, Que, s'il appert qu'une personne déjà détenue ou transférée dans un asile d'aliénés ou qui le sera à l'avenir, est venue ou a été amenée dans les limites de cette province, dans les trente jours précédant son envoi dans l'asile, le lieutenant-gouverneur, par son mandat, aura le pouvoir de faire transporter cette personne, dans la province ou le pays d'où elle est venue ou d'où elle a été amenée, et ce, aux frais de la province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, ait la permission d'introduire un bill concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement dans la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a retiré son amendement biffant la 4^{me} clause du bill intitulé : " Acte pour incorporer " *The Colonial Gold Mining Company*," et a passé le dit bill avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer " *The Colonial Gold Mining Company*," lequel est lu comme suit :

La clause 5 est effacée.

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la " *Société St. Jean-Baptiste de la ville de Salaberry de Valleyfield*, étant lu ;

Le dit amendement est, en conséquence, lu une seconde fois et adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE.—ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Langelier*.—Où devront être payés les intérêts et le capital du nouvel emprunt français ? Est-ce à *Paris* ou à *Londres* ? ? Si c'est à *Londres*, qui paiera le change de *Paris* sur *Londres* ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Le capital de l'emprunt français est payable à *Paris*.

L'intérêt et le fonds d'amortissement sont payables à *Londres* ; si le syndicat qui accorde l'emprunt désire qu'une partie de l'intérêt et du fonds d'amortissement soient payés à *Paris*, il prendra l'argent là, à ses risques et frais.

Par l'Honorable M. Mercier.—1. M. George A. Gouin est-il spécialement préposé à l'administration du chemin des Piles ?

2. Quelle est la date de sa nomination, quels sont ses pouvoirs, ses devoirs et ses fonctions ?

3. Est-il vrai que M. Gouin ait fait certains arrangements avec le gouvernement, ou M. L. A. Sénécal, qui lui permettent d'exploiter le dit chemin à son profit, et si oui, quels sont ces arrangements ?

4. Comment M. Gouin est-il rémunéré, par un traitement fixe ou par une commission ?

5. Quel est ce traitement ou cette commission ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—I. Oui.

II. A la fin de mars dernier, M. Gouin a été nommé agent ou directeur du trafic sous le contrôle du surintendant général et du chef de la traction (train despatcher.)

III. Il n'existe pas de tels arrangements.

IV. Par une commission.

V. Elle n'est pas encore déterminée.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'article 106¹ du code municipal," étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender en insérant avant les chiffres 746a, les chiffres 746 et.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Watts fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu comme suit :

Clause 1, ligne 4, après le mot " article " insérez les chiffres " 746 et."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Gagnon,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état montrant les patentes qui ont été accordées à la " British American Land Company ", le Baron de Diemar ou à d'autres, par rapport aux ventes et aux octrois faits par la couronne, de terrains situés dans cette partie des paroisses de Saint-Zéphirin de Courval et de Sainte-Brigitte des Saults, occupés par les seigneurs de Courval ou leur représentants, comme formant partie du fief et de la seigneurie de Courval, mais réclamés par la Couronne comme formant partie du Township de Wendover ; quel prix ou quels prix ont été payés à la couronne par les différents concessionnaires ou acquéreurs des dits terrains et quelle somme de deniers a été payée ou remise par la couronne à aucun de ces concessionnaires ou acquéreurs ou à leurs représentants ; avec les détails de chacun des paiements. Quelles ventes, concessions ou lettres patentes accordées comme sus-dit ont été annulées et quelle compensation ou indemnité a été payée ou allouée par la couronne pour chacune des dites annulations et les causes ou les raisons de ces annulations ; aussi copie de toute convention et règlement ayant rapport aux octrois ou patentes faits par la couronne comme

susdit entre la couronne et les dits concessionnaires ou acquéreurs ou aucun d'eux, ou leurs représentants ; et aussi copies de toute correspondance et de tous documents ou records dans le département des Terres de la Couronne concernant la borne entre le Township de *Wendover* et la seigneurie de *Courval*, et l'action en bornage de la couronne contre les seigneurs de *Courval*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour incorporer l'asile des servantes catholiques de *Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau l'acte électoral de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait, en conséquence, rapport du bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender le code municipal de la province de *Québec*, étant lu ;

M. *Champagne*, secondé par M. *Gauthier*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, la Chambre se divise et la question est résolue dans la négative.

Alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 23 Juillet 1880.

Onze heures, A. M.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant la division d'enregistrement des *Trois-Rivières*, étant lu ;

M. *Champagne* fait rapport des résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, par proclamation, de partager en deux, la division actuelle d'enregistrement des *Trois-Rivières*, lorsqu'il se sera assuré qu'une bâtisse convenable et une route de sûreté auront été érigées dans l'endroit qui sera fixé à cet effet dans les limites du comté de *St-Maurice*.

Résolu, 2. Que la 1^{ère} division d'enregistrement comprendra la cité et paroisse des *Trois-Rivières*, et sera appelée ; " Division d'enregistrement des *Trois-Rivières*."

Le bureau actuel continuera à être fixé dans la cité des *Trois-Rivières* pour cette première division, et le présent registrateur sera continué en charge, sans nouvelle nomination.

Résolu, 3. Que la 2^{me} division d'enregistrement comprendra toutes les paroisses et cantons de la division électorale du comté de *St. Maurice* (la paroisse de *Trois-Rivières* exceptée) ; et sera appelée : " Division d'enregistrement du comté de *St. Maurice*."

Un registrateur pourra être nommé en aucun temps, après la mise en vigueur de l'acte basé sur ces résolutions, pour cette deuxième division d'enregistrement.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un bill pour partager la division d'enregistrement des *Trois-Rivières* en deux divisions d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le bill pour donner plus d'efficacité à la loi du cadastre, concernant les bureaux d'enregistrement et leur inspection, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

M. *Champagne* fait, en conséquence, rapport du bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour donner plus d'efficacité à la loi du cadastre concernant les bureaux d'enregistrement et leur inspection," la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender l'article 1061 du code municipal," est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a passé avec un amendement auquel elle demande leur concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Lafontaine* (*Napierville*).—Les douze années d'intérêts qui ont été déduites aux municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, formant la somme de \$1,303,819.00 ou donnant une capitation d'une piastre de la population

de la province, le gouvernement se propose-t-il de rendre justice aux municipalités qui n'ont rien emprunté à ce fonds, en leur donnant une compensation équivalente ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Quand le gouvernement aura reçu tout le montant du Fonds d'Emprunt Municipal que la loi introduite pendant la présente session lui permet de collecter, il sera de son devoir de se montrer bienveillant envers les autres municipalités.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Est-il vrai que M. *Panneton*, protonotaire des *Trois-Rivières*, a donné sa résignation, et que M. *Désilets* a été nommé à cette charge.—Si tel est le cas, quelles sont les causes de cette résignation ?

Réponse de M. le Procureur-Général *Loranger*.—Le gouvernement n'a pas reçu la résignation de M. *Panneton*.

Par M. *Lafontaine* (*Napierville*).—Le salaire du gérant général du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, étant payé par une commission de deux et demi pour cent sur le revenu net, le dit gérant est-il obligé de payer au gouvernement le même pourcentage, dans le cas où il y aurait déficit ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Il n'est pas probable que le cas se présente, les revenus augmentant tous les jours.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour autoriser *Charles Alfred Pinsonneault* à vendre certains immeubles substitués, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,

Ordonné, Que la résolution adoptée par cette Chambre, jeudi le 15 du présent, concernant la manufacture de sucre de betterave, soit grossyée et qu'elle soit transmise à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par M. l'Orateur.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*), propose que le comité de toute la Chambre auquel a été renvoyé le bill intitulé : "Acte pour compléter les dispositions concernant la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de *Québec*," reçoive instruction de faire rapport du dit bill.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur maintient l'objection.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*), propose que cette Chambre se forme de nouveau en comité sur le bill intitulé : "Acte pour compléter les dispositions concernant la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de *Québec*," avec instruction de faire rapport du dit bill.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur maintient l'objection.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender les actes concernant les sociétés de colonisation."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 28 *Victoria*, chap. 13, amendant le chap. 68 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les compagnies d'assurance mutuelle."

Bill intitulé : " Acte à l'effet d'amender et refondre " l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869," et les actes qui l'amendent.

Bill intitulé : " Acte pour détacher une certaine partie de la paroisse de *St. Hyppolyte*, canton de *Wotton*, dans le comté de *Wolfe*, et l'annexer à la paroisse de *St. Camille*, pour les fins électorales, municipales et scolaires.

Bill intitulé : " Acte pour confirmer l'acte du parlement fédéral, 41 *Victoria*, chap. 41, intitulé : " Acte pour incorporer la société de construction du comté de *Hochelaga* comme société de construction permanente et pour d'autres fins, et pour valider les dispositions du dit acte et leur donner effet."

Bill intitulé : " Acte pour diviser le district judiciaire d'*Ottawa* en deux districts judiciaires, et pour d'autres fins."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 1188 du code de procédure civile du *Bas-Canada*."

Bill intitulé : " Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1880 et pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881, et pour d'autres fins du service public."

Aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *St. Jean* et les actes l'amendant."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de " *La compagnie de sucre de betterave de la province de Québec*," pour ratifier le règlement No. 53 de la partie ouest du township de *Farnham*, et pour prolonger le délai mentionné dans une des clauses du dit règlement."

L'Honorable M. *Church*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre, le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu, (Appendice No. 5.)

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de " *La compagnie de sucre de betterave de la province de Québec*," pour ratifier le règlement No. 53, de la partie ouest du township de *Farnham* et pour prolonger le délai mentionné dans une des clauses du dit règlement," lequel est lu comme suit :

Après le dernier mot de la clause 1, ajouter les mots " mais toute personne résidant soit dans les paroisses de *St. Hughes* et de *St. Pie*, dans le comté de *Bagot*, soit dans la paroisse de *St. Hyacinthe*, dans le comté de *St. Hyacinthe*, qui a souscrit des parts dans la dite compagnie, cesse d'être actionnaire et les contrats passés par elle aux fins du dit acte sont annulés."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *St. Jean*, et les actes l'amendant," lesquels sont lus comme suit :

Page 23, ligne 9, après le mot "gages" retrancher les mots "compagnies de chemin de fer et de télégraphe et leurs agents."

Page 33, ligne 39, après le mot "égard," insérer les mots "pourvu toujours qu'aucun règlement ne puisse en aucune façon ou d'aucune manière quelconque causer d'obstruction ou d'empêchement au libre usage du chemin de fer, des voitures, engins ou autres ouvrages en dépendant ou y relatifs."

Page 34, clause 90, sous-section 5, ligne 7, après le mot "amende" retrancher le mot "ou" et le remplacer par le mot "et."

Même ligne, après le mot "emprisonnement" retrancher les mots "ou les deux à la fois," et insérer les mots "à défaut de paiement de telle amende."

Page 45, clause 117, ligne 6, après le mot "amende" retrancher les mots "ou de l'" et les remplacer par les mots "et d'."

Même clause ligne 7, retrancher les mots "ou des deux à la fois" et insérer les mots "à défaut de paiement de telle amende."

Page 46, clause 122, ligne 9, après le mot "conrant" retrancher les mots "ou d'un" et les remplacer par les mots "et d'."

Ligne 10, après le mot "emprisonnement" insérer les mots "à défaut de telle amende."

Même ligne après le mot "calendrier" retrancher les mots "ou des deux à la fois."

Page 47, clause 125, après le mot "piastres, retrancher les mots "ou par l'" et les remplacer par les mots "et d'." Même ligne, après le mot "emprisonnement" insérer les mots "à défaut de telle amende."

Lignes 5 et 6 de la même clause après le mot "calendrier" retrancher les mots "ou par les deux à la fois."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues quant à ce qui regarde un bill pour amender l'acte 40 *Victoria*, chap. 21, intitulé : "Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province."

Ordonné, Que M. *Watts*, ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement dans la province de *Québec*, étant lu ;

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. *Taillon*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

M. *LeCavalier* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit :
 "Acte concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement de la province de Québec," la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*, étant lu ;

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Piquet*, propose que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Gagnon*, secondé par M. *Boutin*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "d'hui à six mois," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Gagnon,
Joly,

Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency)

Lovell,

Marchand,

Parent,

Rinfredit Malout,
Shehyn et
Wurtèle.—14.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Champagne,
Chapleau,
Desaulniers,

Deschênes,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Marion,
Piquet,

Robertson,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—23.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Gagnon*, secondé par M. *Boutin*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "les dites résolutions soient de nouveau renvoyées au comité de toute la Chambre avec instruction de remplacer la cinquième résolution par la suivante :

5. Que les taxes spéciales prélevées pour le dit palais de justice dans le comté de *Kamouraska* seulement, cesseront à l'avenir d'être perçues et que des taxes de même nature soient à l'avenir imposées et prélevées dans le comté de *Témiscouata* seulement, qui en a été exempt jusqu'à ce que les dites taxes soient prélevées par tels officiers que de droit, et le montant en sera remis à l'expiration de chaque semestre à la corporation de la ville de *Fraserville*, jusqu'à ce qu'elle soit remboursée du coût de la construction des dits palais de justice et prison, et des paiements faits pour éteindre les débentures mentionnées dans la résolution précédente.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Mathieu fait rapport des résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que, aussitôt que la corporation de la ville de *Fraserville*, dans le comté de *Témiscouata*, aura construit dans la dite ville, un palais de justice et une prison, propres à toutes les fins de l'administration de la justice, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'émaner une proclamation à l'effet d'abolir le chef-lieu judiciaire du district de *Kamouraska*, maintenant établi au village de *St. Louis* de *Kamouraska*, et de le transporter dans la dite ville de *Fraserville*, dans le comté de *Témiscouata*, pour toutes les fins de l'administration de la justice, tant civile que criminelle.

2. *Résolu*, Que la construction du dit palais de justice et prison, devra être faite aux frais de la corporation de la ville de *Fraserville*, et terminée dans les deux ans à compter de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

3. *Résolu*, Que les travaux de construction seront faits sous la direction du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, conformément aux plans, devis et estimation qui lui auront été fournis par le dit commissaire et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. *Résolu*, Que les débentures émises jusqu'à ce jour, pour défrayer les dépenses du palais de justice et prison du district judiciaire de *Kamouraska*, seront à la charge de la dite ville de *Fraserville*.

5. *Résolu*, Que les taxes sur procédures judiciaires actuellement prélevées d'après la loi, continueront d'être prélevées par tels officiers que de droit, et le montant en sera remis à l'expiration de chaque semestre, à la corporation de la ville de *Fraserville*, jusqu'à ce qu'elle soit remboursée du coût de la construction des dits palais de justice et prison, et des paiements faits pour éteindre les débentures mentionnées dans la résolution précédente.

6. *Résolu*, Que les protonotaires, shérifs et autres officiers du dit chef-lieu, feront rapport annuellement au trésorier de cette province, des sommes par eux perçues et payées à la dite corporation de la ville de *Fraserville*, jusqu'à ce que cette dernière ait été remboursée du capital dépensé avec l'intérêt légal.

7. *Résolu*, Que lorsque le dit palais de justice et prison auront été définitivement reçus par le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, le lieutenant-gouverneur pourra, par un ordre en conseil publié dans la "Gazette Officielle de Québec," ordonner dans un certain délai fixé à sa discrétion, le transport de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant au village de *St.-Louis* de *Kamouraska*, au chef-lieu, dans la ville de *Fraserville*, dans le comté de *Témiscouata*, et toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de *Kamouraska*, devront se transiger dans la dite ville de *Fraserville*, à compter de l'expiration de ce délai.

8. *Résolu*, Qu'il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et autres officiers du district de *Kamouraska*, de faire la transmission des dits documents, sur l'ordre du procureur-général dans le délai voulu, sous les peines d'une amende de \$50, ou d'un emprisonnement de trois mois, pour chaque jour que durera le refus ou la négligence de ce faire.

9. *Résolu*, Que sur le refus ou négligence des susdits officiers, le procureur-général pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission, et les frais et déboursés occasionnés pour cette transmission, seront à la charge de la province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Procureur Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour partager la division d'enregistrement des *Trois Rivières* en deux divisions d'enregistrement, étant lu ;

M. le Procureur-Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Piquet*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et objection étant faite, que le bill n'est pas dans l'ordre, parce que c'est un bill privé et qu'il doit tomber sous la règle 51.

M. l'Orateur décide comme suit :

Il peut y avoir des doutes, au sujet de la question d'ordre que j'ai décidée hier, quand à l'opportunité de la présenter lorsque la Chambre a été appelée à adopter le rapport du comité de toute la Chambre, sur les résolutions qui devaient former la base du bill qui lui est maintenant présenté.

L'on prétend que l'objection n'aurait dû être soulevée qu'à la présentation du bill, au lieu de l'avoir été lors de la réception des résolutions.

Il peut se faire que l'on ait raison mais on ne me demande pas de décider cette question.

Je n'ai à décider que la même question, que celle que j'ai décidée hier, et je déclare de nouveau ce qui suit :

J'ai à décider et à appliquer la règle 51 de cette Chambre, qui dit, que pour tout bill qui a pour objet, la *division d'un comté* pour des fins autres que celles de la représentation de la législature ou pour le *transfert d'aucuns bureaux locaux*, il faut l'avis préalable de deux mois dans la "Gazette Officielle" et dans un journal de la localité". (Voir règle 51 de cette Chambre).

Le bill qui est présenté à la Chambre demande, la *division du comté de St. Maurice* et le *transfert d'un bureau local*, pour des fins, autres que celles de la représentation dans la législature, à savoir, pour des fins d'enregistrement.

Ce bill demande de détacher du comté de *St. Maurice*, pour des fins d'enregistrement, la paroisse des *Trois-Rivières* qui en fait partie (moins la banlieue des *Trois-Rivières*), pour l'annexer à la ville des *Trois-Rivières*.

L'on demande évidemment la *division du comté de St. Maurice* (quelque petite qu'elle soit) pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; l'on demande de plus, le *transfert du bureau d'enregistrement* du comté de *St. Maurice* qui se trouve actuellement dans les limites de la cité de *Trois-Rivières*, en vertu du paragraphe 4, de la 97ème section, chap. 37 des statuts refondus du *Bas-Canada*.

La règle 51 est absolue, et elle est basée sur les principes émis et discutés par les autorités les plus éminentes. Voir *May*, édition de 1863, à la page 655, et *Todd*, sur la législation privée, aux pages 7 et 8.

L'on m'a cité deux précédents, l'un contre et l'autre en faveur de la question d'ordre. Ce sont : 1. La division d'enregistrement de la ville de *Montréal* ; 2. Celle du comté de *Stanstead*.

Quant au premier, je dois dire, que le bill a été traité comme bill public, parceque la question d'ordre dont j'ai à m'occuper en ce moment, n'a pas été soulevée, la seule objection étant que le bill n'avait pas été préalablement recommandé par le gouverneur.

Le deuxième précédent, celui de *Stanstead*, confirme précisément l'opinion que je me suis formée sur l'interprétation de la règle 51.

Dans le cas de *Stanstead*, les avis requis, par la règle 51, avaient été publiés dans la "Gazette Officielle" ; seulement, l'on avait négligé de les publier dans un journal de la localité ; c'était une infraction à la règle 51.

Le comité des bills privés, auquel le bill avait été référé, fit un rapport à la Chambre, en demandant que la règle 51 fût suspendue ; Et pourquoi ? D'abord, pour réparer l'informalité et ensuite, parce que les avis requis avaient été publiés dans la "Gazette Officielle", et qu'il avait été présenté une requête signée par tous les maires des municipalités et le registraire du comté, demandant la division du comté. (Voir les journaux de l'Assemblée Législative de Québec, de 1870, vol. 4.)

Je n'ai pas d'alternative, je dois appliquer la règle 51.

Le seul précédent que l'on m'a cité (celui de *Stanstead*) me confirme dans mon opinion.

Le bill que l'on présente est certainement un bill privé, qui doit être accompagné des formalités exigées par la règle 51.

Mais comme il pourrait y avoir des doutes sur la nature même du bill, à savoir : si c'est un bill public ou un bill privé, je dois dire qu'en *Angleterre* et ici, tous les bills qui sont d'un caractère mixte, qui peuvent affecter en même temps l'intérêt des particuliers et l'intérêt public, sont considérés comme des bills qui doivent être précédés de l'avis public, exigé par la règle 51 de cette Chambre.

En *Angleterre*, ces bills sont appelés "*hybrid bills*" et ils sont traités comme des bills privés.

Nous suivons ici la même pratique.

Il suffit de référer à *Todd* sur la législation privée à la page 8 où il dit :

" Il est néanmoins évident que pour les bills de cette catégorie, l'on devrait exiger le même avis que pour les bills privés, à la seule exception de ceux que l'on pourrait présenter, en invoquant certains principes bien définis de droit public."

Aussi : par les journaux des Communes, p. 388, l'on voit qu'il a été décidé par la Chambre des Communes d'*Angleterre*, qu'un bill, à l'avantage de trois comtés, était un bill privé.

L'on me dit que les précédents sont contradictoires, et l'on me demande d'en faire un qui puisse être utile à cette Chambre. Je me rends volontiers à cette demande en m'appuyant sur la règle 51 de cette Chambre, et sur les autorités de *May* et *Todd* que j'ai citées plus haut.

Je déclare que le bill qui est présenté à la Chambre et qui demande la division du comté de *St. Maurice* pour des fins, autres que celle de la représentation dans la législature, et le transfert du bureau local d'enregistrement du comté, est irrégulier, parce que le dit bill aurait dû être précédé des avis requis par la règle 51 de cette Chambre.

Le bill est hors d'ordre.

La Chambre s'ajourne alors.

Sept heures et demie, P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Deschênes,—la pétition de *Louis Honoré Gosselin*, ci-devant garde forestier pour la province de *Québec*.

M. le Secrétaire-Provincial *Pâquet* présente, en conformité d'adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 12 juillet 1880, demandant copies de tous les papiers et correspondances et ordres en conseil, se rapportant à la destitution de M. *Louis Honoré Gosselin*, comme Garde-Forêtier de la province de *Québec*. (Documents de la session, No. 67.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 9 juin 1880, demandant les copies de tous marchés, contrats et arrangements conclus entre le gouvernement ou l'administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, et toutes personnes ou compagnies relativement au transport des passagers et du fret sur le dit chemin, et les taux réduits accordés à certaines catégories de passagers. (Documents de la session, No. 68.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 juillet 1880, demandant un état faisant connaître les conditions auxquelles les billets spéciaux, billets d'abonnement et billets de retour sont vendus sur les chemins de fer du gouvernement. (Documents de la session, No. 68.)

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province, 39 *Victoria*, chapitre 33, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

M. Solliciteur-Général *Lynch*, secondé par M. le Commissaire *Flynn*, propose, que cette Chambre concourt dans le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics.

L'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Ross*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "le rapport suivant proposé dans le dit comité, mais rejeté par la majorité de ce comité," soit adopté.

"Quant à la déclaration de l'Hon. M. *Irvine* au sujet de l'emprunt de \$300,000 "à la Banque du Peuple, votre comité est d'opinion, que la preuve en a établi l'exactitude. L'emprunt a été obtenu de la Banque par M. *Prentice* à 6 0/10 dont 5 0/10 ont été payés par le gouvernement et 1 0/10 par M. *Prentice* avec de l'argent emprunté par lui de M. L. A. *Sénécal*, et que celui-ci déclare n'avoir aucune espérance de se faire rembourser. Avant que les \$300,000 fussent comptées par la Banque, M. *Prentice* a informé M. *Chapleau* qu'outre les 5 0/10 que devait payer le gouvernement, l'emprunt coûterait des sacrifices personnels à lui M. *Prentice*.

"Lorsqu'en réponse à l'Hon. M. *Irvine*, l'Hon. M. *Robertson* a dit en Chambre que 5 0/10 seulement avait été payés à la Banque, M. *Chapleau* savait depuis longtemps, que 6 0/10 avaient été payés, dont 1 0/10 avec de l'argent obtenu de M. *Sénécal*.

"Quant à l'emprunt de \$4,000,000, votre comité est d'opinion que M. *Chapleau* n'a jamais pris l'engagement positif d'en confier la négociation à M. *Prentice*, mais, par sa correspondance, ses conversations et sa conduite avec lui, il l'a laissé sous l'impression qu'il la lui confierait ; et c'est parce qu'il était sous cette impression, que M. *Prentice* a fait le sacrifice de la différence entre 5 0/10 et 6 0/10, sur l'emprunt de \$300,000 à la Banque du Peuple," soient mis à la place.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Blais,
Boutin,*

*Gagnon,
Joly,*

*Langelier (Portneuf),
Marchand,*

*Rinfret dit Malouin et
Ross.—8.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Desaulniers,
Deschênes,*

*Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Latonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,*

*Pâquet,
Robertson,
St. Cyr et
Taillon.—19.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix, que cette Chambre concourt dans le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

M. le Trésorier *Robertson*, du comité spécial auquel a été renvoyé le bill concernant les employés permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de cette province, présente à la chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que la position financière de la province exige une diminution des dépenses de la Législature en cette province.

Que, pour atteindre ce résultat, le nombre des employés permanents devrait être considérablement réduit, tout en ayant en même temps, autant d'égard que possible, aux droits de ces employés, et à l'exécution efficace des devoirs à remplir.

Que, dans l'opinion de ce comité, un certain nombre de ces employés devraient être seulement sessionnels, et que l'on devrait leur accorder telle partie de leur traitement actuel qui les récompenserait convenablement pour les services qu'ils rendraient pendant telle période, avant, pendant ou après chaque session, qui sera jugée nécessaire, et que, en sus de ce traitement, le Gouvernement paierait le pourcentage ordinaire qui sera nécessaire pour conserver le droit de ceux dont les services ne seront requis que comme employés sessionnels, au lieu d'être employés permanents, à la part du fonds de retraite, établi en vertu de l'acte de cette province, 40 *Victoria*, chap., 10, à laquelle ils auraient droit, si leur traitement n'avait pas été réduit.

Qu'au cas où aucun des employés maintenant en charge désirerait se retirer du service public, au lieu d'y rester comme employé sessionnel comme susdit, ou au cas où l'on se dispenserait des services d'aucun de ces employés, il leur sera accordé une allocation équivalente à dix-huit mois de leur traitement actuel, payable par trimestre.

Dans tous ces cas, tout employé qui se retire du service public sera remboursé du montant payé par lui jusqu'ici, au fonds de retraite, et à l'avenir, il cessera d'y avoir aucun intérêt ou d'en retirer aucun bénéfice.

Qu'à l'avenir, au commencement de chaque session de la Législature, l'Orateur, au nom de la commission, soumettra une liste des employés sessionnels nécessaires pendant la session, à la Chambre, pour son approbation.

Le comité a examiné la liste des employés et a fait des recommandations à la dite commission, quant à la manière d'après laquelle la dite commission devra procéder à l'égard de ces employés, afin de mettre à exécution la loi dont le projet a été référé à ce comité.

Le comité a rapporté le bill avec un amendement qu'il recommande à la considération de la Chambre.

M. Gauthier, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu. (Appendice No. 6.)

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers, étant lu ;

Le dit amendement, est, en conséquence, lu une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le Conseil Législatif dans le dit amendement, elle est résolue dans la négative.

Résolu, Qu'un comité spécial soit nommé, composé de l'Honorable M. Marchand, M. le Solliciteur-Général Lynch et M. le Secrétaire-Provincial Pâquet, pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, dans une conférence, pour lesquelles cette Chambre n'a pas concouru dans le dit amendement.

Résolu, Que cette Chambre suspende ses procédés durant l'espace de cinq minutes.

La Chambre, en conséquence, suspend ses procédés.

Cinq heures et demie, P. M.

L'Honorable M. Marchand, du comité spécial nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, dans une conférence, pour lesquelles cette Chambre n'a pas concouru dans l'amendement fait par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour exempter de saisie la moitié des gages des journaliers," fait rapport que le comité a préparé une raison, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

"Parce qu'il n'est pas désirable que l'exemption de saisie mentionnée au dit acte soit statuée pour plus de la moitié des gages des journaliers."

La dite raison, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Résolu, Qu'une conférence avec le Conseil Législatif est désirable afin de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans l'amendement fait par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour exempter de saisie la moitié des gages des journaliers."

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand*, M. le Solliciteur Général *Lynch* et M. le Secrétaire Provincial *Piquet*, se rendent au Conseil Législatif, et demandent la dite conférence.

Le bill pour amender l'acte 40 *Victoria*, ch. 21, intitulé : "Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province," est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gagnon* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gagnon* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a adopté l'amendement fait par la Chambre au bill intitulé : "Acte pour amender l'article 1061 du code municipal."

Aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour permettre d'étendre à plus de huit ans, les termes de paiement de répartition à être imposée dans la paroisse de *St. Henri des Tanneries*, en rapport avec la construction de l'église, du presbytère et dépendances.

Bill intitulé : "Acte incorporant "l'Union des commis-marchands, de la cité de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*."

Bill intitulé : "Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire."

M. *Beaudet*, secondé par M. *Taillon*, propose que l'honoraire de \$100, payé sur le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Joseph Alphonse Lemay* au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; et il est résolu dans la négative.

M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*, propose que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour permettre au barreau de la province de *Québec* d'admettre *R. P. Vallée*, au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, et il est résolu dans la négative.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill autorisant Dame *Marie-Anne-Claire Symes*, Marquise de *Bassano*, héritière instituée en vertu du testament de son père feu *George Burns Symes* à changer certains placements, soit remis, vu que le dit bill a été rejeté par le comité des bills privés au Conseil Législatif.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 24 Juillet 1880.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les lois de l'instruction publique en cette province, concernant le dépôt de livres ".

Bill intitulé : " Acte concernant les mines en cette province.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les lois de l'instruction publique en cette province, concernant le dépôt de livres," lesquels sont lus comme suit :

Clause 6, lignes 3 et 4, retrancher les mots " n'excédant pas la somme de " " et insérer les mots " n'excédant pas deux mille piastres."

Clause 13, ligne 4, après le mot " ouvrage " insérer les mots " qui sera la propriété du Conseil de l'instruction publique en vertu de la section 12 du présent acte."

Même clause, ligne 5, effacer les mots suivants des lignes 5, 6 et 7 " qui sera la propriété du conseil de l'instruction publique en vertu de la section 12 du présent acte."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les employés permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de cette province; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Taillon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

M. l'Orateur présente à la Chambre, le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, lequel est lu comme suit:

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents suivants et qu'il en recommande l'impression, savoir :

Document No. 8.—Rapport des inspecteurs de prisons, etc.

" " 9.—Nominations et promotions dans le service civil, etc.

" " 13.—Emprunt français.

" " 16.—Liste des chemins de fer qui ont droit à un subside, etc.

" " 17.—*Montréal, Portland, Boston, Ry, payment of any subsidy.*

" " 18.—*Letter of M. Joly [as minister] to Honorable Thos. McGreevy.*

" " 23.—Remise des intérêts dus par certains colons, avec leurs noms, etc.

" " 29.—Recettes et dépenses du 1er juillet 1879 au 31 Oct. 1879.

" " 34.—Suspension du shérif Quesnel, etc.

- Document No. 41.—Rapport des ingénieurs concernant le tracé du chemin du
Lac St. Jean.
 “ 43.—Tous les rapports concernant le chemin de fer *Québec* au
Lac St. Jean depuis le 2 mars 1878.
 “ 44.—Emprunts temporaires ou permanents, etc.
 “ 48.—Rapport de M. *Peterson* sur la location du chemin de fer de
Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.
 “ 60.—Nominations et destitutions, sur le chemin de fer de *Québec,*
Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1er juin 1880.
 “ 66.—Pétitions au gouvernement par le chemin de fer de *Lévis* et
Kénébec.
 “ 68.—Transport des passagers et du fret sur chemin de fer de *Québec,*
Montréal, Ottawa et Occidental.

L'ordre du jour la seconde lecture du bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*, étant lu ;

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

M. *Gagnon*, secondé par M. *Boutin*, propose, sous forme d'amendement à la question, que le mot “ maintenant ”, soit retranché, et que les mots “ d'aujourd'hui en six mois, ” soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Gagnon,

Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,

Marchand,

Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desautniers,
Deschênes,

Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,

Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desautniers,
Deschênes,

Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,

Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.

CONTRE :

Messieurs

*Blais,
Boutin,
Gagnon,*

*Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,*

Marchand,

*Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.*

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desaulniers,
Deschênes,*

*Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,*

*Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.*

CONTRE :

Messieurs :

*Blais,
Boutin,
Gagnon,*

*Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,*

Marchand,

*Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.*

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parent fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. Gagnon, secondé par M. Boutin, propose, sous forme d'amendement, que le mot " maintenant," soit effacé, et que les mots " d'hui en six mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Blais,
Boutin,
Gagnon,*

*Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,*

Marchand,

*Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desaulniers,
Deschênes,*

*Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,*

*Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte,—19.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu :

M. Gagnon, secondé par M. Boutin, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de remplacer la section 1 et 2 par la suivante :

1. Aussitôt que la corporation de la ville de *Fraserville*, dans le comté de *Témiscouata*, aura remis au Trésorier de la province un montant de débentures suffisant, dans l'opinion du gouvernement, pour pouvoir construire un palais de justice et prison, propres à toutes les fins de l'administration de la justice, le gouvernement devra continuer le dit palais de justice et prison conformément à la section suivante, dans les deux ans, à compter de la passation du présent acte ; et aussitôt, le dit palais de justice terminé, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'émaner une proclamation à l'effet d'abolir le chef-lieu judiciaire du district de *Kamouraska*, maintenant établi au village de *St. Louis de Kamouraska*, et de le transporter dans la dite ville de *Fraserville*, dans le comté de *Témiscouata*, pour toutes fins de l'administration de la justice, tant civile que criminelle," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre, se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Blais,
Boutin,
Gagnon,*

*Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,
Marchand,*

*Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desaulniers,
Deschênes,*

*Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,*

*Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu :

M. Gagnon, secondé par M. Boutin, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'ajouter à la fin de la section 4.

“Laquelle corporation de la ville de *Fraserville* remboursera, d'aujourd'hui à un an, à la corporation du comté de *Kamouraska*, le montant prélevé dans le comté de *Kamouraska*, au moyen de la taxe spéciale imposée, sur ce comté seulement, pour le dit palais de justice, lequel montant devra être distribué aux citoyens du village de *Kamouraska* dans la proportion de la perte que chacun devra encourir sur la valeur de ses propriétés par suite du transport du chef-lieu, et la balance; et si balance il y a, sera distribuée aux corporations locales du comté de *Kamouraska* en proportion de leur évaluation;” soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Blais,
Boutin,
Gagnon,*

*Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,*

Marchand,

*Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desaulniers,
Deschênes,*

*Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu.*

*Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. Gagnon, secondé par M. Boutin, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après “que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots “le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'amender la section 7 de manière à fixer à 100 ans le délai mentionné dans la dite section, pour le transfert de la juridiction du village de *Kamouraska* à la ville de *Fraserville*,” soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Blais,
Boutin,
Gagnon,*

*Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,*

Marchand,

*Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desaulniers,
Deschênes,*

*Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,*

*Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, Que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desaulniers,
Deschênes,*

*Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,*

*Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.*

CONTRE :

Messieurs

*Blais,
Boutin,
Gagnon,*

*Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,
Marchand,*

*Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.*

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

M. Parent, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant proposée, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Gagnon, secondé par M. Boutin, propose sous forme d'amendement que le mot "maintenant," soit effacé, et que les mots "d'hui en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Blais,
Boutin,
Gagnon,*

*Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,
Marchand,*

*Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desaulniers,
Deschênes,*

*Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,*

*Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Gagnon, secondé par M. Boutin, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots " il soit résolu que cette Chambre ne croit pas devoir faire maintenant aucun changement dans les limites des districts judiciaires de la province," soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Gagnon,

Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,

Marchand,

Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desautniers,
Deschênes,

Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,

Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une troisième fois, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Chapleau,
Desautniers,
Deschênes,

Duckett,
Flynn,
Fortin,
Houde,
Lalonde,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Marion,
Mathieu,

Robertson,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—19.

CONTRE :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Gagnon,

Joly,
Langelier (Montmorency) Parent,

Marchand,

Rinfret dit Malouin et
Ross.—9.

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender les mines en cette Province," lesquels sont lus comme suit :

Clause 14, 15 et 16 effacez les mots "deux et demi" et remplacez les par "trois."

Et la question étant mise aux voix, que les dits amendements soient maintenant lus une seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill du Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

CONSEIL LÉGISLATIF.

Samedi, 24 juillet 1880.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'Assemblée Législative, l'informant que le Conseil Législatif accepte la conférence au sujet de l'amendement fait par par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers," et qu'il enverra des membres pour rencontrer ceux de l'Assemblée Législative à midi et demi, aujourd'hui, dans la Chambre No. 3 du Conseil Législatif.

Ordonné, Que les Honorables MM. de Boucherville, Beaudry et Starnes, soient les conférenciers de la part de cette Chambre pour rencontrer ceux de l'Assemblée Législative.

Résolu, Que cette Chambre suspende ses procédés durant l'espace de cinq minutes.

La Chambre, en conséquence, suspend ses procédés.

Dix heures, A. M.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Trésorier Robertson,

Résolu, Que cette Chambre, se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant la vente de telles portions de terrain sur lequel sont érigés et construits le vieux château et ses dépendances, ainsi que l'emplacement du château Saint-Louis.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra céder ou vendre telles portions du terrain sur lequel sont érigés et construits le vieux-château de Québec et ses dépendances, ainsi que l'emplacement du châtean Saint-Louis (ancienne terrasse Durham) qu'il jugera convenable ou le terrain tout entier ; le dit terrain contenant une superficie de 70,000 pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise, et ayant été cédé par le gouvernement du Canada au gouvernement de cette province, par ordre du conseil privé, du 14 février 1871, pourvu qu'aucune partie de la plateforme, telle qu'elle existe maintenant, ne soit comprise dans cette vente.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Murphy* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra céder ou vendre telles portions du terrain sur lequel sont érigés et construits le vieux-château de *Québec* et ses dépendances, ainsi que l'emplacement du château Saint-Louis (ancienne terrasse Durham) qu'il jugera convenable ou le terrain tout entier ; le dit terrain contenant une superficie de 70,000 pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise, et ayant été cédé par le gouvernement du *Canada* au gouvernement de cette province, par ordre du conseil privé, du 14 février 1871, pourvu qu'aucune partie de la plateforme, telle qu'elle existe maintenant, ne soit comprise dans cette vente.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant les employés permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de cette Province, étant lu :

M. *Taillon* fait rapport du bill en conséquence.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Champagne*.—Est-ce l'intention du gouvernement de louer ou de vendre le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, et a-t-il reçu des offres à cet effet ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement a déjà reçu des offres considérables pour l'affermage du chemin de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, et des propositions pour son achat. Ces offres et ces propositions mettent le gouvernement en position de déclarer, que, dans le cas où le gouvernement déciderait d'affermir le dit chemin, il pourrait compter sur un prix annuel d'au moins \$300,000 par an, pour dix ans, et plus pour les années suivantes, et sur une somme d'au moins \$6,500,000 représentant un revenu de \$390,000 pour la vente du dit chemin.

Le gouvernement dans tous les cas, s'il croit devoir louer ou vendre le dit chemin, ne prendra aucune action à ce sujet avant d'avoir convoqué les Chambres pour prendre leur avis sur cette question.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à deux heures, P. M., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Deux heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour donner plus d'efficacité à la loi du cadastre, concernant les bureaux d'enregistrement et leur inspection."

Bill intitulé : " Acte pour changer le nom du " Collège de Monnoir " en celui de petit séminaire de *Ste. Marie de Monnoir* et pour autres fins."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser la vente de certains biens immobiliers substitués par le testament de feu *Charles Smith, senior*, et pour d'autres fins."

Bill intitulé : " Acte concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte électoral de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour amender le code de procédure civile du *Bas-Canada* et certains actes qui l'amendent."

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte, 40 Vict., chap. 21, intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province."

Bill intitulé : " Acte concernant la division du département de l'agriculture et des travaux publics."

Bill intitulé : " Acte concernant les employés permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de cette Province."

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, gentilhomme, Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Honneur, qui a donné au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Acte pour protéger les ponts de péage en cette province.

Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 29 *Victoria* chapitre 86, incorporant la compagnie de navigation de *Longueuil*.

Acte pour amender l'article 1061 du code municipal.

Acte pour amender et refondre les différents actes y mentionnés se rapportant aux timbres.

Acte pourvoyant à la meilleure protection des créanciers hypothécaires, et pour donner une plus grande publicité à la saisie et à la vente des biens immobiliers.

Acte concernant les officiers publics de la province de *Québec*.

Acte concernant les compagnies incorporées en vertu des statuts impériaux.

Acte concernant les enquêtes des coroners.

Acte pour amender l'acte concernant les dépôts judiciaires et autres.

Acte pour amender le chapitre 77 des statuts refondus du *Canada*, intitulé : " Acte concernant les arpenteurs et les arpentages."

Acte définissant les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*, écuyer, quant à certaines propriétés en cette province et pour autres fins.

Acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *Louis H. Pignolet* à la profession de procureur et d'avocat.

Acte pour déclarer et confirmer le nom de *Joseph Eloi de Gagné*, écuyer, marchand, de la paroisse des *Eboulements*, et pour le bénéfice de ses descendants.

Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Roch Pamphile Vallée* au nombre de ses membres.

Acte pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St. Jean*.

Acte pour incorporer "la compagnie de placements, de *Montréal*."

Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Joseph Alphonse Lemay* au nombre de ses membres.

Acte permettant à la compagnie graphique "*Graphic Company*" de diminuer le montant de son fonds social et pour d'autres fins.

Acte pour incorporer la "*Société St. Jean Baptiste de la ville Salaberry de Valleysfield*."

Acte pour incorporer la communauté des Révérends Pères Rédemptoristes, à *Sainte Anne de Beaupré*.

Acte pour incorporer le "*Crédit Foncier Franco-Canadien*."

Acte pour incorporer "*La compagnie de tunnel du fleuve Saint-Laurent*."

Acte pour amender l'acte incorporant "*La compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu*" et l'acte subséquent 39 *Victoria*, chap. 59, prolongeant le délai pendant lequel la dite compagnie devait commencer ses travaux."

Acte pour amender les actes concernant la compagnie du chemin de fer du *Sud-Est* et pour autoriser la dite compagnie à émettre de nouveaux bons hypothécaires.

Acte pour incorporer le "*Ristigouche Salmon Club*."

Acte pour confirmer l'acte du parlement fédéral, 41 *Vict.*, chap. 41, intitulé : "Acte pour incorporer la société de construction du comté d'*Hochelaga*, comme société de construction permanente, et pour d'autres fins," et pour valider les dispositions du dit acte et leur donner effet.

Acte pour incorporer "*The Sherbrooke gas and Water Company*."

Acte pour incorporer "*la Compagnie minière Internationale*."

Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Hormisdas Jeannotte dit Lachapelle* au nombre de ses membres.

Acte pour incorporer "*La Compagnie du chemin de fer Union Jacques-Cartier*."

Acte pour amender l'acte de la Législature de *Québec*, 31 *Victoria*, chap. 51 qui amende l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph, de *Saint-Jean d'Iberville*.

Acte à l'effet d'amender et refondre "l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869," et les actes qui l'amendent.

Acte pour pourvoir à l'emploi, en dehors des murs des prisons communes des prisonniers qui y sont incarcérés.

Acte pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure.

Acte autorisant la refonte des statuts généraux de la province de *Québec*.

Acte concernant les termes de la cour de session générale de la paix, dans les districts de *Québec* et de *Montréal*.

Acte pour amender la loi des licences de *Québec*, 1878, 41 *Victoria*, chap. 3, et ses amendements.

Acte pour amender de nouveau "l'Acte électoral de *Québec*."

Acte pour amender l'acte de cette province 42-43 *Victoria*, chap. 46, intitulé : "Acte pour rectifier les lignes de division et assurer les titres dans certains rangs du township de *Grenville*."

Acte pour annexer au comté de *Maskinongé*, à toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon* qui a été annexée à la paroisse de *Saint-Didace*, dans le diocèse des *Trois-Rivières*.

Acte amendant les actes concernant "la compagnie du chemin de fer de jonction du *Saint-Laurent* et du *Lac Champlain*," et pour pourvoir à la cancellation de la première émission des bons hypothécaires de la dite compagnie.

Acte autorisant la vente d'une propriété immobilière substituée par feu *James Connolly*.

Acte pour amender la charte de la cité de *Montréal*.

Acte incorporant la compagnie de chemin de fer de la Rive Sud et du Tunnel.

Acte incorporant "l'association des comptables de *Montréal*."

Acte pour incorporer le "*Racket Club* de *Québec*."

Acte pour définir les pouvoirs des héritiers *Quesnel* de disposer de certains biens-fonds.

Acte pour incorporer "La compagnie de chemin de fer de ceinture de *Lachine* et de la *Pointe-Claire*."

Acte incorporant l'Union des commis-marchands de la cité de *Montréal*.

Acte pour rendre authentique un acte de vente passé à *Québec*, le 15 septembre 1858, consenti par *John Jones* à *John George Grébassa* et *Pierre Rémi Chevalier*, et reçu par *J. S. Hossack*, notaire.

Acte pour autoriser "l'Union St. Joseph" de *St. Joseph* de *Lévis*, à réduire et commuer les secours qu'elle paie."

Acte pour incorporer la compagnie dite "*The Huronian Mining and Smelting Company*."

Acte pour incorporer "*The Orford Chemical Company*."

Acte pour autoriser la vente de certains immobiliers substitués par le testament de feu *Charles Smith*, senior, et pour d'autres fins."

Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *George Arthur Hughes* à la pratique de procureur et d'avocat.

Acte amendant l'acte pour établir des compagnies d'assurance mutuelle, 42-43 *Victoria*, chap. 39.

Acte pour amender l'acte de cette province, 42-43 *Victoria*, chap. 52, concernant la compagnie du chemin à macadamiser de la paroisse de *Laprairie*.

Acte pour amender l'acte de cette province, 39 *Victoria*, chap. 12, concernant l'Economie Intérieure de l'Assemblée Législative et pour autres fins.

Acte pour amender l'acte de cette province 39 *Victoria*, chap. 33, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province."

Acte concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement de la province de *Québec*."

Acte pour amender la loi concernant la Cour du Banc de la Reine.

Acte pour amender l'article 1188 du code de procédure civile du *Bas-Canada*.

Acte pour diviser le district judiciaire d'*Ottawa* en deux districts judiciaires, et pour d'autres fins.

Acte pour annexer une partie de la paroisse de *St. Joseph*, de *Chambly*, dans le comté de *Chambly*, à la paroisse de *St. Luc*, dans le comté de *St. Jean*.

Acte pour conférer à la compagnie de prêt et crédit fonciers, telle qu'incorporée, tous les droits et privilèges des sociétés permanentes de construction, dans la province de *Québec*.

Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *St. Jean* et les actes l'amendant.

Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "Le Club de la garnison de *Québec*."

Acte pour amender l'acte d'incorporation de "La compagnie de sucre de betterave de la province de *Québec*," pour ratifier le règlement No. 53 de la partie Ouest du township de *Farnham*, et pour prolonger le délai mentionné dans une des clauses du dit règlement.

Acte amendant l'acte d'incorporation de "l'Association des Arts," de *Montréal*.

Acte pour incorporer la communauté religieuse connue sous le nom de "Les Pères Rédemptoristes de la Province de Québec."

Acte pour confirmer l'Acte du parlement 40 *Vict.*, chap. 81, intitulé : "Acte pour incorporer la société de construction St. Jacques," comme société de construction permanente, et pour d'autres fins, et pour valider les dispositions du dit acte en y faisant certains changements et leur donner effet.

Acte pour incorporer "la Société St. Jean Baptiste de Lachine."

Acte pour incorporer "La société des gradués de l'Université McGill."

Acte pour incorporer "La compagnie du chemin de fer de St. Jean à Sorel."

Acte pour amender les actes concernant "la compagnie du gaz, de Québec."

Acte pour incorporer l'institution appelée "L'Asile des Servantes catholiques, de Montréal."

Acte pour mieux définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu *Alexandre Maurice Delisle*.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville d'Iberville [22 *Vict.*, chap. 64, 1859.]

Acte pour incorporer la Compagnie d'approvisionnement de vapeur, de Montréal.

Acte pour amender l'acte passé dans la trente-sixième année du règne de Sa Majesté, et intitulé : "Acte pour incorporer la société d'abstinence totale et de bénéfice Ste. Brigitte."

Acte pour permettre d'étendre à plus de huit ans, les termes de paiement de répartition à être imposée dans la paroisse de *St. Henri des Tanneries*, en rapport avec la construction de l'église, du presbytère et dépendances.

Acte pour autoriser les clercs paroissiaux ou catéchistes de *St. Viateur*, à *Joliette*, à hypothéquer certains biens.

Acte pour incorporer la congrégation des religieuses appelées "Les Sœurs des Petites Ecoles, de Rimouski."

Acte pour changer le nom du "Collège de Monnoir" en celui de "Petit Séminaire de Sainte-Marie de Monnoir" et pour autres fins.

Acte amendant le statut de la Province du *Canada*, 25 *Victoria*, chapitre 53, intitulé : "Acte pour incorporer le Collège Presbytérien de Montréal."

Acte pour incorporer la "Colonial Gold Mining Company."

Acte pour amender l'acte des clauses générales des corporations des villes, [40 *Vict.*, chap. 29.]

Acte pour expliquer le chapitre 54 de l'acte de la ci-devant province du *Canada*, [27-28 *Vict.*,] quant à ce qui se rapporte à la paroisse de *Ste. Marguerite*.

Acte concernant les mines en cette province.

Acte concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*.

Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Acte pour amender de nouveau les lois de l'instruction publique en cette province, concernant le dépôt de livres.

Acte pour amender le code de procédure civile du *Bas-Canada*, et certains actes qui l'amendent.

Acte pour détacher une certaine partie de la paroisse de *Saint-Hippolyte*, canton de *Wotton*, dans le comté de *Wolfe*, et l'annexer à la paroisse de *Saint-Camille*, pour les fins électorales, municipales et scolaires.

Acte amendant l'acte 40 *Victoria*, chapitre 21, intitulé : "Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province."

Acte pour amender les actes concernant les sociétés de colonisation.

Acte concernant les employés permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de cette province.

Acte pour donner plus d'efficacité à la loi du cadastre, concernant les bureaux d'enregistrement et leur inspection.

Acte concernant la division du département de l'agriculture et des travaux publics.

Acte pour amender l'acte de cette province, 33 *Victoria*, chap. 32, concernant l'empierrement des chemins.

Acte pour amender l'acte 28 *Victoria*, chap. 13, amendant le chap. 68 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

Acte pour déclarer et confirmer le nom de *Louis Philippe Pelletier*, écuyer, avocat, de la cité de *Québec*.

Alors, l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative s'est adressé à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Au nom de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, je présente un bill intitulé : " Acte octroyant à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1880 et pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881, et pour d'autres fins du ressort du service public," auquel je demande humblement la sanction de Votre Honneur.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de prononcer aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

En vous dispensant de prolonger pour le moment, vos travaux parlementaires, je désire vous offrir mes remerciements, pour la diligence que vous avez montrée dans l'exécution de vos devoirs publics.

Les mesures que j'ai soumises à votre considération étaient nombreuses et importantes, et exigeaient de vous une somme de travail considérable.

Vous avez rempli votre tâche avec un dévouement qui vous mérite la reconnaissance du public, et j'ai la confiance que le pays n'aura qu'à se réjouir du résultat de vos délibérations.

Je vous félicite de bon cœur sur l'unanimité de vos délibérations sur l'importante question du règlement de l'emprunt municipal, et de l'esprit de conciliation qui a distingué vos discussions sur toutes les matières d'intérêt public.

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous lui avez généreusement votés pour les différents services publics.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Au moment où vous allez vous séparer pour rentrer dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur, et je prie Dieu d'accorder sa protection à vos familles et à tous les habitants de notre fidèle et loyale Province.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

C'est la volonté et le plaisir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature Provinciale soit prorogée jusqu'à mardi, le septième jour de septembre prochain, pour être alors ici tenue, et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à mardi, le septième jour de septembre prochain.

APPENDICES

LISTE DES APPENDICES.

- No. 1.—COPIE DES JUGEMENTS ET AUTRES DOCUMENTS DANS CERTAINES CAUSES D'ÉLECTIONS CONTESTÉES.
- No. 2.—ECONOMIE INTERNE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.—Second rapport de la Commission.
- No. 3.—RAPPORT DE L'IMPRIMEUR DE LA REINE.
- No. 4.—RECETTES ET PAIEMENTS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.
- No. 5.—COMPTES PUBLICS.—Second rapport du comité permanent.
- No. 6.—AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION.—Second rapport du comité permanent.



APPENDICE N^o 1.

COPIES des jugements et autres documents dans les causes des élections contestées suivantes, savoir : Beauce, Chambly, St. Hyacinthe, Portneuf, Charlevoix et Verchères.

DISTRICT ÉLECTORAL DE BEAUCE.

BUREAU DU PROTONOTAIRE,
Québec, 28 novembre 1879.

A l'Honorable Orateur,
de l'Assemblée Législative,
Québec.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, conformément à l'acte 38 Vict., chap. 8, sec. 91, copie d'un jugement rendu dans la cause de l'élection contestée pour le district électoral de Beauce.

Nous avons l'honneur d'être,
Monsieur,
Vos très obéissants serviteurs,
FISER, BURROUGHS et CAMPBELL,
P. C. S.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Québec.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

L'acte des élections contestées de Québec, 1875.

Le trente-unième jour d'octobre mil huit cent soixante et dix neuf.

PRÉSENTS :

L'HONORABLE WILLIAM COLLIS MEREDITH, juge en chef,
" JUGE THOMAS McCORD,
" " L. B. CARON,

Election d'un membre à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour le district électoral de Beauce.

Thomas Bourke, journalier, Jean Turcotte, menuisier, et David Couture,
menuisier, tous trois de la paroisse de Ste. Marie,
Pétitionnaires.

vs.

Joseph Poirier, de la paroisse de St. Joseph, district de Beauce.

Défendeur.

La cour, parties ouïes par leurs avocats respectifs, au mérite, et vu l'absence de preuve, rejette et met à néant la pétition en contestation d'élection produite en cette cause, avec dépens contre les Pétitionnaires en faveur du Défendeur, distraits à Sévère Théberge, écuyer, Procureur du Défendeur.

Vraie copie,

FISSET, BURROUGHS ET CAMPBELL,
P. C. S.

DISTRICTS ÉLECTORAUX DE ST. HYACINTHE ET CHAMBLY.

BUREAU DU PROTONOTAIRE,
Montréal, 12 décembre 1879.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous transmettre des copies certifiées du jugement final rendu dans les causes d'élections suivantes, savoir :

In re, A. Laberge, fils *et al.*, pétitionnaires et R. Préfontaine, défendeur ; et aussi, *in re*, L. S. Adam pétitionnaire, et l'Honorable H. Mercier, défendeur.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos très humbles serviteurs,

HUBERT, HONEY et GENDRON,

P. C. S.

A l'Honorable Orateur,

de l'Assemblée Législative,

Québec.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Montréal.

COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS-CANADA.

L'Acte des Elections contestées de Québec, 1875.

Le vingt-sixième jour de novembre mil huit cent soixante et dix-neuf.

PRÉSENT :

L'HONORABLE JUGE JETTÉ.

In re.

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec pour le district électoral de Chambly dans le district judiciaire de Montréal.

Auguste Laberge, fils, entrepreneur, de la cité de Montréal, et Joseph Brosseau, cultivateur de la paroisse de St. Hubert, tous du district de Montréal.

Pétitionnaires.

vs.

Raymond Préfontaine, écuyer, avocat, de la paroisse de la Nativité de la Ste. Vierge (à Hochelaga) dans le district judiciaire de Montréal, et membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Chambly.

Défendeur.

Nous, juge de la Cour Supérieure pour le Bas-Canada siégeant à Montréal sous l'autorité de l'acte des élections contestées de Québec, après avoir examiné la preuve faite sur les objections préliminaires produites par le défendeur Raymond Préfontaine, à l'encontre de la pétition d'élection produite le vingt-six août dernier, (1879).

Considérant que le Défendeur a fait preuve du défaut de signification de l'avis du dépôt requis par la loi.

Considérant qu'aucune signification légale des procédures qui doivent accompagner la dite pétition d'élection n'a été faite au dit défendeur ; maintenons cette partie des objections préliminaires se rapportant à la signification des dites procédures, renvoyons la dite pétition d'élection, et en conséquence déclarons le dit Raymond Préfontaine dûment élu membre de la dite Assemblée Législative de la province de Québec, pour le dit district électoral de Chambly ; le tout avec dépens distracts à MM. Geoffrion, Rinfret et Dorion, procureurs du dit Défendeur ; et vu qu'aucun témoin n'a été taxé dans la présente cause, et aussi vu le consentement donné verbalement par les avocats du dit défendeur, nous ordonnons que le dépôt de mille piastres, fait en la présente instance, soit remis sans délai à MM. Lacoste et Globensky, avocats des dits Pétitionnaires, par qui le dépôt a été fait.

(Signé),

L. A. JETTÉ,
J.

HUBERT, HONEY et GENDRON,
P. S. C.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE.

Acte des Elections contestées de Québec.

En révision.

Le vingt-neuvième jour de novembre mil huit cent soixante et dix-neuf.

PRÉSENTS :

L'HONORABLE M. LE JUGE SICOTTE,
" M. LE JUGE JOHNSON,
" M. LE JUGE MACKAY.

Lucien Samuel Adam, notaire, de la cité de St. Hyacinthe, district de St. Hyacinthe,

Pétitionnaire.

vs.

L'Honorable Honoré Mercier, avocat de la dite cité de St. Hyacinthe susdite.

Défendeur.

La cour siégeant comme cour de révision, en vertu de l'acte des élections contestées de Québec de 1875, après avoir entendu les parties par les avocats, sur le mérite de la pétition, examiné la procédure et les écritures, et la déclaration faite par le pétitionnaire, qu'il n'avait pu se procurer aucun témoin pour appuyer de son témoignage les allégations de sa pétition d'élection, qu'il n'avait aucune enquête à faire, ni aucun témoin à faire entendre.

Considérant qu'à une élection tenue dans le mois de mai mil huit cent soixante dix-neuf, dans le district électoral de St. Hyacinthe, dans la province de Québec, aux fins d'élire un membre pour représenter le district électoral de St. Hyacinthe dans l'Assemblée Législative de la province de Québec : le dit Honorable Honoré Mercier était candidat, ainsi que Antoine Casavant, cultivateur de la paroisse de St. Dominique, et qu'à cette élection, le dit Honorable Honoré Mercier a été déclaré élu membre du district électoral de St. Hyacinthe.

Considérant qu'il est constant que les allégations de la pétition n'ont pas été prouvées, déboute la dite pétition,—adjudge et déclare que le dit Honorable Honoré Mercier a été dûment élu ; ordonne que des copies du jugement soient transmises à l'Orateur de l'Assemblée Législative de Québec et au Protonotaire du district de St. Hyacinthe ; condamne le pétitionnaire aux dépens distracts aux avocats du défendeur.

(Signé),

L. V. SICOTTE, J. C. S.
F. G. JOHNSON, J. C. S.
R. MACKAY, J. C. S.

Vraie copie,

HUBERT, HONEY ET GENDRON,
P. C. S.

DISTRICT ÉLECTORAL DE PORTNEUF.

Québec, 8 Mars 1880.

A l'Honorable Orateur,
de l'Assemblée Législative.
Québec.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous transmettre une copie certifiée d'un jugement rendu par nous, déclarant que François Langelier, de Québec, Ecuyer, Avocat, a été dûment élu membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec pour le District électoral du comté de Portneuf, le premier jour de mai mil huit cent soixante-et-dix-huit; et, conformément à l'acte des élections contestées de Québec, 1875, nous avons l'honneur de faire rapport, qu'aucune menée corruptrice n'a été prouvée avoir été commise, par et du consentement d'aucun candidat à telle élection.

Nous n'avons aucune raison de croire qu'aucune menée corruptrice ait été pratiquée ouvertement à la dite élection.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos obéissants serviteurs,

A. STUART, J. C. S.
A. POLETTE, J. C. S.
J. MAGUIRE, J. C. S.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Québec.

COUR SUPÉRIEURE,

L'acte des élections contestées de Québec, 1875.

Le huitième jour de mars, mil huit cent quatre-vingt.

Présentés :

LES HONORABLES JUGES A. POLETTE.
A. STUART.
J. MAGUIRE,

In re,

Élection d'un membre de l'Assemblée Législative pour le district électoral de Portneuf.

Alphonse Perrault et Bernard Marcotte, tous deux de la paroisse de Deschambault, cultivateurs,

Pétitionnaires.

vs.

François Langelier, de la cité de Québec, Ecuyer, Avocat,

Intimé.

Ayant entendu les parties par leur conseil et attentivement considéré la pétition et la preuve sur icelle, et sur le tout mûrement délibéré, la Cour, par le présent déclare que les pétitionnaires n'ont pas prouvé les allégués de leur pétition, et que le membre siégeant a été dûment élu. Et la Cour condamne les pétitionnaires à payer à l'intimé les frais de la dite pétition, le procès et les autres procédures qui s'y rapportent.

L'HONORABLE JUGE POLETTE.

(Vraie copie,)

FISSET BURROUGHS et CAMPBELL,
P. C. S.

DISTRICT ÉLECTORAL DE CHARLEVOIX.

BUREAU DU PROTONOTAIRE.

Québec, 4 mars 1880.

A l'Honorable Orateur,
de l'Assemblée Législative,
Québec.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, conformément à l'acte 38 Vict., chap. 8, section 91, copie du jugement rendu dans la cause de l'élection contestée pour le district électoral de Charlevoix.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos très-humbles serviteurs,

FISSET, BURROUGHS et CAMPBELL,
P. C. S.

L'acte des élections contestées de Québec, 1875.

District électoral de Charlevoix.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Québec.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

Le troisième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt.

Présents :

LES HONORABLES JUGES J. N. BOSSÉ,
A. B. ROUTIER,
L. B. CARON.Osée Brassard et Henry Blackburn tous deux cultivateurs de la paroisse de
St. Etienne de-la Malbaie, dans le comté de Charlevoix,
Pétitionnaires.

vs.

Onésime Gauthier, Ecuyer, Gentilhomme, agent des mines et industriels de
la paroisse de St. Urbain, dans le comté de Charlevoix,
Intimé.

La Cour ayant entendu les parties sur la pétition en cette cause, présentée contre le retour, à la dernière élection générale, d'Onésime Gauthier, Ecuyer, l'intimé, pour le district électoral de Charlevoix, ayant vu et examiné la preuve faite en cette cause devant l'Honorable Juge Routhier, et ayant délibéré sur le tout : Il est considéré et jugé que le dit Onésime Gauthier a été dûment élu et rapporté pour le dit district électoral de Charlevoix, et que la dite pétition contre le dit retour est par le présent renvoyée, et il est de plus ordonné et jugé que les dits pétitionnaires paieront au dit Onésime Gauthier ses frais dans cette cause, moins la somme de trente trois piastres, qui est maintenant allouée aux pétitionnaires pour les frais du quinzisième jour de mai mil huit cent soixante et-dix-neuf.

FISSET, BURROUGHS et CAMPBELL,
P. C. S.

DISTRICT ELECTORAL DE VERCHÈRES.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Montréal,

COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS-CANADA.

*L'acte des élections contestées de Québec de 1875.**In re,*Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec
pour le district électoral de Verchères.

Joseph Dansereau, bourgeois, de la paroisse de Verchères,

Pétitionnaire.

vs.

Achille Larose, Ecuier, de la dite paroisse de Verchères, résidant ci-devant aux Etats-Unis d'Amérique et membre de la dite Assemblée Législative.

A L'Honorable Arthur Turcotte,
Orateur de l'Assemblée Législative,
de la Province de Québec.

MONSIEUR,

Je soussigné, l'un des juges de la dite Cour Supérieure, siégeant dans et pour le District de Montréal, vous donne avis que, en conformité de la section 115, de l'acte des élections contestées précité, ce jour d'hui Achille Larose le membre élu à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, le Défendeur dans cette cause a donné l'avis autorisé par le paragraphe trois de la section 110 de l'acte précité, qu'il n'a pas l'intention de s'opposer, ni de continuer à s'opposer à la pétition d'élection dans la présente cause qui demande la nullité de l'élection du dit Achille Larose comme membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec pour le District électoral de Verchères, la dite élection ayant eu lieu le dix-sept de juillet dernier (1879) jour de la votation.

Montréal, le 25 mai 1880.

L. A. JETTÉ,
J.

APPENDICE N^o 2.

Rapport de la Commission concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative.

La Commission a l'honneur de faire rapport : qu'elle s'est assemblée de temps à autre pour examiner les comptes présentés pour paiement, et les livres du comptable.

Qu'elle a porté une grande attention aux dépenses de la Chambre, et en est venue à la conclusion, que le nombre d'employés permanents et de la session doit être considérablement réduit, dans l'intérêt de la Province et vu l'état de nos finances ; et que cette réduction du nombre des employés peut se faire sans nuire à l'efficacité du service requis et sans manquer aux égards dus aux employés.

La commission, quoique convaincue que le nombre d'employés permanents est trop grand, ne s'est cependant pas crue autorisée à en réduire le nombre, sans avoir obtenu le consentement de la Chambre, et a besoin de cette sanction à l'avenir pour mettre en pratique l'économie devenue absolument nécessaire.

Les écrivains de la session dernière ont été notifiés, par l'Orateur, que leurs services ne seraient pas requis durant cette session, à moins d'un avis spécial à cet effet, et on a pu, par ce moyen, faire une grande réduction dans le nombre de ces employés.

La commission est d'opinion, qu'on pourrait adopter un système d'engagement d'employés permanents, au moyen duquel, tout en les laissant sur la liste comme officiers permanents on ne les paierait pour leurs services que durant les sessions, et que l'on réduirait grandement les dépenses de la Chambre par ce moyen. Pour obtenir ce but, il faut avoir égard aux droits acquis de ces employés à un point tel, qu'en se retirant du service public, ils pourraient recevoir la pension à laquelle ils ont droit, c'est-à-dire, que la Province leur paierait, en sus des salaires réduits que ces employés permanents pourraient recevoir, une somme suffisante pour leur assurer, avec leur propre contribution au fonds de pension, une allocation égale à celle à laquelle ils auraient droit, si aucun changement de service ou de paiement n'avait eu lieu.

Ceci nécessitera quelques changements à faire subir à l'acte du fonds des pensions, qui seront présentés et passés en Chambre durant la présente session, il faut l'espérer, et qui permettront à la commission de mettre ces suggestions à exécution.

Durant la dernière session, il y avait 22 écrivains sessionels, et 24 pages et messagers, portant le nombre d'employés de toute sorte à 82 durant la session : nombre beaucoup trop grand pour les besoins de la Chambre, et beaucoup trop dispendieux pour la province.

C'est l'intention de la commission de n'employer que 10 ou 12 écrivains de la session, au lieu de 22, et que 15 messagers au lieu de 24. La commission espère que le nombre de ces employés sera bien suffisant.

La commission a encore l'honneur de faire rapport des suggestions suivantes pour la conduite des affaires de la Chambre à l'avenir, et qu'elle recommande à l'approbation de l'Assemblée Législative. La coutume de plusieurs employés d'ordonner des approvisionnements pour la Chambre, chacun pour son propre département, sans aucun contrôle d'un officier responsable, devra cesser. Par ce système, il n'y a pas assez de responsabilité, et il y a beaucoup trop de dépenses pour la province. Une personne responsable seule, devrait être autorisée à faire les achats requis pour la Chambre.

On devrait ouvrir un livre d'ordres, dans lequel, tous les objets requis par chaque département seraient entrés, après avoir été examinés par l'officier préposé à cet effet, et jugés nécessaires dans son opinion, et contrôlés après leur réception, pour s'assurer que l'ordre donné a été rempli convenablement, et que l'on a fait attention à la qualité et au prix des objets achetés.

La personne faisant ainsi une réquisition pour des objets nécessaires, devrait être tenue responsable des objets qu'elle a demandés.

On devrait faire chaque année un inventaire de la papeterie et des autres objets requis qui sont en mains. Aucune papeterie ne devrait être délivrée par le greffier qui en est chargé, à aucune personne y ayant droit, sans une réquisition entrée et gardée dans un livre tenu à cet effet.

De temps à autre sur l'ordre de la commission, on comparera la quantité des objets livrés et celle de ceux qui ne le sont pas, afin de connaître le fonds qui est en mains, et comment on a disposé du reste,

ARTHUR TURCOTTE,
Président.

APPENDICE N^o 3.

RAPPORT

DE

L'IMPRIMEUR DE LA REINE.

A L'HONORABLE THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

En conformité du statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Honneur, le rapport suivant, au sujet de l'impression, la reliure, la vente et la distribution des statuts de la Législature de cette Province, pour la session de 1879, et des balances en mains, et de ceux des années 1868, 1869, 1870. (1ère Session) 1870, (2ème Session) 1871, 1872, 1874 et 1875, (1ère Session) 1875, (2ème Session) 1876, 1878, (1ère Session), et 1878 (2ème Session.)

Suivant un ordre en conseil, quatre mille cinq cents exemplaires français et trois mille cinq cents exemplaires anglais des statuts ont été imprimés pour le besoin ordinaire, et en vertu d'un ordre en conseil spécial, il en a été fait un tirage de cinq cent cinquante exemplaires français et cent cinquante exemplaires anglais pour la Chambre des notaires. Ces dernières quantités figurent à la Cédule des statuts vendus.

Les Cédules A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L et M, indiquent respectivement la distribution et les ventes des statuts de 1868 à 1879 inclusivement, et la cédule N fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière session.

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçues pour l'impression des bills privés comme actes de la Législature, la balance est le coût total des statuts.

Le tout respectueusement soumis,

C. F. LANGLOIS,

Imprimeur de la Reine.

Québec, 2 Juin 1880.

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,
POUR L'ANNÉE 1879.

	Français	Anglais
Gouverneur Général, Ottawa.....	2	2
Membres du Cabinet Fédéral.....	3	9
Lieutenant-Gouverneur, Québec.....	2	2
Membres du Cabinet, do	7	7
Conseil Exécutif et Greffier, do	16	16
Secrétaire du Lieutenant-Gouverneur.....	1	1
Juges de la Cour du Banc de la Reine.....	5	5
Chambres des Juges do	5	5
Juge de la Cour de l'Amirauté	1	1
Chambre des Juges do	1	1
Juges de la Cour Supérieure.....	28	28
Chambre des Juges do	28	28
Juges des Sessions.....	2	2
Recorders.....	2	2
Magistrats de Districts.....	5	5
Orateur du Conseil Législatif.....	2	2
Membres do Anglais.....		31
do do Français.....	41	
Orateur de l'Assemblée Législative.....	2	2
Membres do Anglais.....		83
do do Français.....	112	
Greffiers des Cours d'Appel, Montréal.....	1	1
Député Greffier des Cours d'Appel, Québec.....	1	1
A reporter.....	257	234

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,

POUR L'ANNÉE 1879.—*Suite.*

	Français	Anglais
Rapporté.....	257	234
Greffier de la Cour de Vice-Amirauté, Québec.....	1	1
Shérifs.....	21	21
Protonotaires.....	21	21
Régistrateurs.....	69	69
Greffier des Cours de Circuit.....	63	63
Do de la Couronne.....	2	2
Do de la Paix.....	3	3
Orateur du Sénat.....	2	2
Membres do	16	59
Orateur de la Chambre des Communes.....	2	2
Membres do	52	153
Conseil Législatif, Officiers, Québec.....	8	8
Do Bureaux, do	30	50
Assemblée Législative, do do	16	16
Do Officiers, do	6	6
Greffier en Loi, Québec.....	3	3
Do en Chancellerie, Québec.....	2	2
Secrétaire de l'Orateur, do	1	1
Départements Ministériels, do	7	7
Députés Chefs do do	7	7
Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, Québec.	20	15
Auditeur des Comptes Publics, Québec.....	4	4
A reporter.....	643	749

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,

POUR L'ANNÉE 1879.—*Suite.*

	Français	Anglais
Rapporté.....	643	749
Départements Fédéraux, Ottawa.....	12	12
Greffier en Loi et imprimeur de la Reine, Ottawa		3
Coroner, Québec.....	1	1
Surintendant de Police, Québec	1	1
Inspecteur des Prisons.....	1	2
Corporations des Cités.. ..	2	2
Do Villes.....	19	19
Journaux.....	25	19
Inspecteur du Revenu de l'Intérieur.....	2	2
Collecteurs do	22	22
Inspecteurs d'écoles.....	26	10
Conseil de l'Instruction Publique.....	25	25
Conseil de l'Agriculture.....	21	21
Institutions d'Education.....	33	33
Municipalités de comté.....	45	18
Do Rurales.....	530	167
Cours de Commissaires.....	290	290
Magistrats qualifiés.....	1651	1003
Bibliothèque du Parlement, Ottawa.....	2	4
Do Québec.....	24	24
Bibliothèque du Barreau.....	4	4
Sociétés.....	6	6
A reporter.....	3365	2436

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,
POUR L'ANNÉE 1879.—*Suite.*

	Français	Anglais
Rapporté.....	3365	2436
Consuls.....	2	10
Clergé du Diocèse Catholique de Québec.....	159	1
Do do Montréal.....	145	2
Do do Ottawa.....	24	.....
Do do Rimouski.....	76	.....
Do do St. Hyacinthe.....	74	.....
Do do Trois-Rivières.....	88	.....
Clergé Protestant.....		215
Province d'Ontario.....	1	11
Do de la Nouvelle-Ecosse.....		13
Do du Nouveau-Brunswick.....		12
Do de Manitoba.....		9
Do de la Colombie.....		8
Do de l'Ile du Prince-Edouard.....		13
Angleterre et pays étrangers.....	9	67
Juge de la Cour Supérieure.....	6	6
Divers.....	17	18
Total.....	3966	2821

CÉDULE A.
STATUTS DE 1868.

	F.	A.	F.	A.
Balance en main d'après le dernier rapport.....			716	641
Ventes.....		4		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	28	16		
Balance en mains.....	688	621		

CÉDULE B.
STATUTS DE 1869.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			716	624
Ventes.....	1	2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	35	17		
Balance en mains.....	680	605		

CÉDULE C.
STATUTS DE 1870 (1ère session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			844	845
Ventes.....		3		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	26	19		
Balance en mains.....	818	823		

CÉDULE D.

STATUTS DE 1870 (2me session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			691	945
Ventes.....	1	3		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	30	19		
Balance en mains.....	660	923		

CÉDULE E.

STATUTS DE 1871.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			879	810
Ventes....		4		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	28	19		
Balance en mains.....	851	787		

CÉDULE F.

STATUTS DE 1872.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			902	849
Ventes.....	2	2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	28	19		
Balance en mains.....	872	828		

CÉDULE G.
STATUTS DE 1874.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			827	796
Ventes.....	2	4		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	49	26		
Balance en mains.....	776	766		

CÉDULE H.
STATUTS DE 1875, (1ère session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.			724	665
Ventes.....	1	3		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	29	22		
Balance en mains.....	694	640		

CÉDULE I.
STATUTS DE 1875, (2me session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			749	644
Ventes.....	1	5		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	30	21		
Balance en mains.....	718	618		

CEDULE J.

STATUTS DE 1876.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			673	656
Ventes.....	6	6		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	33	27		
Balance en mains.....	634	623		

CÉDULE K.

STATUTS DE 1878 (1ère session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport			698	609
Ventes.....	2	6		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	48	26		
Balance en mains.....	648	577		

CÉDULE L.

STATUTS DE 1878 (2^{me} session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			630	628
Ventes.....	3	5		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	47	42		
Balance en mains	580	581		

CÉDULE M.

STATUTS DE 1879.

	F.	A.	F.	A.
Imprimés par ordre en conseil.....	5050	3650		
Renvoyés au Bureau	61	40	5111	3690
Distribution générale.....	3966	2821		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	48	33		
Envoyés à l'Hon. Secrétaire Provincial (reliure extra).	75	75		
Ventes.....	601	196		
Balance en mains.....	421	565	5111	3690

CÉDULE N.

Impression, reliure et distribution des Statuts de 1879.

	\$	cts.	\$	cts.
Payé à L. Brousseau pour impression de reliure de 5,050 Statuts français.....	1845	57		
Payé à G. T. Cary, pour impression et reliure de 3650 Statuts anglais. (Le payment a été fait au syndic de la faillite de G. T. Cary.).....	1417	73		
			3263	30
Reçu par la Chambre d'assemblée pour impression des bills privés comme actes de la législature.....			218	67
Coût total des Statuts de 1879, y compris le tirage extra pour la Chambre des notaires.....			3044	73
Payé pour distribution et frais de port des Statuts de 1879.....	6	05		

C. F. LANGLOIS,
Imprimeur de la Reine.



APPENDICE No. 4.

ETAT

Des Recettes et Paiements de la Province de Québec, provenant de
toutes sources, depuis le 1er Juillet 1879 au 31 Mai 1880,
y compris ces deux dates.

ETAT des recettes et paiements de la province de Québec, provenant de toutes

RECETTES.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Balance en Banques au 30 juin 1879.....			636,988 12
PUISSANCE DU CANADA :			
Subsides.....	959,252 80		
Intérêts sur les fonds en fidéi-commis.....	55,459 32		
		1,014,712 12	
Département des Terres de la Couronne.....		254,564 25	
Timbres judiciaires.....		158,729 71	
Do d'enregistrement.....		15,072 80	
Do d'honoraires de justice, non compris les timbres.....		8,287 58	
Fonds des bâties et des jurés, non compris les timbres.....		9,200 77	
Percepteurs du Revenu de l'Intérieur : licences, droits, etc.....		131,917 92	
Licences de mariage.....		5,202 00	
Administration de la justice, compte du revenu.....		4,661 06	
Palais de Justice de Montréal, non compris les timbres.....		5,829 80	
Prêt aux incendiés de Québec.....		847 75	
Police Provinciale.....		147 59	
Service d'enregistrement, compte du revenu.....		817 78	
Amendes et pénalités, administration de la justice.....		795 10	
do Licences.....		1,717 08	
LÉGISLATION :			
Vente des Statuts.....	294 97		
Honoraires sur Bills Privés.....	1,457 69		
Impressions des Bills Privés en Statuts.....	218 67		
		1,971 33	
Gazette Officielle de Québec.....		36,550 45	
Revenu d'Edifices et de Travaux Publics : rentes, etc.....		425 25	
Revenu provenant de l'asile des aliénés de Beauport.....		56 00	
Revenu casuel.....		269 68	
A reporter.....		1,651,766 02	636,988 12

sources, depuis le 1^{er} juillet 1879 au 31 mai 1880, y compris ces deux dates.

PAIEMENTS.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
DETTE PUBLIQUE :						
Intérêt sur trois emprunts.....	536,075	71				
Intérêt sur emprunts temporaires.....	32,683	33	568,759	04		
Fonds d'amortissement.....			1,706	25		
Frais d'administration.....			6,462	73	576,928	02
LÉGISLATION :						
Conseil Législatif.....			12,000	00		
Assemblée Législative.....			110,500	00		
Dépenses d'élections.....			4,026	72		
Bibliothèque du Parlement.....			3,000	00		
Greffier de la Couronne en Chancellerie.....			733	32		
Impression, reliure et distribution des lois.....			3,292	48		
Greffier en Loi.....			2,646	51	166,199	03
GOVERNEMENT CIVIL :						
Traitements dans les Départements publics.....			107,236	93		
Dépenses contingentes des " " ..			42,605	65	149,842	58
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :						
Sherifs, anciens districts.....	16,991	62				
Protonotaires et Greffiers de Cour de Circuit, de la Couronne et de la Paix.....	Fonds des Hono- raires de Justice.	112,006	64			
Cour d'Appel.....		6,583	38	135,581	64	
Fonds des bâties et des jurés.....				440	00	
Poursuites au Criminel.....				12,183	70	
Sherif, Dépenses Contingentes.....				156,356	26	
Protonotaires.....				1,754	93	
Coroners, traitements et dépenses contingentes.....				13,956	84	
Trait., greffier de la couronne et de la paix, nou- veaux districts.....				2,055	00	
A reporter.....			322,328	37	892,969	63

sources, depuis le 1er juillet 1879 au 31 mai 1880, y compris ces deux dates.—*Suite.*

PAIEMENTS.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
Reporté.....			322	328	37	892,969 63
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.—<i>Suite.</i>						
Interprètes des cours.....				825	00	
Grands connétables.....				210	00	
Médecins des prisons.....				1,613	28	
Magistrats de districts.....				7,489	71	
Divers.....				5,908	76	
						338,375 12
POLICE :						
Bureau de police, Québec et Montréal.....						13,215 83
PRISONS DE RÉFORME :						
Montréal.....				42,507	97	
Sherbrooke.....				3,845	00	
						46,352 97
Inspections des bureaux publics.....						4,179 97
INSTRUCTION PUBLIQUE :						
Education supérieure proprement dite.....				78,410	00	
Écoles communes.....				155,000	00	
Écoles des municipalités pauvres.....				8,000	00	
Écoles Normales.....				42,000	00	
Traitements des inspecteurs d'écoles.....				20,000	00	
Instituteurs en retraite.....				8,000	00	
Écoles des sourds-muets.....				12,000	00	
Conseil de l'Instruction Publique.....				900	00	
						324,310 00
Fonds spécial de l'Éducation Supérieure Catholique, école des arts et des sciences.....						500 00
Institutions littéraires et scientifiques.....						8,300 00
École de navigation, Québec.....						916 66
Arts et manufactures.....						10,000 00
A reporter.....						1,639,120 18

sources, depuis le 1er juillet 1879 au 31 mai 1880, y compris ces deux dates.—*Suite.*

PAIEMENTS.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
Reporté					1,639,	120 18
AGRICULTURE :						
Sociétés d'agriculture			48,562	39		
Conseil d'agriculture.....			4,000	00		
Ecoles d'agriculture.....			2,400	00		
Journal d'agriculture.....			5,773	62		
Ecoles vétérinaires			2,800	00		
Exposition d'horticulture.....			1,000	00		
Aide à la Gazette des Campagnes.....			400	00		
Aide pour la culture des arbres fruitiers et des vignes.....			300	00		
					65,236	01
IMMIGRATION ET REPATRIEMENT :						
Immigration			8,329	79		
Repatriement.....			1,146	83		
					9,476	62
COLONISATION :						
Chemins de colonisation, 1ère classe.....					29,000	00
TRAVAUX ET EDIFICES PUBLICS :						
Loyers, assurances, réparations des édifices publics.....			31,795	94		
Inspections et arpentages.....			1,056	46		
Départements publics, construction des.....			126,190	72		
Ecole Normale McGill.....			627	50		
do do Jacques-Cartier, clôtures.....			160	00		
do do ameublement.....			13,000	00		
do do pour compléter l'édifice.....			1,576	08		
Loyers des palais de justice et gardiens			1,006	76		
Assurances.....			8,352	14		
Réparations.....			5,199	24		
					188,964	84
A reporter.....					1,931,797	65

sources, depuis le 1er juillet 1879 au 31 mai 1880, y compris ces deux dates.—*Suite.*

PAIEMENTS.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
Reporter					1,931,797	65
INSTITUTIONS DE CHARITÉ :						
Asile des aliénés de Beanport	131,851	66				
do St. Jean de Dieu, Hochelaga	70,914	71				
do St. Ferdinand, Halifax, Mégantic	3,686	01				
			209,452	38		
Divers			46,290	00		
Ecoles de réforme	5,633	61				
Ecoles d'industrie	7,200	12				
			12,853	73		
					268,596	11
Divers en général					12,411	21
FONDS DE PENSION :—Contribution du gouvernement					1,945	78
Fonds des municipalités S. R. B. C., ch. 110			750	00		
Service d'enregistrement	65,618	66				
Arpentage	29,100	00				
Dépenses générales	50,000	00				
			144,718	66		
" Gazette Officielle " Québec			16,418	56		
Timbres, licences, y compris le rachat des timbres d'assurance			39,439	06		
Licences de mariage			5,514	00		
					206,840	28
					2,421,591	04
Remboursement de l'emprunt temporaire à la compagnie Robert Cassels, fonds consolidé du revenu					500,000	00
					2,921,591	04
FONDS DE PENSION :—Montant des pensions payé					5,756	70
A reporter					2,927,347	74

sources, depuis le 1er juillet 1879 au 31 mai 1880, y compris ces deux dates.—*Suite.*

PAIEMENTS.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Rapporté			2,927,347 74
PAIEMENTS AUX CHEMINS DE FER :			
Montréal, Portland et Boston.....	20,714 74		
Jónction du Lac Champlain et St. Laurent.. ..	56,088 00		
Québec Central.....	53,160 00		
Sud-Est.....	64,398 13		
Lévis et Kennébec.....	1,000 00		
Québec et Lac St. Jean.....	38,000 00	233,360 87	
Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ;			
Section-Est.....	114,000 00		
Section-Ouest.....	139,129 52		
Commission.....	15,000 00	268,129 52	501,490 39
\$278,844,26 du fonds consolidé de chemin de fer.			
212,846,13 du fonds consolidé du revenu.			
Compte du revenu du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour salaires, trafic, dépenses, etc.....			3,428,838 13
			363,987 12
			3,792,825 25
Ajoutez : Mandats non payés, le 30 juin 1879.....			31,260 74
			3,824,085 99
Dédutsez : Mandats non payés, le 30 mai 1880.....			18,098 26
			3,805,987 73
Balance.....			35,843 61
			3,841,831 34

GASPARD DROLET,
Auditeur Provincial.

APPENDICE No. 5.**SECOND RAPPORT**

DU

Comite Permanent des Comptes Publics.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 23 juillet 1880.

Votre comité a considéré la question de l'emprunt de trois cent mille piastres, contracté par le Gouvernement avec la Banque du Peuple, en janvier dernier; et au cours de son enquête, l'Honorable M. Irvine, député électoral de Mégantic, a déclaré :

“ Qu'au sujet de l'emprunt temporaire de trois cent mille piastres, contracté par le Gouvernement avec la Banque du Peuple, en janvier dernier, l'intérêt sur cet emprunt n'était pas de cinq pour cent comme l'a déclaré le Trésorier, en réponse à une question faite par lui [M. Irvine] dans la Chambre, mais qu'il était de six par cent, dont cinq par cent ont été payés par le Gouvernement, et un par cent par M. Louis Adélaré Sénécal. ”

Cette déclaration étant faite, l'Honorable M. Chapleau posa les questions suivantes à l'Honorable M. Irvine :

1^{ere}. Affirmez-vous que le Gouvernement, directement ou indirectement, a payé plus de cinq pour cent pour le dit emprunt comme le Trésorier l'a déclaré devant la Chambre ?

2^o. Le Gouvernement, ou quelque membre du Gouvernement savait-il qu'une autre somme quelconque d'argent a été payée ou devait être payée de la part du Gouvernement par un ou des tiers, pour effectuer le dit emprunt, au temps ou le dit emprunt a été effectué ?

M. Irvine dit en réponse à la première question :

10. Je peux dire, comme je l'ai déjà souvent dit, que le Gouvernement avait payé cinq pour cent d'intérêt sur cet emprunt, que un pour cent en sus a été payé, par M. Louis Adélaré Sénécald, maintenant surintendant du chemin de fer Q. M. O et O. Je ne puis dire si en faisant ce paiement il a agi indirectement au nom du gouvernement ou non, mais je crois que c'est une question qui, sous les circonstances, pouvait faire le sujet d'une enquête.

M. Irvine dit en réponse à la seconde question :

Je n'ai pas d'informations particulières concernant la connaissance que le Gouvernement, ou aucun de ses membres, pouvaient avoir du taux de l'intérêt payé à l'époque ou l'emprunt a été négocié, mais je crois et j'offre de prouver, que lorsque le Trésorier a répondu à ma question dans la Chambre, le Premier ministre connaissait toutes les circonstances.

M. Chapleau, désire que le Comité prenne acte de sa déclaration, afin d'éviter une enquête, qui serait une perte de temps inutile.

Le Gouvernement a emprunté trois cent mille piastres de la Banque du Peuple, à cinq pour cent, il ne l'aurait pas fait à un taux plus élevé, et le Premier Ministre, comme ses collègues, j'en suis sûr, ne connaissaient alors en aucune manière que qui que ce soit eût directement ou indirectement payé pour lui, avec son consentement où à sa connaissance, aucune partie de l'intérêt en sus du cinq pour cent qu'il payait.

M. Louis Adélaré Sénécald, dont le nom est mentionné dans cette affaire, n'était pas, lors de l'emprunt à la Banque du Peuple, à l'emploi du gouvernement. Cet emprunt fut fait vers la fin de Décembre ou au commencement de Janvier, si je me rappelle bien. M. Sénécald n'a eu sa nomination qu'au commencement de Mars. Je désire ajouter que quelque temps après que l'emprunt eut été effectué, Monsieur Prentice, avec lequel j'étais alors dans des termes d'intimité, me dit, en sollicitant la négociation de l'emprunt de quatre millions que le Gouvernement devait faire, qu'il avait réussi à nous procurer l'emprunt de la Banque du Peuple à cinq pour cent, mais avec un sacrifice pécuniaire personnel de sa part ; je l'en blâmai et lui dit, que le Gouvernement ne devait jamais être sous obligation à personne ; il me répondit à cela qu'un *broker* qui achète pour un client et qui se trouvait à découvert [short] payait la différence, et que son client n'avait pas à le blâmer. " Qui trouvera à redire, ajouta-t-il, que M. Edouard Alexander Prentice, banquier bien connu dans la haute finance, ayant promis un emprunt à cinq pour cent au Gouvernement, l'ait fait au temps dit en y mettant un peu " du sien."

J'ai appris après cela, que l'argent qu'il avait été obligé de déboursier pour faire sa transaction, comme il l'avait promise, lui avait été prêté par Monsieur Louis Adélaré Sénécald.

Si je n'ai pas mentionné ces faits à mon collègue le Trésorier de la Province, c'est, je l'avoue en toute franchise, parce que je croyais que cela n'intéressait pas le Gouvernement, ni la Province, et surtout, et cette raison m'eût été suffisante, parce que je considérais cette communication comme ayant le caractère inviolable d'une confidence privée :

M. Joly fait la motion suivante :

Que ce Comité s'informe des circonstances ayant rapport au taux d'intérêt sur l'emprunt de \$300,000 obtenu par le Gouvernement, de la Banque du Peuple.

M. Champagne propose en amendement :

Que tous les mots après " que, " dans la motion, soient retranchés, et remplacés par les suivants :—Que ce comité s'enquiert du taux d'intérêt que le Gouvernement a, directement ou indirectement, sur l'emprunt de trois cent mille piastres fait à la Banque du Peuple, payé ou promis payer."

La motion en amendement est adoptée sur division.

Votre Comité a tenu dix-sept séances, et a examiné les témoins dont voici les noms.

Quelques-uns de ces témoins ont produit des lettres et des télégrammes dont note a été prise, et qui sont portés sur une liste annexée, marqué A :

Edward Alexander Prentice, Edmond J. Barbeau, A. A. Trottier, William Duchesneau, J. W. Ritchie, Narcisse Faucher de Saint-Maurice, John Henry Pangman, Alfred, D. DeCelles, l'Honorable J. A. Chapleau, l'Honorable J. G. Robertson, James G. Creighton, Louis Adelard Sénécal, Louis Napoléon Carrier et Clément Arthur Danseray.

Votre Comité a l'honneur de rapporter les témoignages, et il désire de plus déclarer qu'il a été constaté devant lui : Que le Gouvernement a emprunté les dites trois cent mille piastres de la Banque du Peuple à cinq pour cent, comme le Trésorier l'a affirmé devant la Chambre.

Qu'aucun des membres du Gouvernement n'avait connaissance qu'un taux d'intérêt de plus de cinq par cent eût été payé par M. Prentice.

Vers le vingt-six Décembre dernier, le Premier Ministre a appris de M. Prentice qu'il avait effectué l'emprunt à la Banque du Peuple, au taux de cinq pour cent, mais il déclarait en même temps, qu'il lui avait fallu faire des sacrifices personnels pour arriver à ce résultat; cependant, deux ou trois jours après, M. Prentice, ayant une entrevue avec l'Honorable Premier Ministre, se contredit, et le laissa (le Premier Ministre) sous l'impression, à l'époque où l'argent a été livré au Gouvernement, qu'il n'avait pas été payé plus de cinq par cent pour cet argent. Ce qui paraît accrédi ter cette version, c'est le fait que M. DeCelles, avec qui M. Prentice a causé du sujet, quelques jours après avoir demandé à la Banque du Peuple de lui avancer de l'argent pour lui permettre de réaliser l'emprunt, a déclaré que M. Prentice, dans cette occasion, l'a prié de vouloir bien prendre garde à ce que le Gouvernement ne connût pas ces conditions. Plus tard, M. Prentice dit au Premier Ministre, qu'il avait payé un pour cent en plus, mais alors l'argent était déposé entre les mains du Trésorier de la Province.

Là dessus le Premier Ministre protesta contre cette manœuvre de M. Prentice, lui représentant qu'il n'aurait pas dû agir ainsi, qu'il mettait le Gouvernement dans une fausse position. M. Prentice affirma alors son droit d'agir comme il avait agi spontanément, et il prit la responsabilité entière de l'opération.

Il est constaté en outre :

Que M. Prentice, n'ayant pas les moyens en mains de réaliser la différence entre le taux auquel l'argent a été prêté à la Province et celui que la Banque lui a demandé et a exigé, a emprunté de l'argent de M. Louis Adelard Sénécal, avec promesse de remboursement, afin qu'il lui fût permis de parfaire la transaction.

Que cette avance a été faite à M. Prentice, environ deux mois avant la nomination de M. Sénécal à un emploi sous le Gouvernement, et comme transaction personnelle et privée, entre M. Sénécal et M. Prentice, et à l'insu des membres du Gouvernement, simplement dans le but (c'était l'idée de M. Sénécal) de contre-carrer l'action de la Banque de Montréal, qui voulait faire avorter les négociations de l'emprunt du Gouvernement, et cette avance a été faite par M. Sénécal, parce qu'il avait à cœur de rendre service au Gouvernement dont il est l'ami politique.

Il appert de plus, par la preuve, que M. Prentice n'a pas remboursé M. Sénécal de cet emprunt, et M. Sénécal déclare qu'il ne s'attend pas à être remboursé et qu'il ne croit pas l'être jamais.

Votre comité fait de plus rapport que, bien que M. Prentice ait affirmé dans son témoignage, qu'on l'avait sollicité d'agir pour le gouvernement et qu'il en avait reçu l'autorisation de négocier l'emprunt projeté de quatre millions de piastres, ce témoignage néanmoins est complètement contredit par le Premier Ministre, et il appert de plus, que l'Honorable M. Robertson, le Trésorier de la Province, ignorait tout à fait cet engagement, et de plus il est suffisamment établi, par des preuves écrites, aussi bien que par des preuves verbales, que

durant les mois de janvier, février, mars, avril et la première partie de mai, des négociations actives se poursuivaient avec les banquiers français, pour obtenir le dit emprunt, lesquelles négociations furent conduites par les Honorables Messieurs Pâquet et Chapleau, et communiquées par ce dernier à ses collègues au commencement d'avril, et ces négociations furent conduites entièrement sans l'intervention ni la participation de M. Prentice, mais à sa connaissance.

Le Premier Ministre a informé M. Prentice, au commencement d'Avril, que l'emprunt avait été négocié à Paris, à quatre vingt-dix-huit (98) net. Il est de plus clairement établi que, dans le même temps, M. Prentice sollicitait les avis du Premier Ministre de lui faire obtenir la négociation de l'emprunt du gouvernement.

Votre comité, après avoir pris les faits en sa sérieuse considération, déclare, que M. Prentice n'avait aucune autorisation quelconque de faire le dit emprunt, mais au contraire, et qu'après avoir demandé, avec instance et plusieurs fois, telle autorisation à l'Honorable M. Chapleau, elle lui a été refusée.

Votre comité est aussi d'opinion, que M. Prentice n'a fait une offre définitive à l'Honorable M. Chapleau pour le dit emprunt, que lorsqu'il (M. Prentice), eût appris que l'emprunt était définitivement négocié.

Votre comité croit qu'il est de son devoir de remarquer que la conduite de Edouard Alexander Prentice, au sujet de l'emprunt de \$300,000, a été fort répréhensible en ce que, comme il appert notamment par le témoignage de M. Barbeau, il voulait empêcher le Trésorier de faire le dit emprunt à cinq pour cent, pour pouvoir le faire lui-même à un taux plus élevé.

Votre comité croit aussi devoir ajouter, que la déposition E. A. Prentice est souvent contradictoire et est contredite sur plusieurs points importants par les autres témoins et qu'en plusieurs cas cette déposition constate un défaut de mémoire extraordinaire.

Que le dit E. A. Prentice s'est montré peu soucieux de la vérité, dans les déclarations qu'il a faites devant ce comité, et qu'en comparant avec soin les différentes parties de sa déposition entre elles ou avec celles des autres témoins entendus, ce comité ne peut s'empêcher de conclure, que les accusations portées par le dit E. A. Prentice, l'ont été dans le but de tromper cette Chambre et dans un esprit de malice et de spéculation, que ce comité doit répudier et dénoncer.

Le tout humblement soumis,

L. RUGGLES CHURCH,

Président.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 23 Juillet 1880.

Procès verbal de la séance du comité permanent des comptes publics, tenue ce jour.

Présents :—M. Church, président, MM Audet, Beaudet, Caron, Champagne, Duckett, Fortin, Joly, Lafontaine (Napierville), Langellier (Portneuf), LeCavalier, Loranger, Mathieu, Robertson et Watts.

Le président donne lecture d'un projet de rapport :

Il est proposé par M. Mathieu, secondé par M. Champagne.

Qu'il soit ajouté ce qui suit à la fin du dit projet de rapport :

" Votre comité croit qu'il est de son devoir de remarquer, que la conduite de Edouard Alexander Prentice, au sujet de l'emprunt de \$300,000, a été fort

“répréhensible, en ce que, comme il appert notamment par le témoignage de M. Barbeau, il voulait empêcher le Trésorier de faire le dit emprunt à cinq cent. pour pouvoir le faire lui-même, à un taux plus élevé.

“Votre comité croit aussi devoir ajouter, que la déposition de E. A. Prentice est souvent contradictoire, et est contredite sur plusieurs points importants, par les autres témoins, et qu'en plusieurs cas cette déposition constate un défaut de mémoire extraordinaire.

“Que le dit E. A. Prentice s'est montré peu soucieux de la vérité dans les déclarations qu'il a faites devant ce comité, et qu'en comparant avec soin les différentes parties de sa déposition entre elles ou avec celles des autres témoins entendus, ce comité ne peut s'empêcher de conclure que les accusations portées par le dit E. A. Prentice l'ont été dans le but de tromper cette Chambre, et dans un esprit de malice et de spéculation, que ce comité doit répudier et dénoncer.”

M. Caron propose, secondé par M. Champagne.

Que le rapport, avec l'ajouté proposé par M. Mathieu, soit adopté comme le rapport du comité.

M. Joly propose en amendement, secondé par M. Langelier,

Que, vu l'époque avancée de la session et le manque de temps nécessaire pour étudier la preuve faite devant ce comité, laquelle preuve n'a été transcrite en entier qu'avant hier et n'a jamais été soumise aux membres de ce comité, qu'en conséquence la dite preuve et tous les procédés de ce comité soient seuls rapportés à la Chambre sans autre rapport.

La dite motion, étant mise aux voix, est perdue sur la division suivante :

POUR :—MM. Joly, Lafontaine (Napierville), Langelier (Portneuf) et Watts.

CONTRE :—MM. Audet, Beaudet, Caron, Champagne, Church, Duckett, Fortin, LeCavalier, Loranger, Mathieu et Robertson.

M. Joly propose de nouveau en amendement, secondé par M. Langelier,

Que le dit rapport ne soit pas adopté; mais que le rapport suivant lui soit substitué :

“Quant à la déclaration de l'hon. M. Irvine au sujet de l'emprunt de \$300,000 à la Banque du Peuple, votre Comité est d'opinion que la preuve en a établi l'exactitude.

“L'emprunt a été obtenu de la Banque par M. Prentice à 6½% dont 5½% ont été payés par le Gouvernement et 1½% par M. Prentice avec de l'argent emprunté par lui de M. L. A. Sénécal, et que celui-ci déclare n'avoir aucune espérance de se faire rembourser. Avant que les \$300,000 fussent comptées par la Banque au Gouvernement, M. Prentice a informé M. Chapleau, qu'outre les 5½% que devait payer le Gouvernement, l'emprunt coûterait des sacrifices personnels à lui, M. Prentice.

“Lorsqu'en réponse à l'hon. M. Irvine, l'hon. M. Robertson a dit en Chambre que 5 0/10 seulement avaient été payés à la Banque, M. Chapleau savait depuis longtemps que 6 0/10 avaient été payées, dont 1 0/10 avec de l'argent obtenu de M. Sénécal.

“Quant à l'emprunt de \$4,000,000 votre comité est d'opinion que M. Chapleau n'a jamais pris l'engagement positif d'en confier la négociation à M. Prentice, mais par sa correspondance, ses conversations et sa conduite avec lui, il l'a laissé sous l'impression qu'il la lui confierait, et c'est parce qu'il était sous cette impression que M. Prentice a fait le sacrifice de la différence entre 5 0/10 et 6 0/10 sur l'emprunt de \$300,000 à la Banque du Peuple.”

La motion étant mise aux voix, est perdue sur la division suivante :

POUR : MM. Joly, Lafontaine (Napierville), Langelier (Portneuf), et Watts.

CONTRE : MM. Audet, Beaudet, Caron, Champagne, Church, Duckett, Fortin, LeCavalier, Loranger, Mathieu et Robertson.

La motion principale est alors mise aux voix, et est adoptée sur la division suivante :

POUR : MM. Audet, Beudet, Caron, Champagne, Church, Duckett, Fortin, Lecavalier, Loranger, Mathieu et Robertson.

CONTRE : MM. Joly, Lafontaine (Napierville), Langelier (Portneuf) et Watts.

Vraie copie du procès-verbal de la séance du comité Permanent des comptes publics en date du 23 juillet 1880.

(Signé)

E. DEMERS
Greffier du Comité.

APPENDICE No. 6.**SECOND RAPPORT**

DU

COMITE PERMANENT D'AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 23 juillet 1880.

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris en considération la résolution suivante adoptée par le conseil d'Agriculture, le quatorze Janvier dernier.

“ Qu'il ne soit pas permis aux sociétés d'agriculture d'offrir des prix pour des taureaux qui ne sont pas de race pure, et ne possédant pas une généalogie (pedigree) indiscutable, établissant leur pureté.”

Que votre comité est d'opinion, que cette résolution du Conseil d'Agriculture, est contraire aux intérêts bien entendus de l'Agriculture en cette Province, et qu'elle devrait être amendée, de manière à laisser aux sociétés d'agriculture le pouvoir d'accorder les prix qu'elles jugeront convenables.

Votre comité est aussi d'avis, que des recommandations soient faites au Conseil d'Agriculture, de veiller à ce que l'argent destiné à l'achat des animaux améliorés soit réellement employé à l'achat de ces animaux, en exigeant un retour à cet effet de chaque société d'agriculture.

Votre comité ayant entendu les explications données par l'honorable Premier et l'Honorable Commissaire des terres, sur la vente de cent mille acres de terre à une compagnie anglaise représentée par un M. Stockwell, est satisfait des dites explications, mais votre comité est d'opinion que le Département des terres de la couronne devra faire exécuter strictement et à la lettre les conditions stipulées dans l'acte de vente, et ne devra consentir d'autres ventes de cette nature, avant d'avoir constaté le résultat obtenu par la présente concession.

Que votre comité est satisfait d'apprendre que les avantages accordés à cette compagnie seront également accordés aux colons résidant dans la province.

Votre comité recommande de plus, qu'il soit acheté, pour l'usage des membres de cette Chambre, cinq cents copies de l'ouvrage de monsieur le Docteur LaRoque, intitulé, "manuel d'horticulture pratique et d'arboriculture fruitière," aussitôt que le dit ouvrage sera complété et terminé, à raison de cinquante centins l'exemplaire; aussi cinq cents copies de l'ouvrage de monsieur l'Abbé Provencher, intitulé, "le verger, le potager et le parterre," aussi à raison de cinquante centins l'exemplaire.

Le tout humblement soumis.

O. GAUTHIER.

Président.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 23 juillet 1880.

Procès-verbal de la séance du comité Permanent de l'agriculture, immigration et colonisation, tenue le 23 Juillet courant.

Le comité se réunit en la Chambre No. 29. à 10 h. a. m.

Présents: Monsieur Gauthier au fauteuil et Messieurs Beaubien, Blais, Boutin, Houde, Laberge, Lalonde, Lavallée, Lovell, Meikle, Parent, Poirier, Racicot, Sawyer, St. Cyr et Watts.

Le président propose l'adoption de la résolution suivante :

Le comité ayant entendu les explications données par l'Honorable Premier et l'Honorable Commissaire des Terres, sur la vente de 100,000 acres de terre à une compagnie anglaise représentée par un M. Stockwell, est satisfait des dites explications. Mais le comité est d'opinion que le département des Terres de la couronne devra faire exécuter strictement et à la lettre, les conditions stipulées dans l'acte de vente, et ne devra pas consentir d'autre vente de cette nature, avant d'avoir constaté les résultats obtenus par la présente concession.

Que ce comité est satisfait d'apprendre que les avantages accordés à cette compagnie étrangère seront également accordés aux colons résidant dans la Province.

M. Laberge propose en amendement, secondé par M. Poirier, que :

Le comité Permanent sur l'Agriculture ayant, l'année dernière, trouvé qu'il n'était pas sage, même qu'il était nuisible aux intérêts de la colonisation, d'accorder de grandes étendues de terre à une société, ne peut pas approuver l'octroi de cent mille acres de terre accordé à la Compagnie Stockwell.

L'amendement ayant été mis aux voix, est perdu sur la division suivante :

POUR :—MM. Blais, Boutin, Laberge et Poirier.

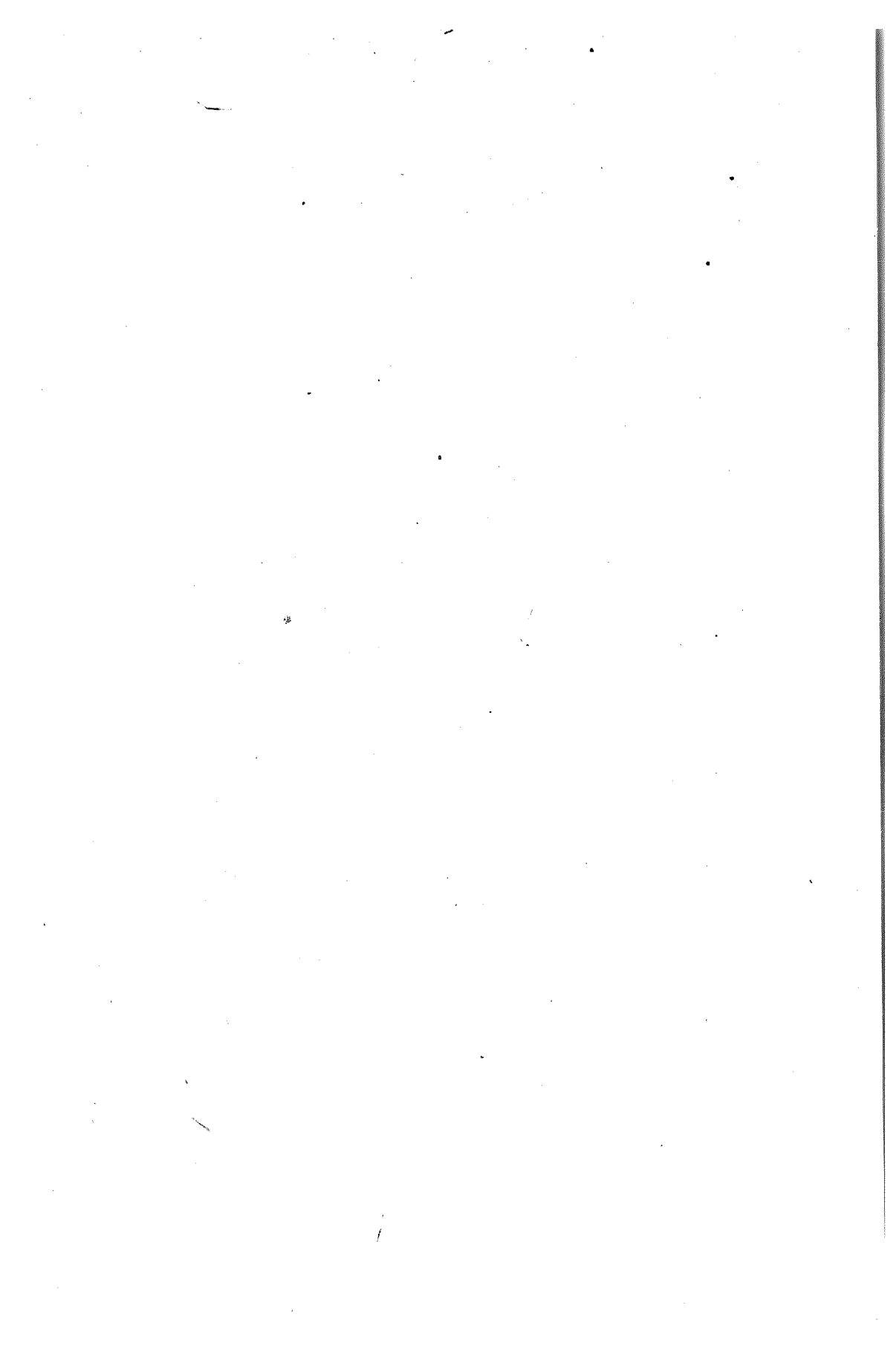
CONTRE :—MM. Beaubien, Gauthier, Houde, Lavallée, Lovell, Meikle, Parent, Racicot et St. Cyr.

La motion principale est alors adoptée.

(Certifié),

AIMÉ TRUDEL,

Greffier du comité.



INDEX

DU

QUATORZIEME VOLUME.

43-44 VICTORIA, 1880.

ACTE ÉLECTORAL ET ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES :—Voir *Elections*, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

ACTE 27 Vict., chap. 10, section 7 :—Pétition pour bill pour amender l'—Voir *St. Henri des Tanneries*.

ACTE 38 Victoria :—Voir *Victoria*, 38.

ADMINISTRATION PROVINCIALE :—Motion pour une adresse au Lieutenant-Gouverneur, demandant copies des rapports et ordres en conseil destituant M. Quesnel et M. Beaudry, ainsi que les raisons données par Son Honneur et communiquées à ses aviseurs pour retarder ou refuser d'approuver les rapports ; et l'Honorable Premier ayant déclaré qu'il n'était pas autorisé à mettre devant cette Chambre aucune des communications de Son Honneur à ses aviseurs dans le Conseil Exécutif, etc., la dite motion est amendée en retranchant les mots " ainsi que les raisons données par Son Honneur et communiquées à ses aviseurs pour retarder ou refuser d'approuver ces rapports, 61.

ADRESSES :

A SA MAJESTÉ :—Relative au—

1. *Conseil Législatif, abolition du* :—Motion pour une adresse priant Sa Majesté qu'il lui plaise gracieusement de soumettre au Parlement Impérial une mesure à l'effet d'amender l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, en abolissant le Conseil Législatif, 26. Amendement, que toute législation par le Parlement du Royaume-Uni, modifiant ou tendant à modifier la

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

constitution de cette province, serait un empiètement sur les pouvoirs qui sont réservés à cette province par l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et une infraction à ses droits ; Autre amendement, que pour effectuer les économies essentielles à la prospérité de cette province et l'exempter de l'imposition de taxes nouvelles, il est nécessaire de supprimer toutes les dépenses qui ne sont pas indispensables, etc., 27. Dernier amendement, négatif ; Premier amendement, adopté. Autre amendement à la motion principale, que l'indemnité des Conseillers Législatifs et le salaire de l'Orateur devrait être aboli, négatif ; Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 29.

2. *Arthabaska* :—Copie de toute correspondance entre les officiers en loi de la Couronne et l'inspecteur du revenu du district d'Arthabaska, depuis le premier jour de mars dernier, 83.
3. *Arts et Manufactures, Chambres des* :—Copies de tous ordres en conseil, correspondances, papiers, documents relatifs à la révocation des membres du bureau de la Chambre des arts et manufactures et à la nomination de leurs successeurs, 83. Voir *Documents*, 9.
4. *Assurance des propriétés du gouvernement* :—Etat des assurances des propriétés du gouvernement de la province de Québec, le nom des compagnies, le montant donné à chacune et les primes payées à chaque compagnie. 116. Voir *Documents*, 4, 5.
5. *Betteraves, sucre de* :—Demandant à Son Honneur de vouloir bien transmettre à Son Excellence une résolution de la Chambre ayant pour objet la prolongation par le gouvernement fédéral, de l'exemption pour dix ans de tout droit d'accise, sur le sucre de betteraves manufacturé dans la Puissance, 238.
6. *Billets sur les chemins de fer du gouvernement* :—Etat faisait connaître les conditions auxquelles les billets spéciaux, billets d'abonnement et billets de retour sont vendus sur le chemin de fer du gouvernement, 168. Voir *Documents*, 7.
7. *Bois, coupe de* :—Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents relatifs à la prorogation demandée par les porteurs de coupes de bois, du temps pour lequel ces coupes de bois leur ont été accordées, 273.
8. *Bois, saisie de* :—Copie de toutes instructions données par le département des terres de la Couronne aux agents et gardes-forestiers, concernant la saisie de bois rond, bois carré et écorce depuis le 1er novembre dernier, 188.
9. *Bradley Robert J. et Tessier* :—Copie de toutes correspondances, papiers, ordres en conseil, relatifs à la révocation de MM. Robert J. Bradley et Jules Tessier, comme avocats du revenu à Québec, et du choix de leur successeur M. Alfred Cloutier, 44. Voir *Documents*, 8.
10. *Cadastre* :—Liste de tous les arpenteurs employés aux travaux du cadastre, dans toute la province, depuis le 1er de juillet 1879 au 30 juin 1880, le nom et le lieu de résidence de chacun d'eux, etc, etc., 209.

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

11. *Chaloult Philippe* :—Copie des plaintes, si aucune il y a, reçues par le gouvernement contre Philippe Chaloult, conseil de la Reine et substitut du Procureur-Général, pour le district de Kamouraska, avec copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et aucun de ses membres et toute personne quelconque, au sujet de la révocation du dit Philippe Chaloult et de la nomination de P. V. Taché, écr. avocat de Kamouraska, à sa place, 105.
 12. *Chemins de Colonisation* :—Etat indiquant le montant dépensé dans chaque comté de la province, depuis le commencement de la présente année fiscale pour chemins de colonisation de première classe et pour ceux de seconde classe, 35. Voir *Documents*, 10.
 13. *Chemins de fer* :—Liste des chemins de fer, dans la province de Québec, qui ont droit à un subside du gouvernement ; la dite liste donnant, dans autant de colonnes séparées, les noms des compagnies de chemins de fer qui ont droit à ce subside, l'autorité en vertu de laquelle le subside leur est dû, le montant payé à chacune d'elles, le 1er juillet 1879, et enfin la balance restant due à chacune d'elles, le dit 1er juillet 1879, 63. Voir *Documents*, 11.
 14. *Cimon et Piton* :—Etat indiquant toutes les sommes payées depuis le premier novembre dernier, comme extra, à MM. Cimon et Piton, écuyers, entrepreneurs, à raison de la construction des édifices publics, sur quels rapports et en vertu de quelle autorité ces sommes ont été payées, 39.
 15. *Cimon, S. X.* :—Etat montrant le prix du contrat avec S. X. Cimon, pour la construction de nouveaux édifices publics devant servir pour les départements ; sommes payées jusqu'au 1er juin courant au dit S. X. Cimon, à raison de la construction de ces édifices ; valeur des matériaux employés et des travaux faits par le dit Cimon jusqu'à la même date, 39. Voir *Documents*, 12.
- Cloutier Alfred* :—*Vide supra*, 9.
16. *Colonisation* :—Etat indiquant le montant d'argent qui a été donné dans chaque comté et pris sur l'octroi qui a été voté pendant la dernière session, pour encourager la colonisation dans cette province, 71.
 17. *Colonisation, sommes votées pour* :—Motion pour une adresse demandant un état détaillé, année par année, depuis l'Union des deux Canadas, de toutes les sommes d'argent votées par l'ancienne Chambre jusqu'à la date de la confédération, et par cette Chambre depuis la confédération à aujourd'hui, pour les fins de la colonisation, avec aussi un état détaillé, mentionnant année par année, les sommes de deniers accordées à chaque municipalité, township, comté ou localité, et dans lesquels ces argents ont été dépensés pour les fins de la colonisation, dans la province de Québec, et par les différents gouvernements qui se sont succédés depuis la dite date, Union des deux Canadas ; amendé en ajoutant aussi un état donnant l'emploi qu'ont fait de tous ou de partie de deniers empruntés au fonds d'emprunt municipal, tous les comtés, townships, municipalités et localités qui ont emprunté au dit fonds, 63. Voir *Documents*, 13.

ADRESSES A SA MAJESTE :—*Suite.*

18. *Compton* :—Etat indiquant le nombre de patentes octroyées par le département des terres de la couronne, depuis le 1er janvier 1879 au 1er janvier 1880, dans le comté de Compton, montrant le nom du township, le numéro du lot et le rang ; ainsi que le nombre d'acres contenus dans chaque lot : les noms des parties auxquelles ces patentes furent octroyées et aussi copie des certificats de locations sur lesquelles ces patentes furent octroyées, 106. Voir *Documents*, 16.
19. *Coroners, enquêtes par les* :—Rapport constatant la date, le nombre, les causes et le coût des enquêtes faites par les coroners, durant les six mois qui ont précédé et durant les six mois qui ont suivi le 1er novembre dernier, avec copies des pièces justificatives au sujet de telles enquêtes, les noms des coroners qui les ont faites, la date du rapport fait au gouvernement, l'âge et le sexe de la personne décédée, le nom du médecin, la nature et le coût des services par lui rendus, copies de l'ordre requérant ses services et généralement toutes autres informations au sujet de telles enquêtes, telles que données dans les rapports faits par les coroners, 10. Voir *Documents*, 17.
20. *Courval, seigneurie de* :—Etat montrant les patentes qui ont été accordées à la "*British American Land Company*", le Baron de Diemar ou à d'autres, par rapport aux ventes et aux octrois, faits par la couronne, de terrains situés dans cette partie des paroisses de Saint-Zéphirin de Courval et de Sainte-Brigitte des Saults, occupés par les seigneurs de Courval ou leurs représentants, comme formant parti du fief et de la seigneurie de Courval, mais réclamés par la Couronne comme formant partie du township de Wendover ; quel prix ou quels prix ont été payés à la couronne par les différents concessionnaires ou acquéreurs des dits terrains et quelle somme de deniers a été payée ou remise par la couronne à aucun de ces concessionnaires ou acquéreurs ou à leurs représentants ; avec les détails de chacun des paiements, etc., etc., 289.
21. *Dagenais, M.* :—Copie de tout ordre en conseil, rapport, correspondance et documents relatifs à l'expropriation d'un nommé Dagenais, de St. Martin, pour le passage du chemin de fer Québec, Montréal Ottawa et Occidental ainsi qu'un état indiquant le coût de la dite expropriation et des travaux faits pour changer la ligne du chemin de fer, le fonds à même lequel ces dépenses ont été payées et l'autorité législative en vertu de laquelle elles l'ont été, 35. Voir *Documents*, 18.
22. *DeLery, Compagnie* :—Copie de toutes correspondances, papiers et documents en la possession du gouvernement, ayant rapport aux mines et à la compagnie De Lery, 274.
23. *Dette de la Province* :—Etat de la dette de la Province, le 1er juillet courant 1880, le dit état donnant dans autant de colonnes séparées, pour chaque item de la dette : la date où il a été contracté ; l'autorité en vertu de laquelle il a été contracté ; par qui négocié ; à qui dû ; l'endroit où il est payable ; la date de l'échéance ; le montant payé pour commission, frais de charge, etc ; le taux d'intérêt ; le montant de chaque tel item de la dette ; le montant d'intérêt annuel ; le montant payable annuellement au fonds d'amortissement ; le montant annuel des frais de charges d'administration ; le dit état donnant le total des quatre dernières colonnes, et le résumé des trois dernières, 169.

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

24. *Dettes des Provinces* :—Copie de tous ordres en conseil, rapports, correspondances et documents, se rapportant au règlement de toutes les réclamations de la province de Québec contre la province d'Ontario ou la Puissance, et de celles-ci contre la province de Québec, 44.
25. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au discours de Son Honneur à l'ouverture de la session 12. Question devant être posée sur chaque paragraphe ; Tous les paragraphes lus et adoptés ; Motion principale adoptée ; Comité chargé de rédiger l'adresse 14 ; Rapportée 15 ; Adoptée ; Ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 17. Réponse, 29.
26. *Dorion Charles* :—Copie de toutes correspondances et autres documents relatifs aux réclamations de Charles Dorion, magistrat de district du district de Richelieu, pour salaire, 239.
27. *Employés de l'Administration Publique* :—Liste du personnel de chaque département de l'administration publique, indiquant en regard chaque nom, le montant du salaire ou des émoluments payés depuis le 30 juin dernier, 35.
28. *Employés du chemin de fer du Nord* :—Etat de tous les employés, à quelque charge que ce soit, sur le chemin de fer du Nord, à l'époque où le gouvernement en a pris la possession, indiquant leurs noms, leurs origines et leurs salaires respectifs ;
2. Un autre état séparé, de toutes les personnes nommés à quelque place que ce soit, sur le même chemin, depuis la dite date de prise de possession par le gouvernement, à finir au 28 mai 1880, indiquant aussi, dans ce dernier état, le nom de l'origine de chaque employé, le montant de son salaire, la date de sa nomination et le lieu de sa résidence au moment où il a été nommé, 33.
29. *Employés publics* :—Etat de toutes les nominations et destitutions d'officiers ou employés publics, permanents ou temporaires (ailleurs que sur le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental) depuis le 1er novembre dernier au 31 mai dernier, le dit état indiquant le nom, l'emploi et le salaire de chaque employé nommé ou révoqué, la date de sa nomination ou révocation, et les raisons pour lesquelles l'une ou l'autre a été faite, 34.
30. *Emprunts* :—Copie de tous ordres en conseil, correspondances, et documents relatifs à des emprunts temporaires ou permanents, effectués ou projetés depuis le 1er novembre dernier au 4 juin courant, 35. Voir *Documents*, 19.
31. *Emprunt Français* :—Pour le rapport complet de l'emprunt français, savoir : le taux de l'intérêt ; les termes de l'emprunt ; le fonds d'amortissement et comment s'en fera le placement ; comment les produits de l'emprunt seront payables, et où ils sont placés ; quand l'intérêt commence à courir ; quelle sécurité, s'il y en a, plus que le crédit ordinaire de la province ; la commission et autres dépenses en rapport avec la négociation de l'emprunt, le paiement de l'intérêt, etc, 35. Voir *Documents*, 20.
32. *Germain, C. E.* :—Copie de la correspondance échangée entre le Surintendant de l'instruction publique, l'inspecteur MacMahon, Alphonse Lozeau et autres, au sujet de l'examen des livres et des comptes de C. E. Germain,

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

écr., ex-Secrétaire-Trésorier des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St. Vincent de Paul, dans le comté de Laval, ainsi que de tout ordre donné à ce sujet par le dit Surintendant à l'inspecteur M. MacMahon, au Secrétaire-Trésorier et aux Commissaires. Copie du rapport du dit inspecteur et de tous documents relatifs à l'enquête faite à ce sujet, copie du jugement du dit Surintendant, et généralement copies de tous documents se rattachant à cette affaire, 71. Voir *Documents*, 23.

33. *Gosselin, Louis Honoré* :—Copies de tous les papiers, correspondances et ordres en conseil, se rapportant à la destitution de M. Louis Honoré Gosselin, comme garde-forestier de la province de Québec, 216. Voir *Documents*, 24.
34. *Grandville, agence des terres de* :—1. Copies de toutes instructions données à l'agent des terres de la Couronne de la division Grandville, depuis le premier de janvier 1879 jusqu'à cette date, l'autorisant à s'assurer, si quelque personne ne coupait pas des bois sur les terres publiques sans licence ; 2. Les instructions qu'il a reçues pour les règlements pour coupe des dits bois, et copies des dits règlements et rapports, faisant connaître la quantité des dits bois coupés, soit billots ou autres bois, le nombre de milles de bardeau ; 3. Les montants collectés pour iceux ; 4. Faisant connaître aussi les montants des bois coupés sur les dites terres publiques étant sous licence et les montants collectés ; 5. Aussi, un état détaillé des dépenses de voyage du dit agent ; 6. Copies des rapports du garde-forestier et de Félix Gagnon, écuier, juge de paix, chargé par le département de faire un rapport au dit département relativement aux dits bois coupés sans licence, et tous autres documents se rapportant à cette affaire, 60.
35. *Grantham, Wendover etc.* :—Etat détaillé des comptes dus par les municipalités de Grantham, Wendover et Simpson, en vertu de l'acte du fonds d'emprunt municipal refondu ; les montants qui ont été portés au crédit des dites municipalités, 83. Voir *Documents*, 25.
36. *Gravel, Dr.* :—Copie de toute correspondance et documents concernant la démission du Dr. Gravel comme coroner du district d'Arthabaska, 70.
37. *Hart, A. S. Madame* :—Copie de toutes demandes et requêtes faites au gouvernement par Madame A. S. Hart, des Trois-Rivières, concernant certains droits que la dite A. S. Hart, prétend avoir sur la propriété du lot numéro 12 nord-est, de la rivière Yamachiche, augmentation de Caxton : Copie de toutes demandes et requêtes faites au gouvernement par A. S. Hart, etc., des Trois-Rivières, demandant de contester la patente accordée en 1868 à François Boisvert, sur le dit lot numéro 12 : Copie de toutes réponses faites par le gouvernement en différents temps aux demandes mentionnées plus haut. Enfin copie des correspondances échangées entre le gouvernement et l'agent des terres, L. A. Dubord, écr., des Trois-Rivières, au sujet des demandes mentionnées plus haut, 273.
38. *Hull, pont de* :—Etat constatant ce qui a été dépensé sur le pont de Hull et sur l'embranchement de Saint-Martin, du 1er novembre dernier au 31 mai dernier, ce qui a été payé à compte des dites dépenses, à qui chaque somme a été payée, à même quels fonds, et en vertu de quelle autorisation législative, 34. Voir *Documents*, 27.

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

39. *Hull, pont de* :—Copie de tout avis donné, depuis le premier de novembre dernier, demandant des soumissions pour tablier de superstructure en fer du pont de Hull ; aussi copie des soumissions qui ont été reçues, ainsi que de toute correspondance, ordres en conseil et documents relatifs aux dites soumissions, 63. Voir *Documents*, 26.
40. *Kamouraska* :—Copies de tous les rapports faits par l'ingénieur du département des travaux publics et par les inspecteurs de prisons, sur l'état actuel du Palais de Justice du district de Kamouraska, 106.
41. *Kamouraska* :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, aucun de ses membres, aucun département public et aucun employé public d'une part, et le député actuel du comté de Kamouraska et toute autre personne quelconque, au sujet de l'abolition de la taxe spéciale, imposée dans le district de Kamouraska pour aider à payer les frais de construction du palais de Justice de ce district et notamment, la lettre du 11 octobre 1879 de l'Honorable F. Langelier alors Trésorier de la province à l'adresse du député actuel pour Kamouraska, ou copie de tout rapport ou ordre en conseil à ce sujet, 116.
42. *Kamouraska, Cour Criminelle* :—Etat donnant le nom du représentant du Procureur-Général et les noms de tous les employés spéciaux comme constables ou autrement, pendant le dernier terme de la cour criminelle à Kamouraska ; le montant de la rémunération que chacun d'eux a reçue ; aussi le montant total de toutes les dépenses faites pendant le dit terme, soit pour les dits employés, soit pour les témoins de la couronne, honoraires, etc., etc., 105.
43. *Lac St. Jean* :—Copies de tous rapports, ordres en conseil et tous autres documents concernant le chemin de fer de Québec au Lac St. Jean, depuis le 2 mars 1878, jusqu'à ce jour, 168. Voir *Documents*, 42.
44. *Lac St. Jean* :—Etat indiquant les sommes d'argent payées à la compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford et de Québec au Lac St. Jean, depuis l'existence des dites compagnies jusqu'à ce jour, 168. Voir *Documents*, 41.
45. *Lac St. Jean* :—Copie de tous les rapports des ingénieurs chargés d'explorer la région qui sépare le St. Laurent du Lac St. Jean pour y tracer un chemin de fer ; copie de toutes requêtes et pétitions adressées au gouvernement par toutes personnes ou compagnies pour obtenir une aide pour continuer un chemin de fer de Québec ou d'un point quelconque du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental au Lac St. Jean ; copie de tous ordres en conseil accordant une aide à toute compagnie pour la construction du dit chemin de fer et le montant qui a pu être payé à toute telle compagnie jusqu'à ce jour, en distinguant ce qui a pu être payé depuis le 1er novembre dernier, de ce qui a pu l'être avant, 61. Voir *Documents*, 43.
46. *Laterrière, F. X.* :—Pour le nombre d'enquêtes tenues par le coroner F. X. Laterrière du district de Saguenay, depuis sa nomination comme coroner jusqu'à ce jour ; un compte détaillé du compte présenté par le dit coroner dans chaque enquête ; la somme qui a été payée au dit coroner pour chaque enquête et la date des dits paiements, en montrant séparément le nombre d'enquêtes tenues depuis la passation de la dernière loi concernant les enquêtes faites par les coroners et le coût d'icelles, 71.

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

47. *Laterrière, F. X.* :—Les instructions données au Dr. F. X. Laterrière, de la Malbaie, comme vaccinateur dans le comté de Saguenay, depuis sa nomination comme coroner jusqu'à ce jour ; Les sommes payées au dit F. X. Laterrière, écr., pour ses services comme vaccinateur, 71. Voir *Documents*, 32.
48. *Laurentides, Cie du chemin de fer des* :—Etat indiquant le montant d'argent reçu de la compagnie du chemin de fer des Laurentides, depuis le 30 mars 1879 jusqu'au 30 mars 1880, et depuis cette date jusqu'à la date de son dernier paiement, 71. Voir *Documents*, 33.
49. *Letellier de St. Just, Hon. Luc* :—Copie de tous papiers, correspondances et documents en la possession du gouvernement, au sujet de la révocation de l'Honorable Luc Letellier de St. Just, du poste de Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, 105.
50. *Lévis et Kennébec, chemin de fer* :—Copie du rapport fait par l'ingénieur envoyé par le gouvernement sur le chemin de fer de Lévis et Kennébec, durant le mois dernier, 256.
51. *Lévis et Kennébec* :—Copies de toutes pétitions et autres applications faites au gouvernement pour ou en faveur de la compagnie du chemin de Lévis et Kennébec, depuis le 1er jour de novembre dernier, demandant le paiement du subside payable à la dite compagnie, ou le consentement du gouvernement au transfert de la dite compagnie, et de toutes représentations contraires à ce sujet, faites par les porteurs de bons de la dite compagnie et de tous ordres en conseil et correspondance à ce sujet, 106. Voir *Documents*, 35.
52. *Magistrats de districts* :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et chacun des magistrats de district, que le gouvernement-Joly a révoqués, en vertu de l'acte de cette province, 41-42 Vict., chap. 8, au sujet du traitement réclamé par ces Messieurs, comme n'ayant pas été légalement révoqués et copie de toute décision et de tous rapports ou ordres en conseil à ce sujet, 106.
- McGreevy Thomas* :—Voir *infra*, 67, 68, 69.
- McMahon, et al.* :—Voir *supra*, 32.
53. *Montréal, Chemins à barrières* :—Copies de toute plainte, demande de révocation, et tous autres documents concernant la révocation de l'ancienne commission des chemins à barrières de Montréal, 106. Voir *Documents*, 36.
54. *Montréal, Palais de Justice* :—Etat indiquant les noms et les salaires des nouveaux employés nommés par le gouvernement actuel, depuis le 28 octobre dernier jusqu'à ce jour, ainsi que les noms des employés réinstallés depuis cette date, au Palais de Justice, à Montréal, 83.
55. *Montréal, Prison et Palais de Justice* :—1. Copie des demandes de soumissions pour l'approvisionnement de la prison et du palais de Justice de Montréal, pour le bois, le charbon, le pain et la viande ; 2. Copie des soumissions reçues par le shérif du district de Montréal, pour les dits approvisionnements ; 3. Copie de tous ordres en conseil accordant ou donnant les

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

- contrats pour les dits approvisionnements, les dits documents devant démontrer à qui les dits contrats ont été accordés, pour quel prix et à quelles conditions ; 4. Copie de toute correspondance intervenue entre les dits soumissionnaires et le shérif du district de Montréal, ou le gouvernement, sur ce sujet, 274.
56. *Montréal, Portland et Boston* :—Copie de tous rapports, ordres en conseil, correspondances, documents relatifs au paiement de tout subside dû au chemin de fer de Montréal, Portland et Boston, 44. Voir *Documents*, 37.
57. *Ottawa, Cour de Circuit et de Magistrat* :—Copies de tous rapports, ordres en conseil, proclamations et autres documents, concernant l'abolition de la Cour de Circuit dans le comté d'Ottawa, siégeant à Buckingham, et de la Cour de Magistrat de district dans le même comté, siégeant à Hull et de l'établissement de la Cour de Circuit dans et pour le même comté à Hull, de la nomination de F. A. Beaudry, écuyer, avocat, et de Charles Leduc, écuyer, comme greffiers de la Cour de Circuit, à Hull, ainsi que copies de toute correspondance et de tous rapports faits sur ces divers sujets avec les dates respectives de la sanction des dits ordres en conseil et de la publication des dites proclamations, 34. Voir *Documents*, 38.
58. *Pacaud, Ernest* :—Copie de tous ordres en conseil, rapport, correspondance et documents relatifs à la destitution de Ernest Pacaud et L. D. Pâquin, écrs., comme protonotaires de la Cour Supérieure, greffiers de la Cour de Circuit et greffiers de la Couronne pour le district des Trois-Rivières, ainsi qu'à leur remplacement par P. E. Panneton, écr., 34.
59. *Peterson, M.* :—Copie de tous rapports qui n'ont pas encore été soumis à cette Chambre, faits par M. Peterson, depuis le 1er mars 1878, sur la localisation du chemin de fer du Nord, 131. Voir *Documents*, 39.
60. *Phosphate, terrains à* :—Copie de tous ordres en conseil, correspondances et autres documents et informations, touchant la concession ou l'octroi des terrains à phosphate et miniers à des capitalistes français, dans la vallée de l'Ottawa, et les conditions de cette concession ou octroi, 273.
61. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, construction des ateliers* :—Copie du contrat pour la construction des ateliers du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à Québec, avec un état indiquant les sommes payées, jusqu'aujourd'hui, et celles qu'il sera nécessaire de payer pour achever la construction de ces ateliers, ainsi que tous les documents se rapportant à ce contrat, 169. Voir *Documents*, 51.
62. *Q. M. O. et O., coût de la construction* :—Un état, indiquant le montant d'argent dépensé pour construire le chemin de fer de Q. M. O. et O., ainsi que pour le matériel, roulant, et en y comprenant toutes les dépenses de constructions s'y rattachant, en faisant une distinction, des sommes reçues des municipalités et employées pour cette fin. Aussi un état, indiquant le montant d'argent donné à toutes les compagnies de chemins de fer, dans toute la Province, depuis le 30 juin 1868, à venir jusqu'à ce jour, ou à une autre époque, la plus récente possible, 62. Voir *Documents*, 50.

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

63. *Q. M. O. et O., coût de la construction* :—Etat donnant au 1^{er} juillet courant :
- I. D'un côté 1. Le montant total dépensé par le gouvernement pour et en rapport avec la construction du chemin de fer de Q. M. O. et O., y compris le pont de Hull, le terminus à Montréal, et tous chemins de fer formant maintenant partie du dit chemin de fer.
 2. La balance requise pour dépenses de capital, si balance il y a, pour et en rapport avec les dits chemins et travaux, et le total de ces deux items.
 - II. De l'autre côté, 1. Le montant des débentures reçues, de chacune des villes et municipalités qui ont souscrit pour la construction d'aucun des chemins de fer formant maintenant partie du dit chemin de fer de Q. M. O. et O.
 2. La balance de souscription due par chacune des dites villes et municipalités, et le total de ces items.
 - III. Enfin la balance qui, d'après cet état, reste comme payée et payable par la province seule, 169. Voir *Documents*, 54.
64. *Q. M. O. et O., employés* :—Etat indiquant toutes les nominations et destitutions, le nombre d'employés nommés, depuis le premier de janvier dernier, à aucune charge sur le chemin de fer de Q. M. O. et O., indiquant séparément, la date de la nomination ou destitution, la charge respective ainsi que le salaire et le nom de chacun d'eux, 10. Voir *Documents*, 53.
65. *Q. M. O. et O., passes ou billets* :—Etat indiquant le nombre de passes ou billets distribués à diverses personnes, leur permettant de voyager gratuitement sur le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et ce, depuis le premier janvier dernier, à cette date, indiquant aussi le nom de la personne à qui ces billets ont été accordés, pour quel trajet et quelle cause, ce qu'ils auraient rapporté et combien de passages gratuits sans billets, 10. Voir *Documents*, 55.
66. *Q. M. O. et O., recettes et dépenses* :—Etat des recettes et des dépenses du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1^{er} janvier dernier au 31 mai dernier, le dit état indiquant séparément les recettes des passagers, du fret et des malles pour chaque mois et les dépenses pour salaires, pour réparations de matériel, pour travaux de construction ou d'équipement, 35. Voir *Documents*, 46.
67. *Q. M. O. et O., Section-Est, transfert de la* :—Copie de tous actes ou documents concernant le transfert de la section est du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental au gouvernement par l'entrepreneur, l'Honorable Thos. McGreevy, 39. Voir *Documents*, 52.
68. *Q. M. O. et O., Section Est, transfert de la* :—Etat de tout le matériel roulant, outillage et autres objets transférés au gouvernement par l'Honorable Thos. McGreevy, lors de la prise de possession de la section est du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, par le gouvernement et des réclamations ou compensations faites à ce sujet par le dit Honorable Thos. McGreevy, 44.
69. *Q. M. O. et O., Section-Est, transfert* :—Copie de la lettre par laquelle M. Joly agissant comme commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, met l'Honorable T. McGreevy, entrepreneur de la section du chemin de fer du gouvernement, en demeure de mettre le gouvernement en possession de la dite section est, et fixe l'époque de cette remise, et la réponse de l'Honorable T. McGreevy à cette lettre, 88. Voir *Documents*, 45.

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

70. *Q. M. O. et O., Section-Est, transfert* :—Copie de toute correspondance et de tous documents entre le gouvernement ou aucun de ses membres et l'entrepreneur de la section est du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, au sujet de la prise de possession de cette section de chemin de fer par le gouvernement. Aussi copie de toute correspondance et de tous documents relatifs à la continuation de l'exploitation de la dite section de chemin de fer par le dit entrepreneur, 106.
71. *Q. M. O. et O., Section-Est, coût de la* :—Etat des sommes dépensées pour la construction de la section ouest du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental depuis le premier septembre 1878 jusqu'à ce jour, et l'état détaillé des sommes dépensées durant le même espace de temps pour le salaire, les frais de voyage et les dépenses contingentes du bureau des ingénieurs pour la dite section ouest du dit chemin de fer, 116. Voir *Documents*, 49.
72. *Q. M. O. et O., souscriptions pour la construction* :—Listes des villes et municipalités qui ont souscrit pour la construction d'aucun des chemins de fer formant maintenant partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, 43.
73. *Q. M. O. et O., trains ou chars spéciaux* :—Etat du nombre des trains spéciaux ou des chars spéciaux non accessibles au public en général, qui ont voyagé sur le chemin de fer Q. M. O. et O., depuis le premier janvier dernier au 31 mai dernier, le dit état indiquant l'objet pour lequel chaque train ou char a circulé, le nombre de milles qu'il a parcourus, son point de départ et d'arrivée, ce qu'il a coûté, ce qu'il a rapporté, les noms des personnes qui y ont voyagé et ce qui a été payé au gouvernement pour tels trains ou chars, 34. Voir *Documents*, 48.
74. *Q. M. O. O., transport du fret et des passagers* :—Copies de tous marchés, contrats et arrangements conclus entre le gouvernement ou l'administration du chemin de fer de Q. M. O. et O., et toutes personnes ou Compagnies, relativement au transport des passagers et du fret. Etat des taux établis pour le transport du fret et des passagers sur le dit chemin de fer, et les taux réduits accordés à certaines catégories de passagers, 61. Voir *Documents*, 56.
75. *Q. M. O. et O., Vente du chemin ou location du chemin* :—Copie de toute correspondance concernant la vente du chemin de fer de Q. M. O. et O., au gouvernement de la Puissance du Canada, 61.
76. *Q. M. O. et O.* :—Copie de tous rapports, correspondances, ordres en conseil ou autres documents, faits depuis le 1er novembre dernier, relativement à la vente ou à la location du chemin de fer de Q. M. O. et O., 61. Voir *Documents*, 44.
77. *Q. M. O. et O.* :—Copie de toute correspondance et de tous rapports ou ordres en conseil et autres documents, depuis le 1er novembre 1879, au sujet : De la vente du chemin de fer de Q. M. O. et O., au gouvernement fédéral ; De la vente du dit chemin à toute personne ou compagnie ; De la location du dit chemin à toute personne ou compagnie, 71.

ADRESSES A SA MAJESTE :—*Suite.*

78. *Quesnel, Auguste* :—Copies de tous les documents et correspondances quelconques se rapportant à la suspension de Auguste Quesnel, écuyer, comme shérif du district d'Arthabaska, 89. Voir *Documents*, 57.
79. *Quesnel, M.* :—Motion pour une adresse demandant : Copie des rapports en Conseil destinant M. Quesnel, shérif d'Arthabaska, et M. Beaudry, proto-notaire de Beauharnois, ainsi que les raisons données par Son Honneur et communiquées à ses aviseurs pour retarder ou refuser d'approuver ces rapports ; Objecté à tous les mots après "Beauharnois" ; Ces mots sont retranchés, et la dite adresse ainsi amendée, est adoptée, 61.
80. *Recettes et Dépenses de la Province* :—Etat des recettes et des dépenses de la Province à partir du 1er juillet 1879 jusqu'au 31 octobre 1879, 101. Voir *Documents*, 61.
81. *Recettes et Dépenses de la Province* :—Etat des recettes et des dépenses de la Province, du 1er juillet dernier, au 31 mai dernier inclusivement, le dit état distinguant les recettes et les dépenses se rapportant au fonds consolidé des chemins de fer de celles se rapportant au fonds consolidé du revenu de la Province, distinguant aussi celles faites avant le 1er novembre dernier de celles faites depuis, 34.
82. *Rimouski, Notre-Dame du Sacré-Cœur* :—Copie de toute correspondance et de toutes requêtes, oppositions et documents quelconques, en la possession du gouvernement et des commissaires nommés pour les fins du chapitre 18 des Statuts refondus du Bas-Canada, dans et pour le diocèse catholique romain de St. Germain de Rimouski, se rapportant à l'érection civile de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur, dans le susdit diocèse de Rimouski, 35. Voir *Documents*, 63.
83. *Rivière-Quelle, Cours des Commissaires* :—1. Copie de toute correspondance échangée, depuis la dernière session entre le gouvernement et l'un de ses membres et toute personne au sujet de la réorganisation de la Cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de la Rivière-Quelle, comté de Kamouraska, avec copie des plaintes portées, si aucunes l'ont été, contre les ex-commissaires, ou des raisons données pour obtenir leur destitution ; 2. Copie de la première commission émanée depuis la dernière session pour la dite cour, et copie de l'avis officiel publié dans la "*Gazette Officielle*" ; 3. Copie de toute correspondance échangée comme susdit, au sujet des erreurs contenues dans la dite commission, avec copie de la deuxième commission et du second avis dans la "*Gazette Officielle*," 39. Voir *Documents*, 64.
84. *Roxton, Cour des Commissaires* :—Pour copie de tous rapports, requêtes, correspondances, ordres en conseil et autres documents relatifs aux derniers changements dans la Cour des Commissaires des cantons de *Roxton*, dans le comté de *Shefford*, ainsi que copie du rapport de Walter Smith, inspecteur des bureaux publics, 40. Voir *Documents*, 65.
85. *Roy, Dr. G. E.* :—Copie de la correspondance intervenue entre le gouvernement et le dit Dr. G. E. Roy, le destituant comme assistant médecin ; Copie de la nomination de son remplaçant, et des ordres en conseil concernant la dite nomination, les dits papiers devant montrer quel était le salaire du dit Dr. G. E. Roy, et quel était celui de son remplaçant, 187.

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

86. *Roy, Dr. Guillaume Ernest* :—Copies de toutes lettres, télégrammes, plaintes et autres documents relatifs aux accusations portées contre le Dr. Guillaume Ernest Roy, assistant-médecin de l'hospice des aliénés, St. Jean de Dieu, ainsi que copie des lettres ou télégrammes, reçus par le département du secrétaire provincial, de la part du dit Dr. G. E. Roy, ou autres personnes en sa faveur ;
2. Copies des documents contenant les accusations contre le dit Dr. G. E. Roy.
 3. Copie de la nomination, et des instructions données aux commissaires chargés de faire l'enquête sur les dites accusations ;
 3. Copies de tous les documents de la dite enquête, comprenant copie des dépositions des témoins entendus par les dits commissaires, objections faites dans le cours de la dite enquête, et plaidoeries des avocats ayant agi dans la dite enquête ;
 5. Copie du rapport fait par les dits commissaires sur le résultat de la dite enquête ;
 6. Un état constatant combien a coûté cette enquête, 186.
87. *Spencer Wood, employés de* :—Etat donnant la liste des employés à Spencer Wood, aux frais de la province de Québec, depuis le 1er janvier 1876, le dit état donnant, dans autant de colonnes séparées, la date de leur entrée en service, leurs salaires, la date de leur sortie ou renvoi, et la cause de leur renvoi, 273.
88. *Ste. Geneviève, Cour des Commissaires* :—Copie de la correspondance intervenue entre le gouvernement et diverses personnes de la paroisse de Ste. Geneviève, relativement à la révocation de l'ancienne commission de la cour des commissaires de Ste. Geneviève, depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel ; ainsi que copie des rapports transmis au département du secrétaire provincial par J. A. Charette, écr., N. P., ex-greffier de la dite cour des commissaires, en date du 20 janvier 1880, 238. Voir *Documents*, 68.
89. *St. Jean de Dieu, Asile* :—Etat indiquant :
1. Les noms et prénoms de tous les internés actuellement dans l'asile de St. Jean de Dieu, de la Longue Pointe ;
 2. Le nom de la place ou paroisse d'où ils viennent ;
 3. Le montant payé annuellement, chaque mois ou autrement, par ceux qui y paient, en tout ou en partie, leur pension, 105. Voir *Documents*, 69.
90. *St. Jean Deschaillons, Cour des Commissaires* :—Copie de toutes requêtes, pétitions, correspondances, plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la paroisse de St. Jean Deschaillons, dans le comté de Lotbinière, depuis le 1er novembre dernier, 1879, 169. Voir *Documents*, 70.
91. *St. Jude, Cour des Commissaires* :—Copie de toutes correspondances, des plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de St. Jude dans le comté de St. Hyacinthe, faites depuis le 1er novembre dernier, 168. Voir *Documents*, 71.

ADRESSES A SA MAJESTÉ :—*Suite.*

92. *St. Paschal, Cour des Commissaires* :—Copie de toutes requêtes, pétitions, correspondances, plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la Cour des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de St. Paschal, dans le comté de Kamouraska, depuis le 1^{er} novembre 1879, 273.
93. *Ste. Scholastique, Cour des Cammissaires* : Copie de tous les documents ayant rapport à la révocation des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Ste. Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, dans le courant du mois de février dernier, 188. Voir *Documents*, 72.
- Taché, P. V.* :—Voir *Supra*, 11.
94. *Terres de la Couronne* :—Copie des ordres en conseil passés depuis le 1^{er} septembre 1879 et des ordonnances du Commissaire des Terres de la Couronne, depuis la même date, en vertu de l'ordre en conseil des 21 et 23 septembre 1878, accordant la remise des intérêts et des rentes dues par aucuns colons, les noms des colons à qui cette remise a été faite et celui du township où ils résident, les noms des personnes à qui ces ordres en conseil et ordonnances ont été adressés, avec copie de toute correspondance échangée à ce sujet, 36. Voir *Documents*, 14.
95. *Trois-Rivières* :—Etat indiquant le nombre de cas pour infraction au statut concernant la loi criminelle, portés devant le magistrat de district, nommé pour le district de Trois-Rivières, pendant un an, à compter du 20 juillet 1877; la matière du cas; le nombre de causes instruites devant ce magistrat, durant la même période, concernant les infractions à l'acte des licences de cette province; copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le percepteur du revenu du dit district, concernant la difficulté de faire exécuter la dite loi des licences dans le dit district, depuis le 20 juillet 1878, etc., 106. Voir *Documents*, 75.
96. *Trudel, propriété* :—Pour les papiers et documents relatifs à la location ou achat de la propriété connue sous le nom de "propriété Trudel," située aux coins des rues de la Couronne et du Prince-Edouard, en la cité de Québec, et appartenant au crédit foncier du Bas-Canada, 43. Voir *Documents*, 76.
97. *Viger F. E.* :—Copie de tous les documents ayant rapport à la destitution de F. E. Viger, comme inspecteur de la voie (road master) sur la section de St. Jérôme, du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et à la nomination d'un nommé Cummings comme son remplaçant dans le cours du mois de janvier dernier; un état indiquant quel salaire avait Viger et quel est celui de Cummings, 105. Voir *Documents*, 77.
98. *James Whyte* :—Copies de tous documents et papiers, concernant une certaine réserve faite à James Whyte, dans les Townships de Ditchfield et Spalding; et aussi, tous ordres en conseil et autres papiers, concernant la cancellation de la dite réserve, 131. Voir *Documents*, 78.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé le 8. 29. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; Quorum réduit à sept membres, 46. Membres ajoutés, 42. Second rapport, 301. Adopté, 303. (Voir *Appendice* No. 6, page 360.)

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—Bill concernant la division du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics. (L'Hon. M. Chapleau), 256. Renvoyé à un comité général, 262. Considéré ; Rapporté ; Passé, 286. Par le Conseil, 302. S. R., 316. (43-44 Vict., ch. 3.)

AGRICULTURE :—Rapport du Commissaire. Voir *Documents*, 1.

ANNONCES pour termes de la Cour à Montréal. Voir *Interpellations*, p. 80.

ANNONCES pour bills privés. Voir *Interpellations*, p. 81.

ANNONCES :—Minerve et la Patrie. Voir *Interpellations*, p. 81.

Approvisionnement de vapeur de Montréal :—Voir *Montréal*, 16.

ARPEUTEURS ET ARPEUTAGES :—Bill concernant les—(L'Hon. M. Flynn), 41. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 91. Par le Conseil, 177. S. R., 312. (43-44 Vict., ch. 23).

ARTHABASKA, chemins d'hiver dans—Voir *Interpellations*, p. 87.

ARTHABASKA, Inspecteur du Revenu d'—Voir *Adresses*, 2.

ARTS ET MANUFACTURES, Chambre des—Voir *Adresses*, 3. *Documents*, 9.

ARTS, Association des Arts—Voir *Montréal*, 12.

ARRÉRAGES D'INTÉRÊTS :—Pétition demandant la remise des arrérages d'intérêts dus sur leurs terres, 85.

ASILES D'ALIÉNÉS :

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement ; Le Comité délibère ; Série de résolutions, 272. Motion pour la réception du rapport, 286. Amendement négatif, 287. Résolutions rapportées, 287. Adoptées, 288.

2. Bill concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement dans la province de Québec. (L'Hon. M. Pâquet), 288. Lu la 2^{ème} fois sur division ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté sur division ; Lu la 3^{ème} fois et passé sur division, 294. Par le Conseil, 312. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 14).

3. Bill concernant les asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement de la province de Québec. (L'Hon. M. Pâquet), 165.

ASILES DES SERVANTES CATHOLIQUES :—Voir *Montréal*, 11.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE :

1. La Chambre se rend auprès de Son Honneur ; A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la session, 1. Pour la sanction de bills, 42, 312. A la clôture de la session, 312.

2. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 7.

Réunions et ajournements de la Chambre :

3. Continue à siéger après minuit, 30, 53, 76, 91, 103, 123, 192, 232, 247, 262.

4. Siége le samedi, 160, 252.

5. Suspend ses procédés pour permettre à un comité de se rendre à une conférence au conseil, 301, 310.

6. Ajourne faute de quorum, 95, 112.

7. La Chambre devant avoir deux séances le même jour, 216. Trois séances, 251.

8. Ajourne du 25 au 30 juin, 138.

9. Motions pour ajourner la Chambre, retirées, 194, 252.

10. Motion pour ajourner la Chambre, déclarée hors d'ordre, 278.

11. Ajourne au lendemain, à 11 heures, 258.

12. Ajourne au lendemain à 2 heures, 311.

13. Ajourne pour plus d'un jour, 251.

14. Résolu, que dans l'opinion de cette Chambre, les sessions de cette législature devraient avoir lieu durant l'hiver, 188. Voir *Lieutenant-Gouverneur, Documents*, 2. *Economie interne, Employés*.

Régie interne de l'Assemblée Législative :

15. Nomination des Commissaires et documents s'y rattachant, 11. Rapport, 17. Adopté, 32. Voir *Documents*, 2, 3. (Voir aussi *Appendice No. 2*, p. 329.)

ASSOCIATION DES ARBORICULTEURS, rapport de l' :—Voir *Interpellations*, p. 184.

ASSOCIATION DES COMPTABLES :—Voir *Montréal*, 19.

ASSOCIATION PROVINCIALE DES INSTITUTEURS PROTESTANTS :—Pétition ; demande d'aide, 165.

ASSURANCES, des propriétés du gouvernement :—Voir *Adresses*, 4. *Documents*, 4 et 5. *Interpellations*, p. 264.

ASSURANCE MUTUELLE, COMPAGNIE, D' :

1. Bill pour amender l'acte 28 Victoria, chap. 13, amendant le chap. 68 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle. (L'Hon. M. Lynch), 226. Renvoyé à un Comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 261. Par le Conseil, 293. S. R., 316. (43-44 Vict., ch. 41.)

2. Bill pour amender l'acte pour établir des Compagnies d'—(M. Molleur), 31. Lu la 2ème fois, Renvoyé à un Comité général; Considéré; Amendé, 101. Rapporté, 107. Motion pour l'adoption du rapport; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté; bill renvoyé à un comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 131. Par le Conseil avec un amendement, 185. Considéré et adopté, 185. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 40.)

BANQUE DU PEUPLE, prêt de \$300,000. Voir *Interpellations*, p. 87.

BARREAU :—Admission de G. A. Hughes. Voir *Hughes*.

“ “ de H. Jeannotte. “ *Jeannotte*.

“ “ de J. A. Lemay. “ *Lemay*.

“ “ de L. H. Pignolet. “ *Pignolet*.

“ “ de R. P. Vallée. “ *Vallée*.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Bill concernant le—(L'Hon. M. Loranger), 41. Lu la 2me fois et renvoyé à un comité spécial, 252.

BASSANO, Marquise de :—Voir *Symes*.

BATISCAN :—Pétition demandant l'autorisation de construire un pont sur cette rivière, 78. Voir *Price, Evan John*.

BEAUCHEMIN, M. :—Voir *Interpellation*, p. 69.

BEAUHARNOIS :

1. Pétition; demande d'aide pour l'hôpital de St. Joseph de Beauharnois, 113.

2. Chemins macadamisés de—Voir *Interpellations*, 237.

3. Coroners de—Voir *Interpellations*, p. 38.

BEAUPORT :—Union St. Joseph de—Voir *Documents*, 29.

BEAUSOLEIL CLÉOPHAS :—Honoraire remis sur bill pour l'autoriser à pratiquer comme avocat; le bill ayant été retiré, 140.

BELLECHASSE :—Chemin de colonisation. Voir *Interpellations*, p. 265.

BETTERAVES :—Voir *Sucre de—Adresses*, 5.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du—, 8. Voir *Documents*, 6.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATIVE, COMITÉ COLLECTIF DE LA :—Membres nommés par l'Assemblée, 20. Message envoyé au Conseil, 21. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 55.

BILLARDS, Tables de :—Voir *Tables de billards*.

BILLET SUR LES CHEMINS DE FER DU GOUVERNEMENT :— Voir *Adresses*, 6. *Documents*, 7.

BILLS :

1. Préambule d'un bill non prouvé, 103.
2. Bills retirés, 217, 225.
3. Renvoyés à des comités spéciaux, 220, 244, 252.
4. Renvoyés à un comité spécial sur un autre bill, 101, 110.
5. Seconde lecture d'un bill, renvoyée à trois mois, 116. A six mois, 276.
6. Motions pour renvoyer à trois mois la seconde lecture d'un bill, 182. A six mois, 304.
7. Motions pour le renvoi d'un comité général à trois mois, 247. A six mois, 305.
8. Motion pour le renvoi du rapport d'un comité général à six mois, négative, 156. A trois mois, négative, 242.
9. Renvoyés de nouveau à un comité général, 111, 131, 229, 253, 289.
10. Lus la 2^{me} fois, renvoyés à un comité général ; Considérés ; Amendés ; Rapportés et passés à la même séance, 65, 124, 131, 152, 182, 183, 208, 243, 276.
11. Lus la 2^{me} fois, renvoyés à un comité général ; Considérés, etc., 208, 243, 244, 245, 252, 261, 302.
12. Le comité général se lève sur un bill sans faire de rapport, 89, 103, 189.
13. Bills combinés en un seul bill, 114, 225.
14. Passés plus vite qu'à l'ordinaire, 243, 291, 294.
15. Honoraires sur bills remboursés, 111, 140, 212, 226, 227, 228, 239, 242, 250, 251, 271, 274, 290, 292.
16. Motions pour remise d'honoraires sur bills, négatives, 218, 253, 302.
17. Rapport concernant la traduction, etc., des bills, 226.
18. Bills ré-imprimés, 114, 170, 226.
19. Amendés par le Conseil, 185, 215, 217, 239, 254, 259, 266, 278, 293, 303.

BILLS : —*Suite.*

20. Amendements adoptés de suite par la Chambre, 185, 255, 279, 230, 293, 303, 310.

21. Considérés 215, 217, 240, 249, 256, 259, 266, 279, 293.

22. Amendements adoptés 223, 231, 246, 250, 258, 261, 288, 299. Adoptés sur division, 231.

23. Bills du Conseil Législatif, 211, 244, 261.

24. Sanctionnés, 142, 313, 314, 315, 316.

25. Passés par le Conseil, 95, 107, 142, 144, 160, 177, 185, 192, 215, 217, 220, 239, 248, 249, 254, 250, 266, 278, 293, 302, 303, 311.

BILLS PRIVÉS :

1. Comité permanent des divers bills privés nommé, 8, 20. Premier rapport et réduction du quorum, 37. Quorum réduit à sept membres, 37. Autres rapports sur divers bills, 103, 115, 127, 138, 140, 153, 165, 211, 217, etc. Membres ajoutés, 42.

2. Bills renvoyés à ce comité, 62, 72, 83, 99, 107, 127, 247, etc.

3. Rapport recommandant que le délai pour la réception des bills privés et des rapports sur iceux soit prolongé, 102, 153, 211, 246.

4. Prolongation du délai fixé pour l'introduction des bills privés, 102, 103. Pour la réception des rapports sur iceux, 102, 103, 153, 211, 246.

5. Rapport concernant la traduction des bills privés, 226.

Bois :—Pétition demandant des amendements à la loi réglant la coupe des bois, 37.

Bois :—Coupe de—Voir *Adresses*, 7.

Bois :—Saisie de—Voir *Adresses*, 8.

BRADLEY, R. J., ET JULES TESSIER :— Voir *Adressés*, 9. *Documents*, 8.

BREFS DE SAISIE-ARRÊT, contre le gérant du chemin de fer de Q. M. O. et O. :—Voir *Interpellations*, p. 82.

BUREAU D'EXAMINATEURS :—Bill pour pourvoir à la nomination d'un bureau d'examineurs provinciaux pour l'examen des applicants pour être admis à l'étude des professions du droit, de la médecine et du notariat, ainsi qu'à celle d'arpenteur provincial. (L'Hon. M. Lynch), 68.

BUREAUX D'ENREGISTREMENT :

1. La Chambre décide, de se former en comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant l'inspection des bureaux d'enregistrement ; Le Comité délibère ; Résolution à rapporter, 271. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 254. Motion pour la réception du rapport, 285. Amendement négative, 286. Résolution rapportée et adoptée, 286.

2. Bill pour donner plus d'efficacité à la loi du cadastre concernant les bureaux d'enregistrement et leur inspection. (L'Hon. M. Loranger), 286. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 218, 254. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté sur division ; Lu la 3^{me} fois et passé sur division, 291. Par le Conseil, 312. S. R., 315. (43-44 Vict., ch. 17.)

BUREAU D'INFORMATION POUR REPATRIEMENT A SHERBROOKE :—Voir *Interpellations*, page 215.

CADASTRES :

1. Bill pour donner plus d'efficacité à la loi du Cadastre concernant les bureaux d'enregistrement et leur inspection ; Son Honneur recommande ce bill, 218, 254. Présenté, (L'Hon. M. Loranger), 218. Voir *Bureaux d'enregistrement*.

2. Bill concernant les renouvellements d'enregistrement après la mise en vigueur des cadastres. (M. LeCavalier), 154. Voir *Adresses*, 10.

CHALOULT, PHILIPPE :—Voir *Adresses*, 11.

CARRIÈRES DE GRAVIER POUR LE CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—Voir *Interpellations*, 184, 209.

CERINI, GIOVANI ET AL :—Pétition demandant de l'aide pour la culture de la vigne, 178.

CHAMBLY, HOPITAL ST. JOSEPH :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

CHARBON POUR LE CHEMIN DE Q. M. O. ET O. :—Voir *Interpellations*, p. 38.

CHASSE :

1. Bill pour refondre et amender les lois de la chasse, (M. Taillon), 161. Renvoyé à un comité spécial, 244.

2. Règles de la Chambre suspendues quant à ce qui regarde un bill pour amender l'acte 40 Victoria, chap. 21, intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province." Bill introduit [M. Watts], 294. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 302. Par le Conseil, 312. S. R. 315. [43-44, Vict., ch. 29.]

CHATEAU ST. LOUIS :—Voir *Terrasse Durham*.

CHEMINS, PÉTITIONS POUR :—Adstock : aide pour un chemin de colonisation dans ce township, 185. Aston : aide pour un chemin de colonisation dans ce township, 41. Aston : aide pour un chemin dans ce township, 110. Ely Nord et Sud : aide pour un chemin entre ces deux paroisses, 110. Linière : aide pour un chemin dans ce township, 85. Metgermette, Nord : aide pour un chemin dans ce township, 30. St. Damien : aide pour un chemin dans cette paroisse, 102. Ste. Emmelie de l'Energie : aide pour un chemin dans cette paroisse, 67. St. George, Linière, Jersey et Shenly : aide pour chemins, 22. Ste. Gertrude : aide pour un chemin dans cette paroisse, 85. Ste. Marie de Blanford : aide pour un chemin dans cette paroisse, 22. Stanfold : aide pour un chemin dans ce township, 130. Templeton : aide pour un chemin dans ce township, 102.

CHEMINS, EMPIERREMENT DES :—Bill pour amender l'acte de cette province 33 Vict., chap. 32, concernant l'empierrement des chemins (l'Hon. M. Chapleau), 226. Renvoyé à un comité général, 247 ; Considéré : Amendé ; Rapporté ; Passé, 252. Par le Conseil, 279. S. R. 316. (42-44 Vict., chap. 55.)

CHEMINS DE COLONISATION :—Voir *Adresses*, 12. *Documents*, 10.

CHEMINS DE FER :

1. Nomination du comité des chemins de fer, etc., 8, 20. Premier rapport ; quorum réduit à sept membres, 31. Adopté, 32 ; Membre ajouté, 159. Bills renvoyés à ce comité, 62, 72, 83, 99, 159, 174, etc. Autres rapports sur divers bills, 85, 53, 161, 171, 193, 211, 220. Pétitions renvoyées à ce comité, 86, 94.

2. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur recommande à la considération de la Chambre certaines résolutions concernant un emprunt projeté et l'émission de débentures provinciales pour le paiement des subsides aux chemins de fer, 108. Le comité délibère ; Résolutions à rapporter, 109 ; Ordre pour la réception du rapport déchargé ; La Chambre de nouveau en comité, 111 ; Motion pour la réception du rapport ; Deux amendements proposés et négatifs, 118, 119. Résolutions rapportées et adoptées, 120.

3. Bill basé sur les résolutions ci-dessus, (l'Hon. M. Robertson), 121. Lu la 2ème fois sur division, 125. Lu la 3ème fois sur division et passé, 131. Par le Conseil, 142. S. R. 142. (43-44 Vict., chap. 45.)

4. Bill à l'effet d'amender et refondre l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, et les actes qui l'amendent. (l'Hon. M. Chapleau), 62. Renvoyé à un comité spécial, 152 ; Rapporté, amendé, 259 ; Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 260. Par le Conseil, 293. S. R., 313. (43-44 Vict., chap. 43.)

Voir *Adresses*, 13. *Documents*, 11.

5. *Grand Tronc, Cie du chemin de fer du* :—Pétition demandant que leurs propriétés ne soient pas annexées à la ville de Longueuil, 85.

6. *Hochelaga et Longueuil, chemin sur la glace entre* :—Voir *Interpellations*, p. 59

7. *Lac Champlain et du St. Laurent, Compagnie du chemin de fer de Jonction du* :—Pétition demandant à être autorisée à émettre de nouvelles débentures, 37. Rapport de l'avis, 46. Bill (M. Wurtele), 49 ; Renvoyé au comité des chemins de fer, 72 ; Rapporté, 85 ; Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 99. Par le Conseil, 185. S. R., 314. (43-44 Vict., chap. 51.)

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

8. *Lachine et Pointe Claire, Cie du chemin de fer de ceinture de* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 77. Rapport de l'avis, 85. Bill (M. LeCavalier), 86 ; Renvoyé au comité des chemins de fer, 99 ; Rapporté amendé, 161 ; Considéré en comité général ; Amendé : Rapporté ; Passé, 206. Par le Conseil, 266. S. R., 314. (43-44 Vict., chap. 52.)

9. *Lac St. Jean, Cie du chemin de fer de Québec et du* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 30. Rapport de l'avis, 47. Bill (M. Beaudet), 47. Renvoyé au comité des chemins de fer, 62 ; Rapporté amendé, 193 ; Motion pour comité général ; Amendement rejeté sur division ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 213. Par le Conseil, 266. S. R., 313. (43-44 Vict., chap. 46.)

Pétition de la corporation de Québec ; demandant qu'aucun changement ne soit fait à la souscription, par la dite cité, à la compagnie de Québec au Lac St. Jean, 96.

Pétition de Jérémie Verret, demandant une enquête sur la conduite de la compagnie du chemin de fer du Lac St. Jean à son égard, 217.

Voir *Adresses*, 43, 44, 45. *Documents*, 41, 42, 43.

10. *Laurentides, compagnie du chemin de fer des* :—Voir *Adresses*, 48. *Documents*, 33.

11. *Lévis et Kennébec, Cie du chemin de fer de* :—Pétitions demandant que le gouvernement prenne le chemin à lisses de—, 37.

Pétitions demandant qu'aucun changement ne soit fait à la régie actuelle du chemin, 137, 139, 241.

Voir *Adresses*, 50 et 51. *Documents*, 35. *Interpellations*, p. 69.

12. *Montréal, Portland et Boston, Cie du chemin de fer* :—Pétition demandant que le subside de \$4000 par mille leur soit accordé, 22.

Voir *Adresses*, 56. *Documents*, 37. *Interpellations*, p. 38, 82.

13. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; Le comité délibère ; Résolution rapportée et adoptée, 51. Bill basé sur ces résolutions, 52. Voir *infra*.

Bill concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. (L'Hon. M. Chapleau), 52. Motion pour 2^{me} lecture ; débats ; Lu la 2^{me} fois ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 76. Par le Conseil, 95. S. R., 142. (43-44 Vict., ch. 44.)

Pétition demandant l'élargissement de la rue du Prince Edouard, 113.

Pétition de P. Terrien, demandant le règlement de certaines réclamations contre le chemin, 165.

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

14. *Q. M. O. et O.* :—Voir *Adresses*, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76.

Documents, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56.

Interpellations, p. 23, 38, 43, 58, 59, 60, 70, 81, 115, 167, 186, 209, 237, 264, 270, 292.

15. *St. Jean à Sorel*—Pétition demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer depuis la ville de— : 49^e règle suspendue ; Pétition reçue et lue, 96 ; Rapport de l'avis, 103. Bill [l'Hon. M. Marchand], 103. Renvoyé au comité des chemins de fer, 159. Rapporté amendé, 220. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 230. Par le Conseil, 279. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 53.]

16. *St. Laurent, Basses Laurentides et Saguenay* :—Cie du chemin de fer du— Pétition demandant de l'aide, 67.

17. *St. Martin, Embranchement* :—La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'embranchement de St. Martin, du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; Le Comité délibère, 248. Série de résolutions à rapporter, 249.

Voir *Interpellations*, p. 60.

18. *Sud Est* : Cie du chemin du—Pétition demandant la passation d'un acte pour consolider leur dette, 30. Rapport de l'avis, 46. Bill (M. Mathieu), 47. Renvoyé au comité des chemins de fer, 62. Rapporté amendé, 85. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 98. Par le Conseil avec amendements, 215. Considérés, 215. Adoptés sur division, 230. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 49.]

Réclamations de certaines personnes contre ce chemin. Voir *Interpellations*, p. 42, 104.

19. *Tunnel, Cie du—et du chemin de fer de la Rive Sud* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 40. Rapport de l'avis, 67. Bill [M. Würtele], 68 ; Renvoyé au comité des chemins de fer, 83 ; Rapporté amendé, 171. Considéré en comité général ; Amendé ; Motion pour la réception du rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative ; autre amendement au même effet, adopté ; bill renvoyé de nouveau à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 191. Par le Conseil, 259. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 47.]

Pétitions en faveur, 84, 138, 139, 165. Renvoyées au comité des chemins de fer, 86, 94.

Pétitions contre, 102, 109.

20. *Tunnel du fleuve St. Laurent, Cie de* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 30. Rapport de l'avis, 46. Bill [M. Nelson], 48. Renvoyé au comité des chemins de fer, 62. Rapporté amendé, 220. Considéré en comité général ; Amendé ; Motion pour la réception du rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer le bill à un comité général, négative ; Rapporté ; Lu la 3^{me} fois et Passé, 230. Par le Conseil, 279. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 48.]

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

21. *Union Jacques Cartier, Cie du chemin de fer de l'—*Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 36. Rapport de l'avis, 46. Bill [M. Lecavalier], 49. Renvoyé au comité des chemins de fer, 72. Rapporté amendé, 220. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 230. Par le Conseil, 279. S. R., 313, [43-44 Vict., ch. 50.]

22. *Woodstock, chemin de fer de—*Voir *Interpellations*, p. 58.

CHEVALIER, PIERRE RÉMI :—Voir *Crébassa*, J. G.

CIMON ET PITON :—Voir *Adresses*, 14.

CIMON, S. X. :—Voir *Adresses*, 15. *Documents*, 12.

CLERCS PAROISSIAUX OU CATÉCHISTES DE ST. VIATEUR :—Voir *St. Viateur*.

CLOUTIER ALFRED :—Voir *Adresses*, 9.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

1. Bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada, (M. Mathieu,) 162. Renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 276. Par le Conseil, 312. S. R., 315. (43-44 Vict., chap. 26.)

2. Bill pour amender l'article 1188 du code de procédure civile du B. C., (M. Préfontaine), 97. Lu la 2ème fois sur division : Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 243. Par le Conseil, 293. S. R., 314. (43-44 Vict., chap. 27.)

3. Bill pour amender les articles 617 et 1215 du code de procédure civile (l'Hon. M. Lynch,) 32. Considéré en comité général ; Amendé, 76 ; Rapporté ; Passé, 90.

4. Bill pour amender le code de procédure civile afin de mieux assurer l'assistance des témoins, (l'Hon. M. Irvine), 57. Renvoyé à un comité général, 108. Considéré ; Amendé, 170 ; Ré-imprimé, 170 ; Rapporté ; Passé, 208.

5. Bill pour amender l'article 556 du code de procédure civile, (M. Lalonde), 140. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 208.

6. Pétition demandant des amendements à l'article 617 du code de procédure civile, 56.

CODE MUNICIPAL :

1. Bill pour amender de nouveau le code municipal, (M. Gagnon), 21. Renvoyé au comité spécial, Voir *infra*, 9,) 101 ; Rapporté combiné avec d'autres bills, 225. Considéré en comité général ; Rapporté progrès, 270, 271, 272 ; Bill ré-imprimé, 226.

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

2. Bill pour amender de nouveau le code municipal, (M. Houde), 48. Renvoyé à un comité spécial (Voir *infra*, 9,) 101 ; Rapporté combiné avec d'autres bills, (Voir *supra*, 1), 225.

3. Bill pour amender le code municipal, (M. Watts), 79. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 9,) 116. Rapporté combiné avec d'autres bills, (Voir *supra*, 1), Considéré ; Rapporté progrès, 270, 271, 272.

4. Bill pour amender le code municipal (M. Laberge), 110. Renvoyé au comité spécial, (Voir *infra*, 9,) 185 ; Rapporté combiné avec d'autres bills, 225 ; (Voir *supra*, 1.)

5. Bill pour amender de nouveau le code municipal de la province de Québec, (M. Marion), 116. Renvoyé au comité spécial, (Voir *infra*, 9,) 68 ; Rapporté combiné avec d'autres bills, (Voir *supra*, 1), 225.

6. Bill pour amender le code municipal de la province de Québec, (Voir *infra*, 9,) 116 ; Rapporté combiné avec d'autres bills, (Voir *supra*, 1), 225.

7. Bill pour amender le code municipal de la province de Québec, (M. Duhamel), 31^{ème} règle suspendue ; Présenté, 212 ; Renvoyé à un comité général, 245 ; Motion pour comité général, rejetée sur division, 290.

8. Bill pour amender l'article 1061 du code municipal, (du Conseil), 261. Renvoyé à un comité général, 270 ; Considéré, 273 ; Ordre, pour réception du rapport, déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté, 289 ; Passé, 291 ; Amendement adopté par le Conseil, 302. S. R., 312. (43-44 Vict., chan. 28.)

9. Comité spécial pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal, 89. Bills renvoyés à ce comité, 101, 116, 185. Second rapport ; Bills rapportés combinés en un seul bill, (Voir *supra*, 1,) 225.

COLONISATION :—*Adresses*, 16, 17. *Documents*, 13.

COLONS, REMISE DES RENTES AUX :—Voir *Documents*, 14.

COMITES :

1. Résolutions pour la nomination de neuf comités permanents, 8. Motion pour la formation d'un comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer : Adoptée, 10. Rapportée, 20. Adoptée, 20. Voir *Privilèges, Ordres Permanents, Chemins de Fer, Canaux, etc., Bills privés, Lois expirantes, Impressions, Comptes Publics, Agriculture, Immigration et Colonisation, Industrie*. Voir aussi *Bibliothèque*.

2. Membres ajoutés à des comités, 42, 159.

3. Comités généraux, 50, 195, 201, 219, 271, 272, 277, 281, 284, 310.

4. Procédés de comités généraux entrés dans les journaux, 50, 195, 201, 219, 248, 271, 272, 277, 281, 284, 210.

COMITÉS : —*Suite.*

6. Motion (pour la nomination d'un comité spécial) déclarée hors d'ordre, 215.

5. Comités spéciaux, 10, 30, 62, 89, 152. Voir *Règles et règlements de la Chambres, Code municipal, Acte électoral, Chasse, Chemins de fer, Notariat.*

7. Rapporte progrès et demande permission de siéger de nouveau, 166, 199, 258, 258, 262, 265.

8. Instructions à des comités, 306, 307.

9. Un comité se lève sans faire rapport, 89, 168, 189.

10. Se lève pour soumettre un point d'ordre à M. l'Orateur, 277.

COMPAGNIE D'APPROVISIONNEMENT DE VAPEUR DE MONTRÉAL : — Incorporée. Voir *Montréal.*

COMPAGNIE DE NAVIGATION DE LONGUEUIL : — 29 V., c 86, amendé. Voir *Longueuil.*

COMPAGNIE DE PLACEMENTS DE MONTRÉAL : — Incorporée. Voir *Montréal.*

COMPAGNIE DE PRÊT ET CRÉDIT FONCIERS : — Privilèges conférés. Voir *Prêt et Crédit Fonciers.*

COMPAGNIE DE SUCRE DE BETTERAVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC : — Acte d'inc. amendé. Voir *Sucre de betteraves.*

COMPAGNIE DE TUNNEL DU FLEUVE ST. LAURENT : — Voir *Chemins de fer, Tunnel, 20.*

COMPAGNIE DE CHEMIN A MACADAMISER DE LAPRAIRIE : — Acte 42-43 V., c. 52, amendé. Voir *Laprairie,*

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET DU LAC ST. JEAN : — Acte amendé. Voir *Chemins de fer, Lac St. Jean, 9.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LACHINE ET DE LA POINTE CLAIRE : — Incorporée. Voir *Chemins de fer, Lachine, 8.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE ST. JEAN A SOREL : — Incorporée. Voir *Chemins de fer, St. Jean à Sorel, 15.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER UNION JACQUES-CARTIER : — Incorporée. Voir *Chemins de fer, Union Jacques-Cartier.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DU ST. LAURENT ET DU LAC CHAMPLAIN : — Voir *Chemins de fer, Lac Champlain, 7.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SUD EST : — Actes amendés. Voir *Chemins de fer, Sud Est, 18.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA RIVE SUD ET DU TUNNEL : — Incorporée. Voir *Chemins de fer, Tunnel et Rive Sud, 19.*

COMPAGNIE DU GAZ DE QUÉBEC :—Actes amendés. Voir *Québec*.

COMPAGNIE GRAPHIQUE :—Diminution de son fonds, acte amendé. Voir *Graphic Company*.

COMPAGNIE HYDRAULIQUE ET MANUFACTURIÈRE DE LA RIVIÈRE RICHELIEU :—Actes amendés. Voir *Richelieu*.

COMPAGNIE MINÈRE INTERNATIONALE :—Incorporée. Voir *International Mining Co*.

COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE :—28 V., c. 13, et c. 68, S. R., B. G., amendés. Voir *Assurance Mutuelle*.

COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE :—42-43 V., c. 39, amendé. Voir *Assurance Mutuelle*.

COMPAGNIES INCORPORÉES EN VERTU DES STATUTS IMPÉRIAUX :—Voir *Statuts Impériaux*.

COMPANY, COLONIAL GOLD MINING :—Incorporée. Voir *Colonial Gold Mining Co*.

COMPANY, HURONIAN MINING AND SMELTING :—Incorporée. Voir *Huronian Mining Co*.

COMPANY, ORFORD CHEMICAL :—Incorporée. Voir *Orford Chemical Co*.

COMPANY, SHERBROOKE GAS AND WATER :—Voir *Sherbrooke Gas and Water Co*.

COMPTES PUBLICS :

Comité permanent nommé, 8, 20 ; Membre ajouté, 152. Premier rapport ; Quorum réduit, 78. Second rapport, 293. Voir *Appendice No. 5*, page 304. Motion pour l'adoption du rapport, 299 ; Amendement négatif, 299. Second rapport, adopté sur division, 300.

Voir *Documents*, 15.

2. Résolution—[Que, dorénavant, le département du trésor entrera dans les comptes publics, un état démontrant le montant de la dette provinciale à la fin de chaque année fiscale, et le montant payé sur l'intérêt et le fonds d'amortissement pendant l'année]—adoptée, 238.

COMPTON :—Voir *Adresses*, 18. *Documents*, 16.

CONFÉRENCES :

1. Demande d'une conférence au Conseil Législatif au sujet des amendements faits par leurs Honneurs au bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers ; comité chargé de préparer les raisons à offrir au Conseil ; Rapport ; Raisons lues et adoptées, 301 ; Message envoyé au Conseil, 302 ; Message du Conseil acceptant la conférence ; La Chambre suspend ses procédés, 310.

2. Demande d'une conférence au Conseil Législatif au sujet des amendements faits par leurs Honneurs au bill pour incorporer "The Colonial Gold Mining Company ;" Comité nommé chargé de préparer les raisons à offrir au Conseil ; Rapport ; Raisons lues et adoptées ; Message envoyé au Conseil, 269 ; Message

CONFÉRENCE :—*Suite.*

du Conseil acceptant la dite conférence, 270. Autre message du Conseil au sujet de ce bill, 271 ; Message au Conseil lui remettant le bill, 272 ; Message au Conseil retirant un de leurs amendements et demandant le concours de l'Assemblée à l'autre, 288 ; Amendement considéré et adopté, 288.

COLONIAL GOLD MINING Co. :—Pétition demandant un acte d'incorporation ; 49^{me} règle suspendue ; Reçue et lue, 154 ; Rapport de l'avis, 161 ; Bill (l'Hon. M. Church), 161 ; Renvoyé au comité des chemins de fer, 174 ; Rapporté amendé, 220 ; Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 230 ; Par le Conseil avec un amendement, 266 ; Considéré ; Motion, pour l'adoption du dit amendement, négative ; Comité spécial nommé chargé de préparer les raisons à offrir à une conférence ; Rapport du comité, adopté ; Membres devant se rendre au Conseil, 269 ; Message du Conseil acceptant la dite conférence, 270. Autres messages du Conseil au sujet de ce bill, 271 ; Retirant leur amendement, 288 ; Message au Conseil au sujet de ce bill, 272 ; Autre amendement lu et adopté, 288. S. R., 315. (43-44 Vict., chap. 95.)

CONNOLLY JAMES —Pétition demandant la passation d'un acte autorisant la vente d'une propriété immobilière substituée par feu James Connolly, 40. Rapport de l'avis, 47. Bill (M. Wurtele), 49 ; Renvoyé au comité des bills privés, 100 ; Rapporté amendé, 127 ; Considéré en comité général ; Amendé ; Amendement, à la réception du rapport, négative ; Rapporté ; Passé, 157. Par le Conseil, 240. S. R., 314. (43-44 Vict., chap. 80.)

CONSEIL LEGISLATIF :

Messages envoyés au Conseil ;

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination du comité collectif au sujet de la bibliothèque, 21 ; Au sujet des impressions, 20.

2. Demandant une conférence au sujet du bill pour incorporer "The Colonial Gold Mining Company," 269. Remettant le bill au Conseil, 272.

3. Demandant une conférence au conseil au sujet du bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers, 301.

Messages du Conseil ;

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif de la bibliothèque, 55.

5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif des impressions, 55.

6. Acceptant une conférence au sujet du bill pour incorporer "The Colonial Gold Mining Company," 270. Demandant que le bill leur soit renvoyé, 271. Retirant leur amendement, 288.

7. Communiquant leurs bills, 211, 244, 261.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

8. Adoptant les bills de l'Assemblée Législative, avec ou sans amendements, 95, 107, 142, 144, 160, 177, 185, 192, 215, 217, 220, 239, 248, 249, 254, 259, 266, 278, 293, 302, 303, 311.

CONSEIL LÉGISLATIF, ABOLITION DU :—Voir *Adresses*, 1.

CORONERS :—BILL CONCERNANT LES ENQUÊTES DE :—(L'Hon. M. Lynch,) 41. Renvoyé à un comité général, 90 ; Considéré ; Amendé, 112. Motion pour la réception du rapport : Motions en amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativées ; Rapporté ; Lu la 3ème fois sur division et passé, 116, 118. Par le Conseil avec un amendement, 192. Considéré, 193 ; Adopté, 223. S. R., 312. (43-44 Vict., chap. 10.)

CORONERS :—Voir *Adresses*, 10. *Documents*, 17.

CORPORATIONS DE VILLES :—Bill pour amender l'acte des clauses générales des corporations de villes, (M. Gagnon), 113 ; Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 208. Par le Conseil, 259. S. R., 315. (43-44 Vict., chap. 42.)

COTEAU DU LAC :—Asile de la providence de St. Ignace ; Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

COUR DE CIRCUIT :—Bill pour amender le chapitre 79 des S. R. B. C., intitulé : "Acte concernant la Cour de Circuit, (M. Mathieu), 41.

COUR DES MAGISTRATS DE DISTRICTS :—Voir *Interpellations*, p. 164.

COUR DE SESSION :—Bill concernant les termes de la Cour de Session générale de la Paix dans les districts de Québec et de Montréal, (l'Hon. M. Loranger,) 31. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 65. Par le Conseil, 107. S. R., 313. (43-44 Vict., chap. 6.)

COUR DU BANC DE LA REINE, BILL POUR AMENDER LA CONSTITUTION DE LA :—[l'Hon. M. Loranger], 57. Lu la deuxième fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 124. Par le Conseil 254. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 4.]

COUR SUPÉRIEURE :—Bill pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure, (l'Hon M. Loranger), 31. Motion pour 2ème lecture ; Amendements ; Débats ; amendement retiré ; Bill lu la 2ème fois ; Renvoyé à un comité général ; Rapporté ; Passé, 65. Par le Conseil, 107. S. R., 313. (43-44 Vict., chap. 5.)

COURSOL, DAME MARIE HENRIETTE :—Voir *Quesnel*.

COURVAL, SEIGNEURIE DE :—Voir *Adresses*, 20.

CRÉBASSA, J. G. :—Pétition demandant la passation d'un bill pour valider et rectifier un certain acte de vente, 22. Rapport de l'avis, 47 ; Bill (M. Mathieu,) 47 ; Renvoyé au comité des bills privés, 62 ; Rapporté amendé, 115 ; Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 126. Par le Conseil avec un amendement, 249. Considéré, 249 ; Adopté, 250. S. R., 314. (43-44 Vict., chap. 98.)

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 36. Rapport de l'avis, 46 ; Bill (M. Wurtele), 48 ; Renvoyé au comité des bills privés, 83 ; Rapporté amendé, 115 ; Considéré en comité général, 136 ; Amendé, 144. Motion pour la réception du rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativé ; Rapporté ; Passé, 156. Par le Conseil avec amendements, 239 ; Considérés et adoptés, 240. S. R., 313. [43-44 Vict., chap. 60.]

CUVILLIER. DAME MARIE ANGÉLIQUE :—Voir *Delisle, Alexandre Maurice*.

DAGENAIS, M. :—Voir *Adresses*, 21. *Documents*, 18.

DÉBENTURES MUNICIPALES :—Bill concernant le rachat des débentures municipales. [M. Watts], 186.

DÉBENTURES PROVINCIALES :—Bill pour autoriser l'émission de débentures provinciales pour le paiement des subsides de chemins de fer, et pour compléter le chemin de fer de Q. M. O. et O., et pour d'autres fins. [L'Hon. M. Robertson], 121.

Voir *Emprunt*.

DEGAGNÉ, JOSEPH ELOI :—Pétition demandant la passation d'un acte pour confirmer son nom, 56. Rapport de l'avis, 67. Bill [M. Gauthier], 68. Renvoyé au comité des bills privés, 83. Rapporté amendé, 110. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 165. Par le Conseil, 254. Honoraire remis, 274. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 105.]

DELÉRY, COMPAGNIE :—Voir *Adresses*, 22.

DELÉRY, PATENTE :—Voir *Interpellations*, p. 167.

DELISLE :—Pétition demandant la passation d'un acte pour conférer certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de feu Alexandre Maurice Delisle, 84. Rapport de l'avis, 93. Bill [M. Taillon], 94. Renvoyé au Comité des bills privés, 159. Rapporté, 178. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 190. Par le Conseil avec un amendement, 259. Considéré et adopté, 259. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 77.]

DÉPARTEMENTS, BATISSES POUR LES :—Voir *Interpellations*, p. 23.

DÉPÔT DE LIVRES :

1. Bil' pour amender de nouveau les lois de l'instruction publique en cette province, concernant le dépôt de livres. [M. Taillon], 154. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 243. Considéré de nouveau, 262. Amendé ; Rapporté, 265. Passé, 274. Par le Conseil avec amendements ; Considérés et adoptés, 302. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 16.]

2. Pétitions demandant l'abolition du—67, 96, 102, 137.

DÉPÔTS JUDICIAIRES :—Bill pour amender de nouveau les actes concernant les dépôts judiciaires et autres [L'Hon. M. Robertson], 48. Renvoyé à un comité général, 152. Considéré ; Amendé ; Motion pour la réception du rapport

DEPOTS JUDICIAIRES :—*Suite.*

motion en amendement ; Débats, 155. Débats repris ; Amendement négatif, 159 ; Autre amendement rejeté sur division ; Autre amendement [pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général] adopté ; Considéré Amendé ; Rapporté ; Passé, 160. Par le Conseil, 255. S. R., 312. [43-44 Vict., ch. 8].

DEPUTES :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 2.

2. Prêtent serment et prennent leur siège, 5, 42.

3. Résolutions relatives : 1o. à l'élection et au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2o. à la corruption ou aux intrigues, menées, qui peuvent avoir lieu à aucune élection ; 3o. à tout offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 7

3. Bill pour abolir la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de Québec [M. Gagnon], 79. Motion pour 2ème lecture ; Débats, 181 ; Débats repris ; rejetée sur division, 188.

4. Bill pour compléter les dispositions concernant la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de Québec, [M. Gagnon], 97. Motion pour 2ème lecture adoptée sur division ; Bill lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général ; Considéré et le comité se lève sans faire de rapport, 189. Motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, objection. M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 238. Motion pour que le comité général auquel a été référé le bill reçoive instruction de faire rapport, objection. M. l'Orateur maintient l'objection, 292. Motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur ce bill, objection. M. l'Orateur maintient l'objection, 292.

DESALABERRY, CHS., MONUMENT A LA MÉMOIRE DE :—Voir *Interpellations*, p. 88.

DE ST. AUBIN, F. D. :—Voir *Interpellations*, p. 69.

DESILETS, M., DES TROIS-RIVIÈRES :—Voir *Interpellations*, p. 292.

DETTE DE LA PROVINCE :—Voir *Adresses*, 23.

DETTES DES PROVINCES :—Voir *Adresses*, 24.

DETTES, RECouvreMENT DES :—Voir *Recouvrement des*—

DISCOURS DU TRONE :—Voir *Adresses*, 25.

DOCUMENTS :

MIS DEVANT LA CHAMBRE, RELATIFS A—

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ,
1. <i>Agriculture</i> :—Rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, jusqu'au 30 juin 1880. [<i>Documents de la Session No. 2</i>].....	Par ordre de S. H.	57
2. <i>Assemblée Législative</i> :—Ordre en conseil nommant les Commissaires pour la régie intérieure de l'assemblée Législative.....	Par message du L.-Gouv.	11
3. <i>Assemblée Législative</i> :—Rapport de la commission concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative, adopté, 32. [<i>Appendice, No. 2</i>].....	Par acte.	17
4. <i>Assurances des propriétés du gouvernement</i> :—Etat des assurances des propriétés du gouvernement de la province de Québec, le nom des compagnies, le montant donné à chacune, et les primes payées à chaque compagnie. [<i>Documents de la Session, No. 39</i>].....	Adresse.	187
5. <i>Assurances des propriétés du gouvernement</i> :—Etat des assurances effectuées par le gouvernement sur les propriétés du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; cet état indiquant le nom des compagnies, le montant assuré dans chaque compagnie, et le montant des primes payées. [<i>Documents de la Session, No. 39</i>].....	Do	267
<i>Bâtisses pour les départements</i> :—Voir <i>infra</i> , 12.		
6. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport du bibliothécaire.	111e règle.	8
7. <i>Billets sur les chemins de fer du gouvernement</i> !—Etat faisant connaître les conditions auxquelles les billets spéciaux, billets d'abonnement et billets de retour sont vendus sur les chemins de fer du gouvernement. [<i>Documents de la Session, No. 68</i>]	Adresses.	299
8. <i>Bradley et Tessier</i> :—Copie de toutes correspondances, papiers, ordres en conseil, relatifs à la révocation de MM. Robert J. Bradley et Jules Tessier, comme avocats du revenu à Québec, et du choix de leur successeur M. Alfred Cloutier. [<i>Documents de la Session, No. 11</i>].....	Do	64
9. <i>Chambre des arts et manufactures</i> :—Copie de tous ordres en conseil, correspondances, papiers, documents relatifs à la révocation des membres du bureau de la Chambre des arts et manufactures et à la nomination de leurs successeurs. [<i>Documents de la Session, No. 19</i>].....	Do	105

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
10. <i>Chemins de colonisation</i> :—Etat indiquant le montant dépensé dans chaque comté de la province, depuis le commencement de la présente année fiscale, pour chemins de colonisation de première classe, et pour ceux de seconde classe. [<i>Documents de la Session No. 14.</i>]	Adresse.	87
11. <i>Chemins de fer</i> :—Liste des chemins de fer dans la province de Québec, qui ont droit à un subside du gouvernement ; la dite liste donnant dans autant de colonnes séparées, les noms des compagnies de chemins de fer qui ont droit à ce subside, l'autorité en vertu de laquelle le subside leur est dû, le montant payé à chacune d'elles le 1er juillet 1879. [<i>Imprimé, 303.</i>] [<i>Documents de la Session, No. 76.</i>].....	Do	100
12. <i>Cimon, S. X.</i> :—Etat montrant le prix du contrat avec S. X. Cimon, écr., pour la construction de nouveaux édifices publics devant servir pour les départements ; toutes les sommes payées, jusqu'au premier juin courant, au dit S. X. Cimon, à raison de la construction de ces édifices ; la valeur des matériaux employés et des travaux faits par le dit Cimon jusqu'à la même date. [<i>Documents de la Session, No. 12.</i>].....	Do	64
13. <i>Colonisation</i> :—Etat détaillé, année par année, depuis l'union des deux Canadas, de toutes les sommes d'argent votées par l'ancienne Chambre jusqu'à la date de la confédération, et par cette Chambre depuis la confédération à aujourd'hui, pour les fins de la colonisation, avec aussi un état détaillé, mentionnant année par année, les sommes de deniers accordées à chaque municipalité, township, comté ou localité, et dans lesquels ces argents ont été dépensés pour les fins de la colonisation, dans la province de Québec, et par les différents gouvernements qui se sont succédés depuis la dite date, Union des deux Canadas ; lequel état devra aussi démontrer clairement le montant total ainsi accordé à chaque municipalité, township, comté ou localité, depuis la dite date, Union des deux Canadas. [<i>Documents de la Session, No. 21.</i>].....	Do	113
14. <i>Colons, remise des intérêts et rentes dus aux</i> :—Copie des ordres en conseil passés depuis le 1er septembre 1879, et des ordonnances du Commissaire des Terres de la Couronne, depuis la même date, en vertu de l'ordre en conseil des 21 et 23 septembre 1878, accordant la remise des intérêts et des rentes dus par aucuns colons, les noms des colons à qui cette remise a été faite, et celui du Township où ils résident, les noms des personnes à qui ces ordres en conseil et ordonnances ont été adressés, avec copie de toute correspondance échangée à ce sujet. [<i>Imprimé, 303.</i>] [<i>Documents de la Session, No. 23.</i>].....	Do	140

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
15. <i>Comptes Publics, second rapport du comité des :—</i> [Imprimé,] Voir <i>Appendice, No. 5, p. 354</i>		293
16. <i>Compton :—</i> Etat indiquant le nombre de patentes octroyées par le département des Terres de la Couronne, depuis le 1er janvier 1879 au 1er janvier 1880, dans le comté de Compton, montrant le nom du Township, le numéro du lot et le rang ; ainsi que le nombre d'acres contenus dans chaque lot : les noms des parties auxquelles ces patentes furent octroyées, et aussi, copies des certificats de location sur lesquels ces paiements furent octroyées. [<i>Documents de la Session, No. 31.</i>].....	Adresse.	161
17. <i>Coroners, enquêtes par les :—</i> Rapport constatant la date, le nombre, les causes et le coût des enquêtes faites par les coroners, durant les six mois qui ont précédé et durant les six mois qui ont suivi le 1er novembre dernier, avec copies des pièces justificatives au sujet de telles enquêtes, les noms des coroners qui les ont faites, la date du rapport fait au gouvernement, l'âge et le sexe de la personne décédée, le nom du médecin, la nature et le coût des services par lui rendus, copie de l'ordre requérant ses services et généralement toutes autres informations au sujet de telles enquêtes, telles que données dans les rapports faits par les coroners. Renvoyé au comité des impressions, 266. [<i>Documents de la Session, No. 51.</i>].....	Do	237
18. <i>Dagenais M. :—</i> Copies de tous ordres en conseil, rapport, correspondance et documents relatifs à l'expropriation d'un nommé Dagenais de St. Martin, pour le passage du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ainsi qu'un état indiquant le coût de la dite expropriation, des travaux faits pour changer la ligne du chemin de fer, le fonds à même lequel ces dépenses ont été payées, et l'autorité législative en vertu de laquelle elles l'ont été. [<i>Documents de la session No. 63.</i>].....	Do	268
19. <i>Emprunts :—</i> Copies de tous ordres en conseil, correspondance et documents relatifs à des emprunts temporaires ou permanents, effectués ou projetés, depuis le 1er novembre dernier au 4 juin courant. [<i>Imprimés, 304.</i>] [<i>Documents de la Session, No. 44.</i>].....	Do	114, 194
20. <i>Emprunt français :—</i> Etat indiquant le taux d'intérêt ; Les termes de l'emprunt ; Le fonds d'amortissement, et comment s'en fera le placement ; Comment les produits de l'emprunt seront payables, et où ils sont placés ; Quand l'intérêt commence à courir ; Quelle sécurité, s'il y en a, plus que le crédit ordi-		

DOCUMENTS :—*Suite.**Emprunt français :—Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
naire de la Province ; La commission, et autres dépenses en rapport avec la négociation de l'emprunt, le paiement de l'intérêt, etc. [<i>Imprimé</i> , 303.] [<i>Documents de la Session</i> , No. 13.].....	Adresse.	86
21. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année courante (supplémentaires) et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1881. Renvoyés au comité des subsides. [<i>Voir Subsides</i> .] [<i>Documents de la Session</i> , No. 1.].....	Message.	98
22. <i>Estimés supplémentaires</i> :— [<i>Documents de la Session</i> , No. 1.].....	Do	222
23. <i>Germain, C. E.</i> :—Copie de la correspondance échangée entre le surintendant de l'instruction publique, l'inspecteur McMahon, Alphonse Lozeau et autres, au sujet de l'examen des livres et des comptes de C. E. Germain, écr., secrétaire trésorier des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St. Vincent de Paul, dans le comté de Laval, ainsi que de tout ordre donné à ce sujet par le dit surintendant à l'inspecteur M. McMahon, au secrétaire-trésorier et aux commissaires. Copie du rapport du dit inspecteur et de tous documents relatifs à l'enquête faite à ce sujet ; copie du jugement du dit surintendant, et généralement, copies de tous documents se rattachant à cette affaire. [<i>Documents de la Session</i> , No. 45.].....	Adresse.	218
24. <i>Gosselin, Louis Honoré</i> :Copies de tous les papiers et correspondances et ordres en conseil, se rapportant à la destitution de M. Louis Honoré Gosselin, comme Garde-Forrestier de la province de Québec. [<i>Documents de la Session</i> , No. 67.].....	Do	298
25. <i>Grantham, Wendover et Simpson</i> :—Etat détaillé des comptes dus par les municipalités de Grantham, Wendover et Simpson, en vertu de l'acte du fonds d'emprunt municipal refondu ; 2. Les montants qui ont été portés au crédit des dites municipalités. [<i>Documents de la Session</i> , No. 20.]	Do	113
26. <i>Hull, pont de</i> :—Copie de tout avis donné depuis le premier de novembre dernier, demandant des soumissions pour le tablier de superstructure en fer du pont de Hull ; aussi copie des soumissions qui ont été reçues, ainsi que de toute correspondance, ordre en conseil et documents relatifs aux dites soumissions, [<i>Documents de la Session</i> , No. 38.].....	Do	187

DOCUMENTS :—*Suite.*

27. *Hull, pont de* :—Etat constatant ce qui a été dépensé sur le pont de Hull et sur l'embranchement de St. Martin, du 1er novembre dernier au 31 mai dernier, ce qui a été payé à compte des dites dépenses, à qui chaque somme a été payée, à même quels fonds, et en vertu de quelle autorisation législative. [*Documents de la Session, No. 62.*].....

ORDONNÉ. PRÉSENTÉ.

Adresse. 267

28. *Imprimeur de la Reine* :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains ; avec un compte détaillé des frais, par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts. [*Appendice, No. 3.*].....

Message. 64

29. *Institutions littéraires, de charité et hôpitaux* :—Rapports annuels, etc., des institutions littéraires, de charité, et des hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :

Par acte.

Union St. Joseph,	Beauport.	62
Hôpital St. Joseph,	Chambly.	40
Asile de la Providence de St. Ignace,	Coteau du Lac.	164
Hospice St. Charles Borromée,	Joliette.	92
Union St. Joseph,	Lachine.	262
Hospice de	Laprairie.	84
Asile de la Providence,	L'Assomption.	159
Hôpital St. Antoine,	Longueuil.	164
La providence St. Joseph,	Lanoraie.	5
Asile de la Providence,	Montréal.	40
Asile de St. Joseph du Bon Pasteur,	do	40
Asile des orphelins catholiques romains,	do	17
Asile des orphelins de St. Patrice,	do	97
Asile rue Bonaventure,	do	84
Asile Nazareth,	do	84
Asile du Bon Pasteur, rue Fullum,	do	40
Asile St. Vincent de Paul,	do	40
Asile Ste. Brigitte,	do	40
Church Home,	do	140
Dispensaire pour les maladies d'yeux,	do	40
Dispensaire,	do	40
Ecole de médecine et chirurgie,	do	40
Notre Dame de Charité du Bon Pasteur,	do	140
Protestant infant's Home,	do	84
Hôpital Général, (Sœurs Grises,)	do	84
Woman's Hospital,	do	170
Asile du Bon Pasteur,	Québec.	30
Asile Finlay,	do	55
Asile Ste. Brigitte,	do	84
Asile des orphelins,	do	97

DOCUMENTS :—*Suite.**Institutions littéraires, de charité et hôpitaux :—Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre, do	84
Hôpital de la Maternité, do	66
Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, do	55
Hospice des Sœurs de la Charité, do	45
Ecole de Réforme, do	30
Dispensaire, do	45
Société charitable des Dames Catholiques, do	45
Ladies' Protestant Home, do	84
Union Commerciale, do	84
Union des menuisiers, do	155
Women's Christian Association, do	55
Hôpital de St. François du Lac, do	17
Asile de la Providence, St. Henri de Mascouche, do	45
Hôpital de, St. Jean Dorchester, do	92
Salle d'asile de, St. Jean d'Iberville, do	92
Union St. Jean Baptiste, St. Joseph de Lévis, do	84
Union St. Joseph, St. Joseph de Lévis, do	84
Hospice Ste. Croix, Ste. Marie de Monnoir, do	40
Mission de, Ste. Ursule, do	241
Orphelinat des Sœurs de la Charité, Rimouski, do	112
Hôpital Général, Sorel, do	97
Hospice du Sacré Cœur, Sherbrooke, do	84
Hôpital de St. Joseph, Trois Rivières, do	185
Hôpital des Ursulines, do	97
Hospice Lajemmerais, Varennes, do	112
Hospice Ste. Anne, Yamachiche, do	36

(Documents de la Session No. 6.)

30. <i>Instruction Publique :—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique pour l'année 1878-79. [Documents de la Session, No. 5.]</i>	Par ordre de S. H.	12
31. <i>Kamouraska, Cour :—Copie du contrat d'acquisition, par le gouvernement de la ci-devant province du Canada, du terrain où est érigée la cour du district judiciaire de Kamouraska; la liste des hypothèques existant alors sur le dit terrain; état des débentures émises par le gouvernement du Canada pour l'acquisition du terrain et de la bâtisse; état du coût de construction de la dite cour et prison, etc., etc.; état pour l'année fiscale dernière, des sommes perçues pour le dit fonds, donnant le montant versé par chaque officier employé à la perception du dit fonds ou personne qui y a versé quelque montant [Documents de la Session, No. 42.]</i>	Adresse session de 1878.	193

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
32. <i>Lac St. Jean</i> :—Copie de tous les rapports des ingénieurs chargés d'explorer la région qui sépare le St. Laurent du Lac St. Jean pour y tracer un chemin de fer ; copie de toutes requêtes et pétitions adressées au gouvernement par toutes personnes ou compagnies pour obtenir une aide pour continuer un chemin de fer de Québec ou d'un point quelconque du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental au Lac St. Jean ; copie de tous ordres en conseil accordant une aide à toute compagnie pour la construction du dit chemin de fer et le montant qui a pu être payé à toute telle compagnie jusqu'à ce jour, en distinguant ce qui a pu être payé depuis le 1 ^{er} novembre dernier, de ce qui a pu l'être avant. [<i>Imprimé, 304.</i>] [<i>Documents de la Session, No. 41.</i>].....	Adresse.	187
<i>Lac St. Jean</i> :—Voir <i>infra</i> , 42. <i>Québec et Gosford.</i>		
Voir <i>infra</i> , 43. <i>Québec et Lac St. Jean.</i>		
33. <i>Laterrière, Dr. F. X.</i> :—1. Les instructions données au Dr. F. X. Laterrière, de la Malbaie, comme vaccinateur dans le comté de Saguenay, depuis sa nomination comme coroner jusqu'à ce jour. 2. Les sommes payées au dit F. X. Laterrière, écr., pour ses services comme vaccinateur. [<i>Documents de la Session, No. 28.</i>].....	Do	154
34. <i>Laurentides, chemin de fer des</i> :—Etat indiquant le montant d'argent reçu de la compagnie du chemin de fer des Laurentides, depuis le 30 mars 1879 jusqu'au 30 mars 1880, et depuis cette date, jusqu'à la date de son dernier paiement. [<i>Documents de la Session, No. 24.</i>].....	Do	140
35. <i>Letellier de St. Juste, l'Hon. Luc</i> :—Correspondance concernant l'affaire de M. Letellier. Renvoyée au comité des impressions, 266. [<i>Documents de la Session, No. 61.</i>].....	Par ordre de la Chambre.	266
36. <i>Lévis et Kennébec</i> :—Copie de toutes pétitions et autres applications faites au gouvernement pour ou en faveur de la compagnie du chemin de Lévis et Kennébec depuis le 1 ^{er} jour de novembre dernier, demandant le paiement du subside payable à la dite compagnie, ou le consentement du gouvernement au transfert de la dite compagnie, et de toute représentation, contraire à ce sujet, faites par les porteurs de bons de la dite compagnie, et de tous ordres en conseil et correspondance à ce sujet. [<i>Imprimés, 304.</i>] [<i>Documents de la Session, No. 66.</i>].....	Adresse.	281
37. <i>Montréal, commission des chemins à barrières</i> :—Copie de toute plainte, demande de révocation de l'ancienne		

DOCUMENTS :—*Suite.**Montréal, commission des chemins à barrières :—Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
commission des chemins à barrières de Montréal. [Documents de la Session, No. 22.].....	Adresse.	114
38. <i>Montréal, Portland et Boston</i> :—Copie de tous rapports, ordres en Conseil, correspondances, documents relatifs au paiement de tout subside dû au chemin de fer de Montréal, Portland et Boston. [Imprimés, 303.] [Documents de la Session, No. 17.].....	Do	100
39. <i>Ottawa, Cour de Circuit</i> :—Copie de tous rapports, ordres en conseil, proclamations et autres documents, concernant l'abolition de la cour de circuit, dans le comté d'Ottawa, siégeant à Hull, et de l'établissement de la cour de circuit dans et pour le même comté à Hull, de la nomination de F. A. Beaudry, écuyer, avocat, et de Charles Leduc, écuyer, comme greffiers de la dite cour de circuit, à Hull, ainsi que copies et toute correspondance et de tous rapports faits sur ces divers sujets, avec les dates respectives de la sanction des dits ordres en conseil et de la publication des dites proclamations. [Documents de la Session, No. 26.].....	Do	140
30. <i>Peterson, M.</i> :—Copie de tous rapports qui n'ont pas encore été soumis à cette Chambre, faits par M. Peterson, depuis le 1er mars 1880, sur la localisation du chemin de fer du Nord. [Imprimés, 304.] [Documents de la Session, No. 48.].....	Do	219
41. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> :—Rapport des inspecteurs des prisons, asiles, etc., pour les années 1878 et 1879. [Imprimé, 37, 303.] [Documents de la Session No. 8.]...	Par ordre du L.-G.	37
42. <i>Québec et Gosford, Cie du chemin de fer</i> :—Etat indiquant les sommes d'argent payées à la compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford et de Québec au lac St. Jean, depuis l'existence de la dite compagnie jusqu'à ce jour. [Documents de la Session, No. 36.]...	Adresse.	187
43. <i>Québec et Lac St. Jean, Cie du chemin de fer</i> :—Copie de tous rapports, ordres en conseil, ou autres documents, le tout concernant le chemin de fer de Québec au Lac St. Jean, depuis le 2 mars 1878, jusqu'à ce jour. [Imprimés, 304.] [Documents de la Session, No. 43.].....	Do	194
44. <i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental</i> :—Copie de tous rapports, correspondances, ordres en conseil, ou autres documents, faits depuis le 1er novembre dernier, relativement à la vente ou à la location du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. [Documents de la Session, No. 15.].....	Do	100

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ODONNÉ.	PRÉSENTÉ.
45. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Copie de la lettre par laquelle l'Hon. M. Joly agissant comme commissaire de l'agriculture et des travaux publics, met l'Honorable T. McGreevy, contracteur de la section Est du chemin de fer du gouvernement, en possession de la dite section Est, et fixe l'époque de cette remise, et la réponse de l'Honorable T. McGreevy à cette lettre. [<i>Imprimé</i> , 303.] [<i>Document de la Session</i> , No. 18.].....	Adresse.	105
46. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Etat des recettes et des dépenses du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1er janvier dernier au 31 mai dernier, le dit état indiquant séparément les recettes des passagers, du fret et des malles, pour chaque mois, et les dépenses pour salaires, pour réparations de matériel, pour travaux de construction ou d'équipement. [<i>Documents de la Session</i> , No. 27.].....	Do	154
47. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Copie des correspondances et documents relatifs à la traverse du chemin de fer de Q. M. O. et O., sur la terre d'Ephrem Roberge, dans la paroisse de Ste. Jeanne de Neuville, le tout préparé en conformité d'un ordre de la Chambre du 5 juillet 1880. [<i>Documents de la Session</i> , No. 33.].....	169	185
48. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Etat du nombre des trains ou des chars spéciaux non accessibles au public en général qui ont voyagé sur le chemin de fer Q. M. O. et O., depuis le 1er janvier dernier au 31 mai, aussi dernier ; le dit état indiquant l'objet pour lequel chaque train ou char a circulé, le nombre de milles qu'il a parcourus, son point de départ et d'arrivée, ce qu'il a coûté, ce qu'il a rapporté, les noms des personnes qui y ont voyagé et ce qui a été payé au gouvernement pour tels trains ou chars. [<i>Documents de la Session</i> , No. 52].....	Adresse.	239
49. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Etat des sommes dépensées pour la construction sur la section ouest du dit chemin de fer de Q. M. O. et O., depuis le 1er septembre 1878 jusqu'à ce jour ; l'état détaillé des sommes dépensées durant le même espace de temps pour le salaire, les frais de voyage et les dépenses contingentes du bureau des ingénieurs pour la dite section ouest du dit chemin de fer. [<i>Documents de la Session</i> , No. 53.].....	Do	239
50. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Etat indiquant le montant d'argent dépensé pour construire le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ainsi que pour le matériel roulant, en y comprenant toutes les dépenses de constructions s'y rattachant, en faisant une distinction des sommes reçues des municipalités et employées pour cette fin. Aussi un état indiquant le montant d'argent donné à toutes les compagnies		

DOCUMENTS :—*Suite.*Q. M. O. et O. :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
de chemins de fer dans la province, depuis le 30 juin 1868, à venir jusqu'à ce jour, ou à une autre époque, la plus récente possible. [<i>Documents de la Session, No. 55</i>].....	Adresse.	263
51. Q. M. O. et O. :—Copie du contrat pour la construction des ateliers du chemin de fer de Q. M. O. et O., à Québec, avec un état indiquant les sommes payées jusqu'à aujourd'hui, et celles qu'il sera nécessaire de payer pour achever la construction de ces ateliers, aussi tous les documents se rapportant à ce contrat. [<i>Documents de la Session, No. 56</i>].....	Do	263
52. Q. M. O. et O. :—Copie de tous actes ou documents concernant le transfert de la section Est du chemin de fer de Q. M. O. et O., au gouvernement par l'entrepreneur, l'Hon. M. Thos. McGreevey. [<i>Documents de la Session, No. 59</i>].....	Do	263
53. Q. M. O. et O. :—Etat indiquant toutes les nominations et destitutions d'employés depuis le 1er janvier dernier, sur le chemin de fer de Q. M. O. et O., indiquant séparément, la date de la nomination ou destitution de chacun d'eux, leur charge respective, ainsi que leur salaire et leurs noms. <i>Imprimé 304</i> . [<i>Documents de la Session, No. 60</i>].....	Do	263
54. Q. M. O. et O. :—Etat indiquant : I. D'un côté, 1. Le montant total dépensé par le gouvernement pour et en rapport avec la construction du chemin de fer de Q. M. O. et O., y compris le pont de Hull, le terminus à Montréal, et tous chemins de fer formant maintenant partie du dit chemin de fer ; 2. La balance requise pour dépenses de capital, si balance il y a, pour et en rapport avec les dits chemins et travaux, et le total de ces deux items. II. De l'autre côté, 1. Le montant des débentures reçues, de chacune des villes et municipalités qui ont souscrit pour la construction d'aucun des chemins de fer formant maintenant partie du dit chemin de fer de Q. M. O. et O. ; 2. La balance de souscription due par chacune des dites villes et municipalités, et le total de ces deux items. III. Enfin la balance qui, d'après cet état, reste comme payée et payable par la province seule. [<i>Documents de la Session, No. 64</i>].....	Do	268
55. Q. M. O. et O. :—Etat indiquant le nombre de passes ou billets distribués à diverses personnes, leur permettant de voyager gratuitement sur le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; et ce depuis le 1er janvier dernier à cette date, indiquant aussi le nom des personnes à qui ces billets ont été		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
<i>Q. M. O. et O.</i> :— <i>Suite.</i>		
accordés, pour quel trajet et quelle cause ; ce qu'ils auraient rapporté, et combien de passages gratuits sans billets. [<i>Documents de la Session, No. 65.</i>].....	Adresse.	268
56. <i>Q. M. O. et O.</i> :—Copie de tous marchés, contrats et arrangements conclus entre le gouvernement ou l'administration du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et toutes personnes ou compagnies relativement au transport des passagers et du fret sur le dit chemin, et les taux réduits accordés à certaines catégories de passagers. [<i>Imprimé, 304.</i>] <i>Documents de la Session, No. 68.</i>].....	Do	298
57. <i>Quesnel Auguste</i> :—Copie de tous documents et correspondances quelconques se rapportant à la suspension de Auguste Quesnel, écuyer, comme shérif du district d'Arthabaska. [<i>Imprimé, 303.</i>] [<i>Documents de la Session, No. 34.</i>].....	Do	187
58. <i>Rapport de conseil et mandats spéciaux</i> :—Etat des rapports de conseil et mandats spéciaux préparés par l'auditeur de la province, en vertu de la 31 ^e Vict., ch. 9, sect. 47.....	Par acte.	17
59. <i>Rapports municipaux</i> :—De la province de Québec, pour l'année 1879. [<i>Pas imprimé.</i>] <i>Documents de la Session, No. 7.</i>].....	Do	11
60. <i>Recettes et dépenses de la province</i> :—Etat des recettes, et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1880. [<i>Documents de la Session, No. 58.</i>].....	Adresse.	263
61. <i>Recettes et dépenses de la province</i> :—Etat détaillé des recettes et dépenses de la province à partir du 1 ^{er} juillet 1879, jusqu'au 31 octobre 1879. [<i>Imprimé, 303.</i>] [<i>Documents de la Session, No. 29.</i>].....	Do	155
62. <i>Recettes et dépenses de la province</i> :—Etat des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 1 ^{er} juillet 1879, jusqu'au 31 mai 1880. [<i>Imprimé, 88.</i>] [<i>Voir Appendice, No. 4, page 343.</i>].....		88
63. <i>Rimouski, Notre-Dame du Sacré-Cœur</i> :—Copie de toute correspondance et de toutes requêtes, oppositions et documents quelconques, en la possession du gouvernement et des commissaires nommés pour les fins du chapitre 18 des statuts refondus du Bas-Canada, dans et pour le diocèse Catholique Romain de St. Germain de Rimouski, se rapportant à l'érection civile de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur, dans le susdit diocèse de Rimouski. [<i>Documents de la Session, No. 25.</i>].....	Do	140

DOCUMENTS :—*Suite.*

64. *Rivière Ouelle, Cour des Commissaires* :—Copie de toute correspondance échangée, depuis la dernière session, entre le gouvernement ou l'un de ses membres et toute personne au sujet de la réorganisation de la Cour des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de la Rivière-Ouelle, comté de Kamouraska, avec copie des plaintes portées, si aucune l'ont été, contre les ex-commissaires, ou des raisons données pour obtenir leur destitution ; Copie de la première commission émanée depuis la dernière session pour la dite cour, de l'avis officiel publié dans la "*Gazette Officielle*" ; Copie de toute correspondance échangée comme susdit, au sujet des erreurs contenues dans la dite commission, avec copie de la deuxième commission et du second avis dans la "*Gazette Officielle*." [*Documents de la Session, No. 10.*].....

ORDONNÉ.

PRÉSENTÉ.

Adresse.

64

Roberge, Ephrem :—Voir *Supra*, 47.

65. *Roxton, Cour des Commissaires* :—Copie de tous rapports, requêtes, correspondances, ordres en conseil et autres documents relatifs aux derniers changements dans la cour des commissaires du canton de Roxton, dans le comté de Shefford, ainsi que copie du rapport de Walton Smith, inspecteur des bureaux publics. [*Documents de la Session, No. 32.*].....

Do

161

66. *Royal Colonial Institute* :—Lettre de l'Honorable Secrétaire.....

Par M.
l'Orateur.

9

67. *Service Civil* :—Etat montrant les nominations et promotions qui ont été faites dans le service civil, depuis le trente octobre 1878, en conformité de la clause 23 de l'acte 40 Victoria, chapitre 9. [*Impri-mé, 303.*] [*Documents de la Session, No. 9.*].....

Par ordre
de S. H.

64

68. *Ste. Geneviève* :—Copie de la correspondance intervenue entre le gouvernement et diverses personnes de la paroisse de Ste. Geneviève, relativement à la révocation de l'ancienne commission de la cour des commissaires de Ste. Geneviève, depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel ; ainsi que copie des rapports transmis au département du secrétaire provincial par J. A. Charette, écr., N. P., ex-greffier de la dite cour des commissaires, en date du 20 janvier 1880. [*Documents de la Session, No. 54.*].....

Adresse.

262

69. *St. Jean de Dieu, Asile* :—Etat donnant les noms et prénoms de tous les internés actuellement dans l'asile de St. Jean de Dieu, de la Longue-Pointe ; Le nom de la place ou paroisse d'où ils viennent ; Le montant payé annuellement, chaque mois ou autrement, par ceux qui y paient, en tout ou en partie, leur pension. [*Documents de la Session, No. 30.*].....

Do

161

DOCUMENTS :—Suite.

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
70. <i>St. Jean Deschaillons, Cour des Commissaires</i> :—Copie des de toutes requêtes, pétitions, correspondances, plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la paroisse de St. Jean Deschaillons, dans le comté de Lotbinière, depuis le 1er novembre dernier, 1879. [<i>Documents de la Session, No. 46.</i>].....	Adresse,	219
71. <i>St. Jude, Cour des Commissaires</i> :—Copie de toutes correspondances, des plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de St. Jude, dans le comté de St. Hyacinthe, faites depuis le 1er novembre dernier. [<i>Documents de la Session, No. 35.</i>].....	Do	187
72. <i>Ste. Scholastique, Cour des Commissaires</i> :—Copie de tous les documents ayant rapport à la révocation des commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Ste. Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, dans le courant du mois de février dernier. [<i>Documents de la Session, No. 49.</i>].....	Do	237
73. <i>Taché, V.</i> :—Etat donnant le détail de la somme de \$1,200.00 entrée à la page 42 des comptes publics pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1877, comme payée pour dépenses contingentes à V. Taché, écr., shérif pour le district judiciaire de Kamouraska. [<i>Documents de la Session, No. 37.</i>].....	Adresse session de 1878.	187
74. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1879. [<i>Documents de la Session, No. 4.</i>].....	Par ordre de S. H.	20
75. <i>Trois-Rivières, Cour Criminelle, etc.</i> :—Etat indiquant le nombre de cas pour infraction au statut concernant la loi criminelle, portés devant le magistrat de district, nommé pour le district de Trois-Rivières, pendant un an, à compter du 20 juillet 1877. La matière du cas, etc., etc. Le montant des dépenses et des revenus du gouvernement provenant de l'acte des licences, pendant les dites années de 1877 à 1879 inclusivement et depuis le 1er janvier dernier jusqu'à aujourd'hui. [<i>Documents de la Session, No. 47.</i>]..	Adresse.	219
76. <i>Trudel, Propriété</i> :—Papiers et documents relatifs à la location ou achat de la propriété connue sous le nom de la propriété "Trudel," et située aux coins des rues de la Couronne et du Prince-Edouard, en la cité de Québec, et appartenant au crédit foncier du Bas-Canada. [<i>Documents de la Session, No. 57.</i>].....	Do	263

DOCUMENTS :—*Suite.*

	OODONNÉ.	PRÉSENTÉ.
77. <i>Viger, F. E.</i> :—Copie de tous documents ayant rapport à la destitution de F. E. Viger, comme inspecteur de la voie (road master) sur la section de St. Jérôme, du chemin de fer de Q. M. O. et O., et à la nomination d'un nommé Cummings comme son remplaçant dans le cours du mois de janvier dernier : 2. Un état indiquant quel salaire avait Viger et quel est celui de Cummings. [<i>Documents de la Session, No. 40</i>].	Adresse.	187
78. <i>Whyte James</i> :—Copie de tous documents et papiers, concernant une certaine réserve faite à James Whyte dans les townships de Ditchfield et Spalding, et aussi tous ordres en conseil et autres papiers, concernant la cancellation de la dite réserve. [<i>Documents de la Session, No. 50</i>].....	Do	237

DOCUMENTS DES SESSIONS DE 1878 ET 1879 :—Voir *Interpellations*, p. 23.

DOCUMENTS, IMPRESSION ET DISTRIBUTION FRANÇAISE DES :—Voir *Interpellations*, p. 184.

DORION CHARLES :—Pétition, demandant à être payé de son salaire comme magistrat de district, 139. Motion pour renvoyer la dite pétition à un comité spécial ; Objection, parce qu'elle n'a pas été recommandée par le Lieutenant-Gouverneur, 45. M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 216. Voir *Adresses*, 26.

DUCHESNAY M. :—Ordre au sujet des licences pour mines d'or. Voir *Interpellations*, p. 167.

DUPRAS HENRI, ET GÉDÉON VILLENEUVE :—Voir *Interpellations*, p. 167.

EDUCTION :—Pétition de la corporation de Montréal, demandant des amendements à la sect. 20 du chap. 16, de la 32^{ème} Vict., P. de Q. concernant l'éducation, 30.

ECONOMIE INTERNE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, BILL POUR AMENDER L'ACTE CONCERNANT :—(L'Hon. M. Loranger), 41. Motion pour 2^{ème} lecture ; Débats ajournés, 152 ; Débats repris, 180. Motion pour le renvoi de la 2^{ème} lecture à 3 mois, négative ; Bill lu la 2^{ème} fois, renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 182. Par le Conseil, 239. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 20.)

Voir *Documents*, 2 et 3. Voir aussi *Assemblée Législative*, 15.

ELECTIONS :

1. Résolution que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats, etc., 7.

2. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, de l'élection de certains membres, 3.

3. Bill pour amender de nouveau l'acte électoral de Québec, (M. Gagnon), 21. Renvoyé à un comité général, 131 ; Considéré et rapporté progrès, 265 ; Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 290. Par le Conseil, 312. S. R., 313. (43-44 Vict., ch. 15.)

4. Bill pour amender de nouveau l'acte électoral de Québec, 38 Vict., ch. 7, (M. Gagnon), 37. Renvoyé à un comité spécial. (Voir *infra*, 9), 171 ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 100.

5. Bill pour amender l'acte de cette Province 42-43 Vict. chap. 15, intitulé : " Acte pour amender l'acte électoral de Québec [M. Gagnon], 31. Renvoyé à un comité général, 73. Considéré ; Rapporté ; Passé, 160.

6. Bill pour amender l'acte des élections contestées de Québec, 1875 [l'Hon. M. Langelier], 57.

7. Bill pour amender l'acte électoral de Québec, [l'Hon. M. Langelier], 57.

8. Bill pour abroger la section 123 de l'acte des élections contestées de Québec, 38 Vict., chap. 8 [M. Magnan], 68.

9. Comité spécial pour prendre en considération tous les bills pour amender l'acte électoral de Québec, 162. Bills renvoyés à ce comité, 171.

9½. Intervention des employés dans les élections. Voir *Interpellations*, p. 88.

10. Brefs émis pendant la vacance :

Division élec- torale.	En remplace- ment de	Pourquoi.
Brome.....	W. W. Lynch.....	Nommé Solliciteur Général, 3.
Chicoutimi, Saguenay..	W. E. Price.....	Résigné, 4.
Gaspé.....	E. J. Flynn.....	{ Nommé Commissaire des Terres de la Couronne, 3.
L'Assomption.....	Onulphe Peltier.....	
Laval.....	L. O. Loranger.....	Nommé Procureur Général, 3.
Lévis.....	E. T. Pâquet.....	" Secrétaire Provincial, 3.
Rimouski.....	Hon. A. Chauveau.....	Résigné, 3.
Sherbrooke.....	Hon. J. G. Robertson...	Nommé Trésorier Provincial, 3.
Terrebonne.....	Hon. J. A. Chapleau..	{ " Commissaire de l'Agricul et des Travaux Publics, 3.

ELECTIONS :—Suite.

11. *Beauce* :—Copie du jugement et des documents se rattachant à l'élection contestée de Beauce (Appendice No. 1), 4.

12. *Chambly* :—Copie du jugement et des documents se rattachant à l'élection contestée de Chambly (Appendice No. 1), 4.

13. *Charlevoix* :—Copie du jugement et des documents se rattachant à l'élection contestée de Charlevoix (Appendice No. 1), 4.

14. *Portneuf* :—Copie du jugement et des documents se rattachant à l'élection contestée de Portneuf (Appendice No. 1), 4.

15. *St. Hyacinthe* :—Copie du jugement et documents se rattachant à l'élection contestée de St. Hyacinthe (Appendice No. 1), 4.

16. *Verchères* :—Avis de l'un des juges de la Cour Supérieure, informant la Chambre que Achille Larose, écuyer, n'a pas l'intention de s'opposer, ni de continuer à s'opposer à la pétition d'élection dans la cause du district électoral de Verchères, lequel est lu. (Appendice No. 1), 4.

EMIGRATION DES CANADIENS-FRANÇAIS :—Voir *Interpellations*, p. 215.

EMPIERREMENT DES CHEMINS : Voir *Chemins*. Voir aussi *Interpellations*, p. 81, 167.

EMPLOYÉS DE L'ADMINISTRATION PROVINCIALE :—Voir *Adresses*, 27.

EMPLOYÉS DU CHEMIN DE FER DU NORD :—Voir *Adresses*, 28.

EMPLOYÉS DU CHEMIN DE FER DE Q. M. O. ET O. :—Voir *Adresses*, 64. *Documents*, 53.

EMPLOYÉS DE LA CHAMBRE ET DU CONSEIL :

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaine résolution concernant les employés permanents du Conseil Législatif et l'Assemblée Législative ; Adoptée sur division ; Le Comité délibère, 219. Résolution rapportée et adoptée, 220.

2. Bill basé sur ces résolutions. [L'Hon. M. Robertson], 220. Motion pour renvoyer ce bill à un Comité spécial ; Débats ; Ajournés, 220. Repris ; Ordre déchargé, 252. Lu la 2^{me} fois sur division et renvoyé à un Comité spécial, 253. Rapporté amendé, 300. Considéré en Comité général, 303. Rapporté ; Passé, 311. Par le Conseil, 313. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 21.]

EMPLOYÉS PUBLICS :—Bill pour amender l'acte pour rendre saisissable une partie des salaires des employés publics. [M. Préfontaine], 155. Motion pour 2^{me} lecture ; Motion en amendement, pour renvoyer la 2^{me} lecture à six mois, adoptée, 276.

EMPLOYÉS PUBLICS :—Voir *Adresses*, 51.

EMPRUNT :—Message du Lieutenant-Gouverneur donnant son assentiment à certaines résolutions concernant un emprunt et l'émission de débentures provinciales ; Motion pour que la Chambre se forme en Comité sur ces

EMPRUNT :—Suite.

résolutions ; Débats ; La Chambre en Comité ; résolution à rapporter, 109. Ordre pour la réception du rapport déchargé, 111. La Chambre de nouveau en Comité ; Résolution amendée ; Série de résolutions à rapporter, 112. Motion pour la réception du rapport, 118. Motions en amendement, négativées, 119. Résolutions rapportées et adoptées, 120. Voir *Déventures provinciales*, *Adresses*, 20. *Documents*, 19.

EMPRUNT FRANÇAIS :—Voir *Adresses*, 31. *Documents*, 20. *Interpellations*, p. 288.

EMPRUNT MUNICIPAL :

1. Motion pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal. Débats, 209 ; Motion adoptée ; Le comité délibère ; Séries de résolutions rapportées, 210 ; Adoptées, 211.

2. Bill concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas-Canada, [l'Hon. M. Robertson], 211. Renvoyé à un comité général, 247. Motion pour comité général ; Débats ; Motion pour ajourner les débats, négativée, 251 ; Autre motion (pour ajourner la Chambre) retirée ; Débats ajournés, 252 ; Débats repris et ajournés de nouveau, 260. Bill renvoyé à un comité général ; Amendé, 261. Ordre pour la réception du rapport, déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un comité général ; Amendé ; Motion pour la réception du rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejeté sur division ; Rapporté ; Passé, 268. Par le Conseil, 302. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 13.]

EMPRUNT MUNICIPAL, FONDS D' :—Voir *Interpellations*, p. 291.

ESTIMÉS :—Voir *Documents*, 21, 22. *Subsides*.

FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ MCGILL :—Pétition, demande d'aide, 165.

FERGUSON, M. :—Voir *Interpellations*, p. 38.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Voir *Interpellations*, p. 291.

FORAN, T. K. :—Code de Procédure Civile, 22.

FRASER, JOHN :—Pétition demandant qu'une commission royale soit chargée de s'enquérir des affaires de la succession de feu Hugh Fraser, 67.

FRASERVILLE :—Pétitions demandant que le chef lieu du district de Kamouraska soit transporté à Fraserville, 165. Pétition contre, 153. Bill. Voir *Kamouraska*.

FROMAGERIES ET BEURRERIES, BILL POUR PROTÉGER LES :—[M. Préfontaine], 178. Renvoyé à un comité général ; Considéré, 245.

GAGES DES OUVRIERS :—Bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des ouvriers, [M. Préfontaine], 155. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 244. Par le Conseil avec amendements, 278 ; Considérés, 280. Motion (pour le concours dans les dits amendements) négativée ;

GAGES DES OUVRIERS :—*Suite.*

Comité spécial nommé pour préparer les raisons à offrir à une conférence, 301. La Chambre suspend ses procédés ; Rapport du comité, adopté, 301. Message au Conseil demandant une conférence, 302. Message du conseil acceptant la conférence ; La Chambre suspend ses procédés, 310.

GAGNÉ J. ELOI DE :—*Voir De Gagné.*

GAUVREAU DR. F. D. :—*Voir Interpellations, p. 186.*

GAZETTE DES CAMPAGNES :—*Voir Interpellations, p. 58.*

GERMAIN, C. E. :—*Voir Adresses, 32. Documents, 23.*

GOUIN GEORGE A. :—*Voir Interpellations, p. 289.*

GOSSELIN, L. H. :—*Voir Adresses, 33. Documents, 24.*

GRAPHIC COMPANY :—Pétition demandant la passation d'un acte pour diminuer le montant de son fonds social et pour d'autres fins, 36. Rapport de l'avis, 66. Bill (M. Wurtele) 57. Renvoyé au comité des bills privés, 72 ; Rapport amendé, 103 ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 115. Par le Conseil, 192. Motion pour que l'honoraire soit remis, négative, 253. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 70.]

GRANTHAM, WENDOVER ET SIMPSON :—*Voir Adresses, 35. Documents, 25.*

GRANDVILLE, AGENCE DES TERRES DE :—*Voir Adresses, 34.*

GRAVIER, GISEMENTS DE :—*Voir Interpellations, p. 184, 209.*

GRAVEL, DR. :—*Voir Adresses, 36.*

GREFFIER DE LA CHAMBRE :—Reçoit du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats d'élection de plusieurs membres, 3, 45.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Transmet les certificats d'élection de plusieurs membres, 3, 45.

GRENVILLE :—Bill pour amender l'acte de cette province, 42 et 43 Victoria, chap. 46, intitulé : Acte pour rectifier les lignes de division et assurer les titres dans certains rangs du canton de Grenville. [L'Hon. M. Flynn], 41. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 91. Par le Conseil, 160. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 31.]

HART, A. S., MDE :—*Voir Adresses, 37.*

HENNING, RÉV. JOS. :—*Voir Pères Rédemptoristes.*

HERVIEUX, J. A. :—*Voir Interpellations, p. 60.*

HOCHELAGA ET LONGUEUIL, CHEMIN SUR LA GLACE :—*Voir Interpellations, p. 59.*

HOCHELAGA, SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DU COMTÉ D'—Pétition pour confirmer son acte d'incorporation, 85. Rapport de l'avis, 92. Bill [M. Taillon], 95. Renvoyé au Comité des bills privés, 100. Rapporté amendé, 193. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 213. Par le Conseil, 293. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 57].

HUGHES GEORGE ARTHUR :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, à la profession d'avocat, 77. Rapport de l'avis, 85. Bill [M. Préfontaine], 97. Renvoyé au Comité des bills privés, 107. Rapporté amendé, 127. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 157. Par le Conseil avec un amendement, 239. Considéré, 240. Adopté, 246. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 100].

HULL, PONT DE :—Voir *Adresses*, 38, 39. *Documents*, 26, 27. *Interpellations*, p. 23, 70, 186.

HUNTINGDON, CADASTRE DE :—Voir *Interpellations*, p. 215.

HURTEAU, ISIDORE :—Voir *Interpellations*, p. 82.

HURONIAN MINING AND SMELTING COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 77. Rapport de l'avis, 93. Bill [l'Hon. M. Robertson], 93. Renvoyé au comité des chemins de fer, 100. Rapporté, 161. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 166. Par le Conseil, 240. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 93].

IBERVILLE :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 84. Rapport de l'avis, 92. Bill [M. Molleur], 94. Renvoyé au comité des bills privés, 115. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 166. Par le Conseil avec amendements, 254. Considérés et adoptés, 255. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 63].

IMMIGRATION :—Voir *Interpellations*, p. 59, 184.

IMPRESSIONS :

1. Comité permanent nommé, 8, 20. Comité collectif des—; Membres nommés par l'Assemblée, 20. Message envoyé au Conseil, 20. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 55. Premier rapport; Quorum réduit, 78.

2. Documents renvoyés au comité des—, 266.

3. Documents dont l'impression est ordonnée [sans renvoi au comité des impressions], 87.

4. Documents dont l'impression est ordonnée par le comité, 303.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Voir *Documents*, 28.

INDEX AUX JOURNAUX :—Voir *Smith, P. E.*

INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 8, 20. Membres ajoutés, 42. Premier rapport; Quorum réduit à sept membres, 46. Adopté, 49.

INSPECTEURS D'ÉCOLES :—Voir *Interpellations*, p. 38, 43.

INSTITUTEURS, FONDS DE PENSIONS :

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le fonds de pensions des instituteurs ; Le comité délibère, 232. Série de résolutions rapportées, 234. Adoptées, 236. Le Lieutenant-Gouverneur recommande ces résolutions, 254.

2. Bill basé sur ces résolutions [Voir *Supra*, 1]. (l'Hon. M. Chapleau), 236. Renvoyé à un comité général ; Considéré, 253. Considéré de nouveau, 258. Amendé ; Rapporté ; Passé, 260. Par le Conseil, 302. S. R. 315. [43-44 Vict., ch. 22].

INSTITUTEURS PROTESTANTS :—Pétition de l'association provinciale ; demande d'aide, 165.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ, ETC. :—Voir *Documents*, 29.

INSTRUCTION PUBLIQUE :

1. Bill relatif à l'instruction publique dans la province de Québec [L'Hon. M. Paquet], 42.

2. Bill pour amender le chapitre 15 des statuts refondus pour le Bas-Canada, intitulé : "Acte concernant l'Instruction Publique," [M. Boutillier], 154. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 244.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Documents*, 30. *Interpellations*, p. 130.

INTERNATIONAL MINING COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 22. Rapport de l'avis, 46. Bill [L'Hon M. Robertson], 48. Renvoyé au comité des chemins de fer, 62 ; Rapporté amendé, 85 ; Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 99. Par le Conseil, 193. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 92.]

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Audet, 130.

Bergevin, 237.

Boutillier, 184.

Boutin, 265.

Cameron, 38, 53, 214.

Caron, 214, 264.

Champagne, 186.

Church, 22, 167, 207, 270.

Desaulniers, 115.

Deschênes, 58, 167.

Gagnon, 10, 23, 32, 33, 37, 38, 42, 43, 58, 69, 70, 87, 104, 167, 186.

Gauthier, 184.

Houde, 184.

Irvine, 87.

Laberge, 38, 81, 167.

Lafontaine (Napierville), 58, 291, 292.

Lafontaine (Shefford), 42, 69.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.—*Suite.*

Langelier (Portneuf), 23, 38, 58, 264, 288.
 Lavallée, 209.
 Marion, 167.
 Mathieu, 70.
 Meikle, 237, 264.
 Mercier, 167, 289, 292.
 Nelson, 264.
 Parent, 69, 70, 184.
 Picard, 42, 214.
 Préfontaine, 80, 81, 82, 88, 130.
 Rinfret dit Malouin, 60.
 Robillard, 264.
 Ross, 167.
 Shehyn, 33, 60, 70.
 St. Cyr, 184.
 Watts, 87, 104.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—

Annonces pour termes de la Cour, à Montréal, 80.
 Annonces des bills privés, 81.
 Annonces, Minerve et La Patrie, 81.
 Arthabaska, chemins d'hiver dans, 87.
 Association des arboriculteurs, rapport de l'—184.
 Assurances de propriétés du gouvernement, listes des, 264.

Banque du Peuple, prêt de \$300.000, 87.
 Beauchemin, M., 69.
 Beauharnois, Coroner de, 38.
 Beauharnois, chemins macadamisés de, 237.
 Bills privés, annonces pour, 81.
 Brefs de saisie arrêt contre le gérant du chemin de fer Q. M. O. et O., 82.
 Bureau d'informations pour repatriement à Sherbrooke, 215.
 Bellechasse, chemins de colonisation, 265.

Charbon pour le chemin de fer de Q. M. O. et O., 38.
 Chemins de colonisation, Arthabaska, 38.
 Chemins de colonisation, Bellechasse, 265.
 Code de Procédure Civile, par T. K. Foran, 22.
 Coroners, rappel de l'acte 42-43 Vict., chap. 12, 37.
 Chauveau, shérif, annonces données à la Minerve, 80.
 Compagnies de chemins de fer, Quelle politique au sujet des nouvelles, 81.
 Chemins d'hiver dans Arthabaska, 88.
 Chaudière, pont sur la rivière, 87.
 Cour des magistrats de district, 104.
 Chambly, Laprairie, Verchères, etc., plans des cadastres de, 130.
 Carrières de gravier pour le chemin Q. M. O. et O., 184, 209.
 Cadastre dans Huntingdon, 215.
 Clunie George, indemniser, 237.
 Chemins macadamisés de Beauharnois, 237.
 Code municipal, version anglaise du, 264.
 Coupe de bois, prorogations du temps pour, 264.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—*Suite.*

- Départements, bâtisses pour les, 23.
 Documents des sessions de 1878 et de 1879, 25.
 De Salaberry, Chs, monument à, 88.
 Duchesnay, émission des licences pour chercher l'or, 167.
 Documents, impression et distribution française des, 185.
 Dupras, Henri et Gédéon Villeneuve, 167.
 De Léry, Patente, 167.
 Désilets M. des Trois-Rivières, 292.
- Embranchement de St. Martin, 23.
 Ecole Primaire, journal l', 167.
 Empierrement des chemins, 81, 167.
 Employés publics, intervention des, dans les élections, 88.
 Emprunt Français, 288.
 Emprunt municipal, fonds d', 291.
- Fergusson, M., 38.
 Fonds d'emprunt municipal, 291.
 Foran, T. K., Code de Procédure Civile, 22.
- Gazette des Campagnes, 58.
 Gauvreau, Dr. F. D., 186.
 Gravier, gisements de, 184, 209.
 Gouin, George A., 289.
- Hervieux, J. A., 60.
 Hull, pont de, 23, 70, 186.
 Hochelaga et Longueil, chemin sur la glace, 59.
 Hurteau Isidore, 82.
 Huntingdon, cadastre de, 215.
- Inspecteurs d'école, 38, 43.
 Immigration, 59, 184.
 Instruction publique, bill concernant l', 130.
- Journaux de la session de 1879, 23.
 Juges de Paix, distribution des statuts, 184.
- Kamouraska, Ecole modèle de St. Denis, 32.
 " Route dans Ste. Hélène, 32.
 " Route dans St. Onésime d'Ixworth, 32.
 " Chemins de colonisation, 38, 58.
 " Route de St. Alexandre, 32, 168.
 " Taxe spéciale sur les enregistrements d'actes, 87.
- Lapalme M., 69.
 Lefebvre Joseph, 69.
 Lévis et Kennébec, chemin de fer de—, 69.
 La Patrie, au sujet d'annonces dans—, 81.
 Licences, dispositions déclarées *ultra vires*, 87.
 " Contrôle de l'octroi des—, 88.
 " pour chercher l'or, 167.
 Liste des assurances des prop. de chemin de fer du gouv., 264.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—*Suite.*

MacDonald Duncan, 23.

McGreevy—Transfert de la section Est, 70.

Montréal—Shérif du district de, 80, 130.

“ Recorder de, 167.

Magistrats de district, Cour des—104.

“ Révocations des, 104.

“ Paiement des—104.

“ Rétablissement des Cours des—, 104.

Montréal, Portland et Boston, chemin de fer de, 38.

“ “ réclamations contre la Compagnie, 82.

“ “ Isidore Hurteau, 82.

Notre Dame du Mont Carmel, route de, 168.

Ottawa, division en deux districts judiciaires, 207.

Proulx, F. H., 58.

Pont sur la rivière Chaudière, 87.

Prince Edouard, rue du, 60, 70.

Pohenogamook, canton de, 104, 168.

Panneton, résignation de M., 292.

Québec, Montréal, Ottawa et Occidental :

“ “ Ateliers, usines et bureaux de la partie Est, 33.

“ “ Charbon, approvisionnement de, 38.

“ “ Chars, construction de, 59.

“ “ Chars, entre Hochelaga et Longueuil, 59.

“ “ Employés de nationalité irlandaise, 60.

“ “ St. Maurice, plaintes des cultivateurs de, 115.

“ “ Liste des municipalités qui ont souscrit au chemin, 43.

“ “ M. McGreevy, transfert de la Section-Est, 70.

“ “ Dupras, Henri et Gédéon Villeneuve, 167.

“ “ Carrières de gravier à St. Joseph, 184 ; à Ste. Elizabeth, 209.

“ “ Hull, Pont de, 23, 70, 136.

“ “ Réclamations contre l'entrepreneur de la Section-Est, 215.

“ “ Clunie, George, indemniser, 237.

“ “ Distribution de sable et de gravier pour rues et chemins conduisant aux stations, 264.

“ “ Partie des chemins à l'ouest d'Aylmer, à quand la construction, 270.

“ “ Salaire de M. Sénécal, 81, 292.

“ “ Si c'est l'intention du gouvernement de louer ou vendre le chemin, 311.

Quai des Commissaires à Québec, 58.

Recettes et dépenses de la province, publication d'un état des, 42.

Rimouski, F. D. de St. Aubin, 69.

Roxton, Cour des Commissaires, 69.

Rimouski, division de, en deux agences des terres, 70.

Robidoux, J. E. 81.

Recorder à Montréal, 167.

Rouleau Joseph, 184.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—*Suite.*

Statuts et Gazette officielle, échange des, 10.
 Statuts, documents devant être insérés dans les, 33.
 Statuts, distribution gratuite des, aux Juges de Paix, 184.
 Sud-Est, réclamations contre les sous contracteurs du ch. de fer du, 42.
 Spencer-Wood, 58.
 St. Martin, embranchement de, à la Pointe-Claire, 60.
 St. Aubin, F. D. de, 69.
 Sénécal, L. A., salaire de, 81, 292.
 Sénécal, L. A., brefs de saisie arrêt signifiés à, 82.
 Salaberry Chs. de, monument à, 88.
 Sud-Est, Cie du chemin de fer, 104.
 Shérif du district de Montréal, 80, 130.
 St. Alexandre, (Kam), route de, 168.
 Société d'horticulture de Montréal, rapport de la, 184.
 St. Joseph, carrières de gravier à, 184.
 Ste. Elizabeth, gisement de gravier à, 209.
 Sherbrooke, bureau d'information pour repatriement, 214.
 St. Gabriel de Brandon, octroi de l'éducation à, 264.
 Sable et gravier pour chemins conduisant aux stations de Q. M. O. et O., 264.

 Trois-Rivières, Loop line, 42.

 Vaccin, institution de, 167.
 Villeneuve, Gédéon, 167.

 Woodbridge, Chemin, 58.
 Woodstock, chemin de fer de, 58.

INTERVENTION DES EMPLOYÉS PUBLICS DANS LES ÉLECTIONS :—Voir *Interpellations*, p. 88.

JEANNOTTE, HORMISDAS :—Pétition demandant la passation d'un acte pour permettre au barreau de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres, 84. Rapport de l'avis, 92. Bill [M. Taillon], 94. Renvoyé au Comité des bills privés, 100. Rapporté, amendé, 127. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 157. Par le Conseil avec un amendement, 239. Considéré, 240. Adopté, 246. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 101].

JOLIETTE, HOSPICE DE LA VILLE DE :

1. Pétition; demande d'aide, 102.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

JOLIETTE, CIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DU COMTÉ DE :—Pétition demandant un acte pour changer son nom, 56. Rapport de l'avis, 86. Renvoyée au Comité des ordres permanents, 130. Rapporté, 153.

JONES, JOHN :—Voir *Crébassa*, J. G.

JOURNAL DE L'ÉDUCATION :—Pétition de MM. Rolland & Fils; demande d'aide pour la publication du—, 193.

JOURNAUX DE LA SESSION DE 1879 :—Voir *Interpellations*, 23.

JUGES DE PAIX, DISTRIBUTION DES STATUTS :—Voir *Interpellations*, p. 184.

JURÉS ET JURYS, BILL CONCERNANT LES :—[M. Racicot], 32. Renvoyé à un comité général, 65. Motion pour comité général; Débats, 72. Considéré en comité général et le comité se lève sans faire de rapport, 89.

KAMOURASKA :

1. Pétition demandant que le chef lieu du district de Kamouraska soit transporté à Fraserville, 155.

2. Pétition contre, 153.

3. Motion pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chef lieu du district judiciaire de Kamouraska, 276. Motion en amendement négative; Le comité délibère, 277. Diverses décisions données en comité par le Président, et appel étant fait de ses décisions, elles sont confirmées par M. l'Orateur, 277. Motion pour renvoyer au 5 août, l'ordre pour comité général sur ces résolutions, négative, 283. La Chambre en comité, 284. Série de résolutions à rapporter, 286. Renvoi à six mois proposé et négative, 295. Motion, pour renvoyer de nouveau à un comité général les dites résolutions, négative, 295. Résolutions rapportées et adoptées, 296.

4. Bills pour changer le chef lieu du district judiciaire de Kamouraska, [l'Hon. M. Loranger], 241, 296. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur recommande les résolutions concernant ce bill, 254. Lu la 2^{ème} fois sur division, 304. Renvoyé à un comité général sur division; Considéré; Amendé, 305; Rapporté sur division, 308. Lu la 3^{ème} fois sur division et passé, 309.

Chemins de colonisation :—Voir *Interpellations*, p. 38, 58.

Cour Criminelle :—Voir *Adresses*, 42.

Ecole Modèle de St. Denis :—Voir *Interpellations*, p. 32.

Palais de Justice :—Voir *Adresses*, 40, 41. *Documents*, 31.

Route de St. Alexandre :—Voir *Interpellations*, p. 32.

Route dans Ste. Hélène :—Voir *Interpellations*, p. 32.

Route dans St. Onésime d'Ixworth :—Voir *Interpellations*, p. 32.

Taxe spéciale :—Voir *Interpellations*, p. 32.

KNOX, ROBERT :—Pétition demandant la passation d'un acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu Robert Knox, 22. Rapport de l'avis, 46. Bill [M. Würtele], 49. Renvoyé au comité des bills privés, 62. Rapporté amendé, 103. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 114. Par le Conseil avec amendements, 251. Considérés, 256. Adoptés, 258. S. R., 312. [43-44 Vict., ch. 81].

LAC CHAMPLAIN ET ST. LAURENT, CIE DU—Voir *Chemins de fer*, 7.

LACHINE ET POINTE CLAIRE, CIE DE—Voir *Chemins de fer*, 8.

LAC ST. JEAN, CIE DU CHEMIN DE FER DU—Voir *Adresses*, 43, 44, 45. *Chemins de fer*, 9. *Documents*, 32, 42, 43.

LACHINE, SOCIÉTÉ ST. JEAN BAPTISTE DE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 84. Rapport de l'avis, 92. Bill (M. LeCavalier), 94. Renvoyé au Comité des bills privés, 159. Rapporté amendé, 185. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 207. Par le Conseil, 266. Honoraire remis, 239. S.-R., 315. (43-44 Vict., ch. 72.)

LACHINE, UNION ST. JOSEPH :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

LANORAIE :—La Providence de St. Joseph. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

LAPALME, M. :—Voir *Interpellations*, p. 69.

LA PATRIE :—Au sujet d'annonces dans—Voir *Interpellations*, p. 81.

LAPRAIRIE, CIE DU CHEMIN A MACADAMISER DE :—Bill pour amender l'acte concernant la—(M. Lafontaine, Napierville), 31. Lu la 2^{me} fois ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 72. Par le Conseil, 217. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 54.)

LAPRAIRIE, HOSPICE DE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

L'ASSOMPTION :—Pétition des Sœurs de la Providence ; demande d'aide, 67.

L'ASSOMPTION :—Asile de la Providence. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

L'ASSOMPTION :—Joseph Marion, écr., député de—Prête serment et prend son siège, 42. Certificat de son élection, 45.

LATERRIÈRE, DR. F. X. :—Voir *Adresses*, 46, 47. *Documents*, 33.

LAURENTIDES, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DES :—Voir *Adresses*, 48. *Documents*, 34.

LEFEBVRE JOSEPH :—Voir *Interpellations*, p. 69.

LEMAI JOSEPH ALPHÉE :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre, après examen, à pratiquer comme avocat et procureur, 66. Rapport de l'avis, 78. Bill (l'Hon. M. Langelier) ; Renvoyé au comité des Bills privés, 99. Rapporté amendé, 115. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 126. Par le Conseil avec amendements, 254. Considérés et adoptés, 255. Motion, pour remise de l'honoraire, négative, 302. S. R., 313. (43-44 Vict., ch. 102.)

LETELLIER, L'HON. LUC :—Voir *Adresses*, 49. *Documents*, 35.

LÉVIS, HOSPICE ST. JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE :—Pétition, demande d'aide, 85.

ST. JOSEPH DE LÉVIS, UNION ST. JEAN BAPTISTE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

ST. JOSEPH DE LÉVIS, UNION ST. JOSEPH DE :

1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 40. Rapport de l'avis, 85. Bill (l'Hon. M. Paquet), 86. Renvoyé au comité des bills privés, 99. Rapporté amendé, 193. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 212. Par le Conseil avec amendements, 278. Considérés et adoptés, 280. Honoraire remis, 251. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 86.)

ST. JOSEPH DE LÉVIS, UNION ST. JOSEPH DE :—*Suite.*

2. Pétition contre, 165.

3. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

LÉVIS ET KENNEBEC, CIE DU CHEMIN DE FER :—Voir *Adresses*, 50, 51. *Chemins de fer*, 11. *Documents*, 36. *Interpellations*, p. 69.

LICENCES :

1. La Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences ; Signification de la recommandation de Son Excellence, 194. Le comité délibère ; Série de résolutions rapportés et adoptées, 195 à 200.

2. Bill pour amender de nouveau l'acte des licences 'de Québec,' 1878 (41 Victoria chap. 3), et les actes qui l'amendent, (l'Hon. M. Robertson), 200. Renvoyé à un comité général, 247. Considéré ; Amendé, 249. Ordre pour la réception du rapport déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un comité général ; Amendé, 253. Motion pour la réception du rapport ; Amendements à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négatifs ; Rapporté ; Passé, 256. Par le Conseil avec un amendement, 278. Considéré et adopté, 279. S. R., 313. (43-44 Vict., ch. 11).

3. Pétitions demandant des amendements à l'acte des licences, 67, 109, 165, 211, 214.

4. Dispositions déclarées *ultra vires*. Voir *Interpellations*, p. 87.

5. Contrôle de l'octroi des—. Voir *Interpellations*, 88.

LICENCES pour chercher l'or. Voir *Interpellations*, 167.

LICENCES D'AUBERGES :—Pétition demandant des amendements à la loi concernant les—, 224.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 3. Jour fixé pour la prise en considération, 7. Motion pour une adresse à Son Honneur, etc., 12, 17. Voir *Adresses*, 53.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 108, 121, 201, 118, 254.

3. Son discours à la clôture de la session, 316.

4. Il proroge le Parlement, 317.

5. Sanctionne les bills, 142, 313, 314, 315, 316.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.**Messages de Son Honneur :*

6. Invite la Chambre à se rendre dans la Salle du Conseil—A l'ouverture de la session, 1. Pour la sanction de bills, 142, 312. A la clôture de la session, 312.

7. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 29.

8. Transmettant les estimés, 98. Les estimés supplémentaires, 222.

9. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 64. Voir *Documents*, 28.

10. Transmettant la nomination des commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 11.

11. Transmettant son assentiment à certaines résolutions concernant un emprunt et l'émission de débentures, 108.

12. Transmettant son assentiment à certaines résolutions concernant les licences, 194.

LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent nommé, 8, 20.

LONGUEUIL :

1. Pétition du conseil de ville de la ville de :—Demandant des amendements à son acte d'incorporation, 84. Rapport de l'avis, 96. Bill (M. Préfontaine), 97. Renvoyé au comité des bills privés, 174. Rapport que les promoteurs désirent retirer ce bill, 225. Honoraire remis, 239.

2. Pétition demandant que certaines propriétés ne soient pas annexées à la municipalité de la ville de Longueuil, 85.

LONGUEUIL, CIE DE NAVIGATION :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite compagnie, reçue et lue, 113. Rapport de l'avis, 124. Bill (du conseil). Lu les 1^{re} et 2^{me} fois et renvoyé au comité des bills privés, 244. Délai prolongé pour le rapport, 246. Rapporté, 248. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 250. S. R. 312. (43-44 Vict., ch. 56.)

LONGUEUIL, HÔPITAL ST. ANTOINE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

MACDONALD, DUNCAN :—Voir *Interpellations*, 23.

MCGREEVY, THS :—Voir *Adresses*, 67, 68, 69. *Documents*, 45, 52. *Interpellations*, p. 70.

— MAGISTRATS DE DISTRICT :—Voir *Interpellations*, p. 104.

MARION JOSEPH :—Prête serment et prend son siège, 42.

MÉDECINE :—Bill pour amender le chap. 37 de la 42 et 43 Victoria, concernant la profession médicale. (M. Taillon), 154.

MÉDECINS, HONORAIRES DES :—Bill pour abroger le chap. 32 des statuts de cette province, de 1869, 32 Victoria. (M. Mathieu), 279.

MINES :

1. La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les mines en cette province ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le Comité délibère, 201. Série de résolutions rapportées, 203. Adoptées, 206.

2. Bill concernant les mines en cette province. (L'Hon. M. Flynn), 205. Motion pour seconde lecture ; Débats ; Ajournés, 224. Repris et ajournés de nouveau, 227, 232. Repris ; bill lu la 2^{me} fois sur division et renvoyé à un Comité général, 252. Motion pour Comité général ; Débats ; Ajournés, 253. Débats repris ; bill renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé, 257. Ordre (pour la réception du rapport) déchargé ; bill renvoyé de nouveau à un Comité général ; Amendé, 258. Rapporté sur division ; Lu la 3^{me} fois et Passé, 260. Par le Conseil avec amendements, 303. Considérés et adoptés, 310. S. R., 315. (43-44 Vict., ch. 12.)

Pétitions contre ce bill, 237, 241.

MONTCALM :—Pétition demandant un amendement à l'acte 27 et 28 Victoria, chap. 54, concernant la représentation parlementaire pour le comté de Montcalm, 78.

MONTREAL :

1. *Asile de la Providence.*

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

2. *Asile des Orphelins Catholiques Romains :*

1. Pétition ; demande d'aide, 56.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

3. *Asile des Orphelins Protestants :*

Pétition ; demande d'aide, 67.

4. *Asile des Orphelins de St. Patrice :*

1. Pétition ; demande d'aide, 138.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

5. *Asile Nazareth :*

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

6. *Asile rue Bonaventure :*

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

7. *Asile de St. Joseph du Bon Pasteur :*

1. Pétition ; demande d'aide, 56.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

8. *Asile du Bon Pasteur, rue Fullum :*

- Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

9. *Asile St. Vincent de Paul :*

- Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

10. *Asile Ste. Brigitte :*

1. Pétition ; demande d'aide, 138.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

11. *Asile des servantes catholiques* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 49ème règle suspendue, reçue et lue, 102. Rapport de l'avis, 110. Bill (M. Taillon), 154. Renvoyé au comité des bills privés, 174. Rapporté amendé, 211. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 229. Par le Conseil, 279. Honoraire remis, 290. S. R., 315. (43-44 Vict., ch. 67.)

12. *Association des Arts* :—Pétition demandant des amendements à l'acte du ci-devant parlement du Canada, 23 Vict., chap. 13, 85. Rapport de l'avis, 96. Bill (M. Nelson), 97. Renvoyé au comité des bills privés, 115. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 166. Par le Conseil, 217. Honoraire remis, 226. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 68.)

13. *Church Home :*

1. Pétition, demande d'aide, 30.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

14. *Collège de Pharmacie :*

- Pétition ; demande d'aide, 67.

15. *Collège Presbytérien de—* :—Pétition demandant des amendements à Son acte d'incorporation ; 49ème règle suspendue ; Reçue et lue, 139. Rapport de l'avis, 153. Bill [M. Nelson] 154. Renvoyé au comité des bills privés, 164. Rapporté amendé, 193. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 212. Honoraire remis, 226. Passé par le Conseil, 266. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 66.]

16. *Campagne d'approvisionnement de—* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 84. Rapport de l'avis, 92. Bill [M. Wurtele], 94. Renvoyé au comité des bills privés, 159. Rapporté amendé, 211. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 228. Par le Conseil, 279. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 90.]

MONTREAL :—Suite.

17. *Compagnie de placements de* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 77. Rapport de l'avis, 92. Bill [M. Wurtele], 94. Renvoyé au comité des bills privés, 100. Rapporté amendé, 115. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 126. Par le Conseil avec amendements, 216. Considérés, 217. Adoptés, 231. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 39.]

18. *Chemins à barrières* :—Voir *Adresses*, 44. *Documents*, 37.

19. *Comptables de* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 56. Rapport de l'avis, 67. Bill [l'Hon. M. Church], 68. Renvoyé au comité des bills privés, 83. Rapport amendé, 140. Considéré en comité général, 166. Rapporté, Passé, 173. Par le Conseil, 255. Motion, pour la remise de l'honoraire, négative, 253. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 88].

20. *Corporation de la Cité de* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 40. Rapport ne l'avis, 47. 51ème règle suspendue; Bill présenté [M. Nelson], 48. Renvoyé au comité des bills privés, 72. Rapporté amendé, 127. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 132. Par le Conseil, 240. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 61].

21. *Dispensaire* :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

22. *Dispensaire Ophthalmique, Asile Nazareth* :

1. Pétition; Demande d'aide, 56.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

23. *Ecole de Médecine et de Chirurgie* :

1. Pétition; demande d'aide, 56.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

24. *Faculté Médicale de l'Université de Bishop's College* :

Pétition; demande d'aide, 30.

25. *Hôpital Général [Sœurs Grises]* :

1. Pétition; demande d'aide, 67.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

26. *Hospice de la Maternité de l'Université* :

Pétition; Demande d'aide, 178.

27. *Hospice St. Charles* :

Pétition; demande d'aide, 56.

MONTREAL :—Suite.
28. Institution des aveugles, Asile Nazareth :

Pétition ; Demande d'aide, 56.

29. Notre Dame de Charité du Bon Pasteur :

 Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

30. Palais de Justice :—Voir Adresses, 54.
31. Prison et Palais de Justice :—Voir Adresses, 55.
32. Protestant Home for Friendless Women :

Pétition ; demande d'aide, 96.

33. Protestant Infant's Home :

 Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

34. Recorder de—Voir Interpellations, p. 167.
35. Refuge de la Passion de Jésus :—Voir Montréal, 14. Asile des servantes catholiques.
36. Shérif du district de—Voir Interpellations, p. 167.
37. Société Bienveillante des Dames et maison de refuge :

Pétition ; demande d'aide, 138.

38. Société d'abstinence totale et de bienfaisance, Ste. Brigitte de— :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 84. Rapport de l'avis, 92. Bill (M. Taillon), 94. Renvoyé au Comité des bills privés, 159. Rapporté, 178. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 191. Par le Conseil, 248. Honoraire remis, 226. S. R., 315. (43-44 Vict., ch. 69.)

39. Société d'Histoire Naturelle :

Pétition ; demande d'aide, 40.

40. St. Joseph de Montréal, Asile Bethléem :

Pétition ; demande d'aide, 96.

41. Union des Commis Marchands de la cité de Montréal :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 56. Rapport de l'avis, 67. Bill (M. Taillon), 68. Renvoyé au comité des bills privés, 115. Rapporté amendé, 178. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 190. Par le Conseil, 302. Honoraire remis, 226. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 85.)

MONTREAL :—Suite.

42. *Women's Hospital* :

1. Pétition ; demande d'aide, 30.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

MONTREAL INVESTMENT TRUST :—Voir *Montréal, compagnie de placements*, 17.

MONTREAL, PORTLAND ET BOSTON, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE :—Voir *Adresses*, 56. *Documents*, 38. *Chemins de fer*, 12. *Interpellations*, p. 38, 82.

NOTARIAT :

1. Bill pour amender l'acte de cette province, 39 Victoria, chapitre 33, concernant le notariat, (M. Gagnon), 41. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité spécial, 73. Rapporté amendé combiné avec un autre bill. (Voir *infra*, 2), 114. Bill ré-imprimé, 114. Considéré en comité général ; Amendé. Motion pour la réception du rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejeté sur division, 170. Rapporté ; Passé, 181. Par le conseil avec amendement, 278. Considérés, 279. Adoptés, 299. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 32.)

2. Bill pour amender les différents actes de la profession de notaire dans la province de Québec, (M. Lafontaine, Shefford), 47. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité spécial, 73. Rapporté combiné avec un autre bill. (Voir *supra*, 1.), 114

3. Bill pour corriger une erreur cléricale dans l'acte de cette province, 42-43 Vict., ch. 34, concernant le notariat (M. Gagnon). Lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 72.

4. Comité spécial pour prendre en considération tous les bills concernant le notariat, 63. Bills renvoyés à ce comité, 73. Rapport qu'il a combiné les bills en un seul bill. (Voir *supra*, 1.), 114.

NOTRE-DAME DU MONT-CARMEL :—Voir *Interpellations*, p. 168.

OCTROIS DE TERRES :—Pétition de Lévis, demandant des octrois de terre et des secours en argent, 22.

OFFICIERS PUBLICS :—Bill concernant les officiers publics de la province de Québec. (L'Hon. M. Lynch), 41. Renvoyé à un Comité général ; Considéré, 90. Motion pour Comité général ; Débats, 206. Débats repris ; Motion adoptée ; Considéré de nouveau ; Amendé, 208. Ordre pour la réception du rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un Comité général, négatif ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 221. Par le Conseil, 259. S. R., 312. (43-44 Vict., ch. 19).

ORATEUR :

1. Fait rapport du discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 5.
2. Informe la Chambre que durant la vacance, il a émis de nouveaux writs, 1.

ORATEUR :—*Suite.*

3. Communique le rapport du bibliothécaire, 8.
4. Met devant la Chambre divers états et rapports, 4, 8, 17, 30, 36, 40, 45, 55, 62, 66, 84, 92, 97, 140, 159, 164, 170, 241, 262.
5. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 53, 79, 162, 215, 267, 274, 277, 281, 292, 298.
6. Charge un député de le remplacer temporairement au fauteuil, 27, 53, 65, 73, 91, 108, 117, 118, 123, 180, 183, 209, 213, 224, 232, 245, 251, 254, 258, 283, 299.
7. Donne sa voix prépondérante, 242.
8. Sa décision est renversée, 283.

ORDRES DU JOUR :

1. Ordres rescindés, 111, 229, 252, 253, 258, 268, 289.
2. Ordres relatifs aux bills privés appelés à certaine heure en vertu de la 19^{ème} règle, 72, 98, 126, 144, 173, 189, 206.
3. Ordres du gouvernement devant avoir la priorité sur les autres ordres à certains jours, 138, 216, 251.
4. Que le samedi devra être un jour de séance et un jour de gouvernement, 216.

ORDRES PERMANENTS :

1. Nominations du comité des ordres permanents, 8, 20.
2. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; Quorum devant être de sept membres, 37.
3. Rapports sur différentes pétitions, 46, 56, 67, 78, 85, 92, 96, 103, 110, 124, 153, 161.
4. Que les avis sont suffisants, 46, 56, 67, 78, 85, 92, 96, 103, 110, 124, 153, 161.
5. Que les avis n'ont pas été donnés, 93, 103.
6. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 78, 85.
7. Recommande la suspension de la 51^{ème} règle, 46, 93, 103, 153.

ORDRES SESSIONNELS :

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 7.
2. Relatif à l'élection des députés en certains cas, 7.
3. Prolongation du temps fixé pour l'introduction des bills privés, 102, 114, 211. Pour la réception des rapports sur iceux, 102, 153, 211, 246.

ORFORD CHEMICAL COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 77. Rapport de l'avis, 93. Bill (L'Hon. M. Robertson), 93. Renvoyé au Comité des bills privés, 100. Rapporté amendé, 140. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 158. — Par le Conseil, 248. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 94).

OTTAWA :—Bill pour diviser le district judiciaire d'Ottawa en deux districts judiciaires et pour d'autres fins, (l'Hon. M. Church), 31ème règle suspendue. Bill présenté, 98. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 243. Par le Conseil, 293. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 7.)

Voir *Interpellations*, p. 207.

OTTAWA, COUR DES COMMISSAIRES :—Voir *Adresses*, 57. *Documents*, 39.

PACAUD, ERNEST :—Voir *Adresses*, 58.

PANNETON, RÉSIGNATION DE M. :—Voir *Interpellations*, p. 292.

PELLETIER, L. P. :—Ordonné, que les règles de cette Chambre sont suspendues en ce qu'elles concernent le bill pour confirmer le nom de L. P. Pelleteir, écuyer, avocat des Trois-Pistoles ; Bill présenté (l'Hon. M. Langelier), 226. Pétition demandant la passation du bill, 228. Bill renvoyé au comité des bills privés, 250. Rapporté, 250. Honoraire remis, 250. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 251. Par le Conseil, 279. S. R., 316. (43-44 Vict., ch. 104.)

PETERSON, M. RAPPORT DE :—Voir *Adresses*, 59. *Documents*, 40.

PÉTITIONS :

1. Pétitions reçues et lues, 96, 102, 113, 139, 154, 165, 217.
2. Pétitions renvoyées au comité des chemins de fer, 86, 94.
3. Pétition renvoyée au comité des ordres permanents, 130.

PÈRES RÉDEMPTORISTES :

Pétition demandant un acte d'incorporation, 67. Avis non requis, 78. Bill (l'Hon. M. Chapleau), 79. Renvoyé au comité des bills privés, 99. Rapporté amendé, 138. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 158. Honoraire remis, 212. Passé par le Conseil, 254. S. R., 315. (43-44 Vict., ch. 74.)

Pétition demandant un acte pour incorporer la communauté des R. R. P. P. Rédemptoristes à Ste. Anne de Beaupré, 56. Rapport de l'avis, 67. Bill (l'Hon. M. Loranger), 95. Renvoyé au comité des bills privés, 100. Rapporté amendé, 165. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 173. Honoraire remis, 242. Passé par le Conseil, 248. S. R., 313. (43-44 Vict., ch. 73.)

PIGNOLET, LOUIS H. :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre, après examen, à pratiquer comme procureur et avocat, 40. Rapport de l'avis, 47. Bill (M. Wurtcle),

PIGNOLET, LOUIS H. :—*Suite.*

49. Renvoyé au comité des bills privés, 62. Rapporté amendé, 103. Considéré en comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 144. Par le Conseil avec amendements, 239. Considérés, 240. Adoptés, 246. S. R., 312. (43-44 Vict., ch. 99.)

PINSONNEAULT, ALFRED CHARLES :—Pétition demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à vendre et aliéner certains immeubles, 84. Rapport de l'avis, 103. Bill (M. Taillon), 103. Renvoyé au comité des bills privés, 174. Rapporté amendé, 225. Motion pour comité général; Motion en amendement pour renvoyer le dit comité à trois mois, négative; Motion principale adoptée; Considéré, 247. Rapporté; Passé, 250. Honoraire remis, 291.

PHOSPHATE, TERRAINS A :—Voir *Adresses*, 60.

POHENOGAMOOK, CANTON DE :—Voir *Interpellations*, p. 104, 168.

PONTS :

1. *Batiscan* :—Pétition de Evan John Price; demandant un acte l'autorisant à prélever des taux de péage sur un pont sur la rivière Batiscan. Voir *Price*.

2. *Chaudière, rivière* :—Voir *Interpellations*, p. 87.

3. *Gatineau* :—Demande d'aide pour un pont sur cette rivière, 96.

4. *Nicolet* :—Pétitions demandant de l'aide pour un pont sur cette rivière, 41, 67, 113.

5. *Rivière du Loup (Maskinongé)* :—Pétition demandant de l'aide pour un pont sur cette rivière, 110.

PONTS DE PÉAGE :—Bill pour la protection des ponts de péage. (Du Conseil), 211. Première lecture, 212. Lu la 2^{me} fois et renvoyé à un Comité général, 231. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 241. S. R., 312. (43-44 Vict., ch. 30).

PRÊT ET CRÉDIT FONCIERS :—Pétition demandant un acte pour définir les droits, pouvoirs et privilèges de la dite Compagnie, 85. Rapport de l'avis, 92. Bill (M. Wurtele), 94. Renvoyé au Comité des bills privés, 159. Rapporté amendé, 178. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 190. Par le Conseil avec amendements, 259. Considérés, 259. Adoptés, 261. S. R., 314. (43-44 Vict., ch. 59).

PREUVE EN MATIÈRE CIVILE :—Bill pour amender la loi de la preuve en matière civile, (l'Hon. M. Irvine), 57.

PRICE, EVAN JOHN :—Pétition demandant un acte pour l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont sur la rivière Batiscan, 78. Rapport de l'avis, 86. Bill (M. St. Cyr), 86. Renvoyé au comité des bills privés, 99. Rapporté amendé, 171. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 181. Remise de l'honoraire, 271.

Pétition contre le bill, 130.

PRINCE EDOUARD, RUE DU :—Voir *Interpellations*, p. 60, 70.

PRISONNIERS :—Bill pour pourvoir à l'emploi, en dehors des murs des prisons communes, des prisonniers qui y sont détenus, (l'Hon. M. Loranger), 31. Motion pour seconde lecture ; Débats, 30. Débats repris ; motion adoptée ; Bill lu la 2ème fois ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 90. Par le Conseil, 144. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 24.]

PRISONS, ASILES, ETC. :—Voir *Documents*, 41.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Comité permanent nommé, 8, 20. Premier rapport, 31. Voir *Députés*.

PROCLAMATIONS :—i à x.

PROULX, F. H. :—Voir *Interpellations*, p. 38.

QUALIFICATION DES DÉPUTÉS :—Voir *Députés*, 3, 4.

QUÉBEC :

1. *Asile des Dames Protestantes :*

Pétition ; demande d'aide, 67.

2. *Asile du Bon Pasteur :*

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

3. *Asile des Orphelins :*

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

4. *Asile des Orphelines Protestantes :*

Pétition ; demande d'aide, 56.

5. *Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre :*

1. Pétition ; demande d'aide, 85.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

6. *Asile Finlay :*

1. Pétition ; demande d'aide, 85.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

7. *Asile Ste. Brigitte :*

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

QUÉBEC :—*Suite.*

8. *Corporation de—* :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité, 84. Rapport de l'avis, 103. Bill (M. Rinfret dit Malouin), 110. Renvoyé au comité des bills privés, 174. Honoraire remis, 228.

9. *Club de la Garnison de Québec* :—Pétition demandant un acte d'incorporation ; 49ème règle suspendue ; Reçue et lu, 96. Rapport de l'avis, 103. Bill [L'Hon. M. Loranger], 156. Renvoyé au comité des bills, 164. Rapporté, 186. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 207. Par le Conseil, 266. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 84].

10. *Dispensaire* :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

11. *Ecole de Réforme* :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

12. *Gaz, Compagnie du—* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 36. Rapport de l'avis, 93. Bill (l'Hon. M. Irvine), 93. Renvoyé au comité des bills privés, 127. Rapporté, 153. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 166. Par le Conseil, 266. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 97].

13. *Hôpital de la Maternité* :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

14. *Hôpital du Sacré Cœur de Jésus* :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

15. *Hospice des Sœurs de la Charité* :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

16. *Institut Canadien* :

Pétition ; demande d'aide, 102.

17. *Institut Littéraire de St. Patrice* :

Pétition ; demande d'aide, 67.

18. *Ladies' Protestant Home* :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

19. *Quai des Commissaires* :—Voir *Interpellations*, p. 58

20. *Société Littéraire et Historique* :

Pétition ; demande d'aide, 153.

QUÉBEC :—Suite.**21. Union Commerciale :**

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

22. Union des menuisiers :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

23. Women's Christian Association :

1. Pétition ; demande d'aide, 85.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

QUÉBEC A GOSFORD, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE :—Voir *Adresses*, 44. *Documents*, 42.

QUÉBEC ET LAC ST. JEAN, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE :—Voir *Adresses*, 43, 45. *Documents*, 32, 43.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE :—Voir *Adresses*, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76. *Chemins de fer*, 13, 14. *Documents*, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56. *Interpellations*, p. 23, 38, 43, 58, 59, 60, 70, 81, 115, 167, 186, 209, 264, 237, 270, 292.

QUEBEC RACKET CLUB :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 56. Rapport de l'avis, 67. Bill [l'Hon. M. Ross], 68. Renvoyé au comité des bills privés, 83. Rapporté amendé, 115. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 126. Par le Conseil, 192. Motion pour la remise de l'honoraire, négative, 218. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 83.]

QUESNEL :—Pétition de Dame Marie Henriette Coursol, épouse séparée quant aux biens de Robert Kane, et de Charles Joseph Quesnel Coursol, de la cité de Montréal ; demandant la passation d'un acte les autorisant à disposer des biens de la succession de feu l'Honorable Frédéric Auguste Quesnel, 37. Rapport de l'avis, 47. Bill [M. Wurtele], 49. Renvoyé au Comité des bills privés, 107. Rapporté, 127. Considéré en comité général, 166. Amendé ; Rapporté ; Passé, 180. Par le Conseil, 254. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 79.]

QUESNEL AUGUSTE :—Voir *Adresses*, 78, 79. *Documents*, 57.

QUESTIONS :

1. Débats sur une question ajournés, 80, 152, 220, 224, 227, 232, 252, 254, 260, 265, 284, etc. Par l'ajournement de la Chambre ou la levée de la séance à 6 heures, 72, 172, 180, 206, etc.

2. Amendement à un amendement, 27, 73.

3. Motions retirées, 65, 194.

QUESTIONS :—*Suite.*

4. Interpellations au ministère et réponses, 10, 22, 32, 37, 42, 58, 69, 80, 87, 104, 115, 130, 167, 184, 186, 207, 209, 214, 237, 264, 270, 288, 291, 311.

5. Motion (en amendement à la question que la Chambre se forme en comité sur certaines résolutions concernant les timbres), qu'au lieu d'imposer de nouvelles taxes sur le peuple, il serait de bonne politique de supprimer le Conseil Législatif. M. l'Orateur décide que cette motion n'est pas dans l'ordre, 53.

6. Un membre se lève de sa place et demande la permission de faire une déclaration relativement à une interpellation faite en Chambre le 10 juin 1880. Objecté que cette demande n'est pas dans l'ordre. M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, 79.

7. Motion (en amendement à la question pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), que, vu que les finances de la province sont dans une position encore moins favorable qu'il y a deux ans, que les membres du cabinet actuel ayant alors voté pour la réduction à mille piastres par année, du salaire du secrétaire privé et aide camp de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, etc., cette Chambre déclare que les membres du cabinet actuel ayant démontré par là leur peu de sincérité, en ne faisant rien de ce qu'ils déclaraient être expédient, alors qu'ils étaient dans l'opposition, méritent la censure de cette Chambre et des électeurs de cette province. Objection que cette motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas l'ordre, 162.

8. Autre motion (pour renvoyer à un comité spécial la pétition de Charles Dorion, magistrat de district, de Sorel), objection est faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parceque toute résolution pour appropriation d'argent doit être précédée d'un message du Lieutenant-Gouverneur ; M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, 215, 216.

9. A une motion [en amendement à la seconde lecture du bill pour autoriser la refonte des statuts généraux de la province de Québec] que dans l'état actuel des finances il ne serait pas sage de voter une mesure qui entraînera une dépense de plus de \$60,000,—Objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre par ce que la somme y mentionnée ne peut pas être citée à peu près, sans donner preuves sur le coût de la dite refonte ; M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 122.

10. Objecté [à une motion pour la réception d'une pétition] qu'elle entraîne une dépense du revenu public ; M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 225.

11. Motion pour que le bill intitulé : "Acte pour compléter les dispositions concernant la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de Québec," soit de nouveau renvoyé à un comité général de toute la Chambre avec instruction de faire rapport sur le dit bill ; Objection est faite que cette motion n'est pas dans l'ordre. M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, 238.

12. Objection [à la seconde lecture] du bill concernant la taxe municipale ; que le bill n'est pas dans l'ordre, parce que cette mesure implique le prélèvement de taxes, et aurait dû être recommandée par un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur. M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision le lendemain, 243. M. l'Orateur décide que le bill n'est pas dans l'ordre, 274.

QUESTIONS :—*Suite.*

13. A la troisième lecture du bill des subsides, amendement est proposé qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre à exécution la décision du gouvernement-Joly, par laquelle décision, la taxe spéciale pour la reconstruction du palais de justice du district de Kamouraska, imposée sur les enregistrements d'actes dans ce district, devait cesser d'être perçue, à partir du 1er janvier 1880. Objection étant faite que cet amendement n'est point dans l'ordre parce que la Chambre n'est point en possession des faits y mentionnés, et que telle motion ne peut-être proposée sur la troisième lecture du bill des subsides, 265. M. l'Orateur décide que l'amendement est hors d'ordre, 267.

14. Diverses décisions données en comité général par le président du comité, et appel fait de sa décision ; ses décisions sont maintenues par M. l'Orateur, 277.

15. Une motion est faite en comité général pour ajourner la Chambre ; M. l'Orateur reprend le fauteuil et décide qu'une motion faite en comité pour ajourner la Chambre n'est pas dans l'ordre, 278. Une autre motion d'ajournement est faite (avant que M. l'Orateur laisse le fauteuil) ; Objecté. M. l'Orateur décide que comme il n'a repris le fauteuil que sur une question d'ordre, la motion d'ajournement n'est pas dans l'ordre, 278.

16. Objection à la réception du rapport du comité général sur certaines résolutions concernant la division d'enregistrement des Trois-Rivières, 281. M. l'Orateur décide que ces résolutions ne sont pas dans l'ordre ; appel de sa décision ; elle est renversée, 283.

17. Motion pour que le comité de toute la Chambre auquel a été renvoyé le bill intitulé : " Acte pour compléter les dispositions concernant la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de Québec," reçoive instruction de faire rapport du dit bill. Objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre. M. l'Orateur maintient l'objection. Autre motion que cette Chambre se forme de nouveau en comité sur le dit bill, avec instruction de faire rapport du dit bill. Objection que cette motion n'est pas dans l'ordre. M. l'Orateur maintient l'objection, 292.

18. Objection (à la seconde lecture du bill pour partager la division d'enregistrement des Trois-Rivières en deux divisions d'enregistrement) que le bill n'est pas dans l'ordre, parce que c'est un bill privé, et qu'il doit tomber sous la règle 51 ; M. l'Orateur décide que le bill n'est pas dans l'ordre, 297.

QUESTIONS NÉGATIVES OU REMPLACÉES :—

19. Que le rapport du comité général sur le bill pour amender de nouveau les actes concernant les dépôts judiciaires et autres soit reçu ; remplacé par un amendement, 159.

20. Motion pour une humble adresse priant Sa Majesté qu'il lui plaise gracieusement de soumettre au parlement impérial une mesure à l'effet d'amender " l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," dans le sens de l'abolition du Conseil Législatif ; remplacée par un amendement, 27.

21. Motion que pour effectuer les économies essentielles à la prospérité de cette province et l'exempter de l'imposition de taxes nouvelles, il est nécessaire de supprimer toutes les dépenses publiques qui ne sont pas indispensables, 27, 29.

QUESTIONS NÉGATIVES OU REMPLACÉES :—*Suite.*

22. Motion que le salaire de l'Orateur du Conseil Législatif, et l'indemnité des Conseillers Législatifs devraient être immédiatement abolis, 29.

23. Que (en amendement à la question pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les timbres), cette Chambre ne croit pas devoir consentir à augmenter les taxes qui pèsent déjà sur le peuple, 53.

24. Que (en amendement à la question pour que la Chambre reçoive le rapport du comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les timbres), vu que cette Chambre ne connaît pas le montant que les nouvelles taxes demandées produiront, qu'il n'est pas opportun d'imposer une nouvelle taxe avant que cette Chambre soit en position de juger par elle-même si cette taxe est nécessaire, 73.

25. Pour renvoyer de nouveau en comité les résolutions concernant les timbres ; remplacé par un amendement, 74.

26. Pour amender le bill concernant les enquêtes par les coroners, 117, 118.

27. Que (en amendement à la question pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant l'émission des débiteures provinciales) l'urgence de l'emprunt projeté n'a pas été établie à la satisfaction de cette Chambre ; Que de plus, il n'appert pas, ni par le discours de l'Honorable Trésorier de la province sur le budget, ni par son discours au sujet du dit emprunt, qu'il dispose des ressources nécessaires pour faire face aux intérêts et à l'amortissement de l'emprunt en question, etc., 119.

28. Que [en amendement à la question pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant l'émission des débiteures provinciales] cette Chambre n'a pas suffisamment confiance dans la présente administration pour lui accorder le pouvoir d'emprunter une somme aussi considérable que celle mentionnée dans ces résolutions, et d'en contrôler la dépense, 119.

29. Que [en amendement à la seconde lecture du bill pour autoriser la refonte des statuts généraux de la province de Québec] dans l'état actuel des finances, il ne serait pas sage de voter une mesure qui entraînera une dépense de plus de \$60,000, 122.

30. Pour ajourner la Chambre jusqu'à samedi à 11 heures ; remplacé par un amendement, 138.

31. Motions en amendement à la question pour que la Chambre concourt dans les résolutions des subsides, 141, 143, 145, 151, 172, 178, 179.

32. Que [en amendement à la seconde lecture du bill pour amender l'acte concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative] cette Chambre doit repousser avec énergie toute mesure tendant à diminuer son influence dans la régie de ses affaires d'économie interne et dans la dépense des deniers mis à sa disposition, 182.

QUESTIONS NÉGATIVES OU REMPLACÉES :—*Suite.*

33. Que [en amendement à la réception du rapport du Comité général sur le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud et du Tunnel] la dite Compagnie ne pourra commencer ses travaux de construction sur le dit chemin de fer que lorsqu'elle aura donné des preuves de son intention sérieuse de construire le dit Tunnel en faisant, sur le dit Tunnel, de l'ouvrage *bond fide* pour une somme d'au moins un million de piastres, à la satisfaction du gouvernement, 191.

34. Que le bill concernant les officiers publics de la Province de Québec soit amendé en y insérant une clause à l'effet de réduire les salaires de tous les employés publics qui reçoivent un traitement fixe de plus de \$1000 par année, d'une manière juste et équitable, afin de faire contribuer ces employés à la diminution des dépenses dans la même proportion que les employés mentionnés dans ce bill, 221.

35. Pour amender l'acte des licences de Québec en insérant après le mot "Québec" dans les sections 6, 8, 13 et 14 les mots "dans la ville de Lévis et le village de Lauzon;" en retranchant les sections 15 et 16 et le paragraphe 9 de la section 17 et en ajoutant certains mots à la clause 4, 256.

36. Pour amender le bill concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal de manière à ce que, pas plus de cinq années d'intérêts ne soient exigées des municipalités, 269.

37. Que vu l'état avancé de la session la Chambre ne se forme pas en comité sur certaines résolutions concernant le chef lieu du district judiciaire de Kamouraska, 276. Motions pour renvoyer de nouveau en comité général les dites résolutions, 284.

38. Que, vu l'état actuel des finances, il n'est pas opportun de créer un nouveau bureau pour l'inspection des bureaux d'enregistrement, 285.

39. Qu'avant d'imposer de nouvelles charges sur le peuple, cette Chambre est d'opinion qu'il faudrait essayer d'équilibrer notre budget en réduisant nos dépenses autant qu'elles peuvent l'être, sans nuire à l'efficacité du service public, etc., etc., 286.

40. Que le second rapport du comité permanent des comptes publics soit amendé en ajoutant un rapport proposé rejeté par la majorité du dit comité, 299.

RAPPORTS DE CONSEIL ET MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, 58.

RAPPORTS MUNICIPAUX :—Voir *Documents*, 59.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir *Adresses*, 80, 81. *Documents*, 60, 61, 62. *Interpellations*, p. 42.

RECORDER A MONTRÉAL :—Voir *Interpellations*, p. 167.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Motion pour qu'il soit mis devant cette Chambre un état des recettes et des dépenses de la province pour l'année finissant le 30 juin 1880, 169.

RECouvreMENT DES DETTES :—Bill pour établir de meilleurs dispositions pour le recouvrement des dettes, (l'Hon. M. Irvine), 111. Renvoyé à un comité général, 208 ; Considéré ; Amendé, 241. Motion pour la réception du rapport ; Amendement négatif ; M. l'Orateur donnant sa voix prépondérante ; Rapporté, 242. Passé, 265.

RÈGLES :

1. 51ème règle suspendue, 47, 48, 93, 103, 153.
2. 60ème règle suspendue, 36.
3. 49ème règle devant être mise strictement en force, 36, 154.
4. 49ème règle suspendue, 96, 102, 113, 139.
5. 31ème règle suspendue, 98, 212.

RÈGLES ET RÉGLEMENTS :—Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les règlements et ordres permanents pour la régie de la Chambre, 30. Premier rapport, 36. Adopté, 48.

RENOUVELLEMENT D'ENREGISTREMENT :—Voir *Cadastrés*.

RICHELIEU, CIE HYDRAULIQUE ET MANUFACTURIÈRE DE LA RIVIÈRE :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 77. Rapport de l'avis, 86. Bill (M. Préfontaine), 97. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 107. Rapporté, 171. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 181. Par le Conseil, 259. S. R., 313. (43-44 Vict., ch. 91).

RIMOUSKI, LES SOEURS DES, PETITES ECOLES DE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 56. Rapport de l'avis, 67. Bill (M. Parent), 110. Renvoyé au comité des bills privés, 159. Rapporté amendé, 178. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 190. Par le Conseil, 255. Honoraire remis, 227. S. R., 315. (43-44 Vict., ch. 75).

RIMOUSKI, NOTRE-DAME DU SACRÉ CŒUR :—Voir *Adresses*, 82. *Documents*, 63.

RIMOUSKI, DIVISION DE :—En deux agences de terres. Voir *Interpellations*, p. 70.

RIMOUSKI, F. D. DE ST. AUBIN :—Voir *Interpellations*, p. 69.

RISTIGOUCHE SALMON CLUB :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 22. Rapport de l'avis, 46. Bill (L'Hon. M. Church), 49. Renvoyé au Comité des bills privés, 62. Rapporté amendé, 103. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 114. Par le Conseil, 217. S. R., 313. (43-44 Vict., ch. 82).

RIVIÈRE OUELLE, COUR DES COMMISSAIRES :—Voir *Adresses*, 83. *Documents*, 64.

ROBERGE EPHREM :—Motion, que des copies des correspondances et documents relatifs à la traverse de chemin de fer de Q. M. O. et O., sur la terre d'Ephrem Roberge, dans la paroisse de Ste. Jeanne de Neuville, soient mises devant cette Chambre, 169.

ROBIDOUX, J. E. :—Voir *Interpellations*, p. 81.

ROLLAND & FILS :—Pétition ; demande d'aide pour la publication du " Journal de l'Education ", 193.

ROULEAU, JOSEPH :—Voir *Interpellations*, p. 184.

ROXTON, COUR DES COMMISSAIRES DE— :—Voir *Adresses*, 84. *Documents*, 65. *Interpellations*, p. 69.

ROY, DR G. E. :—Voir *Adresses*, 85, 86.

ROYAL COLONIAL INSTITUTE :—Lettre de remerciements au sujet de la réception de certains documents, 9.

Voir *Documents*, 66.

SALABERRY, CHS. DE—, Monument à— :—Voir *Interpellations*, p. 88.

SALABERRY DE VALLEYFIELD, ST. JEAN BAPTISTE DE— :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 84. Rapport de l'avis, 96. Bill [M. Bergevin], 98. Renvoyé au comité des bills privés, 115. Rapporté amendé, 165. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 173. Par le Conseil avec amendements, 278. Considérés, 280. Adoptés, 288. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 71].

SALAIRES DES EMPLOYÉS PUBLICS :

Bill pour réduire le maximum des salaires payés aux employés publics à \$3000 par année [M. Gagnon], 57.

Bill pour amender l'acte pour rendre saisissable une partie des—. Voir *Employés publics*.

SÉNÉCAL, L. A. :—Voir *Interpellations*, 81, 82, 292.

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant l'administration des serments d'office ; Présenté, 5.

SERVICE CIVIL :—Voir *Documents*, 67.

SESSION L'HIVER :—Résolu, que dans l'opinion de la Chambre les sessions de la Législature devraient avoir lieu durant l'hiver, 188.

SHERBROOCE, GAZ AND WATER COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 30. Rapport de l'avis, 46. Bill [l'Hon. M. Robertson], 48. Renvoyé au comité des bills privés, 62. Rapporté amendé, 110. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 114. Par le Conseil, 192. S. R., 813. [43-44 Vict., ch. 96].

SHERBROOKE, HOSPICE DU SACRÉ-CŒUR :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

SHERBROOKE :—Bureau d'information pour repatriement. Voir *Interpellations*, p. 214.

SHÉRIFS, RÉGISTRATEURS ETC. :—La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les honoraires des shérifs, registrateurs, protonotaires et des Secrétaire-Trésoriers des municipalités, en rapport avec certains enrégistrement et avis, 49. Le comité délibère ; Série de résolutions rapportées et adoptées, 50. Bill présenté. Voir *Ventes des biens immobiliers*.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Pétition demandant qu'aucun changement ne soit fait concernant le fonctionnement des—, 139.

SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE A MONTRÉAL :—Voir *Interpellations*, p. 184.

SOCIÉTÉS DE COLONISATION :

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant les sociétés de colonisation ; Le comité délibère ; Résolution à rapporter, 246. Rapportée et adoptée, 247.

2. Bill pour amender les actes concernant les sociétés de colonisation [l'Hon. M. Chapleau], 247. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 261. Par le Conseil, 293. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 18].

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION :—Bill pour ratifier les procédés de certaines sociétés de construction. [M. Gagnon], 155. Renvoyé à un comité général, 262.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ST. JACQUES :—Pétition demandant la passation d'un acte ratifiant ses droits, etc., 85. Rapport de l'avis, 97. Bill [M. Taillon], 97. Renvoyé au Comité des bills privés, 174. Rapporté amendé, 211. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 229. Par le Conseil, 279. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 58].

SOCIÉTÉ DES GRADUÉS DE L'UNIVERSITÉ MCGILL :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom— ; 49^{ème} règle suspendue ; Pétition reçue et lue, 96. Rapport de l'avis, 124. Bill [L'Hon. M. Church], 124. Renvoyé au Comité des bills privés, 164. Rapporté, 186. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 207. Par le Conseil, 266. Honoraire remis, 251. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 64].

SMITH CHARLES, SR :—Pétition demandant la passation d'un acte pour autoriser la vente de certains biens substitués par le testament de feu—40. Rapport de l'avis, 56. Bill [L'Hon. M. Irvine], 57. Renvoyé au Comité des bills privés, 159. Rapporté amendé, 190. Considéré en Comité général, 212. Ordre pour la réception du rapport déchargé, bill renvoyé de nouveau à un Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 229. Par le Conseil, 312. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 78].

SMITH, P. E. :—Pétition demandant qu'un index général des journaux de la Législature de Québec, préparé par lui, soit adopté, 137.

SOREL, HÔPITAL GÉNÉRAL :

1. Pétition ; demande d'aide, 109.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

SPENCER WOOD, EMPLOYÉS DE :—Voir *Adresses*, 87. *Interpellations*, p. 58.

STATUTS, DISTRIBUTION GRATUITE DES STATUTS AUX JUGES DE PAIX :—Voir *Interpellations*, p. 184.

STATUTS, DOCUMENTS DEVANT ÊTRE IMPRIMÉS DANS LES STATUTS :—Voir *Interpellations*, p. 33.

STATUTS REFONDUS ET GAZETTE OFFICIELLE, ÉCHANGE DES :—Voir *Interpellations*, p. 10.

STATUTS GÉNÉRAUX DE LA PROVINCE, BILL POUR AUTORISER LA REFONTE DES :—(l'Hon. M. Loranger), 31. Motion pour 2ème lecture ; Amendement ; Objection ; M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; Autre amendement négatif ; Bill lu la 2ème fois sur division ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé, 122. Rapporté ; Passé, 152. Par le Conseil. 217. S. R., 313. (43-44 Vict., ch. 2.)

STATUTS IMPÉRIAUX :—Bill concernant les compagnies incorporés en vertu des Statuts Impériaux, (l'Hon. M. Lynch), 32. Lu la 2ème fois. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé, 90. Ordre pour la réception du rapport, déchargé ; Bill renvoyé de nouveau en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 111. Par le Conseil, 239. S. R., 312. (43-44 Vict., ch. 38.)

STE. ANNE DE BEAUPRÉ :—Voir *Pères Rédemptoristes*.

STE. ANNE ET ST. FÉRÉOL :—Pétition demandant la fixation des limites des paroisses de—, 66. Bill (M. Langelier, Montmorency), 78. Rapport de l'avis, 92. Bill introduit de nouveau, 93. Renvoyé au comité des bills privés, 100. Rapport que les promoteurs du bill désirent le retirer, 218. Honoraire remis, 218. Pétition contre, 130.

STE. ELIZABETH DE FARNHAM :—Pétition de l'Hospice ; demande d'aide, 22.

STE. ELIZABETH, JOLIETTE :—Pétition de l'Hospice ; demande d'aide, 22.

ST. FÉRÉOL :—Pétition demandant un amendement à l'acte de cette province, 38 Vict., chap. 28, concernant les limites de la paroisse de St. Féréol, 85.

ST. FRANÇOIS DU LAC :

1. Pétition de l'Hôpital Général ; demande d'aide, 22.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

ST. GABRIEL DE BRANDON :—Pétition demandant qu'une certaine partie de la paroisse de St. Gabriel de Brandon, qui se trouve dans le comté de Berthier, en soit détachée et soit annexée au comté de Maskinongé, pour toutes fins quelconques, 78. Rapport de l'avis, 186. Bill (M. Caron), 93. Renvoyé au comité des bills privés, 100. Rapporté amendé, 138. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 158. Par le Conseil, 217. Honoraire remis, 226. Voir *Interpellations*, p. 264. S. R., 414. (43-44 Vict., ch. 36.)

STE. GENEVIÈVE, COUR DES COMMISSAIRES :—Voir *Adresses*, 88. *Documents*, 68.

ST. HENRI DE MASCOUCHE :—Asile de la Providence ; Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

ST. HENRI DES TANNERIES :—Pétition demandant des amendements à l'acte 27 Vict., chap. 10, sect. 7, 85. Rapport de l'avis, 92. Bill (M. Taillon), 95. Renvoyé au comité des bills privés, 159. Rapporté amendé, 225. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 245. Par le Conseil, 302. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 37.]

ST. HIPPOLYTE :—Bill pour détacher une certaine partie de la paroisse de St. Hippolyte, canton de Watton, comté Wolfe, et l'annexer à la paroisse de St. Camille, etc., etc., [M. Picard], 165. Renvoyé à un comité général; Considéré, 244. Rapporté; Passé, 262. Par le Conseil, 293. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 34.]

ST. IGNACE DU COTEAU DU LAC, ASILE DE :—Pétition; demande d'aide, 30.

ST. JEAN :

Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 84. Rapport de l'avis, 96. Bill [l'Hon. M. Marchand], 97. Renvoyé au comité des bills privés, 159. Rapporté amendé, 225. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 245. Par le Conseil avec amendements 293. Considérés et adoptés, 294. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 62].

Hôpital—:—Pétition; demande d'aide, 96.

Salle d'asile—:—Pétition; demande d'aide, 96.

ST. JEAN A SORÉL, CIE DE CHEMIN DE FER DE—:—Voir *Chemins de fer*, 15.

ST. JEAN DE DIEU, ASILE DE—:—Voir *Adresses*, 89. *Documents*, 69.

ST. JEAN DES CHAILLONS, COUR DES COMMISSAIRES :—Voir *Adresses*, 90. *Documents*, 70.

ST. JEAN D'IBERVILLE :

Union St. Joseph de :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation; 49ème règle suspendue; reçue et lue, 102. Rapport de l'avis, 110. Bill (l'Hon. M. Marchand), 110. Renvoyé au comité permanent des bills privés, 115. Rapporté amendé, 138. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 158. Par le Conseil, 217. Honoraire remis, 251. S. R., 313. [43-44 Vict., ch. 87].

Pétition demandant des amendements à l'acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de—, 165.

Salle d'asile :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

ST. JEAN DORCHESTER, HÔPITAL DE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

ST. JOSEPH DE CHAMBLY :—Bill pour annexer une partie de la Paroisse de Chambly à la paroisse de St. Luc, etc., [l'Hon. M. Marchand], 110. Lu la 2ème fois; Renvoyé à un comité général; Considéré, 132. Rapporté; Passé, 164. Par le Conseil, 217. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 35].

ST. JOSEPH DE LANORAIE :—Pétition des Sœurs de la Charité; demande d'aide, 37.

ST. JUDE, COUR DES COMMISSAIRES :—Voir *Adresses*, 91. *Documents*, 71.

ST. LAURENT, BASSES LAURENTIDES ET SAGUENAY, CIE DU CHEMIN DE FER DU— :—Voir *Chemins de fer*, 16.

STE. MARIE DE MONNOIR :—Pétition pour changer le nom du collège ; 49ème règle suspendue ; Reçue et lue, 113. Rapport de l'avis, 124. Bill [M. Boutillier], 127. Renvoyé au comité des bills privés, 164. Rapporté amendé, 217. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 229. Honoraire remis, 242. Passé par le Conseil, 312. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 65].

STE. MARIE DE MONNOIR :—Hospice Ste. Croix. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

STE. MARGUERITE :—Bill pour expliquer le chapitre 54, de l'acte de la ci-devant province du Canada, 27 et 28 Victoria, quant à ce qui se rapporte à la paroisse de Ste. Marguerite, [l'Hon. M. Chapleau], 138. Lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 183. Par le Conseil, 259. S. R., 315. [43-44 Vict., chap. 33].

ST. MARTIN, EMBRANCHEMENT DE :—Voir *Interpellations*, p. 60. *Chemins de fer*, 17.

ST. MAURICE, BUREAU D'ENREGISTREMENT :—Motion pour que la pétition du Rév. Ths. Martel et autres, de la division électorale de St. Maurice soit reçue et lue. Objecté que cette pétition n'est pas dans l'ordre et ne peut être reçue, 224. M. l'Orateur décide que comme elle entraîne une dépense du revenu public, elle ne peut être reçue, 225.

ST. PAULIN :—Pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge ; demande d'aide, 37.

ST. PIE :—Pétition demandant que la paroisse de St. Pie soit annexée au comté de St. Hyacinthe, pour les fins d'enregistrement, 137.

STE. SCHOLASTIQUE, COUR DES COMMISSAIRES :—Voir *Adresses*, 93. *Documents*, 72.

STE. URSULE :

1. Pétition des Sœurs de la Providence ; demande d'aide, 78.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

ST. VIATEUR, CLERCS PAROISSIAUX DE — : Pétition pour autoriser les Clercs Paroissiaux ou Catéchistes de St. Viateur à Joliette à hypothéquer certains biens, 84. Rapport de l'avis, 92. Bill [M. Lavallée], 93. Renvoyé au Comité des bills privés, 174. Rapporté amendé, 211. Considéré en Comité ; Rapporté ; Passé, 228. Par le Conseil, 279. Honoraire remis, 274. S. R., 315. [43-44 Vict., ch. 76].

ST. VINCENT DE PAUL :—Pétition ; demande d'aide pour l'asile, 56.

SUBSIDES :

1. Estimés pour l'année courante et l'année financière finissant le 30 juin 1881 ; Renvoyés à ce comité, 98. Estimés supplémentaires pour l'année financière finissant le 30 juin 1881 ; Renvoyés à ce comité, 222.

SUBSIDES :—*Suite.*

2. La Chambre devant se former en comité des subsides, 39.
3. La Chambre en comité, 89, 101, 125, 127, 132, 162, 174, 222.
4. Résolutions rapportées et adoptées, 89, 141, 142, 144, 147, 171, 176, 223.
5. Résolution considérée de nouveau et amendée, 174.
6. Considération ultérieure des dites résolutions remises, 177.
7. *Voies et Moyens* :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 39. La Chambre en comité ; Rapport d'une résolution, 227. Adoptée, 231.
8. Bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1880 et pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1881, et pour d'autres fins du ressort du service public. [L'Hon. M. Robertson], 232. Lu la 2^{me} fois, 262. Motion pour 3^{me} lecture ; Amendement [qu'une adresse soit présentée priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre à exécution la décision du gouvernement-Joly, par laquelle la taxe spéciale pour la reconstruction du palais de justice du district de Kamouraska devait cesser d'être perçue] ; Objecté au dit amendement ; Débats ; Débats ajournés, 265. Débats repris ; M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; Lu la 3^{me} fois et passé, 267. Par le Conseil, 293. S. R., 316. [43-44 Vict., ch. 1].
9. Motions pour que les règles de cette Chambre, qui exigent des avis, soient suspendues, et que la Chambre se forme en comité des subsides pour passer une résolution autorisant le Trésorier à avancer au comptable de la Chambre, la somme de \$20,000 pour rencontrer les frais de voyage et les dépenses de l'indemnité des membres et pour les dépenses contingentes de la Chambre ; Signification de la recommandation de Son Honneur ; Le Comité délibère ; Résolution à rapporter ; Rapportée et adoptée, 121.
10. A une motion pour le concours dans une résolution des subsides, Amendement est proposé que le rapport soit de nouveau renvoyé à un comité général avec instruction de retrancher tout ce qui a rapport au Conseil Législatif, négativé, 143.
11. A une motion pour le concours dans une résolution des subsides, Amendement est proposé que le comité reçoive instruction de réduire le montant accordé aux coroners de \$18000 à \$10000, négativé, 146.
12. A une motion pour le concours dans une résolution des subsides, Amendement est proposé que le comité reçoive instruction de retrancher toutes les augmentations qui sont proposées dans les dépenses du service civil, négativé, 151.
13. A une motion pour le concours dans une résolution des subsides, Amendement est proposé que l'item ayant rapport à l'inspection des écoles devrait être retranché, 141, négativé, 142. Autre amendement pour réduire le montant de \$28,625 à \$20,000, négativé, 172.

SUBSIDES :—*Suite.*

14. A une motion pour le concours dans une résolution des subsides, Amendement est proposé qu'au lieu de voter la somme de \$10000 pour encourager l'immigration, il vaudrait mieux employer cette somme à aider la grande cause de la colonisation, 178.

15. Résolution, que le Trésorier de la province soit autorisé à dépenser, sur les appropriations faites par cette Chambre pour le service public, telle somme ou sommes d'argent que les besoins du service public requièrent absolument, en attendant que le bill des subsides soit passé, etc., etc., adoptée, 227.

SUCCESSIONS VACANTES :—Bill pour faciliter le règlement final des successions vacantes en ce qui concerne la vente des immeubles et des créances non échues [M. Lafontaine, Napierville,] 57. Renvoyé à un comité général et le comité se lève sans faire de rapport, 108.

SUCRE DE BETTERAVES, CIE DE—, DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :

1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 84. Rapport de l'avis, 92. Bill [M. Racicot], 94. Renvoyé au comité des bills privés, 159. Rapporté amendé, 193. Considéré en comité général; Rapporté; Passé, 213. Honoraire remis, 274. Passé par le Conseil avec amendements, 293. Considérés et adoptés, 293. S. R., 314. [43-44 Vict., ch. 89.]

2. Résolution pour une adresse à Son Honneur, lui demandant de vouloir bien transmettre à Son Excellence une résolution de la Chambre, ayant pour objet la prolongation par le gouvernement fédéral de l'exemption pour dix ans, de tout droit d'accise, sur le sucre de betteraves manufacturé dans la province, 238. Voir *Adresses*.

SUD EST, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU :—Voir *Chemins de fer*, 18. *Interpellations*, p. 42, 104.

SYMES :—Pétition de Dame Marie Anne Claire Symes, marquise de Bassano, épouse dec N. H. C. M. G. Maret, marquis de Bassano; demandant l'autorisation de vendre certains immeubles substitués, 37. Rapport de l'avis, 47. Bill [l'Hon. M. Ross], 48. Renvoyé au comité des bills privés, 83. Rapporté amendé, 178. Considéré en comité général, 189, 206, 212. Amendé; Rapporté; Passé, 228. Honoraire remis, 302.

TABLES DE BILLARDS :—Pétition demandant des amendements à la loi concernant les—, 224.

TACHÉ, V. :—Voir *Documents*, 73.

TAXES MUNICIPALES :—Bill concernant les taxes municipales [M. Racicot], 98. Motion pour 2ème lecture; Objection. M. l'Orateur devant donner sa décision le lendemain, 243. M. l'Orateur décide que le bill n'est pas dans l'ordre, 274.

TERRASSE DURHAM :—La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant la vente de telles

TERRACE DURHAM :—*Suite.*

portions de terrain sur lequel sont érigés et construits le vieux château et ses dépendances, ainsi que l'emplacement du château Saint-Louis. Le comité délibère. Résolution à rapporter, 310. Rapportée et adoptée, 311.

TERRES ABANDONNÉES :

1. Bill concernant les—, [M. Mathieu], 22. Seconde lecture du bill renvoyée à trois mois, 116.

2. Pétition contre le bill, 109.

TERRES DE LA COURONNE :

Bill concernant l'établissement des terres de la Couronne [M. Langelier, Montmorency], 41.

Voir *Adresses*, 94. *Documents*, 74.

TERRIEN PIERRE :—Pétition demandant le règlement de certaines réclamations en rapport avec le chemin de fer Q. M. O. et O., 165.

TIMBRES :

1. Motion pour que la Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les timbres ; Amendement ; Objection ; M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; Autre amendement négatif, 53. Motion principale adoptée ; Le comité délibère ; Série de résolutions rapportées, 54. Motion pour l'adoption du rapport ; Amendement ; Débats ; Amendement négatif, 73. Autre amendement, amendé ; Motion principale amendée, 74. La Chambre de nouveau en comité ; Le comité délibère ; Série de résolutions rapportées et adoptées, 75.

2. Bill pour amender et refondre les différents actes y mentionnés se rapportant aux timbres [l'Hon. M. Lynch], 76. Lu la 2^{ème} fois sur division ; renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 183. Par le Conseil avec amendements, 254. Considérés et adoptés, 255. S. R., 312. [43-44 Vict., ch. 9].

TRÉSOR, DÉPARTEMENT DU :—Bill pour amender l'acte 31 Vict., ch. 9, intitulé : Acte concernant le— et les revenus, dépenses et comptes publics, [M. Gagnon], 193.

TROIS-RIVIÈRES :

Division d'enregistrement des— :—1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la— ; Le comité délibère ; Résolutions à rapporter, 281. Motion pour la réception du rapport ; Objecté. M. l'Orateur décide que les résolutions ne sont pas dans l'ordre, 283. Appel de sa décision ; Elle est renversée, 283. Résolutions rapportées et adoptées, 290. Son Honneur recommande ces résolutions, 254.

2. Bill pour partager la division d'enregistrement des Trois-Rivières en deux divisions d'enregistrement [l'Hon. M. Loranger], 291. Motion pour seconde lecture ; Objecté que le bill n'est pas dans l'ordre, 297. M. l'Orateur décide qu'il est hors d'ordre, 298.

TROIS-RIVIÈRES :—*Suite.*

3. *Compagnie d'imprimerie de* :—Motion pour un état indiquant les montants payés par la Chambre à la Compagnie d'imprimerie des Trois-Rivières pour impressions, depuis le 2 mai 1870 jusqu'à ce jour, 168.

4. *Cour Criminelle* :—Voir *Adresses*, 95. *Documents*, 75.

5. *Hôpital St. Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

6. *Hôpital des Ursulines* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

7. *Loop Line* :—Voir *Interpellations*, p. 42.

TRUDEL, PROPRIÉTÉ :—Voir *Adresses*, 96. *Documents*, 76.

TUNNEL, CIE DU—Et du chemin de fer de la Rive Sud. Voir *Chemins de fer*, 19.

TUNNEL DU FLEUVE ST. LAURENT, CIE DU—Voir *Chemins de fer*, 20.

UNION JACQUES CARTIER, CIE DU CHEMIN DE FER DE L'—Voir *Chemins de fer*, 21.

VACCIN, INSTITUTION DE :—Voir *Interpellations*, p. 167.

VACCINATION :—Pétition demandant de l'aide pour fonder et entretenir un établissement de vaccination, 137.

VALLÉE, R. P. :—Pétition demandant la passation d'un acte pour autoriser le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, 84. Rapport de l'avis, 92. Bill [M. Mathieu], 95. Renvoyé au Comité des bills privés, 100. Rapporté amendé, 127. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 156. Par le Conseil, 220. Motion pour la remise de l'honoraire, négative, 302. S. R., 313. [43 44 Vict., ch. 103].

VARENNES, HOSPICE LAJENMERAIS :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

VENTE DES BIENS IMMOBILIERS :—Bill pourvoyant à la meilleure protection des créanciers hypothécaires et pour donner une plus grande publicité à la saisie et à la vente des biens immobiliers. [L'Hon. M. Lynch], 51. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 152. Par le Conseil, 193. S. R., 312. [43-44 Vict., ch. 25].

VERCHÈRES :—Avis qu'Achille Larose, écr., n'a pas l'intention de s'opposer à la pétition d'élection dans la contestation de Verchères, 4.

VERRET JÉRÉMIE :—Pétition demandant une enquête sur la conduite de la Compagnie du chemin de fer du Lac St. Jean à son égard ; reçue et lue, 217.

VICTORIA 27, chap. 10, section 7 :—Voir *St. Henri des Tanneries*.

VICTORIA 38 :—Bill pour amender le chapitre 10, de la 38 Victoria [M. Taillon], 161.

VICTORIA 32, chap. 32, de la province de Québec. Voir *Médecins*.

VER, F. E. :—Voir *Adresses*, 97. *Documents*, 77.

IGNE :—Pétition ; demande d'aide pour la culture de la vigne, 178.

ILLENEUVE, GÉDÉON :—Voir *Interpellations*, p. 167.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS :—Impression quotidienne des —, 7.

WHITCHER, T. D :

1. Pétition demandant la passation d'un acte l'autorisant à pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec, 56. Rapport de l'avis, 67. Bill [M. Lovell], 68. Renvoyé au comité des bills privés, 83. Rapport que le préambule n'est pas prouvé et qu'il n'est pas désirable que la Législature intervienne dans cette matière, 103. Honoraire remis, 111.

2. Pétitions contre, 67.

WHYTE JAMES :—Voir *Adresses*, 98. *Documents*, 78.

WOODBIDGE, CHEMIN :—Voir *Interpellations*, p. 58.

WOODSTOCK, CHEMIN DE FER DE :—Voir *Interpellations*, p. 58. Chemins de fer, 22.

YAMACHICHE, STE. ANNE D' :—Pétition des Sœurs de la Providence ; demande d'aide, 30.

YAMACHICHE, HOSPICE STE. ANNE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 29.

YILL ALEX. :—Pétition demandant une indemnité, 113.

ERRATA.

Page 64, ligne 2, au lieu de "promutations," lisez "promotions."

Page 84, ligne 35, après le mot "Québec" insérez "du conseil de ville de la ville de Longueuil."

Page 87, ligne 2, après les mots "de la" insérez les mots "Province, depuis le commencement de la."

Page 90, 4ème avant dernière ligne, retranchez le mot "requêtes" et insérez le mot "enquêtes."

Page 131, ligne 11, au lieu de "1863" lisez "1878."
